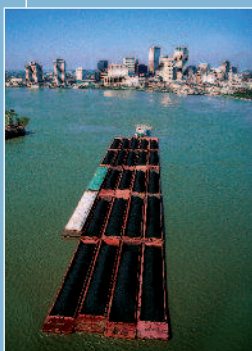
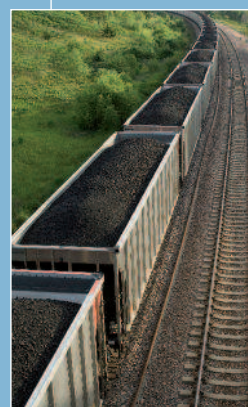


L'EXPERIENCE

DE LA LOCATION OPÉRATIONNELLE



Touax RAPPORT ANNUEL 2013

L'EXPERIENCE DE LA LOCATION OPÉRATIONNELLE

CONTENEURS MARITIMES

N°1 en Europe

- 602 000 conteneurs
- 3,8 % de PDM mondiale*
- 54 % du CA

CONSTRUCTIONS MODULAIRES

N°2 en Europe continentale**

- 51 000 constructions modulaires
- 7,5 % de PDM en Europe
- 29 % du CA

WAGONS DE FRET

N°2 en Europe**

sur les wagons intermodaux

- 8 000 wagons
- 6,5 % de PDM en Europe
- 10 % du CA

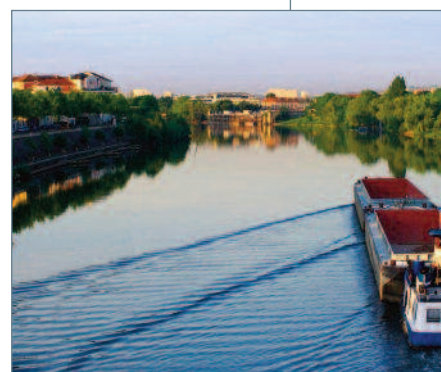
BARGES FLUVIALES

N°1 en Europe et en Amérique du Sud**

- 130 barges
- 25 % de PDM en Europe
- 7 % du CA

* source Drewry Maritime Research

** source Touax



Implanté sur les cinq continents, TOUAX réalise **349** millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013 dont **88 %** en dehors de la France.

Au 31 décembre 2013, le Groupe gère près de **1,6 milliard** d'euros de matériels pour son propre compte et pour celui d'investisseurs institutionnels ou privés.



TOUAX est un **groupe mondial** de services aux entreprises, spécialisé dans la location et la vente de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de wagons de fret et de barges fluviales.

Nous répondons aux besoins de nos clients, à travers le monde, en leur offrant des **solutions adaptées** de location, location-vente, sale and lease back ou de vente.

Fort de notre savoir-faire et de notre expertise, nous accompagnons nos clients en leur offrant des **services** associés, tels que la gestion d'actifs, la maintenance, le conseil et l'expertise technique et le trading.



SOMMAIRE

1 Profil de TOUAX : l'expérience de la location opérationnelle **2-3** Message des gérants
4-5 Conteneurs maritimes **6-7** Constructions modulaires **8-9** Wagons de fret
10-11 Barges fluviales **12-13** Historique et présence mondiale du Groupe TOUAX
14-15 Stratégie de création de valeur et chiffres clés **16** TOUAX et la bourse

LE MESSAGE DES GÉRANTS

En 2013, TOUAX réalise un chiffre d'affaires de 350 millions d'euros, en baisse de 2,4 % par rapport à 2012 et constate un résultat net de -15,3 millions d'euros comparé à 9,1 millions d'euros en 2012. Retraité des éléments exceptionnels (charges de restructuration, dépréciations d'actifs et de goodwill), le résultat courant avant impôt est légèrement positif à hauteur de 300 milliers d'euros.

TOUAX en 2013 a renforcé sa structure de bilan avec 185 millions d'euros de fonds propres (+7 %) tout en baissant sa dette nette (-8 %) et dispose de ressources financières satisfaisantes auprès d'investisseurs tiers pour financer sa croissance. Le total des actifs sous gestion s'élève à 1,6 milliard d'euros en hausse de 3 % à devise comparable.

L'année 2013 est marquée par une très forte disparité de conjoncture entre l'Europe où l'activité de location et de vente de

en République tchèque. Ces restructurations expliquent en grande partie les charges exceptionnelles constatées en 2013.

En termes de perspectives, TOUAX a continué les développements porteurs d'avenir. Le Groupe a livré ses premières constructions modulaires au Brésil, en Russie, en Algérie, au Ghana, au Gabon, en Mauritanie, en Guinée, au Togo et au Burkina Faso. Les besoins en constructions modulaires sont très importants dans ces zones et le Groupe compte en profiter.

Pour l'activité de location de Barges Fluviales, nous avons poursuivi notre implantation en Amérique du Sud en offrant des solutions de location opérationnelle de barges fluviales sur le fleuve Paraná Paraguay. En parallèle, TOUAX a développé en Europe des partenariats avec de grands clients industriels afin de se positionner comme un acteur complet offrant des prestations de conseil et de suivi de chantiers pour la construction ainsi que des solutions de ventes et de financement de barges.

Pour son activité Conteneurs Maritimes, nous avons dépassé les 600 000 TEUs sous gestion, ce qui représente une croissance du



Un groupe de services spécialisés proche de ses clients

Constructions Modulaires connaît une année particulièrement difficile et l'ensemble de nos activités internationales (hors d'Europe) comme le Conteneurs Maritimes qui connaît un excellent exercice.

Pour repartir sur des bases saines en Europe, nous avons dû engager plusieurs mesures afin de nous adapter à la conjoncture avec notamment l'arrêt de la production de constructions modulaires en France et la baisse du point mort du site de production

parc de 22 % en 2 ans, en réalisant notamment de nombreuses opérations de sale & lease back avec nos clients armateurs. Nous avons aussi renforcé notre présence en Asie et développé les activités de trading de conteneurs d'occasion.

Dans l'activité Wagons de Fret, nous avons élargi notre base de clients industriels et confirmé une commande de 300 wagons neufs dont la livraison débutera fin 2014.

En termes de résultat, le redressement du Groupe sera néanmoins progressif et l'activité Constructions Modulaires restera en dessous du point mort.

En termes de cash, la situation est totalement différente. Compte tenu de la bonne demande en actifs tangibles des investisseurs institutionnels et privés, TOUAX finan-

cera principalement sa croissance en 2014 par des investisseurs tiers, ce qui aura pour effet mécanique de limiter les investissements en propre et de baisser son endettement.

Ces mesures combinées à des cessions d'actifs non stratégiques ou non loués, à la remontée progressive des taux d'utilisation en Europe et à des baisses de coûts continueront à faire progresser le free cash flow, qui est passé de -22,6 millions d'euros en 2012 à 25,3 millions d'euros en 2013.

Nous remercions l'ensemble de nos collaborateurs pour leur travail de grande qualité et leur implication ainsi que nos partenaires et actionnaires pour leur confiance, leur engagement et leur fidélité.

Raphaël Walewski
Gérant



Fabrice Walewski
Gérant

CONTENEURS MARITIMES

602 000 CONTENEURS

200 DÉPÔTS

25 ANS D'EXPERIENCE



Un partenaire commercial de référence

TOUAX possède et gère une flotte de conteneurs composée essentiellement de conteneurs secs (20 pieds, 40 pieds, et 40 pieds Haute Capacité), dont la qualité de fabrication est reconnue par le marché. Cette flotte a atteint 600 000 conteneurs (TEU) fin 2013, contre 565 000 à la fin de 2012.

En tant que prestataire de services complet présent à chaque stade du cycle de vie des conteneurs, TOUAX propose des formules de location, de financement, de «purchase and lease back», de gestion de flotte et de vente.

TOUAX a noué des relations commerciales étroites et de longue date avec les principales compagnies maritimes de transport conteneurisé, telles que Maersk Lines, Mediterranean Shipping Company, CMA-CGM, Hapag Lloyd, APL-NOL, Evergreen ou China Shipping. Nous travaillons avec plus de 120 compagnies maritimes, dont les 25 premières mondiales, et plus

de 400 clients du secteur de la distribution.

TOUAX est également un leader en matière de gestion opérationnelle de conteneurs pour le compte d'investisseurs financiers tiers.

Nous continuons à élargir notre présence internationale, en développant nos équipes dans nos agences et plateformes régionales, avec un accent particulier sur l'Asie. Notre réseau mondial de 200 dépôts partenaires situés dans des lieux stratégiques reste le pilier de nos activités à travers le monde.

En 2013, TOUAX a conservé un taux d'utilisation moyen de 93 % et a augmenté sa flotte de 40 000 conteneurs (TEU), témoignant de sa capacité à optimiser les performances de sa flotte et confirmant ses compétences en matière de gestion.

Élargissement des services

Avec plus de 25 ans d'expérience, TOUAX s'inscrit dans l'industrie du conteneur avec une perspec-

Location et vente de conteneurs à l'échelle internationale

« 9^{ème} loueur mondial et leader en Europe avec 3,8 % de part de marché »



Flotte gérée par le Groupe (TEU)

2009	481 819
2010	481 759
2011	494 363
2012	564 866
2013	602 096

tive de long terme et s'est fixé l'objectif d'une flotte de 800 000 conteneurs (TEU) à moyen terme.

En 2014, nous étofferons notre gamme de solutions innovantes avec des formules de « purchase and lease back » et de location financière, par la vente de conteneurs neufs et d'occasion, et par de nouveaux produits et services.

Informations sur le marché : la chaîne d'approvisionnement internationale des conteneurs se développe

En 2013, l'industrie du conteneur a enregistré des investissements importants à travers le monde, ainsi que des commandes et affrètements par les compagnies maritimes de navires plus grands, écologiques et économes en carburant. L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement se modernise et se développe.

Les conteneurs maritimes contribuent toujours à

la fluidité des échanges internationaux, avec une croissance du transport conteneurisé estimée à 6 % en 2014.

La demande globale de conteneurs maritimes a régulièrement progressé en 2013, avec une production estimée de 2,4 millions de TEU de conteneurs secs.

L'activité location de conteneurs a confirmé son potentiel stratégique de croissance dans le secteur du transport. En effet, les compagnies maritimes tendent à protéger leurs réserves de liquidités pour consacrer leurs dépenses en capital à de nouveaux navires. Ainsi, plus de 60 % des conteneurs fabriqués en 2013 ont été commandés par des loueurs et 40 % par des compagnies maritimes.

La demande intérieure poursuit également son expansion sur des marchés émergents et à maturité, pour répondre aux besoins en matière de transports intérieurs, de stockage mobile et de transformation en logements.

CONSTRUCTIONS MODULAIRES

5 000 CLIENTS

51 300 MODULES

11 PAYS



Depuis près de 40 ans, nous accompagnons nos clients en Europe et aux États-Unis et maintenant en Afrique et en Amérique du Sud. Grâce à notre capacité industrielle, nous servons nos clients dans le monde entier. Nos équipes de R&D développent les solutions qui répondent aux attentes de nos clients sur leurs problématiques locales. Être fabricant et loueur de constructions modulaires, c'est avoir une solution sur mesure pour chaque projet.

Une offre de produits complète

Fabricant, vendeur et loueur, TOUAX réalise des constructions modulaires et des bâtiments préfabriqués qui respectent les normes les plus qualitatives (comme notamment la norme RT2012) et sont adaptés à tous nos territoires (Europe,

Amérique, Afrique et Moyen Orient). Nos solutions couvrent des usages tels que les bases-vie, bureaux, salles de classe, logement social ou d'urgence, dispensaires, agences commerciales, cantonnements, vestiaires sportifs...

Une diversification internationale réussie

Déjà présent dans 11 pays, TOUAX a continué son expansion sur de nouveaux marchés en développant SACMI, 1er opérateur de solutions modulaires et de bâtiments préfabriqués au Maroc et sur l'Afrique de l'Ouest. Nous sommes désormais en mesure d'accompagner nos clients sur ce continent et d'ouvrir les marchés prometteurs des bureaux et bases vie sur la zone. Touax réalise plus de 66 % de son chiffre d'affaires de la division en dehors de France.

Un service performant et des solutions de constructions très modulaires

« Nos solutions sont flexibles et évolutives et répondent aux enjeux de tous nos clients ! »



Flotte gérée par le Groupe

2009	42 536
2010	45 984
2011	49 064
2012	51 177
2013	51 499

Des réalisations parmi les plus importantes du marché

Nos équipes ont réalisé parmi les plus grosses bases-vie en Afrique et en Europe : site de Tekfen (30 000 m²), site d'Eemshaven (55 000 m²).

Le parc locatif a augmenté de 5 % par an en moyenne ces 5 dernières années passant à plus de 51 000 modules. Par ailleurs, l'activité vente démontre tant le savoir-faire du Groupe que sa capacité à vendre sur les marchés africains (déjà près de 30 % des ventes de la division). À moyen terme, le Groupe a pour objectif d'accroître ses ventes en Afrique et en Amérique du Sud.

Des engagements tenus

À la location comme à la vente, les motivations de nos clients TOUAX sont :

- Une couverture mondiale ;
- Des délais de réalisations très courts (8 à 10 semaines pour livrer plusieurs milliers de m²) ;
- Des prix très attractifs qui sont 10 à 50 % inférieurs à la construction classique ;
- Une performance mesurable de la qualité des bâtiments livrés (BBC, THPE, RT2012, etc.) ;
- Une offre sur mesure partout dans le monde et respectueuse de l'environnement ;
- Une solution 100 % flexible, 100 % modulaire et 100 % adaptable aux besoins de nos clients.

WAGONS DE FRET

2^{ÈME} LOUEUR EUROPÉEN

De wagons intermodaux

8 000 WAGONS DE FRET

UNE PRÉSENCE EN **EUROPE**,
AUX **USA** ET EN **ASIE**



Être Entité en Charge de la Maintenance (ECM) représente pour TOUAX RAIL une étape importante dans le développement de son activité et assoit son expertise et sa compétence vis-à-vis de ses clients.

Un service complet de location, de vente et de maintenance de wagons de fret

TOUAX RAIL propose des contrats de location incluant le service de maintenance. La maîtrise de la maintenance et de la sécurité ferroviaire est un atout mis en avant par TOUAX RAIL au service de ses clients. Depuis fin 2011, TOUAX RAIL est une Entité en Charge de la Maintenance (ECM) certifiée.

TOUAX RAIL offre ses services de location en Europe, aux États-Unis et en Asie : en **Europe** au travers d'un réseau de bureaux situés en Irlande (zone Europe Occidentale), et en Roumanie (zone Europe Centrale), complétés par un réseau d'agences couvrant toute l'Europe ; aux **États-Unis** en partenariat avec Chicago Freight Car Leasing et en **Asie** en partenariat avec un acteur local.

À fin 2012, TOUAX RAIL gère une gamme diversifiée de plus de 8 000 wagons de fret : wagons intermodaux (transport de conteneurs et de caisses mobiles), wagons porte-autos, wagons porte-coils (transport de bobines d'acier), wagons porte-palettes (transport de produits pa-

Nous offrons à nos clients un service de maintenance ferroviaire en complément de notre offre locative

« Depuis décembre 2011, TOUAX RAIL est certifiée ECM (Entité en Charge de la Maintenance) selon la nouvelle législation Européenne »



Flotte gérée par le Groupe

2009	7 531
2010	8 231
2011	8 706
2012	9 119
2013	9 258

lettisés), wagons trémies et pulvérisateurs pour le transport de produits pondéreux (ciments, céréales...). TOUAX RAIL gère également environ 1 300 wagons en maintenance technique.

Des grands groupes comme clients

TOUAX RAIL propose ses services à une clientèle diversifiée se composant de grands groupes ferroviaires publics comme la SNCF (Société Nationale de Chemin de Fer Français), la SNCB (Société Nationale de Chemin de Fer Belges), RCA (Rail Cargo Austria), DB Schenker Rail (Deutsche Bahn), SBB/CFF (Chemins de Fer Suisses) ou

encore ZSSK (Chemins de fer slovaques), ainsi que d'opérateurs ferroviaires privés et de grands groupes industriels ou pétrochimiques comme Solvay ou BASF.

Une stratégie de développement pour la division

Compte tenu des besoins de renouvellement du parc de wagons en Europe, TOUAX RAIL maintient son objectif d'atteindre les 15 000 unités à moyen terme. TOUAX RAIL est également bien placé pour poursuivre son développement international.

BARGES FLUVIALES

1^{ER} loueur de barges fluviales
en Europe et en Amérique du Sud

130 BARGES



À l'appui de plus de 160 ans d'expérience dans le transport fluvial, TOUAX River Barges a développé pour les industriels et opérateurs logistiques fluviaux une offre innovante et exclusive de location longue durée et trading d'actifs fluviaux sur les principaux bassins dans le monde.

TOUAX apporte une gamme innovante de services sur le marché de la barge fluviale grâce à sa maîtrise de tous les éléments de la chaîne fluviale, de la construction à la livraison clés en main.

TOUAX River Barges propose à ses clients une expertise complète dans le domaine fluvial :

- location opérationnelle et financière de barges,
- trading de barges et pousseurs,
- fleet management,
- sale and lease back de flottes fluviales,
- conception technique et suivi de la construction,

- assurance,
- conseil, assistance et expertise technique fluviale,
- gestion des certificats et documents administratifs fluviaux.

Au 31 décembre 2013, le Groupe TOUAX gère une flotte d'environ 130 barges se situant à la 1^{ère} place en Europe et en Amérique du Sud pour la location de barges vrac.

Une présence internationale unique

TOUAX River Barges bénéficie d'une large présence géographique sur les principaux bassins fluviaux mondiaux :

- **En Europe** : le Groupe est très présent sur la Seine et le Rhône en France, sur le Rhin, la Meuse, la Moselle et le Main en Europe du Nord et sur le Danube en Europe Centrale. TOUAX est l'un des principaux opérateurs à être implanté sur le réseau Rhin – Main – Danube

Une offre de services à forte valeur ajoutée, de location et trading de matériels fluviaux

« Nous apportons de la valeur ajoutée au transport fluvial en proposant une offre de services sur mesure à nos clients dans le monde entier. »



(2 500 km traversant 10 pays).

- **En Amérique du Nord** : TOUAX loue des barges sur le Mississippi et le Missouri à différents opérateurs logistiques.
- **En Amérique du Sud** : TOUAX loue 50 barges en longue durée sur le fleuve Paraná-Paraguay qui traverse l'Uruguay, l'Argentine, le Paraguay, la Bolivie et développe activement une offre de trading et de location sur les principaux fleuves. Le groupe est également présent en Colombie et au Brésil.

Le Groupe envisage de se développer sur d'autres bassins situés dans les pays émergents afin d'étendre sa présence mondiale en Amérique du Sud.

De prestigieuses références

- opérateurs logistiques fluviaux : Navrom-TTS, Miller, Ceres, American Electric Power (AEP), P&O Maritime Services...

- entreprises industrielles : Cemex, Lafarge, Arce-lor, Yara, Bunge, ADM-Toepfer, Total...

Un marché en devenir

Le transport fluvial reste le mode de transport intérieur le plus compétitif (7 fois moins cher que le transport routier), le moins coûteux pour la collectivité (3,7 fois moins de consommation de pétrole que le transport routier), le plus écologique (avec 4 fois moins de CO₂ que le transport routier) et contribue à désencombrer les réseaux routiers (1 convoi poussé aux USA de 24 barges signifie 2 200 camions en moins sur les routes).

À moyen terme, TOUAX a pour objectif de doubler sa flotte notamment grâce aux implantations en Amérique du Sud et d'augmenter son chiffre d'affaires ventes.

Conteneurs maritimes

Zone Europe/Afrique

(bureau administratif à Paris)

Zone Asie du Nord

(Hong Kong)

Zone Asie du Sud

(Singapour)

Zone Amériques

(bureau à Miami, États-Unis)

Agents :

Afrique du Sud (Durban),

Australie (Melbourne),

Belgique (Anvers),

Corée du Sud (Séoul),

Inde (Chennai),

Italie (Gènes),

Japon (Tokyo),

Taiwan (Taipei)

Constructions modulaires

France

(8 agences et des bureaux administratifs)

Allemagne

(5 agences)

Espagne

(1 agence)

États-Unis (Floride et Géorgie)

(5 agences)

Pays-Bas et Belgique

(2 agences)

Pologne

(5 agences)

République tchèque

(2 agences, 1 usine)

Slovaquie

(1 agence)

Maroc

(1 usine)

Panama

(1 agence)

Wagons de fret

France

(bureau technique)

Zone Europe Occidentale

(Irlande)

Zone Europe Centrale

(Roumanie)

Zone Amérique du Nord

(États-Unis)

Agents :

Allemagne, Hongrie,

Italie, Slovaquie, Autriche,

Pologne, Hollande, Suède, Turquie

Barges fluviales

Fleuves Seine et Rhône

(France)

Fleuve Rhin, rivières Main, Meuse et Moselle

(Europe du Nord)

Fleuve Danube

(Europe Centrale)

Fleuve Mississippi

(États-Unis)

Fleuve Paraná-Paraguay

(Amérique du Sud)



Pendant plus d'un siècle jusqu'au début des années 70, la société a été un acteur majeur dans le transport fluvial français. Ce mode de transport étant remplacé progressivement par d'autres moyens, le Groupe a décidé de diversifier ses activités dans la location de wagons de fret. Ensuite, le Groupe a eu l'opportunité de se lancer dans la location de constructions modulaires puis a racheté une société de location de conteneurs maritimes. Cette diversification dans

4 grands types de matériels a été réalisée en recherchant une cohérence dans les caractéristiques de matériels qui sont mobiles et standards et afin de ne plus être dépendant d'un seul cycle économique lié à une activité.

TOUT AU LONG DE CES 20 DERNIÈRES ANNÉES, LE GROUPE A MIS L'ACCENT SUR LA CROISSANCE INTERNATIONALE afin de s'implanter dans des marchés étrangers porteurs. De même, le Groupe a adapté constamment ses

UNE PRÉSENCE MONDIALE

Une nouvelle dynamique avec nos implantations dans les pays émergents



produits, ses services et son savoir-faire en fonction de l'évolution du marché et des demandes des clients. Aujourd'hui, TOUAX est reconnu comme un acteur majeur et complet dans chacune de ses activités et se positionne comme le leader européen en conteneurs maritimes et barges fluviales, et comme le numéro 2 européen en constructions modulaires et wagons de fret intermodaux.

HISTORIQUE

HISTORIQUEMENT, UNE ACTIVITÉ DE TRANSPORT FLUVIAL

- 1853** Début de l'activité de transport fluvial sur la Seine
- 1898** Création de TOUAX, société née de la fusion avec un autre acteur majeur
- 1906** Cotation à la Bourse de Paris

UNE DIVERSIFICATION RÉUSSIE DANS 3 SECTEURS D'ACTIVITÉ

- 1955** Premiers investissements dans l'activité Wagons de Fret
- 1973** Lancement de l'activité Constructions Modulaires
- 1985** Acquisition de la société Gold Container Corporation, conteneurs maritimes

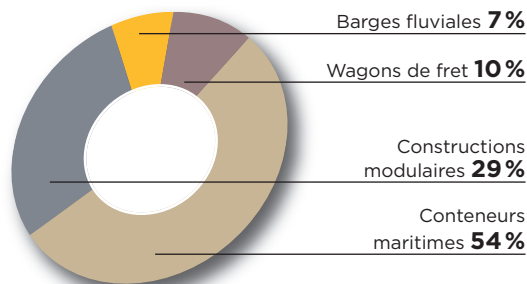
ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DEPUIS 15 ANS

- 1995** Démarrage de la gestion de matériels pour le compte d'investisseurs
- 1998** Gestion conjointe du Groupe par Fabrice & Raphaël Walewski
- 2005** Chiffre d'affaires supérieur à 200 millions d'euros
- 2006** Centenaire de cotation boursière avec une distribution de dividende sans discontinuité
- 2007** TOUAX devient fabricant de constructions modulaires au travers de deux usines
- 2008** Franchissement du seuil d'1 milliard d'actifs gérés par le Groupe
- 2008** Intégration de l'indice SBF 250
- 2010** Chiffre d'affaires supérieur à 300 millions d'euros
- 2012** Développement du Groupe au Maroc

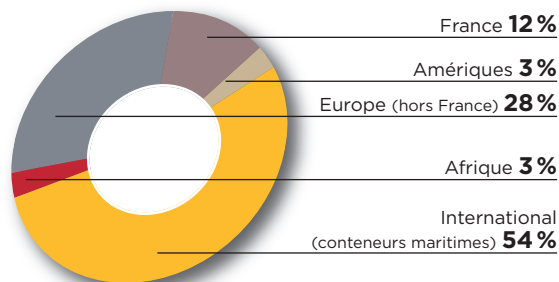
STRATÉGIE DE CRÉATION DE VALEUR ET CHIFFRES CLÉS

Une stratégie de création de valeur commune aux quatre divisions

Répartition du chiffre d'affaires par activité
au 31 décembre 2013

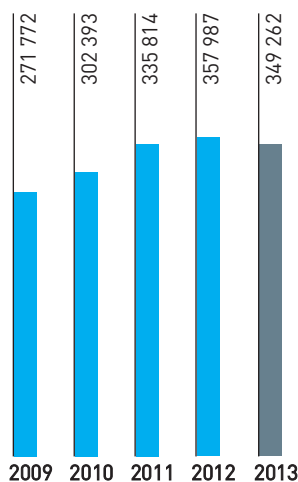


Répartition géographique du chiffre d'affaires
au 31 décembre 2013

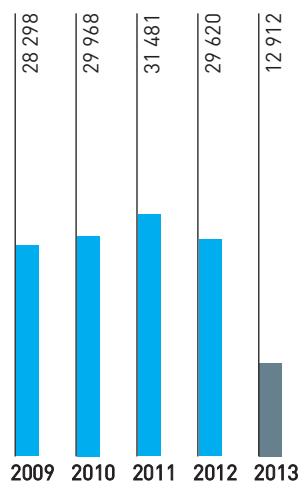


Les secteurs géographiques correspondent à l'implantation des sociétés du Groupe à l'exception de l'activité conteneurs maritimes qui reflète la localisation des actifs par nature internationale.

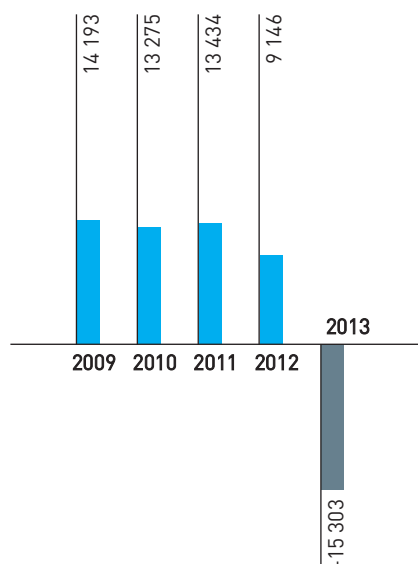
Chiffre d'affaires consolidé
(milliers d'euros)



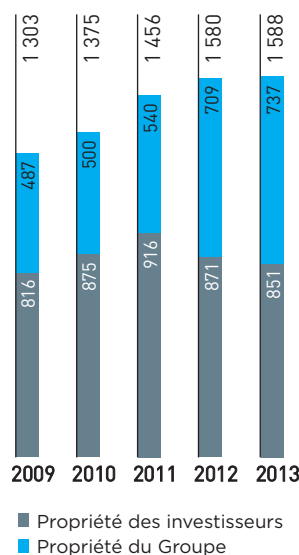
Résultat opérationnel courant consolidé
(milliers d'euros)



Résultat net consolidé part du Groupe
(milliers d'euros)



Répartition des actifs gérés
(millions d'euros)



Près de la moitié des actifs gérés est valorisée en dollar américain. La dépréciation du dollar a pour conséquence une diminution de la valeur en euros du parc géré.

4 LEVIERS DE RENTABILITÉ DURABLE

1. La diversification de ses activités

TOUAX est spécialisé dans la location et la vente de conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales. Ces matériels présentent des qualités similaires et complémentaires :

- la **mobilité** permettant d'optimiser les taux d'utilisation,
- la **stabilité des revenus** générés par des contrats de durée assurant une bonne visibilité,
- la **standardisation et la longue durée de vie des actifs** (15 à 50 ans) permettant d'optimiser les prix de cession des matériels.

Ces activités sont positionnées sur des marchés dont la demande est structurellement porteuse : croissance des échanges mondiaux favorable à la location de conteneurs maritimes ; besoin de flexibilité, de rapidité et de coûts attractifs favorisant les constructions modulaires par rapport aux constructions traditionnelles ; prise de conscience environnementale, hausse des trafics de matières premières et agricoles et libéralisation du fret ferroviaire dans de nombreux pays favorables à la location de barges fluviales et de wagons de fret au niveau international.

2. La pondération de ses investissements en propre

La propriété des matériels génère des revenus locatifs récurrents et permet de valoriser le Groupe en créant des opportunités de plus-values de cession.

TOUAX pondère ses investissements en propre entre les équipements à durée de vie plus courte (les constructions modulaires et conteneurs ma-

ritimes) et les équipements patrimoniaux à très longue durée de vie (wagons de fret et barges fluviales).

3. L'optimisation de ses ressources financières grâce à la gestion pour compte de tiers

TOUAX gère des matériels pour le compte d'investisseurs tiers et est rémunéré par des commissions de gestion qui s'ajoutent aux revenus des actifs en propre. Ces investissements externalisés permettent de générer des revenus supplémentaires et d'améliorer la rentabilité des fonds propres sans immobiliser de capitaux.

Ces contrats de gestion sont de longues durées (en moyenne sur 10 ans) et garantissent la récurrence des cash flows.

4. La capacité de développement et d'adaptation du Groupe à son environnement

Dans chacune de ses activités, TOUAX est à l'écoute de ses marchés et de ses clients, lui permettant de développer et d'améliorer constamment ses services et ses produits. Chacune des divisions du Groupe a renforcé depuis les 5 dernières années ses compétences, ses activités et ses services pour être reconnu comme un acteur incontournable dans son domaine.

Le Groupe poursuit également sa stratégie de croissance internationale notamment dans les pays émergents pour diversifier les risques, continuer à prendre des parts de marché et réaliser des économies d'échelle.

TOUAX ET LA BOURSE

Fiche signalétique TOUAX

Code ISIN : FR0000033003

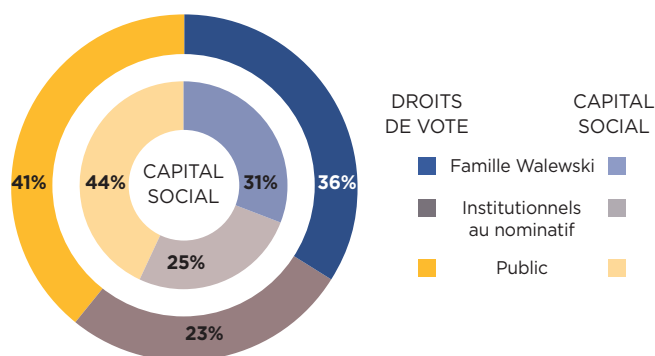
Code mnémonique : TOUPFP

Marché de cotation : NYSE Euronext (Paris)

Indices : CAC® Small et CAC® Mid & Small

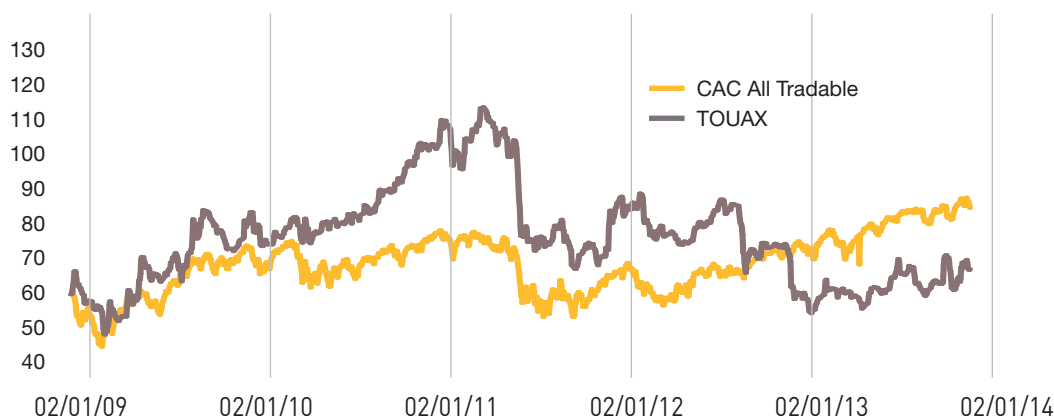
SRD Long-seulement

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2013



Évolution du titre sur 5 ans

(cours base 100 au 2 janvier 2009)



Source : Euronext

Données boursières

	2013	2012	2011
Cours de l'action le plus haut (€)	21,45	26,15	32,99
Cours de l'action le plus bas (€)	15,71	19,19	19,60
Dernier cours de l'année (€)	18,94	21,71	21,80
Evolution du cours sur l'année	-10,78 %	-0,40 %	-26 %
Evolution du CAC 40 sur l'année	18 %	15 %	-17 %
Nombre d'actions au 31 décembre	5 883 773	5 740 267	5 720 749
Capitalisation boursière au 31 décembre ⁽¹⁾	111,44	124,62	124,71
Nombre de titres échangés	1 041 020	941 405	1 053 734
Capitaux échangés ⁽¹⁾	21,83	21,59	29,35

(1) en millions d'euros

Données par action

	2013	2012	2011
Résultat net par action	-2,63	1,6	2,35
PER	-7,20	13,57	9,28
Dividende net par action	0,5*	0,5	1
Rendement net	2,6 %	2,8 %	4,6 %

* un dividende de 0,5 € par action est proposé au vote de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2014.

AGENDA DE L'ACTIONNAIRE

13 mai 2014
Annonce du CA
1^{er} trimestre 2014

11 juin 2014
Assemblée Générale
des actionnaires

28 août 2014
• Annonce CA
2^e trimestre 2014
• Annonce des résultats
1^{er} semestre 2014

13 novembre 2014
Annonce du CA
3^e trimestre 2014

12 février 2015
Annonce du CA
4^e trimestre 2014

semaine du 23 mars 2015
Annonce
et présentation
des résultats 2014

SOMMAIRE GENERAL

1.	PERSONNES RESPONSABLES.....	18
2.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	19
3.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	20
4.	FACTEURS DE RISQUE.....	21
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	27
6.	APERÇU DES ACTIVITES.....	30
7.	ORGANIGRAMME	33
8.	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	36
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	36
10.	TRESORERIE ET CAPITAUX	37
11.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	37
12.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	38
13.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....	38
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE	38
15.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES	39
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	40
17.	SALARIES	41
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	42
19.	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	44
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	45
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	107
22.	CONTRATS IMPORTANTS.....	111
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATION D'INTERETS	111
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	111
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	111
26.	RAPPORTS DES GERANTS	112
27.	RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	136
28.	INFORMATIONS COMMUNIQUEES RECEMMENT.....	150
29.	PROJET DES RESOLUTIONS.....	154
30.	INCLUSION PAR REFERENCE	157
31.	GLOSSAIRE	157

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. PERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT DE REFERENCE ET LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Fabrice et Raphaël WALEWSKI, Gérants

1.2. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE CONTENANT UN RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant paragraphe 26.1 page 112 du présent document présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières consolidées historiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant pages 104 à 105 du présent document, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2012 et 2011. Au titre de l'exercice 2011, les contrôleurs légaux ont précisé dans leur rapport sur les comptes consolidés qui figure en page 116 du document de référence 2011 déposé auprès de l'AMF le 5 avril 2012 une observation d'ordre comptable. »

Le 9 avril 2014

Fabrice WALEWSKI

Co-Gérant

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1. COORDONNEES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

	Date de première nomination	Échéance du mandat
Titulaires		
DELOITTE & Associés Représenté par M. Alain Penanguer 185, Avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2011.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2017 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
LEGUIDE NAIM & Associés Représenté par M. Charles Leguide 21, rue Clément Marot - 75008 Paris	29 juillet 1986, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2016 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2015.
Suppléants		
B.E.A.S. 7-9 Villa Houssay - 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2011.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2017 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
Thierry Saint-Bonnet 145, rue Raymond Losserand 75014 Paris	Nommé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2016 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

2.2. CHANGEMENT DES CONTROLEURS LEGAUX

Non applicable

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

3.1. INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SELECTIONNEES

Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires locatif	206 104	219 034	221 419
Ventes de matériels	143 158	138 952	114 395
Chiffre d'affaires	349 262	357 986	335 814
EBITDAR (EBITDA avant distribution aux investisseurs) (1)	102 487	118 266	118 862
EBITDA (EBITDA après distribution aux investisseurs) (1)	50 861	61 777	57 748
Résultat opérationnel	7 349	29 042	31 481
Résultat net consolidé part du Groupe	(15 303)	9 146	13 434
Résultat net par action (euro)	-2,63	1,60	2,35

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Chiffres clés du bilan consolidé

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Total de l'actif	744 568	776 135	606 601
Immobilisations corporelles brutes (1)	681 675	649 708	474 490
ROI net (2)	7,46%	9,51%	12,17%
Total de l'actif non courant	562 836	563 769	410 612
Capitaux propres - part du Groupe	156 856	148 978	146 883
Capitaux propres - part de l'ensemble	184 405	173 013	146 316
Intérêts des minoritaires	27 549	24 035	(567)
Endettement brut	453 589	491 783	364 050
Endettement net (3)	399 565	432 639	319 791
Dividende par action payé (euro)	0,5	1	1

(1) Les immobilisations corporelles brutes excluent la valeur des plus values de cession interne.

(2) Return on Investment net : correspond à l'EBITDA divisé par les immobilisations corporelles brutes.

(3) L'endettement net correspond à l'endettement brut diminué des disponibilités

Il est à noter qu'aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice.

Les informations financières historiques sélectionnées sont complétées par le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 112.

3.2. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DES PERIODES INTERMEDIAIRES

Non applicable

4. FACTEURS DE RISQUE

TOUAX a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs, à sa connaissance, hormis ceux présentés. Toutefois, ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives de TOUAX, ou le cours de ses actions.

4.1. LES RISQUES JURIDIQUES

4.1.1. Les enjeux et contraintes liés à la législation et la réglementation

Certains matériels loués ou vendus par TOUAX peuvent faire l'objet de nouvelles réglementations techniques ou relatives à la sécurité qui nécessiteraient une mise aux normes des matériels ou rendraient obsolètes certaines unités. Ces changements impliqueraient des coûts de mise en conformité auxquels le Groupe devrait faire face, cependant cette mise en conformité impacterait l'ensemble des acteurs du secteur et permettrait probablement de réviser en partie les tarifs locatifs.

Le Groupe dispose d'équipes techniques chargées de surveiller l'évolution des normes. TOUAX se conforme avec les normes les plus avancées en vigueur, en fonction de la réglementation applicable et des pays concernés, afin de limiter son exposition aux risques réglementaires.

■ Constructions Modulaires

Les constructions modulaires sont soumises à des normes réglementaires de constructions et de sécurité. Un changement de normes impliquerait une mise en conformité qui serait applicable à l'ensemble des acteurs de la construction modulaire. En France, la norme énergétique RT 2012 s'est imposée pour l'ensemble des constructions modulaires données en location pour plus de 24 mois sachant que les matériels existant sont toujours utilisables pour des durées inférieures à 24 mois. En Allemagne il s'agit de la norme EnEv. Certains matériels sont mis en conformité pour des durées plus longues. La mise en conformité permet d'améliorer les matériels et est prise en compte dans la facturation des clients.

■ Barges Fluviales

Chaque barge fluviale obtient un certificat de navigabilité, document qui permet de vérifier que le navire a passé toutes les visites réglementaires. Ce certificat est renouvelable régulièrement. La réglementation évolue périodiquement notamment en matière de sécurité, en imposant de nouvelles caractéristiques techniques aux bateaux. Ces évolutions entraînent des frais de mise à niveau. Les évolutions ne présentent pas un risque d'obsolescence des unités existantes, le Groupe n'exploitant pas de barges de transport de matières dangereuses.

■ Wagons de Fret

L'Union Européenne a adopté un certain nombre de textes relatifs au transport ferroviaire, et plus particulièrement à la

sécurité ferroviaire et la maintenance des matériels. Ces textes créent des droits, des obligations et des responsabilités aux acteurs, notamment en matière de maintenance. Ces normes s'appliquent à l'ensemble des acteurs et dans certains cas, s'appliquent à l'ensemble des wagons en circulation. Pour s'assurer de la conformité de son organisation, TOUAX a obtenu la norme ISO 9001 ainsi que la certification en tant qu'Entité en Charge de la Maintenance (ECM). Le Groupe fait partie de groupes de travail européens créés afin de développer les réglementations applicables au secteur.

4.1.2. Les risques avérés et consécutifs au non-respect d'engagement contractuel - litiges

Lorsque la société fait face à un litige, une provision comptable est constituée lorsqu'une charge est probable conformément à l'article L.123-20 alinéa 3 du Code de commerce. Il est à noter par ailleurs qu'aucun litige ou arbitrage non mentionné n'est susceptible d'avoir à ce jour, et n'a pas eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière du Groupe, son activité, son résultat ou sur le Groupe lui-même.

Il n'existe pas d'autres litiges et arbitrages significatifs que ceux mentionnés dans les paragraphes suivants ainsi qu'au paragraphe 20.8 page 107.

■ Constructions Modulaires

Aucun litige significatif n'est connu à ce jour pour l'activité Constructions Modulaires, à l'exception d'un litige avec un sous-traitant tchèque portant sur le respect de dispositions contractuelles. Aucun montant ne peut être indiqué par souci de confidentialité. Ce litige est en première instance, une date de plaidoirie devrait être fixée prochainement.

■ Barges Fluviales

Dans le cadre d'un litige avec une société qui a réparé des barges endommagées lors du transport de la Chine vers l'Europe, TOUAX a été condamnée par le tribunal arbitral à indemniser ce fournisseur.

Du fait de l'embargo faisant suite à la guerre du Kosovo et des bombardements des ponts sur le Danube, le Groupe a subi un préjudice important en Roumanie. Le Groupe mène actuellement une action en remboursement des préjudices subis. Les montants demandés ne peuvent être évoqués pour des raisons de confidentialité. TOUAX s'est pourvu en cassation après l'arrêt défavorable de la Cour d'appel de Bruxelles.

■ Wagons de Fret

Aucun litige significatif non provisionné n'est connu à ce jour pour l'activité Wagons de Fret.

4.2. LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT ET AU MARCHÉ

4.2.1. Risque économique

■ Conteneurs Maritimes

La demande de conteneurs maritimes est liée à l'évolution du trafic conteneurisé et des volumes de transport. Cette évolution dépend du niveau de la croissance économique mondiale et du commerce international. Le risque économique correspond au risque de récession cyclique et ces dernières années ont été caractérisées par une faible croissance des économies développées et par un risque financier pouvant affecter la capacité de crédit des clients. Ce risque est limité par le nombre significatif de contrats de location à long terme et par la qualité des prestations et des matériels que le Groupe fournit reflétant la qualité de sa clientèle. Près de 81 % de la flotte de conteneurs maritimes est louée sous des contrats non résiliables portant sur des durées moyennes de trois à cinq ans avec des taux locatifs non révisables. Les 25 premiers armateurs mondiaux travaillent avec le Groupe.

■ Constructions Modulaires

La demande de constructions modulaires dépend de trois marchés distincts : bâtiment – travaux publics, collectivités locales et industrie.

Le marché du bâtiment et des travaux publics (BTP) possède des règles rigides fixées par les grandes entreprises du BTP. Ces entreprises imposent leurs conditions et leurs prix locatifs (contrats cadres). Elles appliquent des pénalités lors de l'absence de respect de ces règles. La demande en constructions modulaires est étroitement liée au marché de la construction classique. L'évolution du marché du BTP dépend localement du risque de récession cyclique ainsi que des politiques gouvernementales de soutien ou relance au secteur afin de maintenir la demande. Pour limiter ces risques, le Groupe d'une part s'est diversifié auprès des industries et des collectivités territoriales, d'autre part applique les mêmes règles à ses propres fournisseurs, leur transférant ainsi une partie des risques.

Le marché des collectivités locales est réglementé (appel d'offres, procédures strictes, etc.). Ce marché dépend étroitement des politiques gouvernementales et locales d'investissements et des budgets alloués. La demande des collectivités locales pour des locations ou achats de constructions modulaires porte principalement sur la réalisation de salles de classe, de crèches et l'extension de centres hospitaliers. Le risque de contraction du marché est limité par la durée des contrats de location excédant généralement une année.

Le marché des industries dépend étroitement des investissements industriels. La demande de constructions modulaires est corrélée à la disponibilité et au coût des surfaces de bureaux, à la situation de l'emploi et au besoin de flexibilité des entreprises. Le faible coût de la construction modulaire comparé au coût de la construction classique et sa flexibilité permettent au Groupe de développer ses ventes.

L'activité de location de constructions modulaires est principalement implantée en Europe et fait face depuis plusieurs années au ralentissement des économies européennes. Pour limiter son exposition au risque de récession sur le marché européen, le Groupe se développe en

Afrique du Nord afin de chercher de nouveaux relais de croissance.

■ Barges Fluviales

La demande de barges fluviales est liée à l'évolution du transport fluvial. Cette évolution dépend du niveau de la croissance économique des différents pays traversés par les fleuves ainsi que des politiques d'importation et d'exportation de matières premières. La demande est également dépendante du commerce international pour le transport de conteneurs par voie fluviale. Le risque économique correspond au risque de récession cyclique mondial ou d'une zone en particulier. Ce risque n'impacte pas les contrats de location à long terme et est limité par la diversification géographique du Groupe sur plusieurs bassins, notamment en Amérique du Sud.

■ Wagons de Fret

La demande de wagons de fret est liée à l'évolution du transport ferroviaire. Le transport ferroviaire dépend de l'évolution du commerce mondial et des échanges intra-européens.

En Europe, le marché dépend en partie des politiques européennes et gouvernementales notamment en matière de développement et de rénovation des infrastructures. La part des transports ferroviaires a significativement diminué durant les dernières décennies en l'absence d'investissements. Le Groupe estime que la libéralisation des transports ferroviaires, les politiques actuelles d'investissements structurels ainsi que les avantages de ce mode de transport réputé plus écologique devraient contribuer, à moyen terme, à la hausse des transports effectués par voie ferroviaire.

Le risque économique correspond au risque de récession cyclique. Ce risque n'impacte pas les contrats de location long terme et est limité en fonction des zones où est implanté le Groupe. L'activité de location de wagons de fret est principalement implantée en Europe et subit depuis plusieurs années le ralentissement des économies européennes. Pour limiter son exposition en Europe, l'activité cherche des relais de croissance en Asie et aux États-Unis.

4.2.2. Risque géopolitique

À l'exception de l'activité Constructions Modulaires, la demande de conteneurs maritimes, de wagons de fret et de barges fluviales dépend du commerce international. Le risque géopolitique correspond au risque de protectionnisme des pays (augmentation des tarifs douaniers, restrictions des importations, mesures de régulations gouvernementales, etc.). Le Groupe limite son exposition à ce risque en signant des contrats de location à long terme. La gestion du risque est réalisée à partir de l'analyse de la répartition des contrats de location de longue durée et de courte durée, par clients et par zones géographiques.

4.2.3. Exposition à une concurrence soutenue

Les activités du Groupe sont confrontées à une concurrence soutenue.

■ Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret

Les activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret sont des activités concurrentielles avec de nombreuses sociétés de location, des usines de fabrication ou des organismes de financement. La pression de la concurrence sur les prix peut contraindre le Groupe à réduire ses prix et ses marges en conséquence. Par ailleurs, les compagnies maritimes et les entreprises ferroviaires sont également propriétaires de matériels, ce qui vient limiter la demande de location. Les alternatives de transport routier ou fluvial sont également indirectement concurrentes au transport ferroviaire.

Pour atténuer ce risque, le Groupe applique une politique de croissance et de différenciation afin de proposer des services permettant de garder des avantages concurrentiels.

■ Constructions Modulaires

Le secteur de la construction modulaire est un marché fragmenté avec quelques grands leaders comme Williams-Algeco. Selon la demande, le Groupe est en concurrence avec ces grandes sociétés ou avec des petits acteurs locaux et applique selon les cas une stratégie de différenciation par le prix, la disponibilité du service, la qualité, les délais de livraison ou les équipements fournis.

Le Groupe cherche par ailleurs des relais de croissance dans des pays émergents où la concurrence est moins soutenue.

■ Barges Fluviales

Il n'existe pas de loueur opérationnel de barges fluviales concurrent mais seulement des organismes de financement qui font indirectement concurrence à l'activité. Par ailleurs, les alternatives de transport routier et ferroviaire sont indirectement concurrentes.

4.3. LES RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

4.3.1. Risque commercial

Le risque commercial est apprécié au travers du taux d'utilisation des matériels. Pour éviter que les matériels ne soient pas loués, le Groupe privilégie les contrats de location de longue durée non résiliable et optimise le taux d'utilisation et les tarifs locatifs avec des contrats de plus courte durée. Les résiliations anticipées de contrat donnent lieu à des pénalités significatives.

Dans un environnement de marché défavorable, la baisse des taux d'utilisation et des tarifs locatifs impacte les résultats des activités de location.

■ Conteneurs Maritimes

La croissance économique mondiale et plus particulièrement celle des échanges internationaux influent fortement la demande de conteneurs maritimes. La croissance du secteur s'est confirmée en 2013 générant une demande de conteneurs maritimes. Le taux d'utilisation moyen de conteneurs maritimes est resté élevé en 2013 à 93 %. Pour limiter l'impact des cycles, le Groupe se protège en concluant des contrats de longue durée où les tarifs sont fixes et a développé la vente de conteneurs d'occasion.

■ Constructions Modulaires

L'activité modulaire est essentiellement située en Europe. L'économie européenne en 2013 a connu une conjoncture morose avec des croissances très faibles des économies dans les pays dans lesquels le Groupe est implanté. Tous les

secteurs auxquels TOUAX s'adresse ont pu connaître des difficultés et ont restreint leurs budgets ou repoussé leurs investissements. Ces conditions ont entraîné un recul des tarifs locatifs et des taux d'utilisation. Pour se protéger contre une baisse des prix et une baisse de son taux d'utilisation, TOUAX se diversifie sur des segments et des régions où les prix restent suffisamment élevés et développe ses activités de vente de matériels en Afrique. En Europe et aux États-Unis, la faible reprise de marché limite l'augmentation des prix et des taux d'utilisation et affecte les marges d'exploitation.

■ Barges Fluviales

L'activité de location de barges fluviales dépend de la demande de transport fluvial de marchandises. La faiblesse actuelle de l'économie européenne ne permet pas d'avoir des rentabilités importantes sur l'activité de location de barges fluviales en Europe, mais celles-ci sont meilleures sur le continent américain.

■ Wagons de Fret

Les volumes des marchandises transportées par rail en Europe n'ont pas augmenté en 2013. D'une manière générale, l'absence de reprise de marché limite la hausse des taux d'utilisation et des marges d'exploitation. Il est à noter cependant que la demande des clients est contrastée en fonction des types de matériels, certains types présentant des surcapacités sur le marché alors que d'autres sont en sous-capacité.

4.3.2. Risque de contrepartie des clients

Les provisions pour dépréciation de créances clients du Groupe sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés note 18.1.3 page 76.

■ Conteneurs Maritimes

Le risque de défaillance des clients est supporté in fine par les propriétaires des matériels. Le Groupe ayant principalement pour activité la gestion pour compte de tiers dans l'activité de location de conteneurs maritimes, le risque de contrepartie des clients du Groupe, est faible et ne concerne que les matériels dont il a la pleine propriété. Par ailleurs la qualité de la clientèle de TOUAX, notamment les 25 plus grandes compagnies maritimes, limite les risques d'insolvabilité. Le Groupe se fonde sur un contact quotidien avec sa clientèle et un système de revue hebdomadaire et d'analyse de son portefeuille clients afin de mettre en place les actions préventives ou correctrices nécessaires.

■ Constructions Modulaires

L'activité de location de Constructions Modulaires est diversifiée sur plusieurs segments de marché (BTP, industrie et collectivités locales) et plusieurs zones géographiques (11 pays). Le nombre de clients est par ailleurs important. Le risque de défaillance des clients est très diversifié à l'échelle de la division mais peut être significatif à l'échelle d'un pays. Tout nouveau client fait l'objet d'une analyse des risques. Depuis 2012, le Groupe a renforcé ses procédures de suivi client. La mesure du risque est analysée par pays sur la base d'une revue périodique du portefeuille client.

I Barges Fluviales

Le portefeuille clients fait l'objet d'un suivi périodique pour gérer le risque de défaillance. Pour atténuer ce risque, des dépôts de garantie sont demandés selon la qualité des clients.

I Wagons de Fret

Le risque de défaillance des clients est supporté in fine par les propriétaires des matériels. Le Groupe ne supporte les risques que pour les matériels dont il est pleinement propriétaire. Le Groupe ne supporte pas le risque de défaillance des clients dans le cadre de son activité de gestion pour compte de tiers. Depuis 2012, le Groupe a renforcé ses procédures de suivi client et le risque de défaillance fait l'objet d'une surveillance accrue et d'une revue périodique du portefeuille clients.

4.3.3.Risque de dépendance

I Brevets, licences

Le Groupe n'est pas dans une situation de dépendance significative à l'égard d'un titulaire de brevets ou de licences, de contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, de procédés nouveaux de fabrication et de fournisseurs ou d'autorités publiques.

I Clients, fournisseurs

La location est une activité récurrente et stable. Elle présente en conséquence un chiffre d'affaires locatif peu volatil. Les secteurs d'activité étant distincts, les clients et les fournisseurs de chaque activité sont différents. Les activités utilisent des matériels à faible technologie qui peuvent être facilement construits et reloués. Le Groupe possède, dans chacune de ses activités, une clientèle et des fournisseurs diversifiés et n'est pas dans une situation significative de dépendance à l'égard d'un de ses clients ou d'un de ses fournisseurs dans l'activité de location. Néanmoins, les cinq premiers clients des activités de location de barges fluviales, de wagons de fret et de conteneurs maritimes représentent environ 30 % du chiffre d'affaires locatif. Les usines de fabrication des conteneurs maritimes, wagons de fret et barges fluviales ne sont pas nombreuses et le Groupe travaille plus particulièrement avec certaines (cf. risque d'approvisionnement).

La gestion pour compte de tiers est également une activité récurrente. Cependant la conclusion de nouveaux programmes de gestion et donc la vente de matériels ou la cession d'actifs peuvent subir des variations importantes d'un trimestre à un autre ou d'une année à une autre. Le Groupe vend des matériels à un nombre limité d'investisseurs : 30 % du chiffre d'affaires de ventes de matériels en 2013 a été réalisé auprès d'un seul investisseur. La dépendance vis-à-vis de cet investisseur a diminué en 2013. Pour minimiser le risque de dépendance vis-à-vis des investisseurs, le Groupe a diversifié en 2013 le nombre d'investisseurs avec lesquels il travaille, cependant les critères d'investissement de certains investisseurs peuvent ne pas correspondre aux conditions de marché dans lesquelles le Groupe loue ses matériels.

La part du premier client est estimée à 10 % du chiffre d'affaires, celle des 5 premiers clients à 24 % et celle des dix premiers clients à 30 %. Le premier client correspond à l'investisseur en matériel mentionné précédemment.

4.3.4.Risque d'approvisionnement

À l'exception des constructions modulaires, le Groupe achète les matériels qu'il vend ou met en location. Le Groupe porte une attention particulière à la qualité des matériels achetés. Le Groupe peut se trouver dans la situation de ne pas pouvoir acheter rapidement de nouveaux matériels lorsque les usines de production n'ont plus d'espaces de commandes disponibles. Il est à noter que l'incertitude économique actuelle a limité les capacités de production de certains fournisseurs sur certaines zones. Le risque d'approvisionnement est limité dans le temps et n'impacte que la croissance du Groupe.

I Constructions Modulaires

En tant que fabricant, la production de constructions modulaires peut être freinée en cas de défaillance financière ou technique d'un fournisseur de produits intermédiaires ou de pièces détachées. Pour pallier toute rupture d'approvisionnement, le Groupe a développé un réseau diversifié de fournisseurs primaires et secondaires et des synergies entre les différents sites d'assemblage. Ce risque est restreint aux matériels neufs produits par le Groupe.

4.3.5.Risque de positionnement et de perte des conteneurs maritimes

Les conteneurs sont parfois restitués par les locataires dans des zones pour lesquelles la demande de conteneurs est faible. Pour se couvrir contre ce risque le Groupe d'une part, encadre contractuellement les zones de restitution et d'autre part, applique des « pénalités » (drop off charge) lors de la restitution des conteneurs dans des zones à faible demande. Le Groupe a également développé un département de vente de conteneurs d'occasion afin de diminuer les stocks sur les zones à faible demande. Par ailleurs, les conteneurs peuvent aussi être perdus ou détériorés. Le Groupe facture alors à ses clients des valeurs de remplacement qui sont préalablement acceptées dans chaque contrat de location.

4.3.6.Risque technique et qualitatif des constructions modulaires

Les constructions modulaires peuvent être soumises à des obsolescences techniques résultant d'une évolution qualitative des matériels concurrents ou à une demande évolutive de la part des clients (esthétique). La recherche de matériaux qualitatifs génère des coûts supplémentaires. Le Groupe investit dans des matériels de haute qualité en avance sur les normes existantes et les produits concurrents lui permettant de minimiser les coûts supplémentaires des nouveaux matériaux.

4.3.7.Risque de sous-traitance

I Constructions Modulaires

Compte tenu de la variété des sites d'installation et de montage de constructions modulaires, le Groupe fait appel à un nombre important de sous-traitants. Le Groupe a mis en place des procédures de contrôle régulier des conditions dans lesquelles les sous-traitants travaillent. Par ailleurs, les assurances couvrent les risques pouvant survenir sur les chantiers.

■ Wagons de Fret

En tant qu'Entité en Charge de la Maintenance, le Groupe assure la maintenance de ses propres matériels ferroviaires ainsi que ceux de sociétés n'ayant pas la possibilité ou la volonté de le faire. Le Groupe ne possède pas ses propres ateliers et a conclu avec des ateliers des contrats selon lesquels ceux-ci effectuent la maintenance pour TOUAX. Pour limiter le risque qualité, le Groupe a choisi de ne travailler qu'avec des ateliers possédant une certification et a mis en place des procédures de contrôle technique. TOUAX s'appuie aussi sur une relation quotidienne avec ces ateliers.

4.3.8. Risque environnemental

Les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de service.

■ Conteneurs Maritimes

Dans certains pays, aux États-Unis notamment, le propriétaire de conteneurs maritimes peut être responsable des dommages environnementaux causés lors du déchargement des marchandises. Le Groupe a contracté et oblige ses clients à contracter des assurances pour se couvrir contre ce risque. Aucun litige significatif passé ou en cours n'existe sur le risque environnemental, le Groupe n'exploitant notamment pas de conteneurs citernes.

■ Constructions Modulaires

Les impacts environnementaux de production de Constructions Modulaires sont limités par la faible utilisation de peintures et de solvants. Le Groupe limite ces risques en respectant les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

4.3.9. Saisonnalité

■ Constructions Modulaires

L'activité de la construction (BTP) connaît une saisonnalité liée aux conditions climatiques qui peut ralentir l'activité de la division durant certaines périodes de l'année. Pour se prémunir de ce risque, TOUAX travaille à équilibrer son portefeuille d'activités et de clients sur des segments moins saisonniers.

4.3.10. Risque de gestion

Une part significative des flottes de conteneurs et de wagons de fret (71 %) gérées par le Groupe appartient à des investisseurs tiers ou des sociétés d'investissement détenues par des investisseurs institutionnels. Des contrats de gestion régissent les relations entre chaque investisseur et le Groupe. Aucun revenu minimum n'est garanti par le Groupe et, sous certaines conditions, les investisseurs peuvent mettre fin à un contrat de gestion et demander le transfert des actifs à un autre gestionnaire. L'activité de gestion de compte de tiers est exclusivement une activité de prestations de services qui ne peut en aucun cas s'assimiler à une association ou toute autre forme de structure juridique entre le Groupe et les investisseurs.

TOUAX a limité le risque de rupture des contrats de gestion en diversifiant le nombre d'investisseurs. Un état synthétique du parc en gestion est réalisé mensuellement. À ce jour, aucun investisseur n'a retiré au Groupe la gestion de ces matériels et ce, sur les vingt dernières années.

Les clauses de résiliation des contrats de gestion varient en fonction des programmes.

Les principales clauses de résiliation sont liées :

- à l'inexécution grave d'une obligation du gestionnaire (par exemple la preuve d'une gestion discriminatoire),
- à la faillite de TOUAX en tant que gestionnaire ou sa dissolution,
- au non-versement par TOUAX des revenus collectés et dus à ses différents investisseurs,
- au changement de l'actionnaire majoritaire.

Dans seulement certains cas particuliers, une résiliation peut être causée par une mauvaise performance d'un investissement dont la gestion aurait été confiée à TOUAX.

4.4. RISQUES FINANCIERS

4.4.1. Les risques de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe TOUAX est géré avec pour objectif prioritaire d'assurer la continuité de ses financements, de faire face à ses engagements à leurs échéances et d'optimiser le coût financier de la dette. Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

La gestion du risque de liquidité s'évalue au travers des besoins du Groupe et est exposée dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 83.

La liste des principaux emprunts contenant des clauses et engagements spécifiques est mentionnée dans la note 18.2.3 page 79 et la note 26 page 83 de l'annexe des comptes consolidés.

4.4.2. Les risques de taux

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissement, le Groupe TOUAX a recours à des emprunts. Une partie importante de ses emprunts peut être conclue à taux variable. L'essentiel du risque de taux du Groupe est lié à ses emprunts à taux variable.

La gestion des risques de taux est développée dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 83.

4.4.3. Le risque de change

Les informations relatives aux risques de change et à sa gestion sont présentées dans la note 26 de l'annexe des comptes consolidés page 83.

De par sa présence internationale, le Groupe TOUAX est naturellement exposé aux variations des devises. Les fluctuations peuvent influencer les résultats du Groupe lors de la conversion en euros des comptes des filiales hors euros, et de ce fait rendre difficile la comparaison des performances entre deux exercices. L'exposition du Groupe au risque de change est principalement liée à la variation du dollar, de la couronne tchèque et du zloty polonais contre l'euro.

Le Groupe s'estime assez peu soumis au risque de change opérationnel car la plupart des charges est générée dans la même devise que les revenus. Le Groupe estime qu'une variation de 10 % à la baisse du cours de change du dollar contre l'euro aurait un impact de même sens de l'ordre de 11 % sur le résultat opérationnel courant. De même, une variation de 10 % à la baisse de la couronne tchèque ferait

baisser le résultat opérationnel courant de 1 % tandis qu'une baisse du zloty polonais ferait augmenter le résultat opérationnel courant de 1 %.

4.4.4. Le risque sur actions et autres instruments financiers

Le Groupe a pour stratégie d'investir sa trésorerie excédentaire dans des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) monétaires pour une courte durée. Le Groupe n'effectue pas d'opérations sur les marchés financiers d'actions.

Les risques sur actions sont développés dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 83.

I Le risque de dilution des actionnaires

La stratégie du Groupe est une stratégie basée sur la croissance et le développement des différents parcs de matériels. Cette stratégie nécessite des fonds importants. L'appel de fonds auprès du marché est un des moyens utilisés par le Groupe.

L'actionnaire ne souscrivant pas à un appel de fonds s'expose à un risque de dilution de sa participation dans le capital de TOUAX. Pour mémoire, le dernier appel de fonds a été réalisé en 2009 pour financer la croissance.

4.4.5. Risque de contrepartie bancaire et financière

Le risque de contrepartie provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés contractés avec des établissements bancaires et/ou des institutions financières est géré d'une manière centralisée par la Direction Trésorerie et Financements du Groupe.

Ce risque est exposé dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 83.

4.4.6. Risque de volatilité des prix des matières premières

Le prix d'achat des matériels varie en fonction de la volatilité du prix des matières premières et notamment celui de l'acier qui représente le principal composant des conteneurs maritimes, wagons de fret et barges fluviales. Cette volatilité s'explique non seulement par le mécanisme économique de l'offre et de la demande mais également par la sensibilité des variations des taux de change lorsque le cours des matières premières est libellé en dollar américain (cf. risque taux de change note 26 page 83).

La hausse des prix des matières premières se répercute directement sur les prix finaux des matériels, et parallèlement l'inflation a un impact positif sur le prix de vente des matériels et les valeurs résiduelles. Les tarifs locatifs sont majoritairement corrélés aux prix des matériels. Cependant, dans un environnement de pression sur les prix de location ou de vente ou en cas de difficulté de mise en location de matériels, le Groupe peut constater une baisse ponctuelle des rentabilités. Ce risque est limité grâce à la durée des contrats et la durée de vie des matériels. À ce jour, le Groupe n'a pas constaté de baisse importante des prix du fait de la contraction significative des capacités de production.

La volatilité des prix des matières premières peut également impacter les prix des matériels en commande pour des contrats d'achat fermes étalés dans le temps. Le Groupe

réduit ce risque en limitant ses engagements fermes, et en négociant des mécanismes d'indexation sur les cours des matières premières en particulier de l'acier. Pour les wagons de fret, les commandes de nouveaux wagons sont passées dès lors que le Groupe a conclu un contrat de location afférent à ces mêmes matériels. Il peut cependant arriver que l'augmentation du prix de l'acier ne puisse pas être répercutée en totalité sur le locataire, entraînant une baisse de la rentabilité.

4.5. ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES

Les risques portant sur la responsabilité civile du loueur sur les matériels en exploitation sont toujours couverts. Seuls les risques portant sur les pertes d'exploitation ne sont pas toujours couverts. L'appréciation du risque de perte d'exploitation et de sa couverture est réalisée par les Gérants et les directeurs d'activités en fonction des conditions de marché.

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux. Le Groupe possède trois types de polices d'assurance : l'assurance du matériel, la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile des mandataires sociaux. Le Groupe ne possède pas de société d'assurance captive.

Le risque de perte ou de détérioration des actifs corporels des activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret est couvert par l'assurance du matériel (multirisques biens). L'assurance des actifs corporels de l'activité Conteneurs Maritimes est déléguée aux clients et fournisseurs (dépôts) du Groupe conformément aux pratiques courantes du métier. Les pertes d'exploitation survenues à la suite de pertes ou de détériorations d'actifs corporels sont couvertes par l'assurance corporelle.

L'assurance responsabilité civile de la société mère TOUAX SCA couvre les dommages corporels relevant de son exploitation. Les filiales du Groupe possèdent individuellement une assurance responsabilité civile.

L'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux couvre les dirigeants de droit et de fait du Groupe qui verraient leurs responsabilités engagées pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

L'activité Conteneurs Maritimes possède une assurance responsabilité civile. Le matériel est assuré directement par les clients et les dépôts conformément aux normes de la profession.

L'assurance Constructions Modulaires garantit la valeur des matériels de façon générale et particulièrement lorsque ceux-ci sont sur des dépôts ou loués et lorsque le client a omis de contracter une assurance pendant la durée de location. Cette assurance couvre notamment les risques d'explosion, incendie, ouragan, tempête, collision, dégâts des eaux, catastrophes naturelles, vol, etc.

L'assurance tous risques dans l'activité Barges Fluviales garantit entre autres les dommages, pertes et vol total, recours de tiers et les dépenses résultant de tout accident de navigation, d'explosion, d'incendie ou de tout événement de force majeure et plus précisément les avaries consécutives au dysfonctionnement des organes de propulsion et de direction, les bris de machine, les dommages électriques, les voies d'eau, les dommages survenus par mauvais arrimage ou mauvais chargements, les risques de stationnement, les

dommages aux tiers et notamment aux ouvrages d'art, les risques de pollution, les frais de retraitement, ainsi que les frais d'enquête, d'expertise, de procédures et d'avocats. Sont couverts également les dommages résultant d'acte de vandalisme et ou de malveillance. Enfin, l'assurance comprend une couverture de la responsabilité délictuelle du transporteur telle que définie par les lois et réglementations. D'une manière générale, les couvertures et le montant des garanties sont fonction des unités et des bassins d'exploitation.

L'activité Wagons de Fret possède une assurance responsabilité civile et une assurance dommages matériels qui garantit la réparation pécuniaire des pertes et dommages résultant de catastrophes naturelles, d'incendie, d'explosion, de vol ou de disparition, de tout événement caractérisé provenant d'une cause extérieure. L'assurance couvre également la perte de loyers lorsque le wagon endommagé est immobilisé pour réparations.

Le Groupe estime que ses risques, notamment portant sur les matériels, sont couverts conformément aux usages et règles du marché.

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

5.1. HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1. Raison sociale et nom commercial

TOUAX SCA

SGTR – CITE – CMTE – TAF – SLM - TOUAGE INVESTISSEMENT réunies

5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement

➤ Sièges social et administratif

Tour Franklin – 23ème étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex – FRANCE

Téléphone : +33 1 46 96 18 00

➤ Identification

Registre du commerce et des sociétés : Nanterre B 305 729 352

Numéro Siret : 305 729 352 00099

APE : 7010Z

Côté à Paris sur NYSE Euronext – compartiment C

Code ISIN : FR0000033003 – Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity

5.1.3. Date de constitution et durée de vie

La société a été constituée le 31 décembre 1898 et prendra fin le 31 décembre 2104.

5.1.4. Forme juridique et législation

➤ Forme juridique de la société

Société en commandite par actions

➤ Exercice social

L'exercice social de TOUAX SCA commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

➤ Capital social

Le 31 décembre 2013, le capital de la société était constitué de 5 883 773 actions d'une valeur nominale de 8 €.

Le capital est entièrement libéré.

➤ Législation de la société

La société en commandite par actions est régie par le Code de commerce.

➤ Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société

Les documents relatifs à TOUAX SCA peuvent être consultés au siège social de la société.

➤ Politique d'information

Outre le rapport annuel et les publications dans le bulletin d'annonces légales obligatoires (BALO), la société diffuse une lettre semestrielle d'activité contenant une analyse sectorielle du chiffre d'affaires et les faits marquants du semestre.

Une convention de communication financière a été signée avec la société ACTIFIN – 76-78, rue Saint Lazare – 75009 – Paris – FRANCE.

Les rapports annuels, les communiqués de presse et les lettres semestrielles sont disponibles en français et en anglais sur le site internet du Groupe (www.touax.com).

Les nouvelles d'importance significative susceptibles d'avoir un impact sur le cours font l'objet d'une diffusion systématique par la presse.

➤ Responsables de l'information financière

Raphaël et Fabrice WALEWSKI

Gérants de TOUAX SCA

Tour Franklin – 23ème étage – 100-101 Terrasse Boieldieu - 92042 La Défense CEDEX – FRANCE

Tél. : + 33 1 46 96 18 00

Fax : + 33 1 46 96 18 18

e-mail : touax@touax.com

5.1.5. Rappel historique

Cf. paragraphe rappel historique pages 12 et 13 du présent document.

5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. Principaux investissements

Le Groupe a pour activité la location de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret. Le Groupe possède par ailleurs l'activité transversale de gestion pour compte de tiers. Ainsi, à fin 2013, 54 % des actifs gérés par le Groupe sont financés par des investisseurs et donnés en gestion au Groupe dans le cadre de contrats de gestion. La politique de croissance du Groupe s'articule à travers la signature de nouveaux contrats de location de matériels auprès de ses clients nécessitant des investissements nouveaux qui sont financés soit par des investisseurs tiers au sein des programmes de gestion, soit par le Groupe au travers de ses propres moyens de financement. En 2013, la part en propriété du Groupe est restée stable par rapport à 2012.

Le Groupe a pour ambition de poursuivre sa croissance sur ses quatre activités en augmentant le parc de matériel neuf mis en location sur des contrats de longue durée. Le Groupe va privilégier en 2014 les investissements financés par des tiers. L'objectif est de renforcer les économies d'échelle, avec une rentabilité de 15 % des fonds propres grâce à l'optimisation de la capacité d'endettement du Groupe. La rentabilité des fonds propres correspond au ratio résultat net / capitaux propres. Elle correspond à la notion de Return on Equity ou rentabilité des capitaux propres généralement calculée par les analystes. Ces investissements s'entendent pour compte propre et pour compte de tiers. Pour atteindre ces objectifs, le Groupe équilibre la répartition des actifs gérés et des investissements en propre avec une règle de répartition variable selon les activités, entre matériels en propriété et en gestion. Aujourd'hui, la répartition des actifs gérés est de 46 % de matériels en propriété et de 54 % de matériels appartenant à des tiers. Les actifs détenus par des filiales intégrées globalement sont comptés dans la propriété Groupe en totalité même si le Groupe a investi en partenariat avec des minoritaires.

Par ailleurs, la stratégie du Groupe est d'investir principalement sur de nouveaux contrats long terme. Cette stratégie permet de limiter les risques de relocation et la sensibilité de valeur résiduelle des équipements. Cette stratégie permet également au Groupe de trouver des investisseurs tiers et de se financer en propre pour continuer son développement.

La politique d'investissement du Groupe est de financer les actifs en propriété dans le respect du ratio d'endettement financier net avec recours sur fonds propres de 1,9 pour 1. Afin d'optimiser son résultat, le Groupe utilise ainsi de la dette « sans recours » dont le remboursement n'est garanti qu'avec les revenus locatifs, ou les produits de cession de l'actif financé. Ce type de financement permet d'accompagner la croissance du Groupe en limitant le risque pour l'actionnaire. La politique du Groupe est de respecter un ratio d'endettement financier net (incluant la dette sans recours) sur fonds propres de 2,8 pour 1. Cette limite est interne. Par cette politique, le Groupe préfinance des actifs destinés à être cédés à des investisseurs. La cession d'actif à des investisseurs fait partie de la stratégie du Groupe et permet de financer la croissance avec un recours limité à l'endettement. La croissance du Groupe permet de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'augmenter la marge.

Le Groupe a recours à tous types de financement, crédit court, moyen et long terme, crédit sans recours, location opérationnelle, location sous forme de crédit-bail, affacturage, cession de créances.

Les contrats de location sont classifiés en contrat de location financement dès lors que le Groupe bénéficie des avantages et des risques inhérents à la propriété. Par exemple, l'existence d'une clause de transfert automatique de propriété, l'existence d'une option d'achat d'une valeur très inférieure à une valeur de marché estimée, l'équivalence de durée entre le bail et la vie du bien ou entre la valeur actualisée des paiements futurs au titre du bail et la valeur du bien sont des éléments qui conduisent généralement à considérer les contrats de location comme des contrats de financement.

En 2013, les conditions économiques européennes, notamment pour les activités Constructions Modulaires et Wagons de Fret, ont entraîné une pression sur les tarifs locatifs et les taux d'utilisation. Cependant, les investisseurs ont continué à manifester leur intérêt dans les actifs gérés par le Groupe, ce qui a permis de conclure de nouveaux programmes de gestion. Par ailleurs, TOUAX cherche toujours des opportunités d'acquisition de parcs de matériels existants.

Durant l'année 2013, le Groupe a réalisé les investissements suivants pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs tiers :

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	2 061	23 238	8 410	14 421	330	48 460
Variation de stocks de matériels	13 511					13 511
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(8 893)	(8 417)	(8 895)	(213)	(279)	(26 697)
Investissements nets immobilisés & stockés	6 679	14 821	(485)	14 208	51	35 274
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	65 675					65 675
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs	5 474					5 474
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(20 799)			(35 523)		(56 322)
Investissements nets sous gestion	50 350			(35 523)		14 827
INVESTISSEMENTS NETS	57 029	14 821	(485)	(21 315)	51	50 101

En 2012, les investissements pour son propre compte et pour le compte de tiers se présentaient de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	9 658	30 062	16 152	101 650	179	157 701
Variation de stocks de matériels	31 457			9 689		41 147
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(6 747)	(7 947)	(10 643)	(503)	(37)	(25 877)
Investissements nets immobilisés & stockés	34 368	22 115	5 509	110 836	142	172 971
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	74 505					74 505
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs						
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(26 570)			(90 843)		(117 413)
Investissements nets sous gestion	47 935			(90 843)		(42 908)

Au 1er janvier 2012, le Groupe a acquis 26 % des parts de la société SRF Railcar Leasing Ltd pour atteindre 51 % de son capital. Le Groupe a alors pris le contrôle sur cette filiale précédemment consolidée par mise en équivalence. Désormais consolidés en intégration globale, les actifs détenus par cette filiale ont été transférés de la catégorie « matériels sous gestion » à « investissements nets immobilisés et stockés » pour 84 millions d'euros.

En 2011, les investissements du Groupe pour son propre compte et pour le compte de tiers se présentaient de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	1 030	40 277	5 818	19 550	1 795	68 470
Variation de stocks de matériels	3 330			(12 514)		(9 184)
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(2 258)	(7 913)	(3 198)	(2 005)	(547)	(15 921)
Investissements nets immobilisés & stockés	2 102	32 364	2 620	5 031	1 248	43 365
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	38 915			39 269		78 184
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs						
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(11 098)	(18 180)	(11)	(19 759)		(49 048)
Investissements nets sous gestion	27 817	(18 180)	(11)	19 510		29 136

Au 31 décembre 2013, les principaux investissements nets immobilisés détaillés dans les comptes consolidés sont les suivants :

Investissements nets immobilisés au cours des exercices (actifs immobilisés du groupe)			
(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Investissements incorporels nets	175	885	169
Investissements corporels nets	22 045	132 748	53 037
Investissements financiers nets	(458)	(1 809)	(658)
TOTAL Investissements nets	21 762	131 824	52 548

Répartition par activité des investissements nets (actifs immobilisés du groupe)			
(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Conteneurs Maritimes	(6 832)	2 911	(1 228)
Constructions Modulaires	14 821	22 115	32 364
Barges Fluviales	(486)	5 508	2 620
Wagons de Fret	14 208	101 147	17 544
Divers	51	143	1 248
TOTAL	21 762	131 824	52 548

Modalités de financement des investissements nets en propre			
(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Trésorerie / emprunts	11 160	131 824	52 548
Crédit-bail	10 602		
TOTAL	21 762	131 824	52 548

Les investissements conservés sur le bilan du Groupe ont été financés par les lignes de crédit disponibles.

5.2.2.Principaux investissements en cours

Les commandes et investissements payés depuis le début de l'année 2014 s'élèvent, au 31 janvier 2014, à environ 4,3 millions d'euros dont 3,6 millions d'euros de conteneurs maritimes, 0,4 million d'euros de constructions modulaires et

0,3 million d'euros de barges fluviales.

Les commandes et les investissements ont été financés par la trésorerie et les lignes de crédits disponibles.

5.2.3. Engagements fermes d'investissements

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2013 s'élèvent à 23,6 millions d'euros dont 19,6 millions d'euros de conteneurs maritimes, 3,1 millions d'euros de constructions modulaires, 21,45 millions d'euros de wagons et 0,45 million d'euros de barges fluviales.

Les engagements fermes d'investissements seront préfinancés par les lignes de crédit disponibles. Ces investissements seront revendus, pour la plupart, à des investisseurs tiers.

En effet, la grande majorité des commandes de conteneurs maritimes et de wagons de fret est destinée à être cédée à

ces investisseurs tiers. Les commandes de constructions modulaires et de barges fluviales sont principalement destinées au Groupe.

5.2.4. Répartition des actifs gérés

La valeur des actifs gérés présentée ci-dessous correspond aux prix d'achat des matériels. Les actifs en dollars américains sont valorisés au taux de change du 31 décembre 2013. La fluctuation du dollar américain génère une fluctuation de la valeur des matériels d'une année sur l'autre.

La répartition des actifs gérés par le Groupe est la suivante :

(en milliers d'euros)	2013		2012		2011	
	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe
Conteneurs Maritimes	79 296	657 718	76 301	642 497	46 833	601 767
Constructions Modulaires	331 195	32 181	318 485	32 181	293 684	32 181
Wagons de Fret	247 482	141 542	233 675	171 932	122 327	262 775
Barges Fluviales	78 967	19 215	81 034	24 215	77 359	19 215
TOTAL	736 940	850 656	709 495	870 825	540 203	915 938

*Les actifs, propriété du Groupe, incluent les immobilisations et les actifs en stocks.

Il n'y a pas d'actifs gérés dans le cadre de titrisation au 31 décembre 2012 et 2013, et ils représentaient 1 % des actifs gérés pour compte de tiers au 31 décembre 2011.

Les matériels pris par le Groupe en location opérationnelle sont comptés dans les actifs en gestion. Ceux pris par le

Groupe en location financière sont comptés dans les actifs en propriété. Le détail des locations sans recours est indiqué note 28.1 page 87 de l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1.

6. APERÇU DES ACTIVITES

6.1. PRINCIPALES ACTIVITES

6.1.1. Nature des opérations et principales activités

Le Groupe TOUAX est un loueur de matériels de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de wagons de fret et de barges fluviales. Le Groupe gère ses propres matériels et gère des matériels pour le compte d'investisseurs tiers. La répartition des actifs gérés est détaillée au paragraphe 5.2.4 page 30.

Les activités et les marchés de chacune de ces activités sont détaillés aux pages 4 à 15 du présent document et complétés par le rapport de gestion présenté page 112.

Lorsque le Groupe gère ses propres matériels, celui-ci achète ou fabrique les matériels (selon les activités), puis les loue et les gère (en ce compris, la maintenance et la remise en état) et ensuite les cède ou les détruit en fin de vie.

Le Groupe possède également l'activité de gestion pour compte de tiers. Cette activité de gestion commence par l'achat ou la fabrication de matériels par le Groupe, puis la constitution d'un portefeuille de matériels en location, ensuite la cession de ces matériels à des investisseurs (syndication) et enfin la gestion de ce portefeuille pour le compte des investisseurs. Ces investisseurs sont des family offices, des compagnies financières ou des sociétés d'investissements cherchant à diversifier leurs investissements avec des rendements récurrents sur des actifs sous-jacents réels et tangibles avec des durées de vie longue.

À chacune des étapes de ces cycles, le Groupe réalise une marge : une marge de location (matériels en propre), de

syndication (achat puis vente de matériels à des investisseurs), de gestion (matériels en gestion) et de négoce (achat puis vente de matériels à des clients finaux).

Le traitement comptable de ces marges est le suivant :

- La marge de location se retrouve dans le chiffre d'affaires locatif, lequel porte sur l'ensemble des matériels gérés par le Groupe, matériels en propre ou matériels en gestion. Le Groupe agit en tant que principal et non en tant qu'agent. De la même façon les charges opérationnelles comptabilisées concernent l'ensemble des matériels gérés.
- La marge de gestion pour compte de tiers se retrouve dans le chiffre d'affaires locatif des matériels en gestion diminué des charges opérationnelles de ces matériels et diminué de la distribution aux investisseurs de leurs revenus. Cette marge de gestion pour compte de tiers est équivalente à la commission de gestion du Groupe.
- La marge de syndication est enregistrée en marge sur ventes (ventes diminuées des coûts d'achat des ventes). La constitution et la syndication de portefeuille se font auprès d'investisseurs tiers dans les activités Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret et Constructions Modulaires.
- Les marges de négoce (vente hors syndication) sont aussi enregistrées en ventes / coût d'achat des ventes. Dans la Construction Modulaire, le Groupe produit et vend des constructions modulaires à ses clients et enregistre donc des marges de négoce. De même, les activités Wagons de Fret et Conteneurs Maritimes enregistrent des marges de négoce.
- Les plus-values réalisées sur les valeurs résiduelles des actifs du Groupe sont enregistrées en marge sur ventes.

La répartition des revenus par type d'activité et par zone géographique est détaillée dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 45. Une présentation des perspectives exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2014 est détaillée paragraphe 28.3 page 153.

■ Dans l'activité Conteneurs Maritimes,

le Groupe a une activité de location et location-vente, une activité de gestion pour compte de tiers et une activité de vente de conteneurs neufs et d'occasion.

Le Groupe gère une flotte d'environ 602 000 conteneurs (TEU) à fin décembre 2013 et ces matériels sont majoritairement gérés pour le compte de tiers. Près de 89 % de la flotte de conteneurs maritimes appartient à des tiers et le solde au Groupe, sachant que près de 40 % des matériels détenus par le Groupe sont destinés à être cédés à des tiers sous un horizon court (inférieur à un an).

TOUAX loue à de nombreuses compagnies maritimes, dont les 25 premières compagnies mondiales. En moyenne sur 2013, le taux d'utilisation a été de 93 %. TOUAX syndique également des matériels auprès d'investisseurs. Le cycle de syndication est relativement court et peut varier entre 6 mois

et un an. Il se résume à l'achat de matériels, la mise en location de ces matériels et la vente à des investisseurs.

L'activité Conteneurs Maritimes est par essence une activité internationale, le Groupe travaillant dans le monde entier. Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de location longue durée, lesquels varient entre 3 et 5 ans et peuvent atteindre 7 ans. En moyenne, les contrats ont une durée de 6,4 ans, ceux-ci se poursuivant souvent après leur terme initial.

Le marché de la location de conteneurs maritimes est un marché relativement concentré avec une dizaine d'acteurs importants, dont 4 acteurs de taille significative et des organismes de financement qui peuvent également proposer la location. TOUAX est un acteur important avec 3,8 % de part de marché mondial classé au 9ème rang mondial (source Drewry Container Leasing Industry 2013/14).

Le marché du conteneur maritime présente une croissance structurelle pour faire face à la mondialisation des échanges. Le parc mondial de conteneurs est passé de 28 millions à 32,9 millions d'unités (TEU) en 5 ans. Les prévisions de croissance du trafic de conteneurs sont de 6 % en 2014 et 7 % en 2015 :

Taux de croissance annuelle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*
Trafic conteneurisé	11%	12%	4%	-9%	13%	7%	3%	5%	6%	7%
Navires porte-conteneurs	14%	12%	11%	5%	8%	7%	5%	5%	5%	6%
Flotte conteneurs	9%	13%	7%	-4%	7%	8%	5%	5%	6%	6%

* Prévisions

Source : Clarkson Research Services Ltd – fév. 2014 & Drewry Container Leasing Industry 2013/14

La croissance moyenne annuelle de la flotte de TOUAX, âgée en moyenne de 7,2 années, est de 10,8 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle du marché est de 6,7 %.

L'institut Clarkson prévoit une croissance encore soutenue du marché en volume pour 2014 et les perspectives de croissance de la production mondiale sont positives à 3,7 %, et plus spécifiquement à 5,1 % pour les pays émergents et en développement (FMI). À moyen terme, le Groupe a pour ambition de gérer pour son propre compte ou pour le compte de tiers une flotte supérieure à 800 000 TEU (7 % de part de marché mondial) et donc de saisir toute opportunité d'accroître ses investissements et son parc sous gestion.

■ Dans l'activité Constructions Modulaires,

le Groupe fabrique ses constructions modulaires, les loue ou les vend et assure auprès des clients un certain nombre de services, notamment l'assemblage.

Le Groupe gère un parc d'environ 51 000 modules à fin décembre 2013 et gère principalement des matériels pour compte propre. Près de 91 % de la flotte gérée appartient au Groupe.

TOUAX loue à de très nombreux clients, notamment les grandes entreprises de bâtiments et travaux publics, les collectivités locales et les industries. En moyenne sur 2013, le taux d'utilisation s'élevait à 68 % et l'âge du parc à 6,8 ans.

Les constructions modulaires sont aujourd'hui fabriquées par le Groupe dans ses usines d'assemblage en République tchèque et au Maroc. Cette fabrication permet au Groupe de se diversifier dans les activités de vente, nécessitant une fabrication souvent plus personnalisée. En France, le Groupe a arrêté la production de modulaires à la fin de l'année 2013 afin de se recentrer sur des ventes moins complexes.

L'activité Constructions Modulaires est située sur 3 grandes zones, sachant que 66 % du chiffre d'affaires est réalisé hors de France :

- en Europe grâce à la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, chaque pays adressant son marché ;
- aux Amériques avec une entité basée aux États-Unis afin de pouvoir démarcher les états de Floride et de Géorgie et une entité basée en Amérique Centrale afin de démarcher l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud ;
- en Afrique avec l'acquisition du leader marocain en 2012 afin de pouvoir démarcher le continent africain.

Le marché de la construction modulaire est un marché fragmenté. TOUAX peut se retrouver en concurrence avec des acteurs de taille significative, notamment en France ou aux États-Unis, ou avec une multitude de petits ou moyens acteurs ayant une renommée locale. TOUAX est 2ème loueur européen avec 7,5 % de part de marché en Europe continentale (source TOUAX).

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels varient entre 18/24 mois et 5 ans. La durée moyenne de location des constructions modulaires est d'environ 22 mois.

Le parc européen de constructions modulaires en location est passé de 250 000 à 500 000 unités en 15 ans (source TOUAX). La croissance moyenne annuelle du parc de TOUAX est de 10,2 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle estimée du marché est de 4,7 %.

À moyen terme, le Groupe a pour objectif d'améliorer le taux d'utilisation dans tous les pays européens où le Groupe est implanté de sorte à retrouver une rentabilité normalisée, sachant que TOUAX n'attend pas de reprise en 2014. Afin de faire face à cette conjoncture économique, TOUAX a pris des mesures afin de diminuer ses coûts notamment avec l'arrêt de la production en France et la baisse du point mort des 2 autres centres d'assemblage. TOUAX renforce son développement, telles que le lancement d'offres sur les matériels d'occasion ou de nouveaux produits dans de nouveaux pays.

TOUAX poursuit également son développement international grâce à l'acquisition du leader marocain de la construction modulaire en 2012. Cette société a contribué à près de 10 % au chiffre d'affaires global de la division en 2013 et à 28 % du chiffre d'affaires ventes de la division. TOUAX constate une forte demande sur le continent africain et sud-américain notamment pour des bases vie, des logements à bas coûts ou des bâtiments modulaires pour les entreprises et les collectivités locales.

■ Dans l'activité Barges Fluviales,

le Groupe a une activité de location et location-vente et une activité de vente de barges neuves et d'occasion.

Le Groupe gère une flotte d'environ 130 barges, principalement des matériels pour son compte propre. Près de 80 % de la flotte gérée appartient au Groupe. Les barges fluviales sont majoritairement mises en location auprès de groupes de logistique sur tous les bassins où le Groupe est présent.

TOUAX loue ses barges principalement à des opérateurs de logistique et de transport, principalement des grands groupes. En moyenne sur 2013, le taux d'utilisation a été de 86 % et l'âge de la flotte de 12 ans.

L'activité Barges Fluviales est située sur 3 grandes zones :

- Les bassins européens de la Seine, du Rhin et du Danube notamment,
- Le bassin américain du Mississippi,
- Le bassin sud-américain du Paraná Paraguay.

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels peuvent aller jusqu'à 10 ans. La durée moyenne de location est de 5,6 ans.

Le marché de la location de barges fluviales est un marché sur lequel il n'existe que quelques acteurs, à l'exception des Pays-Bas, traditionnellement un pays où il y a beaucoup de loueurs. Le Groupe bénéficie sur les autres bassins d'une forte position et développe sa notoriété. TOUAX est le 1er loueur en Europe et en Amérique du Sud de barges pour vrac sec.

Le transport par voie fluviale est un mode de transport écologique et il reçoit d'une manière générale le soutien des pouvoirs publics qui sont très favorables à des transports alternatifs à la route. Par ailleurs, les opérateurs fluviaux auront des besoins soit de matériels à louer immédiatement pour faire face à des demandes de transport notamment en Amérique du Sud où les besoins en transport en matières premières et agricoles sont importants, soit de nouveaux matériels du fait du vieillissement du parc notamment en Europe et TOUAX entend profiter de ces opportunités.

En 2013, le Groupe a continué son activité de location de barges fluviales sur les zones où il est déjà implanté, activité plus résistante aux aléas de la crise grâce aux contrats de

longue durée. Les opérateurs de transport sont demandeurs de barges fluviales, ce qui est favorable au Groupe.

À moyen terme, les ambitions du Groupe sont de doubler la flotte, notamment grâce aux implantations en Amérique du Sud. Son positionnement sur des contrats de location de longue durée et le développement des ventes et du trading d'actifs fluviaux devraient contribuer à la réalisation de ces objectifs.

■ Dans l'activité Wagons de Fret,

le Groupe a une activité de location et location-vente, une activité de gestion pour compte de tiers et une activité de vente de wagons neufs et d'occasion.

TOUAX gère une flotte d'environ 8 000 wagons à fin décembre 2013 dont 36 % appartiennent à des investisseurs tiers. 64 % des matériels gérés appartiennent au Groupe, sachant que 18 % de ces matériels sont destinés à être cédés à des tiers sous un horizon court (environ 1 an). À cette flotte se rajoutent environ 1 300 wagons pour lesquels TOUAX assure une prestation de gestion technique déléguée dans le cadre de sa certification Européenne en tant que ECM (Entreprise en Charge de la Maintenance / Entity in Charge of the Maintenance).

TOUAX loue ses wagons à de nombreux opérateurs ferroviaires et industriels. En moyenne sur 2013, le taux d'utilisation s'élevait à 77 %. TOUAX syndique également des matériels auprès d'investisseurs, c'est-à-dire que le Groupe achète des matériels, les met en location et les vend à des investisseurs. Le cycle de syndication est court mais reste néanmoins plus long que celui de l'activité Conteneurs Maritimes. Ceci tient au fait que le cycle d'investissement est plus long puisqu'il faut compter parfois jusqu'à un an entre la commande et la livraison de wagons alors que ce délai peut être de quelques semaines pour les conteneurs. De même, la constitution d'un portefeuille est plus longue.

Le Groupe exploite son activité principalement en Europe mais également aux États-Unis grâce à la société commune créée en partenariat avec la compagnie Chicago Freight Car Leasing. TOUAX propose ainsi à des investisseurs des investissements portant sur des wagons exploités en Amérique du Nord.

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels varient entre 3 ans et 10 ans. La durée moyenne de location est de 3,8 ans.

Le marché de la location de wagons de fret est un marché relativement concentré, avec quelques acteurs de taille significative, une dizaine d'acteurs de taille moyenne et des organismes de financement qui peuvent également proposer la location. TOUAX est le 2ème loueur européen de wagons intermodaux en Europe avec 20 % de parts de marché.

La croissance moyenne annuelle du parc de TOUAX est de 16,4 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle estimée du marché est de 2 %.

Le transport de marchandises par rail bénéficie du développement des modes de transports alternatifs à la route, celui-ci émettant de faibles émissions de CO². Par ailleurs, la libéralisation du fret ferroviaire européen et l'harmonisation des règles au sein de l'Europe devraient également permettre le développement des trafics de longues distances plus compétitifs par rapport au transport routier.

En Europe, le Groupe constate une légère amélioration de la demande de wagons de fret, bien que le contexte soit contrasté. L'offre de location de TOUAX séduit les opérateurs ferroviaires. Le Groupe a pour objectif en 2013 de réaliser des investissements très sélectifs en Europe financés par des investisseurs tiers.

À moyen terme, le Groupe a pour ambition de gérer une flotte de 15 000 wagons dont 10 000 en Europe et 5 000 en Asie et aux États-Unis. TOUAX poursuit sa diversification géographique en s'implantant sur le continent asiatique. L'année 2014 devrait être marquée par les premiers investissements sur cette zone.

6.1.2. Nouveau produit ou service

Non applicable

7. ORGANIGRAMME

7.1. ORGANIGRAMME DU GROUPE

L'organigramme ci-après est l'organigramme simplifié des principales sociétés opérationnelles du Groupe classées par activité. Les pourcentages indiqués sont arrondis et correspondent au pourcentage de contrôle en capital et en droits de vote, direct ou indirect, de ces entités par TOUAX SCA.

La liste de toutes les filiales du Groupe est présentée dans la note 2.2 page 61 de l'annexe des comptes consolidés.

TOUAX SCA		Pays	Pourcentage de détention de la société	Objet de la société
TOUAX Corporate SAS		France	100%	Société de services
TOUAX Capital SA		Suisse	100%	Société de services
TOUAX Container Services SAS		France	100%	Société de services
TOUAX Container Leasing Pte Ltd		Singapour	100%	Location de conteneurs maritimes
Gold Container Investment Ltd		Hong Kong	100%	Vente de conteneurs maritimes
Touax Corp.		USA	100%	Location et vente de conteneurs maritimes
Gold Container Corp.		USA	100%	Location et vente de conteneurs maritimes
TOUAX Solutions Modulaires SAS		France	100%	Location et vente de constructions
TOUAX Construction modulaire SAS		France	100%	Société d'assemblage de constructions
TOUAX Espana SA		Espagne	100%	Location et vente de constructions modulaires
TOUAX SRO		Rép. tchèque	100%	Société d'assemblage de constructions
TOUAX SK Sro		Slovaquie	100%	Location et vente de constructions modulaires
TOUAX BV		Pays-Bas	100%	Location et vente de constructions modulaires
TOUAX NV		Belgique	100%	Location et vente de constructions modulaires
SIKO Containerhandel GmbH		Allemagne	100%	Location et vente de constructions modulaires
TOUAX Sp.zo.o		Pologne	100%	Location et vente de constructions modulaires
TOUAX Modular Building USA, LLC		USA	100%	Location et ventes de constructions modulaires
SACMI SARL		Maroc	51%	Vente de constructions modulaires
RAMCO SARL		Maroc	51%	Location de constructions modulaires
TOUAX Rail Ltd		Irlande	100%	Location et vente de wagons de fret
TOUAX Rail Romania SA		Roumanie	57,5%	Location et vente de wagons
CFCL TOUAX LLC		USA	51%	Location et vente de wagons
TOUAX River Barges SAS		France	100%	Location et vente de barges fluviales
TOUAX Leasing Corp.		USA	100%	Location et vente de barges fluviales
TOUAX Hydrovia Corp.		Panama	100%	Location et vente de barges fluviales
TOUAX Rom SA		Roumanie	100%	Location et vente de barges fluviales
Eurobulk Transport Maatschappij BV		Pays-Bas	100%	Location / affrètement de barges fluviales
CS de Jonge BV		Pays-Bas	100%	Location / affrètement de barges fluviales

6.2. PRINCIPAUX MARCHES

Cf. pages 12 et 13.

6.3. ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Non applicable

6.4. DEPENDANCE BREVETS, LICENCES OU CONTRATS

Non applicable

6.5. POSITION CONCURRENTIELLE

Cf. pages 4 à 11.

7.2. RELATIONS MERE FILLES

La société TOUAX SCA est une société holding mixte. À ce titre, la société TOUAX SCA enregistre les participations dans ses filiales françaises et étrangères. TOUAX SCA a comme activité opérationnelle une activité immobilière sur le territoire français et une activité de conseil auprès de ses filiales.

Il n'existe pas de dépendance fonctionnelle entre les divisions du Groupe. Il existe certaines dépendances fonctionnelles entre les sociétés d'une même division avec notamment des sociétés de financement d'actifs, des sociétés de production d'actifs et des sociétés de distribution.

Majoritairement, chaque filiale détient ses propres actifs destinés à la location et la vente.

Les fonctions des dirigeants de la société TOUAX SCA dans les filiales du Groupe sont mentionnées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2

page 136. La présentation économique du Groupe est faite page 2 « profil ».

Aucun risque significatif provenant de l'existence d'influences notables d'actionnaires minoritaires sur des filiales du Groupe n'est à relever pour la structure financière du Groupe, notamment relatif à la localisation et l'adossement des actifs, de la trésorerie et des dettes financières du fait de l'existence d'accords organisant un contrôle conjoint.

À notre connaissance, il n'existe ni restriction aux remontées de trésorerie des filiales vers la société mère ni restriction à l'utilisation de la trésorerie à l'exception des filiales en contrôle conjoint.

TOUAX SCA assure le financement des activités par voie de prêts et de comptes courants. La Société a mis en place en 2013 un système de centralisation de la trésorerie sur la majorité de ses pays d'implantation.

La description chiffrée des relations significatives mère filiales (autres que les conventions réglementées) est pour l'exercice 2013 la suivante :

Prestations données		Informatique et frais de gestion	Intérêts reçus sur prêt
(en milliers d'euros)			
Division Conteneurs Maritimes		87	524
Division Constructions Modulaires		232	2 634
Division Wagons de Fret		122	1 252
Division Barges Fluviales		145	266
Corporate		1 374	

Prestations reçues		Charges d'intérêts sur avance financière
(en milliers d'euros)		
Division Conteneurs Maritimes		1 092
Division Constructions Modulaires		40
Division Wagons de Fret		2
Division Barges Fluviales		187
Corporate		67

Les cautions et autres engagements donnés par TOUAX SCA sont les suivants au 31 décembre 2013 :

Filiales concernées						
	Année de mise en place des garanties	Montant d'origine des garanties accordées	Garanties arrivant à échéance dans moins d'un an	Garanties arrivant à échéance entre 1 à 5 ans	Garanties arrivant à échéance dans plus de 5 ans	Capital restant dû au 31/12/2013
<i>(en milliers d'euros)</i>						
	Avant 2013	71 103	18 513	48 841	3 749	26 568
	2013	6 799	2 404		4 395	4 936
TOUAX Solutions Modulaires SAS		77 902	20 917	48 841	8 144	31 504
	Avant 2013	3 326		3 326		671
TOUAX Rail Ltd		3 326		3 326		671
	Avant 2013	75 352	3 503	52 185	19 664	41 870
	2013	2 080	500		1 580	1 486
SIKO Containerhandel GmbH		77 433	4 003	52 185	21 244	43 356
	Avant 2013	35 922		5 574	30 348	28 364
TOUAX River Barges SAS		35 922		5 574	30 348	28 364
	Avant 2013	25 679	4 824	16 027	4 828	10 090
	2013	4 125			4 125	3 843
TOUAX Sp.zo.o		29 804	4 824	16 027	8 953	13 933
	Avant 2013	2 480			2 480	1 969
	2013	2 627		2 627		1 601
TOUAX Leasing Corp		5 107		2 627	2 480	3 570
	Avant 2013	4 772		4 772		1 469
TOUAX Modular Building USA, llc		4 772		4 772		1 469
	Avant 2013	7 251		7 251		7 251
TOUAX Corp.		7 251		7 251		7 251
	Avant 2013	9 063		9 063		6 206
	2013	1 000	1 000			
GOLD Container Corp.		10 063	1 000	9 063		6 206
	2013	2 000	2 000			615
TOUAX Construction Modulaire SAS		2 000	2 000			615
	Avant 2013	2 735		2 735		1 367
	2013	2 005	2 005			1 541
TOUAX Sro		4 740	2 005	2 735		2 908
	2013	10 000	10 000			
TOUAX Container Services SAS		10 000	10 000			
	2013	275	275			29
TOUAX Corporate SAS		275	275			29
	Avant 2013	8 092			8 092	7 561
	2013	12 443	4 351		8 092	8 963
TOUAX Hydrovia Corp.		20 535	4 351		16 184	16 524
TOTAL GENERAL DES GARANTIES ACCORDEES		289 130	49 376	152 400	87 354	156 400

Les filiales de TOUAX SCA sont détaillées dans le tableau des filiales et participations dans la note 26.6 de l'annexe des comptes sociaux.

Les filiales significatives du Groupe sont la société TOUAX Container Leasing Pte Ltd, société de droit singapourien et la société GOLD Container Investment Ltd, société de droit hongkongais.

Les chiffres clés de la société TOUAX Container Leasing Pte Ltd sont présentés dans le tableau suivant avant élimination des opérations intragroupes :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2013	2012	2011
Actif non courant immobilisé net	357	86	106
Capitaux propres	12 486	7 047	4 225
Dettes financières			
Chiffre d'affaires	123 311	105 648	97 740
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	77 490	80 397	77 215
Résultat opérationnel courant	5 544	2 857	1 623
Résultat net	5 439	2 822	1 632

La hausse du chiffre d'affaires résulte d'un maintien à un niveau élevé des taux d'utilisation et de l'augmentation de la flotte en gestion, même si les tarifs locatifs se sont un peu érodés. Les distributions aux investisseurs ont diminué en 2013.

Les chiffres clés de la société GOLD Container Investment Ltd sont présentés dans le tableau suivant avant élimination des opérations intragroupes :

(en milliers de dollars)	2013	2012	2011
Actif non courant immobilisé net	692	1 887	3 452
Capitaux propres	27 541	20 041	12 902
Dettes financières			
Chiffre d'affaires	170 096	181 440	86 324
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	7 976	7 242	7 465
Résultat opérationnel courant	7 976	7 242	7 465
Résultat net	7 501	7 139	7 301

La baisse du chiffre d'affaires provient des ventes de matériels à des investisseurs. Le résultat est en légère augmentation par rapport à 2012.

8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Le Groupe est un loueur opérationnel de matériels mobiles standardisés. Il possède à ce jour peu de goodwills (28,6 millions d'euros) ou d'immobilisations incorporelles (1 million d'euros) comparé aux immobilisations corporelles (523,8 millions d'euros), aux créances de location financière (9,4 millions d'euros) et aux stocks (61,1 millions d'euros). Les immobilisations corporelles, les créances de location financière et les stocks représentent les matériels appartenant au Groupe qui sont mis en location (conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales).

En plus des matériels mis en location, le Groupe exploite deux sites d'assemblage de constructions modulaires situés en République tchèque et au Maroc. Ces sites sont principalement constitués des matériels et outillages d'assemblage dont la valeur n'est pas significative en

comparaison avec les matériels mis en location. Il est à noter que les terrains et bâtiments du site tchèque et marocain sont la propriété du Groupe. Aucune charge majeure (remise en état, sécurité, sûreté, etc.) ne pèse ni sur ces installations, ni sur les matériels mis en location. En France, le Groupe a arrêté à la fin d'année 2013 la production de constructions modulaires mais a conservé le site pour son activité. Durant l'année 2013, les centres d'assemblage ont été utilisés à des taux proches de 80 % grâce à leur flexibilité.

Le détail des immobilisations corporelles et incorporelles est mentionné dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1, à la note 16 et note 17 pages 73 et suivants.

8.2. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

La politique environnementale du Groupe est explicitée dans le rapport de gestion au paragraphe 26.1 et plus spécifiquement dans la partie responsabilité sociale, environnementale et sociétale paragraphe 3.2 page 124.

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

9.1. SITUATION FINANCIERE

L'examen de la situation financière est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 112.

9.2. RESULTAT D'EXPLOITATION

L'examen du résultat d'exploitation est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 112.

9.2.1.Facteurs inhabituels

Non applicable

9.2.2.Changements importants

Non applicable

9.2.3.Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique

Non applicable

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. CAPITAUX DU GROUPE

Les ressources financières et la trésorerie du Groupe sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 45 et dans la note 1 page 74 avec des précisions sur les risques de liquidité et les risques de taux.

10.2. FLUX DE TRESORERIE

Les flux de trésorerie du Groupe sont détaillés et expliqués dans le tableau de flux de trésorerie dans les comptes consolidés paragraphe 20.1 page 45 et suivantes.

10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Les conditions d'emprunts et la structure de financement sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 notamment à la note 18.2.1 page 77 avec des précisions sur les risques de liquidité et les risques de taux paragraphe 20.1, à la note 26 page 83.

Le Groupe utilise pour se financer une large palette d'instruments de financement :

- les lignes spot (364 jours) et de découvert sont utilisées pour le financement ponctuel du besoin en fonds de roulement et le préfinancement d'actifs (ces lignes permettent de constituer des portefeuilles d'actifs de montants significatifs avant le financement à long terme ou la cession à des investisseurs tiers) ;
- les lignes revolving tirables par billet sont utilisées pour le préfinancement des actifs ;
- des emprunts obligataires sont utilisés pour le financement d'actifs ;
- les crédits moyen long terme et les lignes de financement d'actifs avec recours (crédit-bail, location financière, leasing,...) sont utilisés pour le financement d'actifs gardés par le Groupe ;

- les lignes de financement d'actifs sans recours contre le Groupe sont utilisées à la fois pour le préfinancement d'actifs (conteneurs maritimes et wagons) et pour le financement long terme des actifs que le Groupe souhaite conserver sur son bilan.

10.4. RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE, SUR LES OPERATIONS DE L'EMETTEUR

À notre connaissance, il n'existe ni restrictions aux remontées de trésorerie des filiales détenues à 100 % par le Groupe vers la société mère ni restrictions à l'utilisation de la trésorerie du Groupe, sous réserve des clauses de défaut des emprunts bancaires présentées dans la note 18.2.3 de l'annexe des comptes consolidés page 79.

Les soldes de trésorerie présents sur le bilan du Groupe au 31 décembre 2013 comprennent 26,8 millions d'euros de trésorerie qui ne sont pas disponibles pour la gestion de trésorerie quotidienne du Groupe. Ce solde correspond pour 16,2 millions d'euros à des restrictions contractuelles de transfert de liquidité liées aux covenants bancaires et pour 10,6 millions d'euros à l'absence de disposition d'actionnaires permettant d'utiliser la trésorerie de sociétés non détenues à 100 %.

10.5. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES QUI SERONT NECESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENTS

Les sources de financement sont détaillées dans les engagements fermes d'investissement paragraphe 5.2.3 page 30.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

Lorsque le Groupe a créé en France une unité d'assemblage de constructions modulaires en 2007, il a développé un produit et un processus industriel de fabrication. Les coûts de développement des constructions modulaires ont été immobilisés conformément à la réglementation en vigueur.

Le Groupe dispose de plusieurs bureaux d'études internes, lesquels travaillent sur la conception et l'amélioration des constructions modulaires. Aujourd'hui les constructions modulaires se veulent résolument accueillantes, innovantes et, de plus en plus, écologiques. Au travers des bureaux d'études, TOUAX peut répondre aux nouvelles attentes des clients en matière de prix, de facilité d'installation, de

normalisation, de flexibilité, de personnalisation et d'esthétique. Dans ce cadre, TOUAX poursuit ses activités de développement afin de pénétrer de nouveaux marchés et de concilier les contraintes environnementales et techniques de sécurité. Les frais de développement engagés sont enregistrés en charges.

Dans ses trois autres activités, le Groupe privilégie l'achat et la location de matériels standardisés et n'a donc pas volontairement investi dans la recherche et le développement pour déposer des brevets ou licences de produits innovants.

12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1. PRINCIPALES TENDANCES JUSQU'À LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

Les principales tendances sont détaillées dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 112.

12.2. TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE OU TOUT ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT POUR L'EXERCICE EN COURS

L'année 2013 est marquée par un renforcement de l'activité mondiale après une année 2012 où l'incertitude sur la zone Euro était forte. La croissance du PIB mondial s'établit à 2,4 % pour 2013 selon la Banque Mondiale, et le Fonds Monétaire International (FMI) a indiqué une croissance de la production mondiale de 3 %. Les conditions financières se sont détendues dans les pays développés alors qu'elles sont restées encore assez tendues dans les pays en développement. Cependant, la zone Euro a connu une année de récession à -0,5 %.

Les perspectives pour 2014 sont en amélioration par rapport à 2013 avec une croissance du PIB mondial estimée à 3,2 % (Banque Mondiale) et de la production mondiale prévue à 3,6 % (FMI). Cette accélération provient essentiellement des pays développés, notamment des États-Unis où la reprise de l'économie est bien avancée avec des prévisions de 2,8 % de croissance. La zone Euro sortirait de la récession pour atteindre 1,2 % en 2014, bien que la situation soit contrastée

entre certains pays et que la demande intérieure soit encore limitée en raison du niveau élevé de la dette.

Globalement, la croissance des économies développées va contribuer à la croissance des pays émergents (+4,9 % selon le FMI), lesquels restent néanmoins sensibles aux conditions financières mondiales, ce d'autant plus que ces pays sont pénalisés par une demande intérieure faible. La politique monétaire qui sera mise en œuvre en 2014, notamment par les États-Unis, ne sera pas sans impact sur les perspectives de croissance mondiale. Cette politique monétaire est essentielle tant pour les économies développées pour éviter un retrait prématuré de politique accommodante, que pour les pays en développement pour éviter les risques d'une inversion des flux de capitaux.

Bien que ce contexte soit positif, les risques baissiers subsistent. Il est à noter que le commerce mondial devrait augmenter selon le rapport de la Banque mondiale de 4,6 % en 2014 contre une estimation de 3,1 % en 2013.

En Europe dans un contexte encore difficile, le Groupe anticipe un redressement progressif, notamment dans les activités Constructions Modulaires et Wagons de Fret. Les taux d'utilisation devraient remonter progressivement et TOUAX estime que la pression de la concurrence et des clients sur les tarifs locatifs va continuer. Afin de pallier le manque de dynamisme de cette zone, le Groupe continue son développement en Afrique grâce à l'acquisition de la société leader dans la construction modulaire au Maroc, en Amérique du Sud avec l'acquisition et la location de nouveaux actifs fluviaux et en Asie avec l'implantation récente de ses activités de location de wagons. Une présentation des perspectives du Groupe exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2014 est détaillée au paragraphe 28.3 page 152.

13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

Non applicable

13.1. PRINCIPALES HYPOTHESES

Non applicable

13.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – ELEMENTS PREVISIONNELS

Non applicable

13.3. BASE DE PREVISION

Non Applicable

13.4. PREVISION EN COURS

Non Applicable

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

14.1. COORDONNEES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

Les organes d'administration, de direction et de surveillance sont présentés dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 136.

14.2. CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

Les conflits d'intérêts sont présentés dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 136.

15. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

15.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux dirigeants

La rémunération des Gérants est fixée à l'article 11.5 des statuts, lequel stipule :

« La rémunération annuelle attribuée à chaque Gérant dans le cadre du régime général de la sécurité sociale est fixée comme suit :

Une partie fixe brute égale à la somme de 129 354 euros, complétée par les bénéfices d'avantage en nature dans la limite de 15 % de la rémunération fixe, étant précisé que ne s'imputent pas sur ce montant les jetons de présence, rémunérations et remboursements de frais perçus par les Gérants au titre des mandats sociaux et fonctions exercés dans toutes filiales de la société, dans la limite de 80 000 euros par Gérant ;

D'une somme brute de 850 euros chaque jour de déplacement professionnel hors de France, à titre de prime d'éloignement familial ;

Ces montants ne pourront être librement réévalués par les associés commandités que dans la limite de l'évolution cumulée de l'indice d'inflation annuel de l'INSEE.

Une partie variable égale au maximum à 0,50 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Pour les besoins de ce calcul, il est précisé que l'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation. »

La rémunération des Gérants est réévaluée annuellement conformément aux stipulations des statuts.

Toute modification de cette rémunération est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires avec l'accord unanime express et écrite des associés commandités. La dernière modification date de l'Assemblée Générale du 18 juin 2008, laquelle a diminué la part variable de la rémunération des Gérants à 0,5 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs, au lieu de 1 %.

Les Gérants bénéficient du même régime de retraite que celui des autres cadres du Groupe. Il n'y a pas de retraite chapeau au sein du Groupe.

Les modalités de rémunération des Gérants sont mentionnées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, paragraphe 27.2, page 137.

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Fabrice WALEWSKI - Gérant			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	402,8	402,2	405,5
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
TOTAL	402,8	402,2	405,5
Raphaël WALEWSKI - Gérant			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	401,4	460	388,4
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
TOTAL	401,4	460	388,4

La société met à la disposition des Gérants le matériel nécessaire à leur activité (voitures, téléphones portables, ordinateurs, etc.).

■ Rémunération

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

(en milliers d'euros)

Fabrice WALEWSKI Gérant	2013		2012		2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	148,7	148,7	147,0	147,0	142,6	142,6
Rémunération variable	204,7	179,7	205,0	205,0	205,1	243,1
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence	44,4	44,4	44,4	44,4	52,4	52,4
Avantages en nature	5	5	5,8	5,8	5,4	5,4
TOTAL	402,8	377,8	402,2	402,2	405,5	443,5
Raphaël WALEWSKI Gérant	2013		2012		2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	148,7	148,7	147,0	147,0	142,6	142,6
Rémunération variable	203,3	178,3	261,8	261,8	188,2	226,2
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence	44,4	44,4	44,4	44,4	52,4	52,4
Avantages en nature	5	5	6,8	6,8	5,2	5,2
TOTAL	401,4	376,4	460,0	460,0	388,4	426,4

Options d'achat ou de souscription d'actions attribuées aux mandataires sociaux

Aucune option d'achat ou de souscription d'actions n'a été attribuée aux mandataires sociaux dirigeants.

Actions de performance

Aucune action de performance (actions gratuites) n'a été attribuée durant l'exercice ou sur un exercice antérieur.

Bons de souscription d'actions

Aucun bon de souscription d'actions à titre gratuit s'inscrivant dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants

(en milliers d'euros)

Nom	Fonction	Nature de la rémunération	2013	2012	2011
Jérôme Bethze	membre du CS	jetons de présence	11,6	11,9	11,2
Serge Beaucamps	membre du CS	jetons de présence			6,0
Jean-Jacques Ogier	membre du CS	jetons de présence	8,6	7,8	8,2
Aquasourça	membre du CS	jetons de présence	8,6	8,9	7,1
François Soulet de Brugière	membre du CS	jetons de présence	8,6	8,9	8,2
Sophie Servaty	membre du CS	jetons de présence	8,6	7,7	6,0
Alexandre WALEWSKI	président du CS	jetons de présence	17,1	17,8	16,3
TOTAL JETONS DE PRESENCE			63	63	63

(en milliers de dollars)

Alexandre WALEWSKI	président du CS	autres rémunérations	192,7	192,7	188,0
--------------------	-----------------	----------------------	-------	-------	-------

TOTAL AUTRES REMUNERATIONS

192,7 192,7 188

Les règles de répartition des jetons de présence sont précisées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 136.

Il n'existe aucune autre rémunération que les jetons de présence en tant que rémunération des mandataires sociaux non dirigeants, à l'exception de l'indemnité forfaitaire de remboursement de frais que perçoit Alexandre WALEWSKI au titre des frais dans le cadre de sa mission de Président du Conseil de Surveillance. Cette indemnité s'élève à 48 175 dollars par trimestre en 2013, identique à 2012 et 47 milliers de dollars par trimestre en 2011.

Aucun titre de capital autre que ceux dont ils ont été bénéficiaires au titre de l'augmentation de capital réalisée en juin 2013 en leur qualité d'actionnaire, titres de créances ou titres donnant accès au capital ou donnant droit à

du Code de commerce n'a été attribué aux mandataires sociaux dirigeants durant l'exercice.

Plus généralement, aucun titre de capital, titres de créances ou titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance n'a été attribué aux mandataires sociaux dirigeants de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L.228-13 et L.228-93 du Code de commerce, au cours de l'exercice 2013. Les Gérants ne sont pas actionnaires de TOUAX SCA.

15.1.2. Rémunérations des mandataires sociaux non dirigeants

l'attribution de titres de créance n'a été attribué aux mandataires sociaux non dirigeants de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L.228-13 et L.228-93 du Code de commerce, au cours de l'exercice 2013.

15.2. RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES

Les Gérants ne bénéficient ni de régime de retraite supplémentaire, ni d'indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction, ni d'indemnités relatives à une clause de non-concurrence. Les Gérants n'ont pas de contrat de travail avec TOUAX SCA.

Aucun contrat d'indemnité de fin de carrière (article 82) n'est applicable à ce jour.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. DUREE DES MANDATS

Le fonctionnement des organes d'administration et de direction est présenté dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 136.

16.2. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions réglementées sont listées dans le rapport de gestion page 112 et font l'objet d'un rapport des Commissaires aux Comptes paragraphe 20.4.3 page 105.

16.3. INFORMATIONS SUR LES DIVERS COMITES

Le rapport du Président du Conseil de Surveillance précise l'organisation de la gouvernance d'entreprise paragraphe 27.2 page 136.

16.4. DECLARATION DE CONFORMITE AU REGIME DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise est présentée dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 136.

17. SALARIES

17.1. REPARTITION DE L'EFFECTIF

La répartition géographique et par activité de l'effectif au 31 décembre 2013 est la suivante :

	Conteneurs Maritimes		Constructions Modulaires		Barges Fluviales		Wagons de Fret		Services centraux		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Europe	18	21	493	528	15	20	30	30	36	38	592	637
Asie	10	7									7	7
Afrique			92	92							92	92
Amériques	3	4	18	16	2	1			3	3	24	24
TOTAL	31	32	603	636	17	21	30	30	39	41	720	760

17.2. PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS

Les principales participations des Gérants, des commandités et des mandataires sociaux sont présentées chapitre 18 page 42 du document de référence avec les participations d'Alexandre WALEWSKI (Président du Conseil de Surveillance), de Fabrice WALEWSKI (Gérant), de Raphaël WALEWSKI (Gérant), de la société Holding de Gestion et de

Participation (commandité) et de la société Holding de Gestion et de Location (commandité).

Le tableau suivant présente l'ensemble de ces instruments financiers donnant accès au capital au 31 décembre 2013 et la part portée par chacun des mandataires sociaux.

Nature des instruments	Bons de souscription d'actions remboursables	Bons de souscription d'actions
Date de l'Assemblée Générale	30/05/2005	08/02/2008
Date du Conseil de gérance	02/07/2007	11/02/2008
Nombre total d'instruments financiers émis	1 427 328	200 000
Date d'attribution	na	na
Date d'achat	08/03/2007	12/03/2008
Nombre d'instruments financiers pouvant être exercés ou levés au 31/12/2013 par :		
- Fabrice WALEWSKI		
- Raphaël WALEWSKI		
- Alexandre WALEWSKI		
- 10 premiers salariés	184 903	
- Autres (salariés / public)	1 210 389	22 500
Point de départ d'exercice des instruments	08/03/2007	12/03/2008
Point de départ d'exercice des instruments bloqués	08/09/2009	12/03/2011
Date d'expiration	08/03/2016	12/03/2013
Prix d'émission	0,44 €	3,60 €
Prix de souscription ou d'achat (1)	32,91 €	37,55 €
Nombre d'instruments financiers souscrits	31 930	
Nombre cumulé d'instruments financiers annulés ou caduques	116 382	200 000
Nombre d'instruments financiers restant à exercer au 31/12/2013	1 278 910	0
Capital potentiel en nombre d'actions	350 421 (2)	

(1) Le prix d'exercice correspond à 115 % du cours de bourse de clôture au moment de l'opération

(2) 4 BSAR donnent droit à 1,096 action

Les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1, note 21, page 82.

17.3. PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL

La société ne publie pas de bilan social.

Courant 2012, il a été mis en place un plan d'intéressement du personnel et accord de participation des salariés, pour toutes les entités françaises. Ces deux systèmes ne donnent

pas droit à des actions du capital. En 2013, aucune participation ni intéressement n'ont été versés.

Certaines catégories de personnel (cadres, agents commerciaux) bénéficient de primes annuelles sur les performances établies sur une base individuelle.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. Il n'y a pas d'autocontrôle Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2013

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	dont actions à droit de vote double
Alexandre WALEWSKI	551 822	9,38%	551 822	8,67%	
Société Holding de Gestion et de Location	631 660	10,74%	865 789	13,60%	468 258
Société Holding de Gestion et de Participation	645 966	10,98%	880 632	13,84%	469 332
Total Groupe majoritaire	1 829 448	31,09%	2 298 243	36,11%	937 590
SOFINA*	1 366 251	23,22%	1 366 251	21,46%	
Public - titres nominatifs	139 168	2,37%	151 721	2,38%	25 106
Public - titres au porteur	2 548 906	43,32%	2 548 906	40,04%	
TOTAL	5 883 773	100,00%	6 365 121	100,00%	962 696

*à la connaissance de TOUAX

TOUAX SCA est contrôlé par la famille WALEWSKI. Les sociétés Holding de Gestion et de Location, et Holding de Gestion et de Participation sont les deux commandités de TOUAX SCA et appartiennent respectivement en totalité à Raphaël et Fabrice WALEWSKI. Les Gérants ne sont pas actionnaires de TOUAX SCA.

Il est à noter qu'Alexandre, Fabrice, Raphaël WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Location et la société Holding de Gestion et de Participation agissent de concert et possèdent de concert 31,09 % de TOUAX SCA représentant 36,11 % des droits de vote au 31 décembre 2013.

En application de la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, le seuil déclencheur de l'obligation de dépôt d'un projet d'offre publique a été abaissé, le 1er février 2011, du tiers à 30 % du capital et des droits de vote. Une clause dite de « grand-père » bénéficie sans limite de durée aux actionnaires dont la rétention se situait entre 30 % et un tiers au 1er janvier 2010 : ces actionnaires se verront appliquer l'ancien seuil d'offre publique obligatoire (33,33 %) tant que leur participation demeurera comprise entre ces deux seuils (article 234-11, alinéa 1er du Règlement Général de l'AMF).

Au cas particulier, le concert familial WALEWSKI constitué par Alexandre WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Location et la société Holding de Gestion et de Participation, détenteur au 1er janvier 2010, d'une participation en capital comprise entre 30 % et 33,33 % (en l'occurrence 31,13 % du capital représentant 35,75 % en droits de vote à cette date) est concerné par les dispositions de l'article 234-11 alinéa 1er du règlement général de l'AMF pour sa détention en capital et a fait à cet égard une déclaration de participation à l'AMF publiée le 18 juillet 2011 dans l'avis n°211C1275.

En d'autres termes, un franchissement du seuil du tiers en capital par le concert placerait celui-ci dans l'obligation de déposer un projet d'offre publique obligatoire.

La société Sofina est une société belge d'investissement cotée sur la Bourse de Bruxelles. Sofina est contrôlée par les sociétés Union Financière Boël et Société de Participations Industrielles.

Le 8 février 2013, Sofina a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 15 % des droits de vote de la société et détenir

(détention de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'auto-détention (détention de titres de TOUAX SCA par TOUAX SCA) n'est pas significative (cf. paragraphe 18.4 actions auto-détenues).

974 223 actions de TOUAX, représentant 16,97 % du capital et 15,19 % des droits de vote.

En date du 12 février 2013, Sofina a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 20 % du capital et des droits de vote de la société et détenir 1 332 928 actions de TOUAX, représentant 23,22 % du capital et 20,78 % des droits de vote. À chaque déclaration, Sofina a déclaré ne pas envisager acquérir le contrôle de la société et entend rester un actionnaire stable. Sofina a déjà un représentant au Conseil de Surveillance et n'entend pas demander de nomination dans les organes de direction.

Le 15 février 2013, Salvepar a annoncé avoir franchi à la baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et ne plus être actionnaire de TOUAX.

En date du 8 août 2013, Alexandre WALEWSKI a annoncé avoir franchi à la baisse les seuils de 15 % et 10 % des droits de vote de la société TOUAX, à la suite de la perte de ses droits de vote double. À la même date, le concert familial WALEWSKI n'a franchi aucun seuil.

À l'exception de ce qui est mentionné ci-dessus, il n'y a pas eu de déclaration de franchissement de seuil en 2013 et jusqu'à ce jour.

À la connaissance de TOUAX, il n'existe aucun actionnaire détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote qui ne soit pas mentionné dans le tableau ci-dessus.

Il n'existe pas d'autre forme de capital potentiel que celui exposé dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 note 21 page 82.

Les différents types de droit de vote sont décrits au paragraphe 18.2.

Ventilation des titres

Au 31 décembre 2013, 50,05 % de l'ensemble des titres émis par TOUAX SCA sont nominatifs, le solde étant des actions aux porteurs. 52,02 % des titres nominatifs sont détenus par des non-résidents.

Nombre d'actionnaires

La société ne demande pas régulièrement d'étude sur les Titres aux Porteurs Identifiables (TPI) et ne connaît donc pas le nombre exact d'actionnaires. La dernière étude TPI a été réalisée en septembre 1999 et recensait 919 actionnaires. Au

31 décembre 2013, il y avait 48 actionnaires inscrits à titres nominatifs. Lors de la dernière Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013, le Président de séance a reçu 8 pouvoirs, 27 actionnaires ont donné pouvoir à une personne désignée ou ont voté par correspondance et 22 actionnaires étaient présents, les associés commandités étaient également présents.

■ Évolution de l'actionnariat

Actionnaires	31/12/2013		31/12/2012		31/12/2011	
	capital %*	Droits de vote %*	capital %*	Droits de vote %*	capital %*	Droits de vote %*
Alexandre WALEWSKI	9,38%	8,67%	9,28%	14,78%	9,31%	14,83%
SHGL	10,74%	13,60%	10,74%	9,62%	10,74%	9,62%
SHGP	10,98%	13,84%	10,98%	9,83%	11,00%	9,84%
Total groupe majoritaire	31,09%	36,11%	31,00%	34,23%	31,05%	34,29%
Auto détention	0,06%	0,05%	0,09%	0,08%	0,08%	0,08%
SALVEPAR			6,25%	9,44%	6,27%	9,47%
SOFINA	23,22%	21,46%	16,75%	14,99%	16,81%	15,04%
Public	45,63%	42,37%	45,91%	41,26%	45,79%	41,15%
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

* à la connaissance de TOUAX

La société TOUAX SCA n'a aucun plan d'actionnariat salarié.

18.2. LES DIFFERENTS DROITS DE VOTE

■ Droits de vote double

Un droit de vote double est conféré aux actions détenues sous la forme nominative depuis cinq ans au moins par un même actionnaire. Par ailleurs, les actions gratuites attribuées en raison d'actions anciennes assorties d'un droit de vote double bénéficient d'un droit de vote double. Cette disposition est statutaire.

■ Limitation des droits de vote

Les actions de la société ne sont assorties d'aucune limitation des droits de vote à l'exception des cas prévus par la loi.

18.3. DESCRIPTION DE LA NATURE DU CONTROLE

Le Groupe TOUAX est une société en commandite par actions qui par nature est contrôlée par les associés commandités. Les deux associés commandités sont les sociétés Holding de Gestion et de Participation et Holding de Gestion et de Location. Ces deux sociétés appartiennent respectivement à Fabrice et Raphaël WALEWSKI. Par ailleurs, Alexandre WALEWSKI, Fabrice WALEWSKI, Raphaël WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Participation et la société Holding de Gestion et de Location agissent de concert en 2013 et ce depuis 2005. Ce concert est un concert de fait qui a été constaté en 2005 à l'occasion de la transformation de la société en commandite par actions. Au total, ce concert détient, au 31 décembre 2013, 31,09 % des actions et 36,11 % des droits de vote.

La conformité du Groupe aux règles de gouvernance recommandées par l'AFEP/MEDEF permet d'éviter un contrôle abusif. Notamment, l'existence de membres

Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de convention, prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions, susceptible d'être transmise à l'Autorité des Marchés Financiers.

indépendants au sein du Conseil de Surveillance à ce jour, ainsi que les règles de fonctionnements du Conseil de Surveillance permettent de s'assurer que le contrôle n'est pas exercé de manière abusive. Le Conseil de Surveillance assure le contrôle permanent de la gestion et fait un rapport sur la conduite des affaires sociales et sur les comptes de l'exercice à l'Assemblée Générale.

18.4. ACTIONS AUTO DETENUES

Au 31 décembre 2013, la société détenait 3 436 de ses propres actions, soit 0,06 % du capital. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat décidé par l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 en vue de :

- assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement ;
- consentir des options d'achats et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés ou des dirigeants du Groupe TOUAX ;
- consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ;
- procéder à leur annulation.

Au cours de l'exercice 2013, il a été acheté 142 842 actions et vendu 144 818 actions au titre du contrat de liquidité avec pour seul objectif d'animer le marché et d'assurer la liquidité du titre TOUAX.

Le tableau de déclaration synthétique se présente de la façon suivante :

Déclaration par TOUTAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres au 28 février 2014	
Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,06%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	
Nombre de titres détenus en portefeuille	3 438
Valeur comptable du portefeuille (€)	67 190,48
Valeur de marché du portefeuille (€)	69 172,56

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé conformément aux normes comptables.

Le descriptif du nouveau programme de rachat d'actions (en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF) soumis pour autorisation de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 est détaillé au point 5 du rapport de gestion paragraphe 26.1 page 112.

■ Contrat de liquidité

Un contrat d'animation a été conclu entre TOUTAX SCA et GILBERT DUPONT le 17 octobre 2005. Un compte de liquidité a été constitué pour réaliser des transactions en vue de favoriser la liquidité du titre TOUTAX.

■ Gestion des titres – actionnaires nominatifs purs et administrés

CM-CIC Securities assure le service des titres de TOUTAX SCA. Le service des titres consiste à tenir la liste des nominatifs purs et administrés et à prendre en charge toutes les formalités consécutives à la vie des titres. Pour tout renseignement à ce sujet il est possible de contacter CM-CIC Securities – 6, avenue de Provence – 75441 PARIS cedex 09.

19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées autres que celles développées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 note 27 page 87 (cf. rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés, paragraphe 20.4.3 page 105).

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1. COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés de la société TOUAX SCA sont présentés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS).

Compte de résultat consolidé, présenté par fonction au 31 décembre				
note n°	(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
	Chiffre d'affaires locatif	206 104	219 034	221 419
	Ventes de matériel	143 158	138 952	114 395
	CHIFFRE D'AFFAIRES	349 262	357 986	335 814
	Plus values de cession	(13)	(22)	212
4	Produits des activités ordinaires	349 249	357 964	336 026
	Coût des ventes	(127 835)	(122 917)	(98 844)
	Dépenses opérationnelles des activités	(91 193)	(91 493)	(94 628)
	Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(27 734)	(25 288)	(23 692)
	MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDAR)	102 487	118 266	118 862
9	Amortissements et pertes de valeur	(37 949)	(32 157)	(26 267)
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant distribution aux investisseurs	64 538	86 109	92 595
10	Distribution nette aux investisseurs	(51 626)	(56 490)	(61 114)
	RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT	12 912	29 619	31 481
11	Autres produits & charges opérationnels	(5 563)	(577)	
	RÉSULTAT OPERATIONNEL	7 349	29 042	31 481
	Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	207	101	52
	Coût de l'endettement financier brut	(19 830)	(17 594)	(14 541)
	Coût de l'endettement financier net	(19 623)	(17 493)	(14 489)
	Autres produits et charges financiers	(677)	(74)	55
12	RÉSULTAT FINANCIER	(20 300)	(17 567)	(14 434)
	Quote-part de résultat dans les entreprises associées			37
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(12 951)	11 475	17 084
13	Impôt sur les bénéfices	(1 928)	(2 749)	(4 135)
	RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	(14 879)	8 726	12 949
	Résultat des activités abandonnées			
	RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE	(14 879)	8 726	12 949
	Part des intérêts minoritaires	(424)	420	485
	RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	(15 303)	9 146	13 434
14	Résultat net par action	(2,63)	1,6	2,35
14	Résultat net dilué par action	(2,63)	1,6	2,34

Compte de résultat consolidé, présenté par nature au 31 décembre			
note n° (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	349 262	357 986	335 814
Plus values de cession	(13)	(22)	212
4 Produits des activités ordinaires	349 249	357 964	336 026
5 Achats et autres charges externes	(209 917)	(209 141)	(182 480)
6 Charges de personnel	(31 954)	(29 513)	(28 775)
7 Autres produits & charges d'exploitation	(158)	372	437
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	107 220	119 682	125 208
8 Provisions d'exploitation	(4 733)	(1 416)	(6 346)
MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDAR)	102 487	118 266	118 862
9 Amortissements et pertes de valeur	(37 949)	(32 157)	(26 267)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant distribution aux investisseurs	64 538	86 109	92 595
10 Distribution nette aux investisseurs	(51 626)	(56 490)	(61 114)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12 912	29 619	31 481
11 Autres produits & charges opérationnels	(5 563)	(577)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	7 349	29 042	31 481
Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	207	101	52
Coût de l'endettement financier brut	(19 830)	(17 594)	(14 541)
Coût de l'endettement financier net	(19 623)	(17 493)	(14 489)
Autres produits et charges financiers	(677)	(74)	55
12 RÉSULTAT FINANCIER	(20 300)	(17 567)	(14 434)
Quote-part dans les entreprises associées			37
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(12 951)	11 475	17 084
13 Impôt sur les bénéfices	(1 928)	(2 749)	(4 135)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	(14 879)	8 726	12 949
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE	(14 879)	8 726	12 949
Part des intérêts minoritaires	(424)	420	485
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	(15 303)	9 146	13 434
14 Résultat net par action	(2,63)	1,6	2,35
14 Résultat net dilué par action	(2,63)	1,6	2,34

Etat du résultat global de la période			
(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
PROFIT (PERTE) DE L'EXERCICE	(14 880)	8 726	12 949
Autres éléments du résultat global			
Ecart de conversion	(5 756)	(1 113)	529
Ecart de conversion sur investissement net dans les filiales	(330)	953	(1 327)
Gains et pertes réalisés sur les instruments de couverture de flux de trésorerie (part efficace)	1 260	(1 735)	(300)
Impôts sur les éléments du revenu global	(364)	184	325
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU REVENU GLOBAL	(5 190)	(1 711)	(773)
Part des intérêts minoritaires	(265)	(622)	5
Total des autres éléments du revenu global - Part du Groupe	(4 925)	(1 089)	(778)
Resultat global - part du Groupe	(20 228)	8 056	12 656
Resultat global - part des minoritaires	158	(1 042)	(480)
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	(20 070)	7 014	12 176
Résultat attribuable au(x) :			
Groupe	(15 303)	9 146	13 434
Intérêts minoritaires	424	(420)	(485)
	(14 879)	8 726	12 949
Résultat global attribuable au(x) :			
Groupe	(20 228)	8 056	12 656
Intérêts minoritaires	158	(1 042)	(480)
RESULTAT GLOBAL	(20 070)	7 014	12 176

Bilan consolidé au 31 décembre

note n° (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
ACTIF			
15 Goodwill	28 599	34 120	22 476
16 Immobilisations incorporelles	1 045	1 423	870
17 Immobilisations corporelles	523 772	518 311	365 518
18 Actifs financiers à long terme	2 385	2 339	10 547
18 Participation dans les entreprises associées			676
18 Autres actifs non courants	5 828	7 082	10 090
13 Impôts différés actifs	1 207	494	436
TOTAL actifs non courants	562 836	563 769	410 613
19 Stocks et en-cours	61 091	70 866	69 347
18 Clients et comptes rattachés	48 454	62 654	64 192
20 Autres actifs courants	18 292	19 701	18 191
18 Trésorerie et équivalents	53 895	59 144	44 259
TOTAL actifs courants	181 732	212 365	195 989
TOTAL DE L'ACTIF	744 568	776 134	606 602
PASSIF			
Capital social	47 070	45 922	45 766
Capital hybride	32 439		
Réserves	92 650	93 910	87 683
Résultat de l'exercice, part du groupe	(15 303)	9 146	13 434
Capitaux propres du groupe	156 856	148 978	146 883
Intérêts minoritaires	27 549	24 035	(566)
21 Capitaux propres de l'ensemble	184 405	173 013	146 317
18 Emprunts et passifs financiers	347 540	368 873	247 746
13 Impôts différés passifs	6 388	5 658	5 309
23 Indemnités de départ en retraite et assimilés	389	359	307
24 Autres passifs long terme	3 009	1 102	1 113
TOTAL passifs non courants	357 326	375 992	254 475
22 Provisions	2 199	566	1 601
18 Emprunts et concours bancaires courants	106 049	122 910	116 304
18 Dettes fournisseurs	46 339	39 135	29 860
25 Autres passifs courants	48 250	64 518	58 043
TOTAL passifs courants	202 837	227 129	205 808
TOTAL DU PASSIF	744 568	776 134	606 600

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital social (2)	Primes (2)	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Variation juste valeurs des dérivés (swaps) (1)	Résultat global de la période	TOTAL capitaux propres du groupe	Part intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
SITUATION AU 1er JANVIER 2011	45 566	37 154	44 396	(97)	(91)	13 275	140 204	(85)	140 119
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				(529)	(249)		(778)	5	(773)
Résultat de la période						13 434	13 434	(487)	12 947
TOTAL des charges et produits comptabilisés				(529)	(249)	13 434	12 656	(482)	12 174
Augmentation de capital	201	313					514		514
Emission de BSA			259				259		259
Rémunération statutaire des commandités			(936)				(936)		(936)
Affectation du résultat net global 2010			13 275			(13 275)			
Dividendes		(1 602)	(4 092)				(5 694)		(5 694)
Variation du périmètre et divers									
Titres d'autocontrôle			(120)				(120)		(120)
AU 31 DECEMBRE 2011	45 767	35 865	52 782	(626)	(340)	13 434	146 883	(567)	146 316
SITUATION AU 1er JANVIER 2012	45 767	35 865	52 782	(626)	(340)	13 434	146 883	(567)	146 316
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				(122)	(968)		(1 090)	(622)	(1 712)
Résultat de la période						9 146	9 146	(420)	8 726
TOTAL des charges et produits comptabilisés				(122)	(968)	9 146	8 056	(1 042)	7 014
Augmentation de capital	156	233					389		389
Rémunération statutaire des commandités			(981)				(981)		(981)
Affectation du résultat net global 2011			13 434			(13 434)			
Dividendes		(2 482)	(3 232)				(5 714)		(5 714)
Variation du périmètre et divers			165		174		338	25 644	25 982
Titres d'autocontrôle			6				6		6
AU 31 DECEMBRE 2012	45 923	33 616	62 175	(749)	(1 308)	9 146	148 978	24 035	173 013
SITUATION AU 1er JANVIER 2013	45 923	33 616	62 175	(749)	(1 308)	9 146	148 978	24 035	173 013
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				(5 511)	586		(4 925)	(265)	(5 190)
Résultat de la période						(15 303)	(15 303)	424	(14 880)
TOTAL des charges et produits comptabilisés				(5 511)	586	(15 303)	(20 228)	159	(20 070)
Augmentation de capital	1 148	(1 148)						4 160	4 160
Rachat de BSA		(240)	(270)				(510)		(510)
Rémunération statutaire des commandités			(892)				(892)		(892)
Affectation du résultat net global 2012			9 146			(9 146)			
Emission de dettes hybrides			32 439				32 439		32 439
Dividendes			(2 867)				(2 867)	(891)	(3 758)
Variation du périmètre et divers			(72)				(72)	86	14
Titres d'autocontrôle			8				8		8
AU 31 DECEMBRE 2013	47 071	32 228	99 666	(6 260)	(722)	(15 303)	156 856	27 549	184 405

(1) La part efficace de la couverture de flux trésorerie sur instruments de taux est comptabilisée dans les capitaux propres.

(2) Y compris l'exercice de BSAR et de stock-options.

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre			
<i>(en milliers d'euros)</i>			
	2013	2012	2011
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	(14 880)	8 726	12 949
Quote-part de résultat consolidé d'entreprises associées			(37)
Amortissements et provisions	40 649	30 794	24 989
Variation des impôts différés	(157)	(193)	300
Plus & moins values de cession d'immobilisations	(5 256)	(6 202)	(3 335)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	4 228	(435)	351
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net & impôt	24 584	32 690	35 217
Coût de l'endettement financier net	19 623	17 492	14 489
Charge d'impôt courant	2 085	2 910	3 835
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôt	46 292	53 092	53 541
Charge d'impôt courant	(2 085)	(2 910)	(3 835)
A Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité hors variations de stock (1)	20 976	11 356	(17 384)
B Variation de stock (2)	(9 094)	(38 694)	6 631
C Variation du besoin en fonds de roulement d'investissement	(5 567)	1 561	4 012
Acquisition d'actifs destinés à la location	(46 061)	(63 064)	(53 468)
Produit de cession des actifs	20 311	14 625	7 291
Impact net des locations financements accordées aux clients	556	1 415	1 198
Sous-total	(39 855)	(84 157)	(34 336)
I - FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	25 328	(22 619)	(2 014)
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles & corporelles	(1 168)	(1 621)	(2 382)
Acquisition titres de participation			
Variation nette des immobilisations financières	(98)	391	(3 890)
Produits de cessions des actifs	100	10	2 220
Incidence des variations de périmètre	(6 097)	(18 443)	125
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(7 263)	(19 663)	(3 927)
Opérations de financement			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	34 572	167 940	80 253
Remboursements d'emprunts	(65 546)	(95 863)	(45 033)
Variation nette des dettes financières	(30 974)	72 077	35 220
Augmentation nette des capitaux propres	36 523	9 658	514
Coût de l'endettement financier net	(19 623)	(17 492)	(14 489)
Distribution de dividendes	(3 760)	(5 668)	(5 695)
Rémunération statutaire des commandités	(892)	(981)	(936)
Cession (acq.) nette BSA	(510)		254
Cession (acq.) nette actions propres	9	6	(119)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(19 227)	57 600	14 749
Incidence des variations des cours des devises	(1 444)	(520)	(192)
IV - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX VARIATIONS DE CHANGE	(1 444)	(520)	(192)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (I) + (II) + (III) + (IV)	(2 606)	14 798	8 616
Analyse de la variation de trésorerie			
Trésorerie en début d'exercice	49 363	34 565	25 949
Trésorerie en fin d'exercice	46 757	49 363	34 565
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(2 606)	14 798	8 616
<i>(en milliers d'euros)</i>			
	2013	2012	2011
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
Diminution / (Augmentation) des stocks et en-cours	(9 094)	(38 694)	6 631
B Variation de stocks (2)	(9 094)	(38 694)	6 631
Diminution / (Augmentation) des clients et comptes rattachés	13 308	6 117	(6 996)
Diminution / (Augmentation) des autres actifs courants	1 580	(820)	941
(Diminution) / Augmentation des dettes fournisseurs	8 475	6 921	(7 157)
(Diminution) / Augmentation des autres dettes	(2 387)	(861)	(4 172)
A Variation du BFR lié à l'activité hors variation de stock (1)	20 976	11 357	(17 384)
Variation du BFR d'exploitation (1)+(2)	11 882	(27 337)	(10 753)
C Variation du besoin en fonds de roulement d'investissement			
Diminution / (Augmentation) des créances / immobilisations & comptes rat	51	(18)	16
(Diminution) / Augmentation des dettes / immobilisations & comptes rattac	(5 618)	1 579	3 996
Variation du BFR d'investissement	(5 567)	1 561	4 012

La variation nette de trésorerie présentée dans le tableau de flux correspond à la variation de la trésorerie et équivalent figurant au bilan diminué des concours bancaires courants. L'analyse de la dette par nature (note 18.2.1) montre un montant de concours bancaires avec recours de 6,1 millions d'euros.

Conformément aux normes IFRS, le tableau des flux de trésorerie présente les investissements du Groupe en matériels de location et les produits de cession de ces matériels dans les flux opérationnels au lieu des flux d'investissements. De la même façon, les remboursements des créances de location financement sont dorénavant présentés dans les flux opérationnels au lieu des flux d'investissements.

Selon l'amendement de IAS 7 : « *les versements de trésorerie pour fabriquer ou acquérir des actifs détenus en vue de la location à d'autres puis détenus par la suite en vue de la vente, tel que décrit au paragraphe 68A de IAS 16 « immobilisations corporelles », sont des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Les encaissements en numéraire issus des locations et des ventes ultérieures de tels actifs sont également des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles* ».

En 2013, la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et avant impôt est de 46,3 millions d'euros en baisse de 6,8 millions d'euros comparé au 31 décembre 2012.

En 2013, la variation du BFR lié à l'activité hors variation de stocks est positive et présente une variation en 2013 de 20,976 millions d'euros. Cette variation s'explique, par une hausse des dettes fournisseurs, et par la diminution des créances clients. La hausse des dettes fournisseurs correspond à des montants de commandes fin 2013, notamment de conteneurs maritimes, plus importants que fin 2012.

Les investissements en matériels locatifs se sont élevés à 39,8 millions d'euros en 2013 comparés à 84,1 millions d'euros en 2012. Les autres investissements (principalement financiers) se sont élevés à 7,263 millions d'euros et concernent principalement le paiement du solde de la dette sur l'acquisition des filiales marocaines en 2012. Les versements réalisés au titre des dividendes se sont élevés à 4,6 millions d'euros en 2013. La rémunération des prêteurs a représenté 19,623 millions d'euros de charge d'intérêts comparée à 17,491 millions d'euros en 2012.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Faits significatifs et événements post-clôture :

➤ Événements significatifs :

- Le Groupe a émis 32,8 millions d'euros de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI). Ces titres à durée indéterminée, permettent à TOUAX de se réserver le droit de les rembourser au pair à compter d'août 2019. Ils donneront droit à un coupon annuel à taux fixe de 7,95 % durant les 6 premières années. La subordination de ces instruments explique leur coupon plus élevé que celui des obligations seniors émises en 2012. Le paiement du coupon ne sera obligatoire principalement qu'en cas de paiement de dividendes. En normes IFRS, ces titres sont comptabilisés en totalité en fonds propres.
- Ce type d'instrument financier, utilisé pour la première fois par TOUAX, est particulièrement adapté compte tenu de la durée de vie de ses actifs et des besoins de financement de sa croissance. Dans ce contexte, cette émission hybride permet d'optimiser la structure financière du Groupe et d'accompagner ses projets d'investissement à l'international. Cette émission donne également accès au Groupe à davantage de sources de financement sur les marchés de capitaux.
- Le Groupe ne prévoyant pas d'amélioration de ses résultats en Europe a pris la décision d'arrêter la production de Constructions Modulaires à Mignières (France). Un plan social a démarré fin 2013 et les coûts de restructuration correspondants ont été provisionnés dans les comptes à hauteur de 1,5 million d'euros.
- Suite aux conclusions des tests de dépréciation de Goodwill, le Groupe a comptabilisé une perte de 3,9 millions d'euros sur le goodwill lié à l'acquisition de l'usine de fabrication de constructions modulaires en République tchèque. D'autres indices de pertes de valeur ont conduit le Groupe à réaliser des tests de dépréciation

spécifiques sur la valeur des actifs de constructions modulaires. Une dépréciation de la valeur des constructions modulaires en Europe a été comptabilisée pour un montant de 3,9 millions d'euros également.

➤ Événements post-clôture

TOUAX SCA a versé un acompte sur dividende le 15 janvier 2014 au titre de l'exercice 2013 pour 1,5 million d'euros environ.

NOTE 1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

note 1.1. BASES DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS DU 31 DECEMBRE 2013

I Approbation des comptes

Les comptes annuels du 31 décembre 2013 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil de gérance de TOUAX SCA le 26 mars 2014 et présentés au Conseil de Surveillance le 26 mars 2014.

I Règles et méthodes comptables

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe TOUAX de l'exercice 2013 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

I Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013

- IFRS 13 : Évaluation de la juste valeur.
- Amendement IFRS 1 : Hyperinflation grave et suppression de dates d'application fermes.

- Amendement IAS 12 : Impôts différés-Recouvrement des actifs sous-jacents.
- Amendement IAS 1 : Présentation des autres éléments du résultat global.
- Amendement IFRS 7 : Information à fournir-Compensation des actifs et des passifs financiers.
- Amendement IFRS 1 : Prêts gouvernementaux.
- Améliorations annuelles 2009-2011.
- IFRIC 20 : Frais de découverte.

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

■ Nouvelles normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, adoptés ou non par l'Union Européenne et dont l'application peut être anticipée en 2013.

Les normes et interprétations d'application facultative au 31 décembre 2013 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le Groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes :

- IAS 27 modifié en 2012 : États financiers individuels, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2014,
- IAS 28 modifié en 2012 : Participation dans des entreprises associées et des coentreprises, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2014,
- IFRS 10 : États financiers consolidés, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2014,
- IFRS 11 : Partenariats, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2014,
- IFRS 12 : Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2014,
- Amendement IAS 32 : Compensation des actifs et des passifs financiers, adopté UE, applicable au 1er janvier 2014, avec une application anticipée possible,
- Amendement à IAS 36 – Information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Le Groupe est en cours d'analyse sur les conséquences d'application de ces nouveaux textes.

■ Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique.

note 1.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment l'évaluation des pertes de valeur éventuelles des immobilisations corporelles, et la valorisation des goodwill, des actifs financiers, des instruments financiers dérivés, des stocks et en-cours, des provisions pour risques et charges et des impôts différés.

note 1.3. METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes annuels du Groupe comprennent les comptes de TOUAX SCA et de ses filiales couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2013.

Les sociétés contrôlées majoritairement par TOUAX SCA sont consolidées par intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Les entités sur lesquelles TOUAX SCA exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Les entités créées par la titrisation d'actifs ne sont pas retenues dans la consolidation, lorsqu'elles ne constituent pas des entités ad hoc contrôlées au sens de SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.5 page 52).

La liste des sociétés retenues dans la consolidation figure ci-après dans l'annexe des comptes consolidés note 2.2.

Les transactions commerciales et financières ainsi que les profits internes réalisés entre les sociétés consolidées, sont éliminés.

note 1.4. CONVERSION DES MONNAIES ETRANGERES

note 1.4.1. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS EN DEVISES DES FILIALES ETRANGERES

La monnaie de présentation du Groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des filiales est généralement la monnaie locale. Lorsque la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie tierce, la monnaie de fonctionnement est cette monnaie tierce.

Les comptes des sociétés étrangères du Groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle. Les comptes des sociétés étrangères sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe (euro) de la manière suivante :

- Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ;
- Les capitaux propres, maintenus au cours historique, sont convertis au cours de clôture ;
- Les comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de la période ;
- Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans une réserve de conversion incluse dans les capitaux propres consolidés.

Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise. Ils sont par la suite convertis, au cours de clôture, dans la monnaie de présentation du Groupe. Les différences résultant de cette conversion sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés.

Lors de la cession d'une filiale étrangère, les écarts de change accumulés au compte « Réserves de conversion » depuis le 1er janvier 2004, sont recyclés en compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

Taux de change des principales devises

Parité : Devise = 1 euro

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2013	2012	2013	2012
Franc suisse (CHF)	1,2276	1,2072	1,2311	1,2053
Couronne tchèque (CZK)	27,4270	25,1510	25,9797	25,1491
Zloty polonais (PLN)	4,1472	4,0882	4,1975	4,1848
Dollar américain (USD)	1,3791	1,3194	1,3281	1,2848
Dirham marocain (MAD)	11,264	11,114	11,1809	11,1116
Roupie indienne (INR)	85,366	72,56	77,93	68,5973

note 1.4.2. CONVERSION DES TRANSACTIONS EN DEVISES

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle, aux taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis aux cours de change à la date de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion (gains et pertes latents) sont comptabilisés en résultat financier.

Les différences de change relatives à un élément monétaire qui, en substance, fait partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres (dans le poste « réserves de conversion ») jusqu'à la cession ou la liquidation ou le remboursement de cet investissement net.

note 1.5. COMPTABILISATION DES OPERATIONS DE TITRISATION D'ACTIFS ET DES SOCIÉTÉS D'ACTIFS

Dans le cadre de son activité de gestion pour compte de tiers, le Groupe a réalisé des opérations de titrisation, crée et participé au financement de sociétés d'actifs.

- Le Trust TLR 2001 a été créé dans le cadre d'une opération de titrisation de conteneurs maritimes.
- SRF Railcar Leasing Ltd et SRF 1 ont été constitués dans le cadre d'opération de titrisation de wagons.
- Modul Finance I a été créé dans le cadre d'une opération de titrisation de constructions modulaires.

Ces opérations ont permis au Groupe d'accroître sa capacité de loueur opérationnel, en faisant appel à des investisseurs extérieurs qui se portent acquéreurs des actifs nécessaires aux activités de location et de services du Groupe, et en assurent le financement.

Ces opérations ont été analysées de manière détaillée et en substance au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc ».

Ces opérations et leurs incidences sur les comptes sont décrites dans les notes de l'annexe.

Le Groupe a racheté en 2012 les actifs du Trust TLR 2001 et le Trust a été dissous en conséquence. Le Trust TLR 2001 n'était pas consolidé précédemment dans les comptes du Groupe.

Le Groupe a pris le contrôle de SRF Railcar Leasing Ltd à hauteur de 51 % en 2012. SRF Railcar Leasing Ltd est désormais consolidé en intégration globale depuis la prise de

contrôle. Précédemment, SRF Railcar Leasing Ltd était consolidé en mise en équivalence, le Groupe possédant alors une influence notable.

SRF 1 est une société d'actifs financée et détenue par des investisseurs extérieurs. Le Groupe ne possède pas la majorité des avantages et des risques, et ne contrôle pas la société. SRF 1 n'est pas consolidé dans les comptes du Groupe.

Le Groupe finance indirectement majoritairement Modul Finance I et possède ainsi la majorité des risques et des bénéfices. Modul Finance I est consolidé en intégration globale dans les comptes du Groupe.

Analyse détaillée des opérations de titrisation d'actifs

SIC 12 prévoit dans son paragraphe 10 : « En plus des situations décrites dans IAS 27.13, les circonstances suivantes peuvent, par exemple, indiquer une relation dans laquelle une entité contrôle une entité ad hoc et doit en conséquence consolider l'entité ad hoc (des commentaires supplémentaires sont donnés dans l'Annexe de la présente interprétation) :

(a) en substance, les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de l'entité selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que l'entité obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;

(b) en substance, l'entité a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme « de pilotage automatique », l'entité a délégué ces pouvoirs de décision ;

(c) en substance, l'entité a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et par conséquent peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc ; ou

(d) en substance, l'entité conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. »

Les sociétés constituées dans le cadre des titrisations d'actifs ne sont pas consolidées dès lors que :

- Les prestations de services ou de gestion d'actifs fournies par le Groupe ont été conclues dans le cadre d'entités préexistantes et non constituées aux seules fins opérationnelles spécifiques du Groupe,
- Le Groupe ne dispose pas des pouvoirs de décision sur les entités concernées ou sur leurs actifs,
- Le Groupe ne dispose pas de droits aboutissant à lui conférer la majorité des avantages économiques desdites entités ou à lui transférer la majorité des risques liés aux activités ou aux actifs de titrisation. Une information complète sur ces opérations est fournie en annexe.

note 1.5.1. TRUST TLR 2001

a) Le Groupe n'aurait pas fourni les prestations de service qui existent dans le cadre de l'activité du Trust 2001 si ce Trust n'avait pas été constitué. TLR 2001 n'est qu'un investisseur en matériel parmi d'autres.

b) Le Groupe n'avait pas le pouvoir de décision ou de gestion sur TLR 2001. Il n'avait pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification.

c) Les avantages financiers dont le Groupe bénéficiait pour TLR 2001 se limitaient à la valeur nette de la commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au Trust 2001. Ces avantages n'étaient pas

significatifs comparés à la valeur des matériels. Contrairement aux autres titrisations d'actifs, le Groupe possédait une option d'achat sur les matériels lors de la liquidation du Trust 2001. Cette option d'achat était à une valeur de marché et n'était pas suffisamment attractive pour que le Groupe ait la certitude de racheter les matériels à la liquidation du Trust 2001.

d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au Trust 2001 ne permettrait pas au Trust 2001 d'atteindre la rentabilité escomptée, TLR avait la possibilité de ponctionner des dépôts de garantie versés par le Groupe. L'actualisation des flux de trésorerie au 31 décembre 2010 a conduit le Groupe à déprécier ces dépôts de liquidité pour 2,1 millions d'euros.

Le Groupe ne garantissait aucun loyer fixe. Le Groupe ne garantissait pas la rentabilité du Trust. Les risques du Groupe relatifs au TLR 2001 étaient limités aux réserves de liquidité telles qu'elles sont présentées dans l'annexe des comptes consolidés. Ces risques n'étaient pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Le Groupe ne possède aucune part de « l'equity » du Trust 2001. En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur TLR 2001 au sens de SIC 12, TLR 2001 ne faisait pas partie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2012.

Le 27 janvier 2012, le Groupe a décidé de racheter les matériels du TLR 2001.

Par conséquent, TLR 2001 a été dissous et n'existait plus au 31 décembre 2012.

note 1.5.2. SRF RAILCAR LEASING LTD

Au 31 décembre 2011, le Groupe TOUAX détenait 25,7554 % du capital et des droits de vote de SRF Railcar Leasing Ltd. En accord avec IAS28 §6, le Groupe exerçait une influence notable (plus de 20 % des droits de vote) et consolidait donc par mise en équivalence la société SRF Railcar Leasing Ltd.

TOUAX Rail Ltd a augmenté sa participation dans le capital social de la société SRF Railcar Leasing Ltd à hauteur de 51 % début janvier 2012 et, par conséquent, a consolidé en intégration globale cette société dès le 1er janvier 2012.

note 1.5.3. SRF I

- a) SRF I a été créé dans le but d'investir dans des actifs et n'a pas été constitué pour les besoins opérationnels du Groupe. Cette société a acquis 100 % des titres de DV01 (Hongrie) et Dunavagon (Slovaquie). Ces sociétés détiennent respectivement 300 wagons et 388 wagons.
- b) Le Groupe TOUAX n'a pas le pouvoir de décision ou de gestion sur SRF I. Le conseil d'administration prend les décisions relatives à la stratégie sur la base des recommandations d'un comité consultatif de l'actionnaire majoritaire. Le Groupe TOUAX n'a pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, de transférer des activités à un tiers ou de faire des opérations sur le capital, l'ensemble des décisions du board doit être pris à l'unanimité.
- c) La majorité des avantages liés à l'activité de SRF I reviendra à son actionnaire majoritaire. Le Groupe TOUAX bénéficie d'une commission de gestion pour la gestion des wagons pour le compte de SRF I. Le taux de la commission de gestion est un taux marché et le Groupe engage en contrepartie des frais de gestion pour un montant très sensiblement équivalent.

- d) Étant donné que l'investisseur majoritaire finance la dette de la structure à hauteur de 75 % et le Groupe TOUAX 25 %, la majorité des risques de non-remboursement de la dette est portée par l'actionnaire majoritaire.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur SRF I au sens de SIC 12, SRF I ne fait pas partie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2013.

note 1.5.4. MODUL FINANCE I

En 1997, Modul Finance I a été créé dans le but d'acquérir un parc de constructions modulaires gérées par le Groupe TOUAX. L'appréciation du contrôle à travers SIC 12 avait conclu que Modul Finance I ne faisait pas partie du périmètre de consolidation. Le 14 janvier 2011, la dette senior du Modul Finance I, représenté par les parts A du fonds commun de créances Moduloc a été indirectement acquise par le Groupe TOUAX. En effet, les porteurs de parts A du fonds commun de créances ont cédé leurs parts à une société de droit luxembourgeois, HPMF, laquelle a financé cette acquisition par l'émission d'obligations. Le Groupe TOUAX a souscrit à 85 % de cette émission d'obligations pour un montant de 7 048 milliers d'euros. TOUAX a parallèlement cédé ses parts de Modul Finance I et en conséquence n'est plus membre de Modul Finance I. Le Groupe TOUAX ayant la majorité des risques et avantages liés à l'exploitation des actifs de l'entité Modul Finance I, Modul Finance I est intégré globalement dans le périmètre de consolidation depuis 2011. Toutefois, les résultats du Modul Finance I sont intégralement constatés en minoritaire, le Groupe TOUAX n'ayant aucune participation dans cette entité.

note 1.6. GOODWILL

Depuis la révision de IFRS 3 applicable au 1er janvier 2010, le goodwill correspond, à la date d'acquisition, à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprise réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat, et
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition évalués à la juste valeur.

Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, par des experts indépendants.

Les intérêts minoritaires sont évalués soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période et sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition même si la sortie de ressource pour éteindre l'éventuelle obligation est improbable. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà de douze mois, à compter de la date d'acquisition, la variation de la juste valeur de cet ajustement de prix sera comptabilisée en

compte de résultat, si l'ajustement de prix est un passif financier.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les goodwill ne sont pas amortis.

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur une ligne spécifique.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe TOUAX dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres impacte directement les capitaux propres pour la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire acquise.

Dans le cas d'une cession de titres sans perte de contrôle exclusif, l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés à la date de cession est constaté en capitaux propres part Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité ainsi que le goodwill restent inchangés.

Dans le cas d'une cession de titres avec perte de contrôle exclusif, le résultat de cession est calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération. S'il existe une participation résiduelle, alors elle est évaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

note 1.7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les amortissements des logiciels informatiques et les frais de développement qui figurent dans les immobilisations incorporelles sont calculés linéairement sur leur durée d'utilité. Les frais de développement engagés entre la décision d'entrer dans le développement et l'accord de fabrication des matériels sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les frais de développement sont immobilisés s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés ayant de sérieuses chances de réussites techniques et de rentabilité commerciale. Ils sont amortis sur une période de trois ans.

note 1.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

note 1.8.1. ÉVALUATION AU COUT NET D'AMORTISSEMENTS ET DE DEPRECIATION

Hormis le cas où elles sont acquises lors de l'achat de société, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les plus-values provenant de cessions intragroupes et les réévaluations du fait de fusions et d'apports partiels d'actifs sont éliminées dans les comptes consolidés. À chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et des dépréciations déterminées selon IAS 36 « dépréciation d'actifs » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs éligibles définis par IAS 23 amendé sont inclus dans le coût des immobilisations. À ce jour, aucun actif n'est éligible à l'application d'IAS 23 révisé.

note 1.8.2. APPROCHE PAR COMPOSANTS

IAS 16 « Immobilisations corporelles » requiert d'identifier les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre.

L'approche par composants s'applique particulièrement à l'activité Barges Fluviales. Le prix d'acquisition des pousseurs est décomposé entre coque et motorisation, afin d'amortir les moteurs sur une durée d'utilité ne dépassant pas en général dix ans.

note 1.8.3. AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilité des immobilisations. Les terrains ne sont pas amortis.

Les conteneurs maritimes sont désormais amortis sur 13 ans et non plus 15 ans avec une valeur résiduelle variant selon le type de conteneur. Le Groupe reste ainsi en conformité avec les normes et les pratiques de la profession. La modification du plan d'amortissement des conteneurs maritimes est un changement d'estimation conformément à IAS 8, appliqué de manière prospective dans les comptes du Groupe avec un impact positif de 1,6 million de dollars sur le résultat 2013.

La révision des wagons suit un calendrier établi par les normes européennes. En intégrant le standard européen VPI en 2013, les estimations de révisions des wagons ont été modifiées et ont été immobilisées pour être amorties sur une durée de 3, 6, 9 ou 12 ans selon le type de révision. La capitalisation de ces coûts de révision est un changement d'estimation tel que défini par IAS 8, appliqué de manière prospective dans les comptes du Groupe avec un impact positif d'1 million d'euros sur le résultat 2013.

Les durées d'utilité des matériels acquis neufs s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

- Conteneurs maritimes (de type "sec")	13 ans
- Constructions modulaires	20 ans
- Transport fluvial (barges et pousseurs)	30 ans
- Wagons de fret	30 ans

Les conteneurs maritimes sont amortis avec une valeur résiduelle variant selon le type de conteneurs conformément aux pratiques de la profession soit :

- 20'DC : \$ 1,000
- 40'DC : \$ 1,200
- 40'HC : \$ 1,400

Les constructions modulaires aux États-Unis sont amorties sur 20 ans avec une valeur résiduelle de 50 % conformément aux usages américains.

Les constructions modulaires des entités marocaines acquises en juillet 2012 sont amorties sur 10 ans.

Les matériels acquis d'occasion sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité résiduelle.

Les valeurs résiduelles retenues sont conformes à l'historique du Groupe. Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour les wagons de fret.

Les durées d'utilité des barges d'occasion sont fonction des conditions historiques d'utilisation des barges et des matériaux transportés (certains matériaux étant plus corrosifs que d'autres). La durée de chaque barge achetée d'occasion est estimée en fonction de la date de construction de la barge, des conditions historiques d'utilisation et des matériaux transportés. Ces durées d'utilité correspondent à une durée de vie totale n'excédant pas 36 ans.

note 1.9. PERTE DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, à savoir les goodwill dans le cas du Groupe.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur recouvrable de ces unités est le plus souvent déterminée par rapport à leur valeur d'utilité, soit à partir des flux futurs nets de trésorerie actualisés tenant compte des hypothèses économiques et des budgets d'exploitation prévisionnels validés par la direction.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'une UGT contient un goodwill, la perte de valeur réduit en général en priorité le goodwill, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

Toutefois, dans certains cas, l'apparition de facteurs de pertes de valeurs propres à certains actifs peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs, indépendamment de l'UGT à laquelle ils sont rattachés.

Dans le Groupe, les UGT sont constitués par l'ensemble des filiales consolidées qui exercent leurs activités dans un seul secteur d'activité du Groupe.

note 1.10. CONTRATS DE LOCATION

Du fait de ses activités de loueur opérationnel (vis-à-vis de ses clients) et dans le cadre des biens administrés dans le cadre de contrats de gestion avec des investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.5, note 1.21.1, et note 1.21.2), le Groupe est amené à conclure de nombreux contrats de location, aussi bien en tant que bailleur que preneur.

Par ailleurs, le Groupe gère pour son propre compte un certain nombre d'actifs.

Les contrats de gestion conclus entre le Groupe et les investisseurs n'ont pas les caractéristiques de contrats de location financement selon les critères de l'IAS 17. Les sommes payées aux investisseurs sont comptabilisées dans les revenus nets distribués aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.6).

Les contrats de location conclus avec les clients sont analysés au regard des critères d'IAS 17. Ils correspondent à des contrats de location simple, tant pour ceux (la majorité) qui sont des contrats de location opérationnelle de courte ou de longue durée que pour certains contrats de location-vente refinancés par des établissements bancaires dont les clauses prémunissent le Groupe des risques inhérents aux matériels

ou à la défaillance des clients (clauses de non-recours en faveur du Groupe). Les revenus locatifs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.2) sont comptabilisés en produits de manière linéaire sur la durée du contrat de location. Ils peuvent correspondre également dans une moindre mesure à des contrats de location financement accordés à des clients. Les revenus financiers de ces contrats sont comptabilisés en chiffre d'affaires locatif.

Les biens gérés par le Groupe pour son compte propre sont enregistrés en immobilisations corporelles lorsqu'ils sont financés au moyen de contrats de location financement transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué au commencement du contrat, ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location financement, si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette, de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif. Les actifs objets d'un contrat de location financement sont amortis sur leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. annexe des comptes consolidés note 1.8). Ils sont testés pour dépréciation conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

Les biens pris en location par le Groupe (siège social, bâtiments administratifs, matériels), pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif, sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

Les exemples et indicateurs des paragraphes 10 et 11 d'IAS 17 permettent notamment de classer le bail commercial du centre d'assemblage se trouvant à Mignières (France) en tant que contrat de location simple.

note 1.11. STOCKS

Les stocks comprennent essentiellement des biens achetés destinés à la revente dans le cadre des activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret, et pour une moindre part dans l'activité Constructions Modulaires. Le taux de rotation des stocks est généralement inférieur à un an.

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

note 1.12. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite), et qu'il est probable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les litiges et contentieux (sociaux, techniques, fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

note 1.13. INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE ET ASSIMILES

Les engagements de retraite correspondent pour le Groupe aux seules indemnités de fin de carrière des salariés des sociétés françaises, ce qui correspond, dans le cadre de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », aux régimes à prestations définies. Dans le cadre de ces régimes, le Groupe s'engage à verser une prestation, soit au terme de l'emploi (cas des indemnités de fin de carrière), soit pendant la retraite. Les régimes du Groupe ne sont pas préfinancés et font l'objet d'une provision dans les comptes. Le Groupe n'est engagé dans aucun autre régime à prestations définies significatif ni dans aucun régime à cotisations définies.

Le Groupe, dans ce cadre, comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédit projetées telle que requise par IAS 19. Cette méthode nécessite la prise en compte d'hypothèses actuarielles long terme sur les données démographiques (rotation du personnel, mortalité) et financières (augmentation des salaires, taux d'actualisation). Ces paramètres sont revus chaque année. L'incidence des changements d'hypothèses actuarielles sur le montant de l'engagement est enregistrée en écarts actuariels. Conformément à la norme IAS 19, le Groupe comptabilise ces écarts actuariels, positifs ou négatifs, par le résultat.

note 1.14. SUBVENTION D'EXPLOITATION

Le Groupe a retenu comme méthode comptable, conformément à IAS 20, de présenter dans les états financiers les subventions publiques, en déduction des charges auxquelles elles sont liées.

note 1.15. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiement en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux plans accordés après le 7 novembre 2002. Les trois types de transactions cités dans IFRS 2 possibles sont :

- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres ;
- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres ou en trésorerie.

Les avantages sont comptabilisés en charges de personnel et étalés sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

note 1.16. PASSIFS LONG TERME NON COURANTS

Les autres passifs longs termes enregistrent la part à plus d'un an des passifs autres que les emprunts et passifs financiers, tels que les engagements commerciaux sur les contrats avec engagement de rachat par le Groupe ainsi que les produits de location différés à plus d'un an, sur la durée de ces mêmes contrats.

note 1.17. TITRES D'AUTOCONTROLE

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont

imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

note 1.18. INSTRUMENTS FINANCIERS

note 1.18.1. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers du Groupe comprennent :

- des actifs financiers non courants : des cautions et dépôts de garantie des titres de participation de sociétés non consolidées, des prêts ;
- des actifs non courant : Le Groupe enregistre à son actif des actifs détenus dans le cadre de location financement dans lequel il intervient comme bailleur ;
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Lors des arrêts comptables, les actifs financiers sont évalués conformément à leur classification selon IAS 39.

- ✓ Actifs financiers, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont soumises à aucun test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

- ✓ Prêts et créances

Dans le Groupe, cette catégorie regroupe :

- les prêts longs termes,
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- ✓ Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, à échéance fixée, que l'entreprise a l'intention et la capacité de garder jusqu'à l'échéance, autres que des créances et des prêts et autres que les actifs financiers désignés par l'entreprise dans les deux autres catégories (évalués en juste valeur par le résultat, disponibles à la vente).

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- ✓ Actifs disponibles à la vente

Cette catégorie comprend les actifs ne relevant pas d'une des catégories ci-dessus. Ils sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en capitaux propres jusqu'à la cession effective. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres non consolidés. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au prix de marché. Si la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. À chaque date d'arrêt, la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée et inscrite à l'actif. En cas d'indication objective de perte de valeur (dépréciation significative et durable), une perte de valeur irréversible est constatée par le résultat, la reprise de cette perte de valeur par le résultat n'interviendra que lors de la cession des titres.

✓ Test de dépréciation des actifs financiers

Les actifs évalués au coût amorti et les actifs disponibles à la vente doivent faire l'objet à chaque clôture d'un test de dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur.

Pour les actifs évalués au coût amorti, le montant de la dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. Les flux de trésorerie attendus des actifs courts termes ne sont pas actualisés.

note 1.18.2. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » du bilan est constitué des liquidités en compte-courant bancaire et des parts d'OPCVM de trésorerie mobilisables à court terme.

Les parts d'OPCVM présentant un risque négligeable de changement de valeur sont définies comme des placements à court terme très liquides.

Le bouclage de trésorerie du tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie ci-dessus, nette des découverts et des concours bancaires courants.

note 1.18.3. PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts bancaires et des emprunts obligataires portant intérêts et des instruments dérivés.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts produisant des intérêts sont initialement enregistrés au coût historique diminué des coûts de transaction associés.

À la clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Emprunts obligataires avec bons de souscription d'actions remboursables (OBSAR)

Les OBSAR sont des titres hybrides dont les différentes composantes sont analysées, évaluées et comptabilisées séparément, conformément aux prescriptions de la norme IAS 32.

L'analyse du contrat d'OBSAR émis par la société le 8 mars 2007 ayant pour échéance mars 2012, a conduit à la comptabilisation séparée, à la date d'émission, d'une composante dette et d'une composante capitaux propres représentée par l'option de conversion inhérente aux BSAR.

La composante dette est liée à l'obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre de la trésorerie aux porteurs des obligations (paiement du coupon trimestriel, remboursement des obligations à l'échéance ou par anticipation).

Conformément à IAS 39, la juste valeur de la composante dette a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs contractuels au taux de marché en vigueur à la date d'émission, pour un emprunt classique sans option de conversion, mais dont les autres caractéristiques seraient identiques au contrat d'OBSAR.

Compte tenu du caractère peu significatif de la composante capitaux propres par rapport à la composante dette, les frais

d'émission ont été comptabilisés en totalité en diminution de la composante dette.

La charge d'intérêt est constatée dans le résultat financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif, intégrant les frais d'émission d'emprunt.

La valeur comptable de la composante capitaux propres (BSAR) a été déterminée par différence entre le prix d'émission de l'OBSAR et la composante dette actualisée comme indiqué précédemment. La composante capitaux propres est constatée dans un compte de réserve spécifique et sera transférée dans un compte de réserve consolidée, lors de la levée effective des actions liées à l'exercice des BSAR. Sa valeur n'est pas revue au cours des exercices ultérieurs.

Les BSAR ont été vendus en partie à des managers du Groupe. Le prix de vente des BSAR étant leur valeur de marché, aucune charge n'a été constatée en application de la norme IFRS 2.

Un impôt différé passif appliqué au montant de la composante « Capitaux propres » est comptabilisé en diminution des réserves consolidées, puis repris en résultat au fur et à mesure de la charge financière comptabilisée en IFRS.

La composante obligataire de cette OBSAR a été remboursée en mars 2012 et ne figure donc plus dans les comptes du 31 décembre 2012.

note 1.18.4. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE CHANGE ET AUX RISQUES DE TAUX – INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le Groupe a signé en 2013 des contrats de change à terme (échéance 2014) afin de couvrir des dettes en dollar américain, en couronne tchèque et en zloty polonais. Ces dérivés sont qualifiés de couverture de juste valeur. L'élément couvert est réévalué et l'instrument de couverture est évalué et comptabilisé pour sa juste valeur.

Une partie des opérations du Groupe est financée par des emprunts à taux variable dont certains sont couverts par des instruments dérivés de taux, afin de réduire l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

Ainsi, les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité testée selon les critères de l'IAS 39. À défaut, elles sont comptabilisées directement dans le résultat financier.

note 1.19. ÉMISSION DE DETTE A DUREE INDETERMINEE

Le Groupe a réalisé en 2013 deux émissions de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) formant une souche unique pour 32,775 millions d'euros. Le Groupe disposera de la faculté de les rembourser au pair à compter d'août 2019. Ils donneront droit à coupon annuel à taux fixe de 7,95 % durant les 6 premières années. Le paiement du coupon ne sera obligatoire principalement qu'en cas de paiement de dividendes. En norme IFRS, ces titres sont comptabilisés en capitaux propres. Cet instrument financier permet d'optimiser la structure du bilan lorsqu'on considère la durée de vie des actifs du Groupe et de ses besoins de financement de sa croissance.

note 1.20. IMPOTS SUR LES BENEFICES

Des impôts différés sont comptabilisés, sans actualisation, selon la méthode du report variable sur les différences temporelles existant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés. Ainsi est rattachée à chaque période la charge fiscale qui lui incombe, compte tenu notamment des décalages temporaires qui peuvent exister entre la date d'enregistrement de certains produits et charges et celle de leur incidence fiscale effective.

Les impôts différés actifs résultant de ces différences temporaires, ou des pertes fiscales reportables, ne sont maintenus que dans la mesure où les sociétés ou groupes de sociétés intégrées fiscalement ont une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années suivantes.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition connus à la date de clôture des comptes.

Au bilan, les actifs et passifs d'impôt se rapportant à une même entité fiscale (ou un groupe d'intégration fiscale) sont présentés de façon compensée.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat, sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

note 1.21. PRODUITS ET CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES

note 1.21.1. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES : LES DIFFERENTES COMPOSANTES

Le Groupe est un loueur opérationnel de matériels mobiles et standardisés, qu'il détient en propre ou qu'il gère pour le compte de tiers.

Dans le cas de la gestion pour compte de tiers, le Groupe achète des matériels neufs et les cède à des investisseurs. Les investisseurs confient la gestion de leurs matériels au Groupe dans le cadre de contrats de gestion. Le Groupe loue à ses clients les matériels en gestion (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.2 et note 1.21.3).

Le Groupe a également des activités de négoce (achat de biens en vue de leur revente – cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.4).

Enfin, il peut revendre à des investisseurs ou des clients tiers des matériels préalablement détenus en propre (immobilisés) et loués à des clients (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.6).

note 1.21.2. COMPTABILISATION ET RECONNAISSANCE DES REVENUS ET CHARGES LIES AUX CONTRATS DE TRUSTS ET AUX CONTRATS DE GESTION POUR COMPTE DE TIERS CONCLUS PAR LE GROUPE

Le Groupe exploite et gère des matériels pour le compte de tiers dans le cadre de ses activités de location de conteneurs maritimes et de wagons de fret. Des pools de matériels (y compris le Trust décrit dans l'annexe des comptes consolidés note 1.5) sont constitués à cet effet, regroupant plusieurs investisseurs, dont le Groupe. Ces pools correspondent à un regroupement de matériels généralement de même nature et

de même âge. Cette organisation permet la mutualisation des revenus et des charges des équipements regroupés dans un même pool.

L'analyse en substance des contrats de gestion et de titrisation au regard des normes internationales permet de conclure que le Groupe agit en qualité de principal dans ses relations avec les investisseurs (pools) d'une part, et avec les clients d'autre part. En effet, le Groupe a toute liberté dans le choix des clients, des producteurs et des fournisseurs avec qui il traite et dans la négociation des prix d'achat, de location et de vente des équipements gérés. Les clients ne connaissent pas les propriétaires finaux de matériels.

En conséquence, le Groupe enregistre dans son compte de résultat l'intégralité des flux de produits et de charges générés par les contrats. Le Groupe constate en chiffre d'affaires les revenus locatifs bruts facturés à ses clients pour tous les matériels gérés en pools. Les dépenses opérationnelles concernant tous les matériels gérés sont constatées en charges d'exploitation. Une quote-part des revenus nets est reversée aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.6).

Les éléments et critères suivants sont pris en compte pour déterminer la qualité de « principal » du Groupe :

IAS 18 ne précise pas les conditions ou les critères permettant d'effectuer la distinction agent ou principal. En conséquence, au regard de IAS 8, la transaction peut être examinée par référence aux US GAAP (EITF 99-19), dont les principes n'entrent pas en conflit avec le cadre de l'IASB ou d'autres normes IAS/IFRS.

La revue des critères EITF 99-19 est détaillée dans les paragraphes suivants.

Les critères qualifiant une société de principal sont :

- *The company is the primary obligor* in the arrangement : TOUAX SCA et ses filiales signent directement des contrats de location avec les clients. Les clients ne connaissent pas les propriétaires des matériels.
- *The company has general inventory risk* : TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier les risques liés aux matériels. TOUAX SCA se retourne ensuite vers les propriétaires pour se faire indemniser.
- *The company has latitude in establishing price* : TOUAX SCA et ses filiales ont toute liberté dans le choix de leurs clients et de leurs tarifs de location, sans en référer aux propriétaires des matériels.
- *The company changes the product or performs part of the service* : TOUAX SCA et ses filiales signent avec les clients des contrats identiques sans distinction des propriétaires des matériels.
- *The company has discretion in supplier selection* : TOUAX SCA et ses filiales ont le choix de leurs fournisseurs sans en référer aux propriétaires des matériels.
- *The company has physical loss inventory risk* : TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier le risque de perte des conteneurs. TOUAX SCA se retourne ensuite contre ses clients ou ses fournisseurs pour indemniser la perte des conteneurs et reverse cette indemnité aux propriétaires des matériels.
- *The company has credit risk* : Chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part

dans les pools. TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenue de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Les critères qualifiant une société d'agent sont :

- *The supplier (not the company) is the primary obligor in the arrangement* : Comme précisé précédemment, TOUAX SCA et ses filiales sont directement liées à leurs clients, qui ne connaissent pas les propriétaires des matériels.
- *The amount the company earned is fixed* : TOUAX SCA et ses filiales reçoivent une rémunération variable. Les loyers facturés par TOUAX SCA et ses filiales à leurs clients sont indépendants des loyers entre TOUAX SCA et les propriétaires de matériels.
- *The supplier (and not the company) has credit risk* : Comme précisé précédemment, chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part dans les pools. TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenue de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Ces éléments permettent de conclure que TOUAX SCA agit en tant que principal.

note 1.21.3. CHIFFRE D'AFFAIRES LOCATIF

Le chiffre d'affaires locatif correspond au chiffre d'affaires provenant de la location opérationnelle ou financière des matériels gérés pour compte de tiers ou détenus en propre par le Groupe, dans les quatre secteurs d'activité du Groupe, ainsi que celui provenant des prestations annexes facturées à l'occasion de la location. Il intègre par ailleurs le chiffre d'affaires de l'activité Barges Fluviales provenant des activités de transport, d'affrètement et de stockage. Les produits d'intérêts des contrats de location financement accordés aux clients sont comptabilisés en chiffre d'affaires locatif.

L'évolution du chiffre d'affaires locatif est donc directement liée aux flottes et parcs de matériels gérés et détenus par le Groupe, aux tarifs de location, ainsi qu'au taux d'utilisation des matériels.

Lorsque les ventes de constructions modulaires sont assorties d'un engagement ferme de reprise à un prix défini (vente avec clauses de rachat), le produit de la vente n'est pas constaté immédiatement à la livraison en chiffre d'affaires ventes de matériels, mais comptabilisées linéairement comme des locations sur la durée du contrat, pour la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu avec le client. Ces mêmes constructions modulaires sont immobilisées et suivent le même plan d'amortissement Groupe que les autres constructions modulaires détenues en propres.

note 1.21.4. VENTES DE MATERIELS

Les ventes de matériels correspondent au chiffre d'affaires généré par le négoce, la cession aux investisseurs dans les activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret, et aux produits de cession des immobilisations destinées à la location. Les achats et les valeurs nettes comptables correspondants de matériels sont enregistrés dans les « Achats et charges externes » dans la présentation du compte de résultat par nature, et en « Coût d'achat des ventes » dans la présentation du compte de résultat par

fonction. Les matériels achetés et non encore revendus figurent dans les stocks de fin de période (cf. annexe des comptes consolidés note 1.11). Les cessions de créances de location financement sont également présentées en vente de matériel.

note 1.21.5. PROVISIONS D'EXPLOITATION

Ce poste enregistre principalement les dotations et reprises relatives aux provisions pour créances douteuses.

note 1.21.6. DISTRIBUTIONS NETTES AUX INVESTISSEURS

Le chiffre d'affaires et les dépenses opérationnelles des actifs faisant partie de pools d'investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.21.2) sont décomposés analytiquement par pool, et les revenus nets qui en résultent, minorés d'une commission de gestion retenue par le Groupe, sont répartis entre les investisseurs dans les pools en fonction de règles de distribution établies pour chaque programme de gestion.

La quote-part des revenus à reverser aux investisseurs tiers est constatée en distributions nettes aux investisseurs, conformément aux usages de la profession des gérants de biens pour compte de tiers.

Suite au changement de présentation du compte de résultat concernant les ventes de matériel appartenant aux investisseurs, le reversement de ces ventes qui était présenté au compte de résultat dans la rubrique « distributions nettes aux investisseurs » est désormais présenté dans la rubrique « coût des ventes ». Les comptes 2010 ont été retraités en conséquence.

note 1.21.7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les éléments significatifs, inhabituels ou peu fréquents sont présentés séparément dans le compte de résultat dans les Autres produits et charges opérationnels. Cette rubrique inclut notamment les pertes de valeur sur Goodwill, les frais d'acquisition de titres de participations, les variations de juste valeur des compléments de prix accordés dans le cadre d'acquisition de titres, les coûts de restructuration.

note 1.22. RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est obtenu par différence des charges et produits avant impôts, autres que ceux de nature financière, et hors résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

L'EBITDA (« *Earnings before interest, tax, depreciation and amortization* ») après distribution aux investisseurs est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer la performance économique. Il correspond au résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs retraité des amortissements et pertes de valeur qui seraient constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

note 1.23. INFORMATION SECTORIELLE

Compte tenu de la structure fondamentale d'organisation interne et de gestion du Groupe, le niveau d'information sectorielle retenu selon IFRS 8 « Information sectorielle » est basé sur les activités du Groupe.

Le Groupe a pour métier la location opérationnelle d'actifs mobiles et standardisés. Il exerce son métier dans quatre activités : les Conteneurs Maritimes, les Constructions Modulaires, les Barges Fluviales et les Wagons de Fret.

Les secteurs géographiques dépendent de la localisation des marchés et correspondent à la localisation des actifs.

Dans les activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et la localisation des clients sont identiques.

Dans l'activité Conteneurs Maritimes, la localisation des marchés est différente de la localisation des clients et de l'implantation des services. La localisation des marchés ainsi que les zones géographiques de l'activité Conteneurs Maritimes correspondent à la localisation des actifs ainsi que

les conteneurs maritimes sont régulièrement déplacés d'un pays à un autre dans le cadre du commerce international sur des centaines de routes commerciales maritimes. Le Groupe TOUAX n'a pas la connaissance, ni le contrôle des mouvements de conteneurs en location ou de la localisation des conteneurs en location. Sur la base des contrats de location de conteneurs en cours au 31 décembre 2013, les conteneurs peuvent toucher des ports dans plus d'une centaine de pays dans le monde. Il est de ce fait impossible de distribuer les revenus ou les actifs de l'activité Conteneurs Maritimes par zone géographique. L'activité Conteneurs Maritimes est classée dans la zone internationale. Cette présentation est cohérente avec les pratiques de l'industrie du conteneur maritime, souvent gérée selon les normes américaines US GAAP.

NOTE 2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

note 2.1. ÉVOLUTION DU PERIMETRE

Nombre de sociétés consolidées	2013	2012	2011
Sociétés françaises	8	9	7
Sociétés étrangères	35	37	32
TOTAL	43	46	39
Dont entrées de périmètre		8	1
Dont sortie de périmètre	3	1	

Les sociétés Eurobulk BVBA, Servicios fluviales et Touaxlease, n'ayant plus d'activité, ont été dissoutes à l'initiative du Groupe. Ces sociétés sont sorties du périmètre du Groupe à cette occasion.

note 2.2. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES EN 2013

nom de la société	activité	zone géographique	pourcentage d'intérêt	méthode de consolidation
TOUAX SCA	Holding, société mère	Europe		
TOUAX CAPITAL SA	Services	Europe	99,99 %	IG*
TOUAX CORPORATE SAS	Services	Europe	100 %	IG*
GOLD CONTAINER Corporation	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
GOLD CONTAINER FINANCE Llc	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
GOLD CONTAINER Investment Ltd	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG*
TOUAX CONTAINER Leasing Pte Ltd	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG*
TOUAX CONTAINER LEASE RECEIVABLES Corp	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
TOUAX CONTAINER SERVICES SAS	Conteneurs Maritimes	Europe	100 %	IG*
TOUAX CORP	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
TOUAX EQUIPMENT LEASING Corp	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
TOUAX FINANCE Inc.	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG*
TOUAX CONTAINER FINANCING Pte LTD	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG*
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX SRO	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX SK SRO	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX Africa SAS	Constructions Modulaires	Europe	51 %	IG*
MODUL FINANCE I SNC	Constructions Modulaires	Europe	0 %	IG*
TOUAX Maroc Capital SARL	Constructions Modulaires	Afrique	51 %	IG*
SACMI SARL	Constructions Modulaires	Afrique	51 %	IG*
RAMCO SARL	Constructions Modulaires	Afrique	51 %	IG*
TOUAX ASSETS BV	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX MODULAR BUILDING USA Llc	Constructions Modulaires	Amérique du Nord	100 %	IG*
SIKO CONTAINERHANDEL GmbH	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX Sp.z.o.o	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX BV	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX CONSTRUCTION MODULAIRE SAS	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX ESPANA SA	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
TOUAX NV	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG*
CFCL TOUAX Llc	Wagons de Fret	Amérique du Nord	51 %	IG*
SRF RAILCAR LEASING Ltd	Wagons de Fret	Europe	51 %	IG*
TOUAX RAIL Ltd	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG*
TOUAX RAIL FINANCE Ltd	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG*
TOUAX RAIL FINANCE 2 Ltd	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG*
TOUAX RAIL INDIA Ltd	Wagons de Fret	Europe	88,74 %	IG*
TOUAX RAIL ROMANIA SA	Wagons de Fret	Europe	57,4996 %	IG*
TOUAX TEXMACO RAILCAR LEASING Pte Ltd	Wagons de Fret	Asie	44,3695 %	IG*
CS DE JONGE BV	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG*
EUROBULK TRANSPORTMAATSCHAPPIJ BV	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG*
TOUAX RIVER BARGES SAS	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG*
TOUAX LEASING Corp	Barges Fluviales	Amérique du Nord	100 %	IG*
TOUAX ROM SA	Barges Fluviales	Europe	99,9978 %	IG*
TOUAX HYDROVIA Corp	Barges Fluviales	Amérique du Sud	100 %	IG*

* intégration Globale

NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE

note 3.1. COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE

2013 (en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Corporate	Éliminations	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif	87 798	70 251	14 919	34 074	12 724	(13 662)	206 104
Ventes de matériels	100 645	32 725	8 878	910			143 158
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	188 443	102 976	23 797	34 984	12 724	(13 662)	349 262
Plus-values de cession		(21)	4		4		(13)
Produits des activités ordinaires	188 443	102 955	23 801	34 984	12 728	(13 662)	349 249
Coût des ventes	(90 051)	(30 212)	(7 378)	(194)			(127 835)
Dépenses opérationnelles des activités	(25 535)	(45 241)	(6 554)	(13 740)	(38)	(85)	(91 193)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(10 018)	(8 100)	(4 311)	(6 231)	(12 821)	13 747	(27 734)
MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDAR)	62 839	19 402	5 558	14 819	(131)		102 487
Amortissements et pertes de valeur	(1 510)	(23 771)	(3 818)	(8 397)	(453)		(37 949)
RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs	61 329	(4 369)	1 740	6 422	(584)		64 538
Distribution nette aux investisseurs	(48 646)	(1 560)		(1 420)			(51 626)
RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs	12 683	(5 929)	1 740	5 002	(584)		12 912
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	12 683	(5 929)	1 740	5 002	(584)		12 912
Autres produits et charges opérationnels		(5 248)	(315)				(5 563)
RESULTAT OPERATIONNEL	12 683	(11 177)	1 425	5 002	(584)		7 349
Résultat financier							(20 300)
Résultat des sociétés mises en équivalence							
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS							(12 951)
Impôt sur les bénéfices							(1 928)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES							(14 879)
Résultat des activités abandonnées							
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE							(14 879)
Part des intérêts minoritaires							(424)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE							(15 303)

2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Corporate	Éliminations	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif	87 344	78 885	14 715	37 877	11 447	(11 233)	219 034
Ventes de matériels	86 358	37 726	11 119	3 749			138 952
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	173 702	116 611	25 834	41 626	11 447	(11 233)	357 986
Plus-values de cession		(22)					(22)
Produits des activités ordinaires	173 702	116 589	25 834	41 626	11 447	(11 233)	357 964
Coût des ventes	(80 524)	(34 706)	(6 050)	(1 637)			(122 917)
Dépenses opérationnelles des activités	(20 370)	(43 157)	(8 510)	(20 616)	20	1 140	(91 493)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(8 383)	(7 360)	(4 055)	(4 349)	(11 234)	10 093	(25 288)
MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDAR)	64 426	31 366	7 218	15 024	233		118 267
Amortissements et pertes de valeur	(2 535)	(18 928)	(3 036)	(7 156)	(503)		(32 157)
RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs	61 891	12 437	4 182	7 868	(269)		86 109
Distribution nette aux investisseurs	(52 223)	(1 947)		(2 320)			(56 490)
RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs	9 668	10 491	4 182	5 548	(269)		29 619
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	9 668	10 491	4 182	5 548	(269)		29 619
Autres produits et charges opérationnels		(577)					(577)
RESULTAT OPERATIONNEL	9 668	9 914	4 182	5 548	(269)		29 042
Résultat financier							(17 567)
Résultat des sociétés mises en équivalence							
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS							11 475
Impôt sur les bénéfices							(2 749)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES							8 726
Résultat des activités abandonnées							
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE							8 726
Part des intérêts minoritaires							420
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE							9 146

2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Corporate	Éliminations	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif	76 937	82 090	20 370	41 938	11 529	(11 445)	221 419
Ventes de matériels	49 462	29 746	3 170	32 017			114 395
CHIFFRE D'AFFAIRES	126 399	111 836	23 540	73 955	11 529	(11 445)	335 814
Résultat de cession des autres immobilisations		258			(46)		212
Produits des activités ordinaires	126 399	112 094	23 540	73 955	11 483	(11 445)	336 026
Coût des ventes	(42 885)	(24 988)	(1 215)	(29 757)			(98 844)
Dépenses opérationnelles des activités	(17 478)	(41 459)	(12 177)	(24 138)		625	(94 628)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(8 714)	(7 237)	(3 760)	(3 821)	(10 980)	10 820	(23 692)
MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDAR)	57 322	38 410	6 388	16 238	503		118 862
Amortissements et pertes de valeur	(1 115)	(18 485)	(3 122)	(3 116)	(429)		(26 267)
RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs	56 208	19 925	3 266	13 122	74		92 595
Distribution nette aux investisseurs	(50 319)	(2 008)		(8 787)			(61 114)
RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT	5 889	17 917	3 266	4 335	74		31 482
Autres produits et charges opérationnels							
RÉSULTAT OPERATIONNEL	5 889	17 917	3 266	4 335	74		31 482
Résultat financier							(14 435)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées							37
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS							17 084
Impôt sur les bénéfices							(4 135)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES							12 949
Résultat des activités abandonnées							
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE							12 949
Part des intérêts minoritaires							485
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE							13 434

note 3.2. BILAN PAR ACTIVITE

31 décembre 2013 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
ACTIF						
Goodwill		23 498		5 101		28 599
Immobilisations incorporelles nettes	139	89	22	565	230	1 045
Immobilisations corporelles nettes	25 158	227 403	56 080	213 751	1 380	523 772
Actifs financiers à long terme	116	357	410	1 163	339	2 385
Participations dans les entreprises associées						
Autres actifs non courants	1 968	242	3 618			5 828
Impôts différés actifs					1 207	1 207
TOTAL actifs non courants	27 381	251 589	60 130	220 580	3 156	562 836
Stocks et en-cours	47 104	5 237	32	8 718		61 091
Clients et comptes rattachés	14 578	27 389	2 462	3 971	54	48 454
Autres actifs courants	5 502	6 924	2 281	2 346	1 239	18 292
Trésorerie et équivalents					53 895	53 895
TOTAL actifs courants	67 184	39 550	4 775	15 035	55 188	181 732
Actifs destinés à être cédés						
TOTAL DE L'ACTIF						744 568
PASSIF						
Capital social					47 070	47 070
Capital hybride					32 439	32 439
Réserves					92 650	92 650
Résultat de l'exercice, part du groupe					(15 303)	(15 303)
Capitaux propres du groupe					156 856	156 856
Intérêts minoritaires		3 779		23 770		27 549
Capitaux propres de l'ensemble					156 856	184 405
Emprunts et dettes financières					347 540	347 540
Impôts différés passifs					6 388	6 388
Indemnités de départ en retraite et assimilés	16	147	11		215	389
Autres passifs long terme		3 009				3 009
TOTAL passifs non courants	16	3 156	11		354 143	357 326
Provisions	4	1 985			210	2 199
Emprunts et concours bancaires courants					106 049	106 049
Dettes fournisseurs	23 307	16 794	1 860	3 046	1 332	46 339
Autres passifs courants	25 175	17 840	1 903	512	2 820	48 250
TOTAL passifs courants	48 486	36 619	3 763	3 558	110 411	202 837
Passifs destinés à être cédés						
TOTAL DU PASSIF						744 568
Investissements incorporels & corporels de la période						
	1 196	22 876	8 407	14 421	329	47 229
Effectif par activité	31	603	17	30	39	720

31 décembre 2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
ACTIF						
Goodwill		28 704	315	5 101		34 120
Immobilisations incorporelles	200	261	25	689	248	1 423
Immobilisations corporelles nettes	31 293	232 270	59 324	193 945	1 479	518 311
Actifs financiers à long terme	36	362	434	1 163	344	2 339
Participations dans les entreprises associées						
Autres actifs non courants	2 692	37	4 353			7 082
Impôts différés actifs					494	494
TOTAL actifs non courants	34 221	261 634	64 451	200 898	2 565	563 769
Stocks et en-cours	37 507	10 649	249	22 461		70 866
Clients et comptes rattachés	14 946	39 571	2 665	5 367	105	62 654
Autres actifs courants	4 348	6 697	3 249	4 112	1 295	19 701
Trésorerie et équivalents					59 144	59 144
TOTAL actifs courants	56 801	56 917	6 163	31 940	60 544	212 365
Actifs destinés à être cédés						
TOTAL DE L'ACTIF						776 134
PASSIF						
Capital social					45 922	45 922
Réserves					93 910	93 910
Résultat de l'exercice, part du groupe					9 146	9 146
Capitaux propres du groupe					148 978	148 978
Intérêts minoritaires		338	(2)	23 699		24 035
Capitaux propres de l'ensemble					148 978	173 013
Emprunts et dettes financières					368 873	368 873
Impôts différés passifs					5 658	5 658
Indemnités de départ en retraite et assimilés	25	131	5		198	359
Autres passifs long terme		1 102				1 102
TOTAL passifs non courants	25	1 233	5		374 729	375 992
Provisions	4		200		362	566
Emprunts et concours bancaires courants					122 910	122 910
Dettes fournisseurs	13 544	19 295	1 145	4 152	999	39 135
Autres passifs courants	25 937	25 301	10 162	463	2 655	64 518
TOTAL passifs courants	39 485	44 596	11 507	4 615	126 926	227 129
Passifs destinés à être cédés						
TOTAL DU PASSIF						776 134
Investissements incorporels & corporels de la période						
	9 615	21 538	16 042	17 311	179	64 685
Effectif par activité	32	636	21	30	41	760

31 décembre 2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
ACTIF						
Goodwill		17 607	315	4 554		22 476
Immobilisations incorporelles	240	379			251	870
Immobilisations corporelles nettes	6 655	221 981	51 429	83 687	1 766	365 518
Actifs financiers à long terme	541	586	22	9 062	335	10 546
Participations dans les entreprises associées				676		676
Autres actifs non courants	3 245	30	5 805		1 010	10 090
Impôts différés actifs					436	436
TOTAL actifs non courants	10 681	240 583	57 571	97 979	3 798	410 612
Stocks et en-cours	26 582	10 157	123	32 485		69 347
Clients et comptes rattachés	14 632	38 724	4 161	6 603	72	64 192
Autres actifs courants	6 940	4 804	2 198	3 497	752	18 191
Trésorerie et équivalents					44 259	44 259
TOTAL actifs courants	48 154	53 685	6 482	42 585	45 083	195 989
Actifs destinés à être cédés						
TOTAL DE L'ACTIF						606 601
PASSIF						
Capital social					45 766	45 766
Réserves					87 683	87 683
Résultat de l'exercice, part du groupe					13 434	13 434
Capitaux propres du groupe					146 883	146 883
Intérêts minoritaires		(403)	(331)	167		(567)
Capitaux propres de l'ensemble					146 883	146 316
Emprunts et dettes financières					247 746	247 746
Impôts différés passifs					5 309	5 309
Indemnités de départ en retraite et assimilés	18	121	2		166	307
Autres passifs long terme		1 113				1 113
TOTAL passifs non courants	18	1 234	2		253 221	254 475
Provisions	4	669	200	241	487	1 601
Emprunts et concours bancaires courants					116 304	116 304
Dettes fournisseurs	2 539	17 146	2 345	7 074	758	29 862
Autres passifs courants	29 995	13 806	8 062	3 961	2 219	58 043
TOTAL passifs courants	32 538	31 621	10 607	11 276	119 768	205 810
Passifs destinés à être cédés						
TOTAL DU PASSIF						606 601
Investissements incorporels & corporels de la période						
	171	31 998	5 809	16 308	1 562	55 848
Effectif par activité	29	558	52	27	34	700

note 3.3. INFORMATION GEOGRAPHIQUE

<i>(en milliers d'euros)</i>	International	Europe	Amériques	Afrique	Asie	TOTAL
2013						
Chiffre d'affaires	187 557	138 459	13 955	9 291		349 262
Investissements incorporels et corporels	1 190	37 513	7 899	627	1	47 229
Actifs sectoriels non courants	27 349	468 705	48 445	16 564	565	561 628
2012						
Chiffre d'affaires	173 702	166 045	13 251	4 989		357 987
Investissements incorporels et corporels	9 605	33 789	20 522	40	729	64 685
Actifs sectoriels non courants	34 196	463 690	47 929	16 636	689	563 140
2011						
Chiffre d'affaires	126 399	201 953	7 462			335 814
Investissements incorporels et corporels	164	51 427	4 259			55 850
Actifs sectoriels non courants	10 172	367 075	32 929			410 176

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 4. PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES

Répartition par nature (en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012		2011
Chiffre d'affaires locatif	206 104	219 034	(12 930)	-5,9%	221 419
Ventes de matériels neufs et d'occasion	143 158	138 952	4 206	3,0%	114 395
Chiffre d'affaires	349 262	357 986	(8 724)	-2,4%	335 814
Plus-value de cession des autres immobilisations	(13)	(22)	9	-40,9%	212
Produits des activités ordinaires	349 249	357 964	(8 715)	-2,4%	336 026

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2013 s'élève à 349 millions d'euros contre 358 millions d'euros pour l'année 2012, soit une baisse de 2,4 % (-1,9 % à devises et périmètre constants).

Chiffre d'affaires locatif

Le chiffre d'affaires locatif intègre les revenus locatifs, les revenus de transport et les revenus de prestations de services associées à la location des matériels.

Le chiffre d'affaires locatif intègre également les produits financiers des locations financières dans lequel le Groupe est bailleur.

Le chiffre d'affaires locatif baisse principalement en raison de la faible activité européenne dans la division Constructions Modulaires et de la diminution de la flotte de wagons en gestion. Les activités locatives des divisions Conteneurs Maritimes et Barges Fluviales sont en hausse en 2013.

Ventes de matériels neufs et d'occasion

Les ventes de matériels enregistrent principalement des cessions de matériels à des investisseurs (syndication). Ces matériels sont ensuite gérés par le Groupe dans le cadre de programmes de gestion. Les ventes de matériels enregistrent par ailleurs des ventes de constructions modulaires à des clients finaux, ainsi que les ventes de matériels appartenant aux investisseurs.

Les ventes progressent de 3 % du fait de syndications au 4ème trimestre dans la division Conteneurs Maritimes, ce malgré des ventes de constructions modulaires et de barges fluviales en baisse par rapport à 2012. Les ventes de conteneurs maritimes augmentent grâce au dynamisme de leur marché dans un contexte de croissance des flux mondiaux.

NOTE 5. ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

L'évolution des achats et des autres charges externes correspond principalement à l'évolution des ventes de matériels qui progressent de 3 % sur 2013 mais compensée par une baisse des autres services extérieurs davantage corrélés à l'activité locative.

NOTE 6. CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012	2011	
Salaires & charges sociales	(31 954)	(29 513)	(2 442)	8%	(28 775)
Effectif	720	760	(40)	-5%	700

Afin d'associer les collaborateurs de l'Unité Economique et Sociale (comprenant les sociétés TOUAX Corporate, TOUAX Solutions Modulaires, TOUAX Container Services et TOUAX River Barges) et de TOUAX Construction Modulaire aux performances du Groupe, des accords permettent le versement aux salariés de sommes qu'ils peuvent placer sur le Plan Épargne Entreprise).

Accord de participation :

La formule retenue est la formule légale de calcul. L'enveloppe se répartit pour moitié proportionnellement au temps de présence dans l'entreprise au cours de l'exercice et

pour moitié proportionnellement aux salaires de chaque bénéficiaire au cours de l'exercice considéré.

Accord d'intéressement :

Il retient comme indicateur de performance le résultat net par action et le nombre moyen d'actions du groupe constaté au niveau des comptes consolidés (selon un calcul spécifique défini dans l'accord).

En 2013, aucun plan de stock-options n'a été mis en place.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi est comptabilisé en moins des charges de personnel. Le montant n'est pas significatif.

NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012	2011	
Autres produits d'exploitation	1 001	2 339	(1 338)	-57%	4 239
Autres charges d'exploitation	(1 159)	(1 967)	808	-41%	(3 802)
TOTAL Autres produits et charges d'exploitation	(158)	372	(530)	-142%	437

En 2013, les autres produits et charges d'exploitation sont constitués de produits et charges de gestion courante.

En 2012, le Groupe a récupéré environ 1 million de dollars américains de dépôts constitués dans le cadre de l'opération TLR 2001, suite au rachat de sa flotte de conteneurs

maritimes et de wagons. Le test de dépréciation des actifs financiers en 2009 avait conduit le Groupe à comptabiliser en perte ces dépôts en autres charges d'exploitation. Le remboursement de ces dépôts est comptabilisé en autres produits d'exploitation en 2012.

En 2011, les autres charges d'exploitation présentent essentiellement les pertes irrécouvrables sur clients douteux. Les autres produits présentent notamment la comptabilisation en résultat d'une dette vis-à-vis d'un de nos

fournisseurs qui était aussi client du Groupe TOUAX. La société a été mise en liquidation judiciaire, avec pour conséquence la comptabilisation en produit du solde de notre dette et en charge le solde de notre créance.

NOTE 8. DEPRECIATIONS D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012	2011	
Reprises de dépréciations d'exploitation	2 376	5 332	(2 956)	-55%	3 802
Dépréciations d'exploitation	(7 109)	(6 748)	(361)	5%	(10 148)
TOTAL Provisions d'exploitation	(4 733)	(1 416)	(3 317)	234%	(6 346)

Les dépréciations et reprises d'exploitation présentent les dotations et reprises sur clients douteux pour 3,8 millions d'euros en net et les provisions pour risques et charges pour 0,9 million d'euros en net.

NOTE 9. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR

(en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012	2011	
Dotation aux amortissements et dépréciations d'actifs	(28 692)	(23 609)	(5 083)	22%	(18 059)
Dotation aux amortissements crédit-bail	(9 225)	(8 499)	(726)	9%	(8 119)
Dotations aux amortissements	(37 917)	(32 108)	(5 809)	18%	(26 178)
Autres dotations aux provisions	(32)	(50)	18	-36%	(89)
TOTAL	(37 949)	(32 157)	(5 791)	18%	(26 267)

La hausse des dotations aux amortissements reflète les investissements du Groupe, mais aussi la comptabilisation d'une perte de valeur des actifs de la division constructions modulaires pour 3,9 millions d'euros.

Les autres dotations aux provisions sont uniquement constituées des dotations et reprises sur les engagements de retraite.

NOTE 10. DISTRIBUTIONS NETTES AUX INVESTISSEURS

Les distributions nettes aux investisseurs se répartissent par activité comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012	Variation 2013/2012	2011	
Conteneurs Maritimes	(48 646)	(52 223)	3 576	-7%	(50 319)
Constructions Modulaires	(1 560)	(1 947)	386	-20%	(2 008)
Barges Fluviales					
Wagons de Fret	(1 420)	(2 320)	900	-39%	(8 787)
TOTAL	(51 626)	(56 490)	4 863	-9%	(61 114)

La baisse des distributions nettes aux investisseurs s'explique une baisse de l'activité locale.

I Conteneurs Maritimes

Le Groupe gère au 31 décembre 2013 pour le compte de tiers 447 291 TEU, comparé à 416 740 TEU au 31 décembre 2012. Pour mémoire, un TEU correspond à un conteneur de vingt pieds de long (Twenty Equivalent Unit). La majeure partie des ventes de conteneurs maritimes aux investisseurs a été réalisée en décembre 2013 et n'a pas encore donné lieu à des distributions de revenus sur la période.

I Constructions Modulaires

Le Groupe gère pour le compte de tiers 5 094 constructions modulaires en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

I Wagons de Fret

Le Groupe gère pour le compte de tiers 2 594 wagons (équivalent à 3 030 plateformes) en Europe et aux États-Unis en 2013, comparé à 3 982 wagons (4 486 plateformes).

NOTE 11. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En 2013, les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à la perte de valeur constatée sur le Goodwill lié à l'acquisition de l'usine de construction modulaire en République Tchèque pour 3,9 millions d'euros, à la perte de valeur constatée sur le Goodwill de notre filiale Eurobulk BV de la division barges fluviales pour 0,3 million d'euros.

En 2013, les autres produits et charges opérationnels enregistrent les charges de restructuration de l'unité d'assemblage de constructions modulaires basée à Mignières pour 1,5 million d'euros.

NOTE 12. RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2013	2012	variation 2013/2012		2011
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	207	101	106	105%	52
Charges d'intérêt sur opération de financement	(19 830)	(17 593)	(2 237)	13%	(14 541)
Coût de l'endettement financier brut	(19 830)	(17 593)	(2 237)	13%	(14 541)
Coût de l'endettement financier net	(19 623)	(17 492)	(2 131)	12%	(14 489)
Gains et pertes liés à l'extinction des dettes	(555)	14	(569)	-4064%	(274)
Dividendes reçus					
Produits et charges financiers d'actualisation	(26)	133	(159)	-120%	(23)
Autres produits et charges financiers	(96)	(222)	126	-57%	352
Autres produits et charges financiers	(677)	(75)	(602)	803%	55
RESULTAT FINANCIER	(20 300)	(17 567)	(2 733)	16%	(14 434)

L'évolution du résultat financier s'explique par une hausse de la dette moyenne et du taux d'intérêts sur l'exercice.

NOTE 13. IMPOT SUR LES BENEFICES

note 13.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT COMPTABILISEE EN RESULTAT

L'impôt sur les bénéfices est composé des impôts exigibles dus par les sociétés du Groupe et des impôts différés provenant des déficits fiscaux et des décalages temporaires entre les résultats comptables consolidés et les résultats fiscaux.

Le Groupe a opté pour le régime de l'intégration fiscale aux États-Unis, en France et aux Pays-Bas et a constitué les groupes suivants :

- TOUAX Corp., Gold Container Corp., Gold Container Finance Llc, TOUAX Finance Inc., TOUAX Container Lease Receivables Corp. et TOUAX Equipment Leasing Corp. : groupe fiscal américain,

- TOUAX MODULAR BUILDING Llc et TOUAX LEASING CORP : groupe fiscal américain,
- TOUAX SCA, TOUAX Solutions Modulaires SAS, TOUAX Construction Modulaire SAS, TOUAX Container Services SAS, TOUAX Corporate SAS et TOUAX River Barges SAS : groupe fiscal français,
- TOUAX BV et TOUAX Asset BV : groupe fiscal hollandais,
- Eurobulk Transport Maatschappij BV et CS de Jonge BV : groupe fiscal hollandais.

note 13.1.1. VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôt comptabilisée en résultat de l'exercice s'élève à 1,9 million d'euros (contre 2,7 millions d'euros en 2012 et 4,1 millions d'euros en 2011). La ventilation de cette charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Exigible	Différé	TOTAL	Exigible	Différé	TOTAL	Exigible	Différé	TOTAL
Europe	(1 529)	883	(647)	(2 477)	385	(2 092)	(3 666)	(292)	(3 958)
Etats-Unis	370	(718)	(348)		(346)	(346)		(8)	(8)
Autres	(926)	(7)	(933)	(434)	123	(312)	(168)		(168)
TOTAL	(2 085)	157	(1 928)	(2 911)	162	(2 749)	(3 835)	(300)	(4 135)

note 13.1.2. RECONCILIATION ENTRE LA CHARGE D'IMPOT THEORIQUE DU GROUPE ET LA CHARGE D'IMPOT EFFECTIVEMENT COMPTABILISEE

(En milliers d'euros)	2013
Résultat courant avant impôt de l'ensemble	(12 951)
Impot théorique au taux d'impôt courant français	4 317
Limitation des impôts différés	(7 592)
Différences temporaires	(276)
Différences permanentes et autres éléments	(1 646)
Déficits créés dans l'exercice	(146)
Résultat imputé sur déficit antérieur	30
Différence de taux	3 385
CHARGES D'IMPÔT EFFECTIVE	(1 928)

Le solde des impôts différés actifs français non reconnus dans les comptes est estimé à 11,8 millions d'euros. Le solde des impôts différés actifs hollandais non reconnus dans les comptes est estimé à 1,3 million d'euros.

note 13.2. IMPOTS COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Des impôts différés sont comptabilisés en capitaux propres pour l'évaluation des swaps et les réévaluations d'investissements nets.

(en milliers d'euros)	2012	Varitation par capitaux propres	2013
BSAR	(54)		(54)
Evaluation des swaps	399	(466)	(67)
Réévaluation des investissements nets	313	25	338
TOTAL	658	(441)	217

note 13.3. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Les positions d'actifs et de passifs d'impôts différés se présentent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Actif d'impôt différé	1 207	494	436
Passif d'impôt différé	(6 388)	(5 658)	(5 309)
TOTAL	(5 181)	(5 164)	(4 873)

Les passifs nets d'impôts différés s'analysent par nature de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2013
Dépréciations immobilisations et retraitement crédit bail	(18 054)
Déficits reportables	11 815
Actualisation immobilisations financières	42
Dépréciations pour clients douteux	248
Autres	768
SOLDE NET	(5 181)

NOTE 14. RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice. Les actions auto détenues par la société ne sont pas prises en compte du fait du nombre peu significatif qu'elles représentent (0,06 % du capital au 31 décembre 2013).

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation afin de tenir compte de la conversion de tous les instruments de capitaux propres potentiellement dilutifs. Au 31 décembre 2013, la société n'a plus qu'un seul type d'instruments de capitaux propres potentiellement dilutifs, à savoir les bons de souscription d'actions remboursables.

	2013	2012
Résultat net en euro	(15 303 403)	9 145 961
Actions en circulation au 31 décembre	5 883 773	5 740 267
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	5 817 328	5 732 513
Nombre potentiel d'actions		
- Stock options plan 2006 *		
- BSAR 2007 exerçables/cessibles**		
- BSA 2008 ***		
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	5 817 328	5 732 513
RESULTAT NET PAR ACTION		
- de base	-2,63	1,60
- dilué	-2,63	1,60

* les stocks options 2006 ont été exercés ou ont expiré en 2012

** le cours moyen de bourse en 2013 est inférieur au prix d'exercice des bons pouvant être exercés

*** les BSA restant à exercer ont expirés le 12 mars 2013

NOTES RELATIVES AU BILAN

ACTIF

NOTE 15. GOODWILL

La variation du goodwill est la suivante :

(en milliers d'euros)	2011	2012	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	2013
Constructions Modulaires						
Siko Containerhandel GmbH	1 583	1 583				1 583
Touax Sro - Touax SK Sro	16 009	16 411		(3 900)	(1 149)	11 362
Touax Modular Building USA, LLC	15	15		(14)		1
Sacmi/Ramco Sarl		10 695			(142)	10 553
Barges Fluviales						
Eurobulk Transport Maatschappij BV	221	221		(221)		
CS de Jonge BV	91	91		(91)		
Touax Rom SA	3	3		(4)		
Wagons de Fret						
SRF Railcar Leasing Ltd		547				547
Touax Rail Limited	4 554	4 554				4 554
TOTAL	22 476	34 120		(4 230)	(1 292)	28 599

Sur l'exercice 2012, la variation du goodwill est principalement générée par l'acquisition des sociétés Sacmi/Ramco, deux entités marocaines intégrant l'activité Constructions Modulaires.

Le 1er juillet 2012, TOUAX et son partenaire financier ADP I (fonds spécialisé dans les investissements en Afrique et conseillé par DPI), ont pris une participation majoritaire de 90 % (aujourd'hui 100 %) dans le leader marocain de la construction modulaire, la société SACMI ainsi qu'une participation de 100 % dans RAMCO, société de location.

SACMI fabrique, vend et loue des constructions modulaires au Maroc et en Afrique, SACMI est le leader marocain et possède une gamme de produits variés tels que des bâtiments à usage administratifs, industriels ou de chantiers, des bases vie et des abris télécoms. Sa clientèle compte des collectivités locales et des sociétés industrielles de premier plan, notamment dans les secteurs des télécoms et de la construction. Le goodwill de SACMI/RAMCO provenant de l'acquisition représente essentiellement le potentiel qu'offre le marché africain où les besoins en constructions modulaires sont importants.

	SACMI		RAMCO	
	En milliers de dirhams marocains	En milliers d'euros	En milliers de dirhams marocains	En milliers d'euros
Paiement au closing	151 543	13 635	13 025	1 172
Créances clients	6 637	597		
Crédit vendeur (12 mois)	40 174	3 615		
Prix des 10% de l'option d'achat	23 362	2 102		
TOTAL PRIX D'ACQUISITION	221 716	19 949	13 025	1 172

Valeur Acquise

Immobilisations incorporelles	36	3	12	1
Immobilisations corporelles	64 505	5 804	4 843	436
Actifs financiers long terme	125	11	49	4
Stocks	29 747	2 676	482	43
Créances clients	34 326	3 089	4 503	405
Autres actifs courants	7 299	657	665	60
Trésorerie et équivalent	28 756	2 587	2 133	192
Dettes financières	(23 908)	(2 151)	(776)	(70)
Impôts différés passif	(8 115)	(730)	(433)	(39)
Autres passifs courants	(27 490)	(2 473)	(882)	(79)
Juste valeur de l'actif net acquis	105 282	9 473	10 595	953
GOODWILL	116 435	10 476	2 430	219

Le solde du prix d'acquisition des titres a été payé en 2013, 12 mois après la date d'acquisition. Les créances figurant au bilan de SACMI à la date d'acquisition et recouvrées dans les 12 mois de l'acquisition ont été reversées au vendeur. Ces compléments de prix sont constitutifs du prix d'acquisition. Par ailleurs, le Groupe a exercé en 2013 son option d'achat

sur la part minoritaire restante. Le prix de cette option était convenu contractuellement entre les deux parties selon un multiple d'un solde de gestion et du bilan, ou d'un montant prédéfini s'il est supérieur au résultat de la formule.

La société SRF Railcar Leasing Ltd est une société d'investissement mise en équivalence en 2011. Début

janvier 2012, le Groupe a pris le contrôle de cette société et l'a consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Selon IFRS 3, la prise de contrôle d'une société anciennement mise en équivalence est assimilée à une cession de celle-ci suivie de son acquisition. Cette transaction a donc généré un goodwill de 547 milliers d'euros.

Tests de dépréciations

Des tests de dépréciations ont été effectués pour chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) présentant un goodwill. La valeur recouvrable est basée sur la valeur d'utilité, égale au montant des cash flows futurs actualisés en fonction d'un coût moyen pondéré du capital. Les cash flows futurs sont basés sur des prévisions à quatre ans et sur une valeur terminale évaluée à partir des prévisions de cash flows.

Le tableau ci-dessous décrit les principales hypothèses :

Unité génératrice de trésorerie (en milliers d'euros)	Valeur du goodwill associé	Taux d'actualisation 2013	Taux de croissance à l'infini 2013	Taux d'actualisation 2012	Taux de croissance à l'infini 2012
Constructions Modulaires	23 498	8,10%	2,00%	6,40%	2,00%
Barges Fluviales		7,58%	2,00%	8,05%	2,00%
Wagons de Fret	5 101	7,89%	2,00%	6,84%	2,00%
TOTAL	28 599				

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital (WACC) estimé des différentes activités.

Le taux de croissance utilisé est un taux de 2 % correspondant aux objectifs de la Banque Centrale Européenne en termes d'inflation.

Des analyses de sensibilités de la valeur recouvrable à un changement possible d'une hypothèse clé (notamment majoration de 100 points de base du taux d'actualisation et minoration de 100 points de base du taux de croissance à l'infini) ont été réalisées.

En 2013, une perte de valeur de 3,9 millions d'euros a été constatée sur le goodwill de la République tchèque suite au ralentissement de la demande de Constructions Modulaires en Europe, notamment en Pologne et en Allemagne. Une perte de valeur de 0,3 million d'euros a été constatée sur le goodwill de la filiale hollandaise Eurobulk BV de la division Barges Fluviales.

NOTE 16. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2012	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Reclassements et mises au rebut	2013
Conteneurs Maritimes	200	29		(83)	(7)		139
Constructions Modulaires	261	76	(5)	(247)	(1)		89
Barges Fluviales	25			(5)		2	22
Wagons de Fret	689	1		(23)	(101)		565
Corporate	248	77	(1)	(97)		1	231
TOTAL	1 423	182	(6)	(455)	(109)	3	1 045

Les immobilisations incorporelles enregistrent principalement les licences, les logiciels, les frais de développement et les tests de pré-production des prototypes de constructions modulaires.

NOTE 17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

note 17.1. REPARTITION PAR NATURE

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Val. brute	Amort.	Val. nette	Val. nette	Val. nette
Terrains et constructions	13 185	(3 070)	10 116	11 195	6 474
Matériels	651 626	(144 646)	506 979	500 551	353 016
Autres immobilisations corporelles	13 916	(10 117)	3 798	4 486	5 009
Immobilisations corporelles en cours	2 948	(69)	2 879	2 080	1 018
TOTAL	681 675	(157 903)	523 772	518 311	365 518

note 17.2. ÉVOLUTION PAR NATURE DES VALEURS BRUTES

(en milliers d'euros)	01/01/2013	Acquisitions	Cessions	Change	Reclassements et variation de périmètre	31/12/2013
Terrains et constructions	13 336	124	(233)	(315)	275	13 187
Matériels	620 435	40 472	(24 198)	(4 756)	19 672	651 625
Autres immobilisations corporelles	13 856	862	(570)	(207)	(26)	13 915
Immobilisations corporelles en cours	2 080	5 589		(8)	(4 713)	2 948
TOTAL	649 707	47 047	(25 001)	(5 286)	15 208	681 675

Les acquisitions de matériels concernent des constructions modulaires pour 22,8 millions d'euros, des wagons pour 14,4 millions d'euros, des barges fluviales pour 8,4 millions d'euros et des conteneurs maritimes pour 1,2 million d'euros.

Les sorties d'immobilisations (cessions) concernent des constructions modulaires pour 8,4 millions d'euros, des barges fluviales pour 8,2 millions d'euros et des conteneurs maritimes pour 7,9 millions d'euros.

Le transfert des stocks vers les immobilisations corporelles concerne les activités Conteneurs Maritimes pour 1,6 million d'euros et Wagons de Fret pour 14,2 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles du Groupe sont constituées des matériels locatifs (conteneurs maritimes, constructions

modulaires, barges fluviales et wagons de fret). Les valeurs unitaires des conteneurs maritimes et des constructions modulaires n'excèdent pas 10 000 euros. Les valeurs unitaires des wagons de fret varient entre 10 000 euros pour les wagons d'occasion 60 pieds et 125 000 euros pour les wagons neufs intermodaux couplés (106 pieds). Les valeurs unitaires des barges fluviales varient entre 150 000 euros pour les barges achetées d'occasion (1 700 tonnes) et plus d'un million d'euros pour les barges achetées neuves (2 800 tonnes).

Suite à des indices de perte de valeur en 2013, la valeur des actifs corporels de la division constructions modulaires en Europe a été dépréciée pour 3,9 millions d'euros.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

La mise en place de produits de couverture pour limiter le risque de taux et de change expose le Groupe à une éventuelle défaillance d'une contrepartie. L'impact au titre de

note 18.1. ACTIFS FINANCIERS

note 18.1.1. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Titres disponibles à la vente - Valeur brute			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	1 500	1 531	1 484
Variation			
Variation	(15)	(2)	(1)
Ecart de conversion	(64)	(29)	48
Autres mouvements			
Montant à la clôture	1 420	1 500	1 531
Titres disponibles à la vente - Dépréciation par résultat			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	(1 484)	(1 513)	(1 465)
Augmentation			
Diminution			
Ecart de conversion	64	29	(48)
Autres mouvements			
Montant à la clôture	(1 419)	(1 484)	(1 513)
Titres disponibles à la vente - Valeur nette			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	16	18	19
Montant à la clôture	1	16	18

Les titres disponibles à la vente : Ils correspondent à une participation minoritaire dans une société non cotée de location de conteneurs de stockage aux États-Unis. Ils ont été dépréciés à 100 % en 2007 (1,4 million d'euros). La valeur des titres de participation est quasiment nulle au 31 décembre 2013.

Éléments financiers de l'entreprise associée

	2013	2012	2011
<i>en milliers d'euros</i>			
TOTAL actif et passif			86 062
Chiffre d'affaires			6 203
Résultat net			142

l'application de la norme IFRS 13 obligatoire à compter du premier janvier 2013 n'a pas d'incidence sur les comptes de l'exercice.

Autres actifs financiers N.C. - Valeur brute			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	5 794	17 108	14 653
Augmentation	120	190	3 944
Diminution	(21)	(581)	(1 539)
Ecart de conversion	(27)	10	112
Autres mouvements	(32)	(10 932)	(61)
Montant à la clôture	5 834	5 794	17 108
Autres actifs financiers N.C. - Dépréciation par résultat			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	(3 471)	(6 581)	(6 697)
Augmentation			
Diminution			225
Ecart de conversion	22	(11)	(108)
Autres mouvements		3 120	
Montant à la clôture	(3 449)	(3 471)	(6 581)
Actifs financiers N.C. - Valeur nette			
	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	2 323	10 527	7 955
Montant à la clôture	2 384	2 323	10 527

Participations dans les entreprises associées

La société SRF Railcar Leasing Ltd était consolidée par le Groupe depuis 2010 selon la méthode de la mise en équivalence. Depuis début 2012, le Groupe a pris le contrôle de cette entité et la consolide ainsi selon la méthode de l'intégration globale.

Au 31 décembre 2013, il n'y a aucune participation dans les entreprises associées.

Évolution des participations dans les entreprises associées

	2013	2012	2011
À l'ouverture de l'exercice			1 087
Quote-part du résultat net			37
Souscription au capital			
Élimination de résultat interne			(279)
Juste valeur des instruments financiers			(173)
Divers			4
À la clôture de l'exercice			676

Les autres actifs financiers long terme sont constitués des prêts et de dépôts de garanties.

Aucune variation significative n'a été constatée sur l'exercice 2013.

La totalité du prêt accordé à la société SRF Railcar Leasing Ltd, soit 7,6 millions d'euros, a été transférée en titre de participation des sociétés consolidées lors de sa prise de contrôle en janvier 2012. Cette société détenue par mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2011 est désormais consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

note 18.1.2. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Créances de location financement - Valeur brute (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	7 082	9 061	11 379
Augmentation	990	33	824
Diminution	(67)	(6)	(2 031)
Ecart de conversion	(249)	(130)	227
Autres mouvements	(2 058)	(1 876)	(1 338)
MONTANT À LA CLÔTURE	5 699	7 082	9 061
Créances de location financement - Dépréciation par résultat (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture			(1 280)
Augmentation			
Diminution			1 280
Ecart de conversion			
Autres mouvements			
MONTANT À LA CLÔTURE			
Créances de location financement - Valeur nette (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	7 082	9 061	10 099
MONTANT À LA CLÔTURE	5 698	7 082	9 061
Instruments dérivé actif à la juste valeur (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture		1 029	77
Augmentation			
Variation de JV	206		956
Ecart de conversion	(5)	1	(4)
Autres mouvements	(71)	(1 030)	
MONTANT À LA CLÔTURE	129		1 029

Les swaps de taux figurant dans les dérivés non courants sont évalués à la juste valeur dans les capitaux propres pour la part efficace et dans le résultat pour la part inefficace.

Le Groupe enregistre à son actif des actifs détenus dans le cadre de location financement dans lequel il intervient

comme bailleur pour une valeur nette comptable de 7,9 millions d'euros (5,7 millions d'euros en autres actifs non courant et 2,2 millions d'euros en autres actifs courants) et une valeur d'origine de 14,3 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Paielements minimaux futurs	Paielements minimaux futurs actualisés
A moins d'un an	3 095	2 195
Entre un et cinq ans	6 893	5 554
Après cinq ans	123	116
TOTAL	10 111	7 866
Actualisation des contrats de location-financement	2 245	
PAIEMENTS MINIMAUX FUTURS ACTUALISES	7 866	7 866
Présentation des créances de la location-financement au bilan		
Autres actifs courants		2 195
Autres actifs non courants		5 671
TOTAL		7 866

Le taux d'intérêt des contrats de location financement est fixé le jour de la signature du contrat. Le taux moyen d'intérêt constaté est de 11,71 % au 31 décembre 2013. Les produits d'intérêts des contrats de location financement sont constatés en chiffre d'affaires locatif (1,1 million d'euros en 2013 contre 1,3 million d'euros en 2012).

Le montant des remboursements clients sur les créances de location financement correspondant à l'investissement net comptabilisé à l'actif du bilan s'élève à 1,6 million d'euros en 2013. L'EBITDA qui correspond pour le Groupe au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions est une notion non comptable mais qui est particulièrement utilisée par les analystes financiers, investisseurs et autres utilisateurs des

états financiers pour la mesure de la performance opérationnelle de l'activité. À notre avis, afin de mieux mesurer cette performance, les utilisateurs des états financiers du Groupe peuvent utiliser l'EBITDA retraité ci-dessous.

L'EBITDA retraité correspond à l'EBITDA augmenté du remboursement en principal de l'investissement net des locations financements accordées aux clients pour 1,6 million d'euros au 31 décembre 2013. L'EBITDA retraité permet de calculer plus justement que l'EBITDA le montant des flux opérationnels de trésorerie. Cette pratique est courante chez les loueurs de matériels.

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	2013
EBITDAR (marge brute)	62 839	19 402	5 559	14 818	(132)	102 487
Paiements du principal des créances de location-financement reçus	945	12	696			1 652
EBITDAR retraité	63 785	19 414	6 255	14 818	(132)	104 140
Distribution nette aux investisseurs	(48 646)	(1 560)		(1 420)		(51 626)
EBITDA retraité après distribution aux investisseurs	15 138	17 853	6 255	13 399	(132)	52 513

note 18.1.3. ACTIFS FINANCIERS COURANTS

LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Clients et comptes rattachés - Valeur brute (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	81 516	79 881	65 134
Variation	(9 841)	(3 336)	14 621
Ecart de conversion	(1 199)	(121)	253
Autres mouvements	(2)	5 093	(127)
MONTANT À LA CLÔTURE	70 474	81 516	79 881
Clients et comptes rattachés - Dépréciation par résultat (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	(18 861)	(15 688)	(8 144)
Augmentation	(4 911)	(6 673)	(9 701)
Diminution	1 444	3 893	2 076
Ecart de conversion	256	34	(25)
Autres mouvements	52	(427)	106
MONTANT À LA CLÔTURE	(22 020)	(18 861)	(15 688)
Clients et comptes rattachés - Valeur nette (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	62 655	64 192	56 990
MONTANT À LA CLÔTURE	48 454	62 655	64 192

Lors de leur comptabilisation, les créances clients et comptes rattachés sont comptabilisées à leur juste valeur qui correspond à leur valeur nominale. Une perte de valeur peut être enregistrée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement. Au 31 décembre 2013, le solde des créances clients et comptes rattachés apparaît au bilan pour un montant de 48,5 millions d'euros. Cette valeur représente une bonne évaluation de la juste valeur.

La durée moyenne du crédit client est de 57 jours. Pour les créances en retard de paiement situé à moins d'un an, une

dépréciation est constituée en fonction de l'historique de défaillance avec le client.

Avant d'accepter tout nouveau client, le Groupe fait appel à des agences de notations pour en évaluer sa solvabilité et les limites de crédit qu'il sera possible de lui accorder.

Au 31 décembre 2013, le Groupe enregistre dans ses comptes des créances en retard de paiement pour un montant net de 17,7 millions d'euros, dont la grande majorité est échue de moins de trois mois.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalent de trésorerie (en milliers d'euro)	2013	2012	2011
Montant à l'ouverture	59 144	44 259	39 100
Variation	(3 768)	9 729	5 185
Ecart de conversion	(1 470)	(528)	(152)
Autres mouvements	(1)	5 684	125
MONTANT À LA CLÔTURE	53 895	59 144	44 259

Les soldes de trésorerie présents sur le bilan du Groupe au 31 décembre 2013 comprennent 26,8 millions d'euros de trésorerie qui ne sont pas disponibles pour la gestion de trésorerie quotidienne du Groupe. Ce solde correspond pour 16,2 millions d'euros à des restrictions contractuelles de transfert de liquidité liées aux covenants bancaires et pour 10,6 millions d'euros à l'absence de disposition d'actionnaires permettant de disposer de la trésorerie de sociétés non détenues à 100 %.

La juste valeur des instruments financiers actifs

Les actifs financiers à la juste valeur par le résultat correspondent essentiellement à la juste valeur des valeurs mobilières de placement.

Les actifs financiers à long terme sont actualisés sur la base des taux sans risque du marché (obligations d'État).

Les impacts en résultat des instruments financiers sont indiqués dans la note 18.2.5 ci-après.

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 26 de l'annexe des comptes consolidés.

Les swaps et le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur des clients et comptes rattachés est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances.

Les autres actifs financiers non courants et autres actifs non courants sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Leurs valeurs comptables correspondent à une approximation raisonnable de leurs justes valeurs.

Les autres actifs financiers non courants et autres actifs non courants font l'objet de tests de dépréciation sur la base des flux futurs estimés.

note 18.2. PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers non courants et courants correspondent aux « emprunts et dettes financières » et aux « emprunts et concours bancaires courants ».

note 18.2.1. ANALYSE PAR CLASSE DES PASSIFS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Emprunt obligataire	21 580	205	21 786	22 635		22 635	1 188	40 415	41 603
Emprunts moyen long terme avec recours	53 032	15 490	68 522	62 918	15 227	78 144	24 792	6 337	31 129
Engagements de location-financement avec recours	70 268	22 263	92 531	83 295	21 972	105 267	94 115	19 664	113 779
Crédits renouvelables avec recours	67 565	17 798	85 363	69 275	25 666	94 941	52 137	17 233	69 370
Dettes sans recours	98 052	79 009	177 061	130 750	48 172	178 923	75 513	22 839	98 353
Concours bancaires courants avec recours		6 144	6 144		8 730	8 730		9 694	9 694
Instruments dérivés passifs		2 054	2 054		3 143	3 143		123	123
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	310 496	142 963	453 460	368 873	122 910	491 783	247 746	116 304	364 050

Les dettes « sans recours » concernent :

- Les financements d'actifs, pour lesquels le service de la dette doit être assuré par les revenus générés par les actifs (tant par les revenus locatifs que par les produits de cession), qui ne sont pas garantis par la société mère TOUAX SCA.
- Les financements, accordés à des filiales intégrées globalement bien que non détenues à 100 % par le Groupe, qui ne sont pas garantis par la société mère TOUAX SCA.

Selon IFRS 7.8, les différentes catégories d'instruments financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2013

Catégories passifs financiers en milliers d'euros	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1%	diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	451 405	449 482	-0,43%	444 643	-1,08%
Passifs financiers évalués à la juste valeur	2 054	2 054	0,00%		0,00%
TOTAL	453 460	451 536	-0,42%	444 643	-1,53%

Au 31 décembre 2012

Catégories passifs financiers (en milliers d'euros)	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1%	diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	488 640	487 946	-0,14%	482 194	-1,18%
Passifs financiers évalués à la juste valeur	3 143	3 143	0,00%		0,00%
TOTAL	491 783	491 088	-0,14%	482 194	-1,81%

Au 31 décembre 2011

Catégories passifs financiers (en milliers d'euros)	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1%	diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	363 928	367 601	1,01%	362 729	-1,33%
Passifs financiers évalués à la juste valeur	122	123	0,00%		0,00%
TOTAL	364 050	367 724	1,01%	362 729	-1,36%

Comme indiqué dans la note 1.18.3, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Une application du principe de la juste valeur ferait ressortir une évaluation des passifs financiers à 451,5 millions d'euros, en prenant comme hypothèses les cours de clôture au 31 décembre 2013.

- La juste valeur des dettes à taux fixe est déterminée pour chaque emprunt par actualisation des cash-flows futurs, en retenant comme taux d'actualisation le taux moyen des dettes à taux fixe considéré comme représentatif du taux de

financement de la classe de risque du Groupe en l'absence de valeurs cotées (dérivés de crédit ou courbes obligataires).

- La valeur nette comptable des dettes à taux variable (long terme comme court terme) constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les instruments dérivés passifs sont évalués selon les valorisations obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

L'OBSAR émise le 8 mars 2007 a été remboursée 8 mars 2012 pour 40,4 millions d'euros.

note 18.2.2. ANALYSE PAR ECHEANCE DES FLUX CONTRACTUELS DES EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018	+ 5 ans	TOTAL
Emprunt obligataire	205				21 675		21 880
Emprunts moyen long terme avec recours	15 406	14 346	13 653	8 577	4 151	12 237	68 371
Engagements de location financement avec recours	22 529	20 663	17 530	12 146	8 068	11 933	92 869
Emprunts court terme avec recours	8 469		67 500				75 969
Dettes sans recours	78 052	55 664	12 879	5 447	12 886	11 102	176 030
TOTAL DES FLUX DE CAPITAL SUR EMPRUNTS	124 662	90 673	111 562	26 169	46 780	35 273	435 119
Flux futurs d'intérêts sur emprunts	13 063	9 267	6 375	4 609	3 281	1 660	38 256
TOTAL FLUX SUR EMPRUNTS	137 724	99 941	117 937	30 779	50 062	36 933	473 375

Ce tableau présente uniquement les flux contractuels et exclut donc les encours liés à des engagements non confirmés par les banques comme les découverts et les facilités de caisse renouvelés annuellement. Ces financements à caractère renouvelable sont présentés dans les passifs financiers courants de la note 18.2.1.

Pour les emprunts à taux variable, les intérêts futurs ont été estimés sur la base des taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2013.

note 18.2.3. ENGAGEMENTS ET CLAUSES SPECIFIQUES DES EMPRUNTS

Certains emprunts bancaires à court et moyen terme incluent des clauses de défaut liées au non au respect de ratios financiers (covenants financiers). Ces clauses portent sur 315 millions d'euros de dettes au 31 décembre 2013. Elles permettent aux établissements de crédit de demander éventuellement le remboursement anticipé du crédit si elles ne sont pas respectées.

Les covenants financiers calculés sur les comptes consolidés du Groupe sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Emprunteur	Touax SCA	Touax SCA	Touax SCA	Touax Corp	Touax Leasing Corp/Touax Hydrovia Corp	Touax Container Services
Type de facilité	club deal	club deal	émission obligataire	bilatérale	bilatérale	bilatérale
Durée et mode de tirage	5 ans crédit renouvelable mutlidevise	5 ans crédit long terme	6 ans remboursement in fine	2 ans crédit renouvelable USD	7 ans long terme amortissable	2 ans crédit renouvelable multidevise
Montant maximum	67,5 Meuros	43 Meur	15 Meuros	10 Musd	22,3 Musd	10 Meuros
Encours 31/12/13	67,5 Meuros	30,1 Meuros	15 Meuros	10 Musd	21 Musd	0 Meuros
RATIOS FINANCIERS A RESPECTER						
Périmètre de calcul	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA
Leverage (dettes nettes avec recours / Ebitda après distribution)	inférieur à 4,60 au 31/12/13, 4,25 jusqu'au 30/06/14, puis inférieur à 4	inférieur à 4,60 au 31/12/13, 4,25 jusqu'au 30/06/14, puis inférieur à 4	inférieur à 4,5			inférieur à 4,75 au 31/12/13 puis inférieur à 4,25
Gearing (dettes nettes avec recours / capitaux propres)	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9
Interest Coverage (EBITDA après distribution / frais financiers nets)				moyenne des 2 derniers semestres supérieure à 2		
EBIT après distribution / frais financiers nets					supérieur à 1,1 en 2014 puis supérieur à 1,5 ensuite	
Fréquence de calcul	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle
Date de fin du crédit	14/04/2016	08/03/2017	14/12/2018	31/08/2014	31/12/2019	31/01/2015
AUTRES CONDITIONS/ CLAUSES						
Sûretés	non	non	non	non	package de sûretés	non
Clauses de défaut croisé	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions de dollars sur le périmètre de calcul	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul	défaut d'une dette supérieure à 10 millions d'euros sur le périmètre de calcul

Des financements d'actifs et d'acquisition portés par des sociétés dédiées contiennent également des covenants financiers pouvant entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré.

Les covenants financiers calculés sur les comptes consolidés du Groupe sont respectés au 31 décembre 2013.

	2013
Gearing avec recours (endettement net avec recours / capitaux propres de l'ensemble)	1,21
Gearing total (endettement net / capitaux propres de l'ensemble)	2,17
Leverage avec recours (endettement net avec recours / EBITDA retraité après distributions aux investisseurs)	4,24
Leverage total (endettement net / EBITDA retraité après distributions aux investisseurs)	7,61

Le niveau de Gearing du Groupe est cohérent avec son activité locative capitalistique. Le niveau de leverage du groupe reflète les taux d'utilisation actuellement faibles notamment les activités Constructions Modulaires et Wagons de Fret.

Des clauses exigeant le contrôle du Groupe par la famille WALEWSKI ont également été incluses.

Il est précisé que le Groupe TOUAX ne disposant pas de notation financière officielle, il n'existe donc aucune clause de remboursement anticipé dans les contrats de financement qui serait déclenchée suite à une détérioration de notation.

note 18.2.4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT

L'endettement financier net consolidé est le suivant :

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Passifs financiers	453 589	491 783	364 050
Instrument dérivés actif	129		1 029
Valeurs mobilières de placement & autres placements	22 565	37 070	31 448
Disponibilités	31 330	22 073	12 811
ENDETTEMENT FINANCIER NET CONSOLIDÉ	399 565	432 639	318 762
Dette sans recours	177 061	178 923	98 353
ENDETTEMENT FINANCIER EXCLUANT LA DETTE SANS RECOURS	222 504	253 716	220 409

Les dettes financières par devise

(en milliers euros)	2013	2012	2011
Euro (EUR)	356 979	407 266	311 038
US dollar (USD)	69 431	55 173	34 916
Zloty polonais (PLN)	13 938	13 437	15 398
Autres	13 112	15 907	3 698
TOTAL	453 460	491 783	365 049

Répartition taux fixe – taux variable de la dette brute (après prise en compte des instruments de couverture)

(en milliers euros)	2013	2012	2011
Taux fixe	275 644	309 034	171 450
Taux variable	177 815	182 748	192 600
TOTAL	453 460	491 783	364 050

Taux moyen de la dette brute par devise

	2013	2012	2011
Taux moyen dette en euro (EUR)	3,66%	3,42%	3,53%
Taux moyen dette en dollar US (USD)	4,08%	4,26%	4,00%
Taux moyen dette en zloty polonais (PLN)	5,98%	6,73%	7,02%
Taux moyen dette en autres devises	5,32%	5,21%	3,92%
TAUX MOYEN DE LA DETTE BRUTE GLOBALE	3,85%	3,66%	3,73%

note 18.2.5. EFFET EN RESULTAT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2013
Produits d'intérêt						
Charges d'intérêt		552		(20 455)	22	(19 881)
Impact Résultat		552		(20 455)	22	(19 881)
Ecart de change						(555)
Effet actualisation						(26)
Rémunération de la trésorerie						207
Divers						(45)
RÉSULTAT FINANCIER						(20 300)

(en milliers d'euros)	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2012
Produits d'intérêt						
Charges d'intérêt	196		(17 917)	(19)		(17 740)
Impact Résultat	196		(17 917)	(19)		(17 740)
Ecart de change						14
Effet actualisation						71
Rémunération de la trésorerie						101
Divers						(13)
RÉSULTAT FINANCIER						(17 567)

(en milliers d'euros)	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2011
Produits d'intérêt		593				593
Charges d'intérêt			(14 868)	3	26	(14 839)
Impact Résultat		593	(14 868)	3	26	(14 247)
Ecart de change						(274)
Effet actualisation						(52)
Rémunération de la trésorerie						52
Divers						86
RÉSULTAT FINANCIER						(14 434)

note 18.2.6. DETTES FOURNISSEURS

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Conteneurs Maritimes	23 307	13 543	2 539
Constructions Modulaires	16 794	19 295	17 146
Barges Fluviales	1 860	1 145	2 345
Wagons de Fret	3 046	4 152	7 075
Divers	1 332	1 000	754
TOTAL	46 339	39 135	29 860

Les échéances de paiement des fournisseurs sont à moins d'un an.

NOTE 19. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours enregistrent des matériels destinés à être vendus et des pièces détachées. Les matériels sont destinés principalement à la vente aux investisseurs dans le cadre de programmes de gestion.

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Val. Brute	Dépréciation	Val. Nette	Val. Nette	Val. Nette
Matériels	50 744	(272)	50 472	59 821	56 783
Pièces détachées	11 272	(653)	10 619	11 045	12 563
TOTAL	62 016	(924)	61 091	70 866	69 347

- Le stock de conteneurs maritimes correspond à environ 34 428 CEU pour un montant 47,3 millions d'euros.
- Le stock de wagons a intégralement été reclassé en immobilisations.
- Les constructions modulaires présentent un compte de stock de marchandises ou en cours de productions de 3 millions d'euros, et 2,2 millions d'euros de pièces détachées.

NOTE 20. AUTRES ACTIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Cessions d'immobilisations	4	56	35
Charges constatées d'avance	4 259	4 412	4 052
Impôts et taxes	8 861	10 847	7 157
Autres	5 168	4 386	6 946
TOTAL	18 292	19 702	18 190

La situation des impôts et taxes correspond pour l'essentiel à la TVA en fin de période.

La rubrique « autres » comprend au 31 décembre 2013 notamment la part des créances financières de location financement à moins d'un an (soit 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 cf. annexe des comptes consolidés note 1.18.12).

Les autres actifs courants sont recouvrables à moins d'un an.

NOTE 21. CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres.

Il est à noter par ailleurs que :

- TOUAX a procédé au versement d'un dividende en janvier 2013 pour 2,9 millions d'euros.
- Au cours de l'année 2013, aucun BSAR n'a été exercé par un titulaire et TOUAX a procédé au rachat de 116 382 BSAR auprès d'un titulaire.
- Au cours de l'année 2013, 143 506 actions nouvelles ont été émises au titre d'une augmentation de capital par incorporation d'une somme prélevée sur la prime d'émission à raison de 1 action nouvelle pour 40 actions anciennes.

La gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe a pour objectif de maximiser la valeur de la société en optimisant une structure de capital destinée à minimiser son coût et servir un rendement aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure de ses financements en optimisant le mix capitaux propres – dettes au regard de l'évolution des conditions économiques, de ses objectifs et de la gestion de ses risques. Il évalue ses besoins en fonds de roulement ainsi que le rendement attendu de ses dépenses d'investissements, de manière à maîtriser ses besoins de financement. En fonction de la croissance de ses marchés et de l'espérance de rentabilité des actifs gérés, le Groupe choisit d'émettre des actions nouvelles ou de vendre des actifs pour diminuer ses dettes.

Le Groupe gère son mix capitaux propres – dettes avec le ratio de structure (gearing) comme indicateur. Ce ratio correspond à l'endettement net, avec et sans recours, divisé par les capitaux propres. Les ratios d'endettement sont les suivants :

(En millions d'euros)	2013	2012	2011
Endettement net avec recours	222,5	253,7	220,4
Endettement net sans recours	177,1	178,9	98,3
Capitaux propres	184,4	173,0	146,3
Ratio d'endettement (excluant la dette sans recours)	1,21	1,47	1,50
Ratio d'endettement de la dette sans recours	0,96	1,03	0,67
RATIO ENDETTEMENT	2,17	2,50	2,17

NOTE 22. PROVISIONS

Provisions pour risque

(en milliers d'euros)	2012	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Change	2013
Conteneurs Maritimes	4					4
Constructions Modulaires		1 454	(161)		(13)	1 282
Barges Fluviales	200		(200)			
Wagons de Fret						
Non-alloué	362	78	(231)			209
TOTAL	566	1 532	(592)		(13)	1 495

Provisions pour restructuration

(en milliers d'euros)	2012	Dotation	Reprise	Reclassement	Variation de change	2013
Constructions Modulaires		703				703
TOTAL		703				703
TOTAL PROVISIONS EN PASSIFS	566	2 236	(592)		(13)	2 199

Les provisions pour risques représentent essentiellement les risques clients, fournisseurs et prudhommaux.

La provision pour restructuration représente le coût du plan social engendré par l'arrêt de la production de constructions modulaires à Mignières (France).

NOTE 23. INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE ET ASSIMILES

Les mouvements liés aux engagements retraites peuvent être engendrés par :

- des mouvements de personnel (arrivées et départs de nouvelles personnes),
- l'acquisition de droits par le personnel pendant sa durée d'activité au sein de l'entreprise,
- les évolutions de salaires et autres hypothèses actuarielles.

(en milliers d'euros)	2012	Dotation	Reprise	Var° de périmètre	Variation de change	2013
Conteneurs Maritimes	24	20	(28)			16
Constructions Modulaires	131	19	(2)			147
Barges Fluviales	5	11	(5)			11
Corporate	198	215	(198)			215
TOTAL	359	265	(233)			389

Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraite sont les suivantes :

- Un coefficient de probabilité de la présence des salariés au sein de l'entreprise lors du départ à la retraite est calculé en fonction de l'âge,
- Un taux d'actualisation de 3,102 %,
- Un taux de revalorisation des salaires de 0,6 %,
- Un départ à la retraite à 65 ans.

NOTE 24. AUTRES PASSIFS LONG TERME

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Constructions Modulaires	3 009	1 102	1 113
TOTAL	3 009	1 102	1 113

Depuis 2009, la division Constructions Modulaires a mis en place un nouveau type de contrat de vente avec engagement de reprise. Celui-ci implique d'enregistrer l'engagement de rachat du Groupe ainsi que les produits différés relatifs à la location des constructions modulaires. Ces deux éléments figurent en autres passifs long terme.

NOTE 25. AUTRES PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Dettes sur immobilisations	504	12 259	4 563
Dettes fiscales et sociales	17 752	19 017	18 198
Dettes d'exploitation	20 817	21 445	23 576
Produits constatés d'avance	6 909	6 885	8 790
Autres passifs courants	2 269	4 913	2 914
TOTAL	48 250	64 518	58 042

Les dettes sur immobilisation en 2012 concernaient l'achat de barges pour 5 millions d'euros, le crédit vendeur et le complément de prix lié à l'acquisition des sociétés marocaines pour 4,2 millions d'euros, et l'option d'achat des minoritaires de la société SACMI pour 2,1 millions d'euros. Ces dettes ont été éteintes en 2013.

Les dettes d'exploitation enregistrent principalement les revenus dus aux investisseurs des activités Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret et Constructions Modulaires (18,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 19,5 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les autres passifs courants comprennent essentiellement les montants à reverser aux investisseurs.

NOTE 26. GESTION DES RISQUES

note 26.1. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques financiers et de marché incluent les risques de change, les risques de taux d'intérêt, les risques sur les actions détenues et le risque de contrepartie.

Les risques de taux et de change sont gérés de manière centralisée au sein du département Trésorerie et Financements qui les reporte mensuellement au comité de direction.

Les risques de taux et de change sont suivis à travers un reporting mensuel effectué par les filiales auprès du département Trésorerie et Financements, ce reporting inclut les prêts consentis par des établissements externes ainsi que les prêts conclus entre les filiales du Groupe. Ces informations sont vérifiées, analysées, consolidées et

transmises au comité de direction. Des suggestions quant à la gestion des risques de taux et de change sont émises par le département Trésorerie et Financements et les décisions sont prises par le comité de direction du Groupe. Les instruments bureautiques « standards » permettent de répondre de façon satisfaisante aux besoins du Groupe pour le suivi de ces risques.

note 26.2. RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est développé dans la note 18.1.3, page 76.

note 26.3. RISQUE DE LIQUIDITE ET DE CONTREPARTIE

■ Concernant le risque de liquidité,

il est géré par le département Trésorerie et Financements du Groupe qui dépend de la Direction Administrative et Financière du Groupe. La gestion de trésorerie globale au niveau du Groupe permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie afin de minimiser le recours aux emprunts financiers.

La gestion du risque de liquidité s'évalue à travers les besoins du Groupe ressortant du plan à 3 ans, du budget annuel de trésorerie et des prévisions mensuelles et hebdomadaires. L'ensemble des reportings est transmis au comité de direction du Groupe.

L'objectif en termes de gestion de trésorerie est de faire face aux échéances du Groupe tout en maintenant des marges de manœuvre décidées par le comité de direction du Groupe et en optimisant le coût financier de la dette.

À cet effet, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées par ses partenaires bancaires qui se déclinent en emprunts bancaires de type revolving pour le préfinancement de ses actifs, en lignes de financements d'actifs de type location financements et d'emprunts obligataires afin d'adosser au mieux le service des dettes et les revenus générés par les actifs.

L'ensemble des financements est négocié ou validé par le département Trésorerie et Financements afin de maîtriser les engagements juridiques et financiers (sur bilan et hors bilan) pris par le Groupe.

Certains emprunts incluent des clauses de conditionnalité sur les tirages (éligibilité des actifs) et d'autres incluent des engagements financiers (ratios) que le Groupe doit respecter, tel qu'exposé dans la note 18.2.3.

À court terme les principaux risques de liquidité du Groupe sont liés à la non-reconduction de lignes revolving et au

(en millions d'euros)	TOTAL	2014	2015	2016	2017	2018	+ 5 ans
Dettes avec recours	274,3	61,9	35,1	98,6	20,7	33,9	24,2
Dettes sans recours	177,1	79,0	55,6	13,0	5,4	12,9	11,1
TOTAL	451,4	140,9	90,7	111,6	26,2	46,8	35,3

D'une façon générale, le risque de liquidité est limité du fait de la capacité du Groupe à vendre ou à refinancer ses actifs. Le Groupe exploite en effet des actifs standardisés et à faible technologie qui conservent des valeurs résiduelles relativement élevées dans un marché assez liquide.

■ Concernant le risque de contrepartie pour le Groupe,

il peut se traduire de 3 manières principales :

- annulation des lignes de crédit confirmées suite à une défaillance d'un prêteur,
- défaut de la contrepartie dans le déboucement d'un instrument dérivé négocié de gré à gré,
- non-remboursement des excédents de trésorerie placés au comptant ou à terme auprès d'un organisme financier ou dans le cadre d'un investissement.

Le Groupe privilégie les relations financières avec les relations bancaires de premier plan c'est-à-dire bénéficiant des meilleures notations financières auprès des agences de notation internationales tant pour ces facilités de crédit renouvelables que pour la négociation de gré à gré des instruments dérivés de couverture.

refinancement des lignes revolving sans recours de préfinancement de wagons (échéance en mai 2014) et conteneurs (échéance juin 2014). Les échéances théoriques sur l'année 2014 sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	
Échéances crédit moyen long terme avec recours	38,9
Échéances crédit court terme confirmé avec recours	10,5
Échéances dettes sans recours	79,0
Échéances crédit renouvelable annuellement	15,4
TOTAL	143,9
Frais financiers estimés	15,9
TOTAL	159,8

À fin décembre 2013, le Groupe a sur son bilan 54 millions d'euros de trésorerie, compte plus de 45 millions d'euros de lignes disponibles pour faire face à ses besoins de trésorerie et 71 millions d'euros d'actifs en stock destinés à être vendus à des investisseurs.

Le Groupe estime que le risque de non-reconduction des lignes court terme arrivant à échéance est faible et rappelle que l'utilisation de ces lignes à caractère revolving dépend des besoins de préfinancement d'actifs et donc de ses investissements ou portage d'actifs temporairement sur son bilan.

Un risque de liquidité peut survenir si le Groupe est dans l'impossibilité d'utiliser les facilités de crédit renouvelable de financements d'actifs du fait de son incapacité à respecter les critères d'éligibilité conditionnant l'utilisation de ces lignes de financements.

À plus long terme, le risque de liquidité réside dans un adossement inapproprié des revenus générés par ses actifs en location et des échéances de financement.

Les échéances de l'endettement sont les suivantes :

Le Groupe ne place ses excédents que dans des produits de placement monétaires non dynamiques auprès de banques de premier rang au comptant ou à terme.

Dès lors, le Groupe se considère faiblement exposé au risque de contrepartie et n'utilise aucun instrument dérivé pour gérer ce risque de contrepartie.

note 26.4. RISQUE DE TAUX

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissement, le Groupe TOUAX a recours à des emprunts. Une partie importante de ses emprunts peut être conclue à taux variable. L'essentiel du risque de taux du Groupe est lié à ses emprunts à taux variable.

Afin de limiter l'impact négatif d'une remontée des taux court terme, le Groupe applique une politique de gestion non spéculative des taux en utilisant des instruments dérivés standards (plain vanilla) et en négociant ses nouveaux emprunts à taux fixe ou variable en fonction de la volonté de modifier la répartition taux fixe - taux variable de sa dette.

Afin de limiter le recours aux opérations de marché, le Groupe essaie également de négocier des emprunts qui permettent la modification de l'indexation des intérêts de taux variable à taux fixe.

En 2013, le Groupe n'a pas eu recours à de nouveaux instruments dérivés de taux. Les couvertures mises en place les années précédentes continuent de produire leurs effets pour couvrir le crédit syndiqué de 43 millions d'euros finalisé en avril et un financement long terme de conteneurs maritimes pour 12 millions d'euros. À fin 2013, la dette à taux fixe (après opérations de couverture) représente 61 % de la dette globale contre 63 % à fin 2012. La dette long terme à taux fixe représente 94 % de la dette long terme globale contre 93 % à fin 2012.

Les instruments financiers hors bilan ont les caractéristiques suivantes au 31 décembre 2013 :

(en milliers d'euros)	Montant nominal	Montant nominal réparti par échéance			Valorisation au 31/12/13
		<1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Swaps de taux emprunteur taux fixe / prêteur taux variable					
EUR Euribor / taux fixe	84 183	12 395	71 788		
USD Libor / taux fixe	7 806	918	3 673	3 214	
PLN Wibor / taux fixe	2 398	1 309	1 089		
TOTAL COUVERTURES DE TAUX D'INTÉRÊT	94 387	14 622	76 550	3 214	- 1 302

L'ensemble des instruments dérivés de taux d'intérêt valide les critères de la comptabilité de couverture (couverture des flux de trésorerie) dans la mesure où ces instruments sont

négociés pour refléter parfaitement les échéanciers des dettes à taux variables qu'ils couvrent.

Les impacts des instruments dérivés sur la dette brute par devise sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Montants au 31 décembre 2013		
	avant opérations de couverture	Impact des dérivés	après opérations de couverture
Euro à taux fixe	138 757	84 183	222 940
Euro à taux variable	218 222	-84 183	134 039
Dollar à taux fixe	24 661	7 806	32 467
Dollar à taux variable	44 770	-7 806	36 964
Zloty à taux fixe	6 268	2 398	8 666
Zloty à taux variable	7 670	-2 398	5 271
Autres devises à taux fixe	11 571		11 571
Autres devises à taux variable	1 541		1 541
TOTAL dette à taux fixe	181 258	94 387	275 644
TOTAL dette à taux variable	272 202	-94 387	177 815
TOTAL DETTE	453 460		453 460

■ Sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt

Une hausse de 100 points de base des taux court terme aurait un impact direct sur la charge financière du Groupe de près de 1,4 million d'euros au 31 décembre 2013 soit environ 9 % des frais financiers théoriques.

Ce calcul théorique est établi après prise en compte de la trésorerie (et équivalents) et des instruments dérivés, en prenant comme hypothèse que la dette nette reste stable et que les dettes à taux fixe arrivant à échéance sont remplacées par des dettes à taux variable.

note 26.5. RISQUE DE CHANGE

Du fait de sa présence internationale, le Groupe TOUAX est exposé aux variations des devises, en effet en fonction des années, le dollar américain peut représenter près de 50 % du chiffre d'affaires du Groupe et une partie significative des revenus du Groupe est générée en couronne tchèque et zloty polonais.

Le Groupe s'estime, malgré cela, assez peu soumis au risque de change opérationnel car la plupart des charges est générée dans la même devise que les revenus, de même le

■ Couverture du risque de taux d'intérêt

Le Groupe se finance à la fois à taux variable et à taux fixe et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments sont principalement des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), mais le Groupe peut occasionnellement avoir recours à des options de taux d'intérêts (achat de cap ou de tunnels). Ces instruments sont négociés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang.

Groupe finance ses actifs dans la même devise que les revenus.

Pour autant, le Groupe peut être amené à mettre en place des couvertures budgétaires ou à la commande lorsque des risques de change opérationnels sont identifiés. Les instruments de couverture utilisés dans ce cas sont des opérations d'achat ou vente à terme ou des options standards (plain vanilla).

Les principaux risques de change opérationnels du Groupe recensés sont liés à :

- la structure des frais généraux de l'activité Conteneurs Maritimes en grande partie en euro alors que les revenus sont en dollar américain ;
- la fabrication de constructions modulaires avec la couronne tchèque comme devise principale et leur commercialisation en euro.

Il n'y a pas de couverture de risque de change opérationnel au 31 décembre 2013.

Le Groupe a pour objectif de minimiser les risques de change de type financier c'est-à-dire les risques liés aux actifs ou passifs financiers en devise dont les variations affectent le résultat financier. Les positions bilancieller en devise sont suivies mensuellement et reportées au comité de direction. Au 31 décembre 2013, ces positions ne sont pas significatives.

Du fait de ses implantations dans différents pays, le Groupe est soumis au risque de change lié à ses investissements dans les filiales étrangères, ce risque se matérialise par des variations des fonds propres du Groupe (règle de l'investissement net) ainsi que lors de la conversion en euro des résultats de la filiale dans la maison mère.

Le Groupe ne couvre pas le risque de change pesant sur ses fonds propres, mais il a par le passé plusieurs fois couvert le risque de conversion en euros du résultat en devises de certaines de ses filiales grâce à des options achetées auprès de contreparties de premier plan en prenant comme Le portefeuille des opérations de change à terme de devises au 31 décembre 2013 se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)		
	Montant nominal	Echeance maximum
Portefeuille d'achat à terme USD	52 266	04/03/2014
Portefeuille d'achat à terme PLN	241	18/02/2014
Portefeuille d'achat à terme CZK	2 074	30/01/2014
MONTANT TOTAL DES PORTEFEUILLES D'ACHAT À TERME	54 582	
Portefeuille de vente à terme USD	16 756	31/01/2014
Portefeuille de vente à terme PLN	843	18/02/2014
Portefeuille de vente à terme CZK	1 868	05/02/2014
MONTANT TOTAL DES PORTEFEUILLES DE VENTE À TERME	19 467	

➤ Couverture de juste valeur

(En milliers d'euros)	2013
Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	181
Variation de juste valeur de l'élément couvert	(197)
IMPACT NET EN RÉSULTAT DES COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	(16)

L'impact net en résultat de la couverture de juste valeur correspond à la part inefficace de la couverture.

■ Sensibilité du taux de change sur le résultat opérationnel courant et sur les capitaux propres

L'exposition du Groupe aux variations des cours de change est principalement concentrée sur l'évolution du dollar américain, de la couronne tchèque et du zloty polonais. Les

référence le résultat budgété de ces entités. Le Groupe n'a au 31 décembre 2013 pris aucune position de couverture des résultats en devises budgétés en 2014.

Dans le cadre de sa gestion globale de trésorerie, le Groupe est amené à changer les excédents d'une devise en euro dans un souci de minimiser les frais financiers et le recours à la dette bancaire. Dans le cadre de cette gestion de trésorerie multidevise, le Groupe met régulièrement en place des contrats à terme qui permettent de compenser les variations de valeur des prêts et emprunts inter-sociétés. Ces contrats à terme sont réalisés avec des contreparties bancaires de premier plan.

■ Couverture du risque de change

Le Groupe met donc régulièrement en place des opérations de change à terme pour couvrir les expositions liées à la gestion de sa trésorerie en devises (USD, CZK et PLN).

autres devises étrangères ne sont pas significatives. La parité utilisée pour la conversion en euro des comptes des filiales en devise, présente la sensibilité suivante sur les résultats du Groupe ainsi que les capitaux propres – part du Groupe – si elle se dépréciait de 10 % :

	Impact sur le résultat opérationnel courant	Impact sur les capitaux propres - part du groupe
Baisse de 10% du dollar américain	-11,10%	-4,00%
Baisse de 10% de la couronne tchèque	-0,68%	-0,46%
Baisse de 10% du zloty polonais	0,65%	-0,40%

L'activité Constructions Modulaires est principalement libellée en euro, en couronne tchèque et en zloty polonais. Les activités Barges Fluviales et Wagons de Fret sont principalement libellées en euro en Europe et en dollar américain aux États-Unis et en Amérique du Sud. L'activité de location et vente de Conteneurs Maritimes est internationale, et est en majorité libellée en dollar américain, le reste étant facturé dans environ 25 devises internationales, les conteneurs pouvant être restitués dans environ 25 pays différents.

Concernant les actifs et les passifs à long terme, la politique du Groupe est de corréler les actifs immobilisés libellés dans une devise avec des emprunts libellés dans la même devise pour ne pas être exposé à un risque de change.

note 26.6. RISQUE SUR ACTIONS

Le risque sur actions correspond à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

La stratégie d'investissement du Groupe prévoit des placements de la trésorerie excédentaire uniquement dans des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) monétaires pour une courte durée. Le Groupe n'effectue pas d'opérations sur les marchés financiers d'actions.

Le principal risque sur actions se limite au contrat de liquidité que le Groupe a signé avec un prestataire de service d'investissement. Les montants aujourd'hui investis ne génèrent pas de risque significatif pour le Groupe.

note 26.7. RISQUE DE VOLATILITE DES PRIX DES MATIERES PREMIERES

Ce risque est développé dans le paragraphe 4.4.6 du présent document.

note 26.8. RISQUE FISCAL

En juillet 2012, TOUAX SCA et TOUAX Solutions Modulaires ont reçu des propositions de rectification requalifiant des contrats de prestations de services en société en participation. Le Groupe considère la position de l'administration fiscale infondée en s'appuyant sur l'analyse du contrat et sur un jugement d'une affaire similaire perdue par l'administration. Le Groupe utilise aujourd'hui les recours hiérarchiques pour se défendre. Une mise en recouvrement a été reçue et des garanties bancaires ont été émises par le Groupe. Les derniers contacts avec l'administration sont positifs pour le Groupe.

Par ailleurs, TOUAX SCA et ses filiales françaises ont fait l'objet d'une visite et d'une saisie de la part de l'administration fiscale française en juillet 2012 puis TOUAX SCA a reçu un avis de vérification le 27 décembre 2012. Après vérification, l'administration fiscale a confirmé le Groupe dans son analyse et un avis d'absence de rectification a été reçu en février 2014.

NOTE 27. PARTIES LIEES IAS 24

La définition retenue pour les parties liées est celle de la norme IAS 24.9. Les parties liées correspondent aux principaux dirigeants de TOUAX SCA ayant une autorité et une responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Groupe. Les dirigeants répondant à cette définition sont Fabrice et Raphaël WALEWSKI, Gérants de TOUAX SCA ainsi que la Société Holding de Gestion et de Participation et la Société Holding de Gestion et de Location, associés commandités. Les membres du Conseil de Surveillance, de par leur fonction de contrôle, sont également considérés comme parties liées.

Le montant alloué aux associés commandités en 2013 au titre de 2012 pour la rémunération statutaire est de 892 milliers d'euros.

Une partie liée a une influence notable si elle a le pouvoir de participer aux décisions politiques financières et opérationnelles, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. Cette influence est présumée comme notable dès

qu'une personne morale ou physique, ou un groupe de personnes, détient plus de 20 % des droits de vote : Alexandre, Fabrice et Raphaël WALEWSKI agissant de concert détiennent directement et indirectement plus de 20 % des actions.

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées.

La rémunération des principaux dirigeants n'incorpore aucun des cinq critères de la norme IAS 24.16 : avantages à court terme, avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat de travail et paiements en actions. Les dirigeants ne bénéficient d'aucun de ces avantages. (cf. détails chapitre 15 page 39).

Une transaction a été indirectement conclue entre TOUAX SCA et ses Gérants, au travers d'une société civile immobilière, relative à la location des locaux Tour Franklin pour 1 291 milliers d'euros annuels.

À fin 2013, des matériels, pour une valeur brute de 500 milliers d'euros, appartenant à une société commanditée sont gérés par le Groupe. Ces investissements ont généré un revenu total de 28 milliers d'euros environ. Aucun avantage n'est consenti dans ce cadre à cette société commanditée, la gestion de ces matériels étant réalisée aux mêmes conditions que celle réalisée pour le compte de tiers. La gestion de ces matériels est, par ailleurs, encadrée par une charte déontologique visée par le Conseil de Surveillance.

La rémunération totale des mandataires sociaux s'élève à 867,2 milliers d'euros en 2013.

Les engagements de départ en retraite et de retraite complémentaire du comité de direction ne sont pas significatifs (indemnités légales de départ à la retraite). Il n'existe aucun plan de stock-option dans TOUAX SCA.

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance est détaillée dans le chapitre 15 page 39. Elle s'élève à 63 milliers d'euros.

Les relations entre société mère et filiales sont développées dans le paragraphe 7.2 page 34 du présent document de référence et dans la note 26.6 page 103 de l'annexe des comptes sociaux.

NOTE 28. ENGAGEMENTS HORS BILAN

La présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

note 28.1. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE NON CAPITALISES

<i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	à - d'un an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Location simple avec recours	23 938	5 980	14 955	3 003
Location simple sans recours contre le Groupe	45 507	12 977	32 530	
<i>Dont conteneurs maritimes</i>	44 782	12 639	32 143	
<i>Dont wagons de fret</i>	726	339	387	
TOTAL	69 445	18 957	47 485	3 003

Sans recours contre le Groupe : l'obligation faite au Groupe de verser les loyers aux établissements financiers est suspendue lorsque les clients sous-locataires ne respectent pas leurs propres obligations contractuelles de paiement.

note 28.2. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

■ Garanties bancaires émises pour le compte du Groupe au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	Montant	Échéance maximale
Garanties bancaires	7 250	
Constructions Modulaires	6 650	2018
Barges Fluviales	490	2014
Wagons de Fret	110	2014

■ Commandes fermes de matériels

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2013 s'élèvent à 23,6 millions d'euros, dont 450 milliers d'euros de wagons de fret, 3,1 millions d'euros de constructions modulaires, 450 milliers d'euros de barges fluviales et 19,58 millions d'euros de conteneurs maritimes.

note 28.3. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

■ Les contrats de location opérationnelle non résiliables

Les règlements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de location simple s'élèvent à 239 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2013
0-6 mois	26 992	6 825	3 609	10 815	48 241
6 mois - 1 an	22 140	5 016	3 189	8 353	38 698
Entre 1 et 5 ans	104 607	6 508	17 831	9 322	138 269
Plus de 5 ans	4 734	141	8 499		13 374
TOTAL LOYERS OPÉRATIONNELS	158 473	18 491	33 128	28 490	238 582

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2012
0-6 mois	26 903	9 728	2 956	11 929	51 516
6 mois - 1 an	21 467	5 230	2 722	9 419	38 837
Entre 1 et 5 ans	102 745	6 970	17 414	14 377	141 505
Plus de 5 ans	18 859	2	13 071		31 933
TOTAL LOYERS OPÉRATIONNELS	169 974	21 929	36 162	35 725	263 791

(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2011
0-6 mois	25 828	9 470	1 940	12 014	49 252
6 mois - 1 an	19 987	7 254	1 639	9 164	38 042
Entre 1 et 5 ans	71 054	12 387	6 068	12 619	102 128
Plus de 5 ans	7 644	11	2 665		10 320
TOTAL LOYERS OPÉRATIONNEL	124 514	29 122	12 311	33 796	199 742

■ Contrats de location financement déconsolidés

Le Groupe qualifie les contrats de location financement déconsolidés lorsqu'il y a cession d'une créance de location financement à un organisme financier ou à un investisseur, et qu'elle répond aux conditions de décomptabilisation d'un actif financier définies par IAS 39 § 18b ; §19 et §20. Ces contrats sont alors sans recours contre le Groupe.

Les loyers perçus sont constatés en chiffre d'affaires locatif.

Les loyers restant à recevoir au titre de ces contrats sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Loyers à recevoir au 31/12/2013	A 1 an	De 1 à 5 ans	A + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	46 484	12 795	33 594	96
Wagons de Fret	831	390	442	
TOTAL	47 315	13 185	34 035	96

(en milliers d'euros)	Loyers à recevoir au 31/12/2012	A 1 an	De 1 à 5 ans	A + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	61 647	14 137	44 870	2 639
Wagons de Fret	3 605	2 736	869	
TOTAL	65 252	16 873	45 739	2 639

(en milliers d'euros)	Loyers à recevoir au 31/12/2011	A 1 an	De 1 à 5 ans	A + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	76 930	14 506	53 374	9 050
Wagons de Fret	6 952	3 320	3 632	
TOTAL	83 882	17 826	57 006	9 050

note 28.4. SURETES REELLES DONNEES

En garantie des concours financiers accordés pour le financement des actifs du Groupe en propriété (hors crédit-bail), les filiales du Groupe ont donné les sûretés suivantes :

(en milliers d'euros)	Année d'origine	Échéance	31 décembre 2013		
			Actif nanti (valeur brute)	TOTAL du poste du bilan (valeur brute)	%
Hypothèques (barges fluviales)					
	2005	2016	1 668		
	2012	2020	4 133		
	2012	2019	8 092		
	2013	2020	8 092		
TOTAL			21 985	74 616	29,5%
Nantissement d'actifs corporels					
Constructions Modulaires				324 440	
	2009	2014	5 020		
	2005	2016	4 772		
	2011	2016	2 735		
	2010	2017	3 000		
	2011	2020	7 246		
	2012	2020	3 753		
Conteneurs Maritimes				76 182	
	2012	2015	39 220		
	2008	2016	3 626		
	2012	2019	13 995		
Wagons de Fret				253 078	
	2010	2014	64 178		
	2006	2016	14 530		
	2008	2018	34 269		
	2011	2021	16 343		
	2012	2015	91 848		
TOTAL			304 534	653 700	46,6%

La levée des sûretés réelles données (hypothèques, nantissements et autres garanties) est conditionnée au remboursement des concours financiers accordés. Aucune autre condition particulière n'est à noter.

note 28.5. CAUTIONS ET GARANTIES

Les cautions et garanties sont données par la société mère en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales.

(en milliers d'euros)	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	TOTAL
Garanties données aux banques en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales	49 376	152 400	87 354	289 130

Les encours restant dus, correspondant à ces engagements donnés aux filiales, sont de 156,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Les cautions et garanties données par TOUAX SCA sont listées au paragraphe 7.2 page 33.

note 28.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES EN MATIERE DE CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CAPITALISE)

(en milliers d'euros)	2013
VALEUR D'ORIGINE	200 265
Dotation aux amortissements de l'exercice	8 893
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	44 505
VALEUR NETTE COMPTABLE	155 760

(en milliers d'euros)	Matériel de location	Intérêts	Valeur actualisée des paiements futurs	Valeur résiduelle
2014	26 372	3 974	22 399	137
2015	23 651	2 888	20 764	122
2016	19 583	1 919	17 663	580
2017	13 481	1 202	12 279	116
2018	8 780	712	8 068	422
Plus de 5 ans	12 413	480	11 933	155
TOTAL	104 280	11 174	93 106	1 532

MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE

(amortissements & frais financiers) 27 585

NOTE 29. AUTRES INFORMATIONS**note 29.1. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR MODUL FINANCE I**

Le Groupe TOUAX a réalisé, en décembre 1997 et au cours de l'exercice 1998, une opération de titrisation d'actifs (asset backed securitization) en cédant un total de 7 869 constructions modulaires d'une valeur de 42 millions d'euros à un Groupement d'Intérêt Économique de droit français désigné Modul Finance I. Les membres du GIE sont, à l'origine, des investisseurs à hauteur de 90 % et le Groupe pour le solde.

Dans le cadre d'un contrat de gestion opérationnelle, Modul Finance I a confié au Groupe la gestion, la location et plus généralement l'exploitation des constructions modulaires. Il appartient au Groupe, en tant que commissionnaire, d'encaisser les revenus locatifs de ses clients, de payer les dépenses opérationnelles directement aux fournisseurs et d'organiser, 90 jours après la fin de chaque trimestre, le paiement du revenu locatif net distribuable à Modul Finance I, le commettant.

Le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur Modul Finance I, au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités Ad Hoc » et de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière, il ne faisait donc pas partie du périmètre de consolidation jusqu'au 31 décembre 2010.

Le 14 janvier 2011, la dette senior de Modul Finance I, représenté par les parts A du fonds commun de créances Moduloc a été majoritairement acquise indirectement par le Groupe TOUAX. Les porteurs de parts A du fonds commun de créances ont cédé leurs parts à une société de droit luxembourgeois, HPMF, laquelle a financé cette acquisition par l'émission d'obligations. Le Groupe TOUAX a souscrit à 85 % de cette émission d'obligation à hauteur de 7 048

milliers d'euros. TOUAX a parallèlement cédé sa participation dans Modul Finance I.

Le Groupe TOUAX ayant la majorité des risques et avantages liés à l'exploitation des actifs de l'entité Modul Finance I, celle-ci est intégrée globalement dans le périmètre de consolidation depuis 2011. Toutefois, les résultats de Modul Finance I sont intégralement constatés en minoritaire, le Groupe TOUAX n'ayant aucune participation dans cette entité.

note 29.2. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LE TRUST TLR 2001

Le 27 octobre 1999, le Groupe a réalisé une opération de titrisation de conteneurs maritimes (asset backed securitization), sous la forme d'un Trust enregistré au Delaware, aux États-Unis, et nommé « TOUAX Lease Receivables Master Trust 2000-1 » ci-après désigné Trust 2000. Pendant une période préalable appelée « warehouse period », courant du 27 octobre 1999 au 31 décembre 2001, le Trust 2000 a été financé entièrement par une banque européenne qui a souscrit à l'émission d'obligations (« notes ») et de certificats (« certificates ») pour financer l'achat de conteneurs maritimes, pour une valeur totale de 46,5 millions de dollars américains.

La clôture définitive du Trust 2000 a été réalisée en décembre 2001, grâce au refinancement des engagements de la banque qui avait souscrit les obligations et les certificats initiaux. Ce refinancement a nécessité la création d'un trust de substitution, le Trust 2001 (TLR Master Trust 2001) qui a racheté les actifs du Trust 2000. En février 2002, les créances et dettes des Trusts respectifs et du Groupe ont été soldées.

Le 27 janvier 2012, le Groupe a décidé de racheter les matériels du Trust 2001 sur la base d'un prix de marché.

La location des conteneurs du Trust par Gold Container a eu les implications suivantes dans les comptes du Groupe :

AU NIVEAU DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	<i>(en milliers d'euros)</i>	2011
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au Trust 01		1 815
Chiffre d'affaires des matériels vendus appartenant au Trust 01		219
Au niveau du chiffre d'affaires consolidé		2 034
Dépenses opérationnelles des matériels appartenant au Trust (1)		(276)
Au niveau des achats et autres charges externes consolidés		
Distributions au Trust (2) pour la part revenus locatifs		(1 375)
Distributions au Trust (2) pour la part des matériels vendus appartenant au Trust 2001		(186)
Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs		(1 561)
TOTAL DE LA COMMISSION DE GESTION REVENANT AU GROUPE (3)		198

(1) Les dépenses opérationnelles correspondaient aux frais de stockage et de maintenance, à la rémunération du réseau d'agents, et généralement à toutes les dépenses d'exploitation qui viennent contractuellement en diminution du revenu net distribuable au Trust.

(2) Les distributions au Trust correspondent aux revenus nets dégagés par l'exploitation des conteneurs, après déduction de la commission de gérance de Gold Container Corp. qui représentaient 1 561 milliers d'euros à fin décembre 2012.

(3) Le total correspondait aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au Trust 2001.

Le Groupe n'avait pas d'autre engagement sur le Trust que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

AU NIVEAU DU BILAN CONSOLIDÉ	<i>(en milliers d'euros)</i>	2011
Réserve de liquidité (4)		402
Au niveau des Immobilisations financières consolidées		402
Autres créances d'exploitation (5)		4
AU NIVEAU DE L'ACTIF CONSOLIDÉ		406
Au niveau des autres passifs financiers long-terme		
Revenus locatifs dus au Trust (6)		397
Revenus de total loss dus au Trust		37
Revenus des ventes de conteneurs dus au Trust (7)		53
Au niveau des Dettes d'exploitation consolidées		487
AU NIVEAU DU PASSIF CONSOLIDÉ		487

(4) Suite à la création du Trust 2001, les dépôts de garantie constitués pour le compte du Trust 2000 ont été libérés en 2002. Les dépôts de garantie constitués pour le Trust 2001 s'élèvent à 2,1 millions d'euros actualisés (3 millions en dollar et non actualisés). Ce dépôt de garantie a été entièrement déprécié au 31 décembre 2009 au vu de l'actualisation des flux futurs de trésorerie. Les autres passifs long terme ont été dépréciés pour le même montant.

Ce poste comprend également la lettre de crédit d'un montant de 402 milliers d'euros (520 milliers de dollars, non actualisés) que TOUAX SCA a constituée en faveur du Trust 2001, garantie par un dépôt sur un compte bancaire, remboursable à la fin de la durée de vie du Trust. Cette lettre de crédit a été remboursée en début d'année 2013 au moment du rachat de la flotte du Trust par le Groupe

(5) Les autres créances d'exploitation correspondaient aux paiements de frais juridiques pour le compte du Trust.

(6) Les revenus locatifs correspondaient aux revenus nets restant à verser au Trust à chaque clôture semestrielle. Le Groupe versait au Trust des acomptes mensuels sur les distributions à venir.

(7) Les revenus de ventes de conteneurs correspondaient aux produits de cession des conteneurs du Trust que le Groupe aura à reverser à celui-ci dès l'encaissement.

20.2. COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux de la société TOUAX SCA sont présentés selon les principes comptables généralement admis en France.

Compte de résultat				
note n°	(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
3	Chiffre d'affaires	2 147	2 307	2 663
4	Reprise de provisions et transfert de charges	191	520	40
5	Autres produits	51	75	20
	TOTAL produits d'exploitation	2 389	2 901	2 723
6	Autres charges d'exploitation	(2 159)	(2 129)	(1 552)
7	Impôts et taxes	(330)	(409)	(105)
8	Charges de personnel	(56)	(56)	(1 008)
9	Dotations aux amortissements	(434)	(305)	(505)
10	Dotations aux provisions d'exploitation	(26)	(283)	(520)
	TOTAL charges d'exploitation	(3 005)	(3 181)	(3 690)
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(616)	(280)	(967)
	Bénéfice attribué aux opérations en commun			
11	RÉSULTAT FINANCIER	3 291	5 064	5 321
	Résultat courant avant impôts	2 675	4 784	4 354
12	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			
13	Impôt sur les bénéfices	41	216	236
	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 716	5 001	4 590

Les notes jointes à l'annexe font partie intégrante des états financiers de la société

Bilan				
note n°	(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
	ACTIF			
14	Immobilisations incorporelles brutes			
	Amortissements immobilisations incorporelles			
	Immobilisations incorporelles nettes			
15	Immobilisations corporelles brutes	1 205	1 257	1 255
	Amortissements immobilisations corporelles	(863)	(871)	(790)
	Immobilisations corporelles nettes	342	386	466
16	Immobilisations financières	107 017	275 235	257 300
	Provisions immobilisations financières	(44)	(44)	(44)
	Immobilisations financières nettes	106 974	275 191	257 256
	TOTAL actif immobilisé	107 315	275 577	257 722
17	Clients et comptes rattachés	917	646	573
18	Autres créances d'exploitation	210 797	1 106	1 792
	Disponibilités et valeurs mobilières de placement	116	267	386
19	Charges constatées d'avance	303	308	290
	TOTAL actif circulant	212 134	2 327	3 042
19	Comptes de régularisation	1 369	1 118	452
	TOTAL DE L'ACTIF	320 818	279 022	261 216
	PASSIF			
	Capital social	47 070	45 922	45 766
	Réserves	35 191	36 329	38 348
	Report à nouveau	1 206	215	67
	Résultat de l'exercice	2 716	5 001	4 590
	Provisions règlementées			
20	Capitaux propres	86 183	87 466	88 771
	Emission de titres participatifs	33 861		
21	Autres fonds propres	33 861		
	Provisions pour risques	163	378	578
	Provisions pour charges	6	5	
22	TOTAL provisions pour risques et charges	169	383	578
23	Dettes financières	132 576	182 406	158 462
24	Dettes d'exploitation	67 766	8 517	13 406
25	Comptes de régularisation	264	250	
	TOTAL DU PASSIF	320 818	279 022	261 216

Les notes jointes à l'annexe font partie intégrante des états financiers de la société

Capacité d'autofinancement (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(335)	(221)	61
Loyers financiers et de crédit-bail			
Autres produits d'exploitation	38	75	20
Autres charges d'exploitation	(24)	(66)	(78)
Produits financiers	9 875	9 138	9 153
Charges financières	(6 643)	(3 989)	(3 808)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Impôts sur les bénéfices	41	216	236
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2 954	5 153	5 584

Tableau de financement (emplois & ressources) (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
EMPLOIS			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(3 759)	(6 694)	(6 631)
Remboursement d'apport			
Variation nette des immobilisations incorporelles & corporelles	(20)	(16)	(6)
Variation nette des immobilisations financières		(17 935)	(22 107)
Diminution des capitaux propres			
Charges à répartir	(687)	(846)	
Remboursement des dettes financières	(49 390)		
TOTAL DES EMPLOIS	(53 856)	(25 491)	(28 744)
RESSOURCES			
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 954	5 153	5 583
Variation nette des immobilisations incorporelles & corporelles	13		50
Variation nette des immobilisations financières	168 217		
Charges à répartir			(423)
Augmentation des capitaux propres	33 620	390	514
Augmentation des dettes financières		23 952	17 461
TOTAL DES RESSOURCES	204 804	29 494	23 185
VARIATION DU FOND DE ROULEMENT NET GLOBAL (emploi net)	150 948	4 003	(5 559)

Variation du fonds de roulement net global (en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Variation exploitation			
Variation des actifs d'exploitation			
- Stocks et en-cours			
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	209 982	(614)	477
Variation des dettes d'exploitation			
- Dettes fournisseurs & autres dettes d'exploitation	(59 248)	4 888	(10 882)
Variation nette exploitation	150 734	4 274	(10 405)
Variation hors exploitation			
- Variation des autres débiteurs	(174)	91	255
- Variation des autres créditeurs	(14)	(250)	317
Variation nette hors exploitation	(188)	(159)	572
BESOIN DE L'EXERCICE EN FONDS DE ROULEMENT			
DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT DANS L'EXERCICE	150 546	4 116	(9 833)
Variation nette trésorerie			
- Variation des disponibilités	(39)	(119)	95
- Variation des concours bancaires courants & des soldes créditeurs de ban	441	7	4 179
Variation nette Trésorerie	402	(112)	4 274
VARIATION DU FOND DE ROULEMENT NET GLOBAL (emploi net)	150 948	4 003	(5 559)

Les flux liés aux autres créances d'exploitation s'expliquent par la mise en place d'une convention de trésorerie Groupe provoquant un reclassement des créances intra groupes en exploitation, précédemment enregistrées en financier.

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Sauf mention contraire, tous les chiffres sont indiqués en milliers d'euros.

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS ET ÉVÉNEMENTS POSTCLÔTURE

Augmentation de capital suite à l'incorporation de prime d'émission

Le capital social a été augmenté au cours de l'exercice 2013, d'un montant de 1 148 048 euros par la création de 143 506 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été prélevée sur la prime d'émission.

Émission de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)

TOUAX SCA a émis pour 32,8 millions d'euros de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI). Les 1 311 titres perpétuels subordonnés d'une valeur nominale de 25 000 euros, permettent à TOUAX de se réserver le droit de les rembourser au pair à compter d'août 2019. Ces titres donneront droit à un coupon annuel à taux fixe de 7,95 % durant les 6 premières années. La subordination de ces instruments explique leur coupon plus élevé que celui des obligations seniors émises en 2012. Le paiement du coupon n'est obligatoire principalement qu'en cas de paiement de dividendes. Dans les comptes, à la clôture de l'exercice, ces titres sont comptabilisés en totalité en autre fonds propres. Ce type d'instrument financier, utilisé pour la première fois par TOUAX, est particulièrement adapté compte tenu de la durée de vie de ses actifs et des besoins de financement de sa croissance. Dans ce contexte, cette émission hybride permet d'optimiser la structure financière du Groupe et d'accompagner ses projets d'investissement à l'international. Cette émission donne également accès au Groupe à davantage de sources de financement sur les marchés de capitaux.

La société a enregistré à la clôture de l'exercice pour 1 086 milliers d'euros, le montant des coupons courus sur l'année, coupons qui seront versés en 2014.

Paiement d'un acompte sur dividendes

Le 15 janvier 2014, TOUAX SCA a versé un acompte sur dividendes de 0,25 euro par action, soit un montant de 1,5 million d'euros.

NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2013 sont établis conformément aux dispositions de la loi du 30 avril 1983, de son décret d'application du 29 novembre 1983, et des textes législatifs et réglementaires qui ont accompagné sa mise en place.

Les principes comptables sont détaillés dans les chapitres suivants.

note 2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et comprennent les logiciels acquis.

Ces actifs sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

note 2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le règlement CRC n°2002-10 du 12 décembre 2002, entré en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005, requiert d'identifier les

principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'immobilisation inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont déterminés suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs. La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

- Immeubles administratifs et commerciaux	20 ans
- Agencements et aménagements	10 ans
- Matériel de bureau et informatique	4 ans
- Mobilier de bureau	5 ans

note 2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation, établie en fonction des capitaux propres, des perspectives de développement et des plus-values latentes sur les actifs, est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Cette provision est reprise lorsque la valeur d'inventaire se réapprécie.

Les actions propres sont comptabilisées en immobilisations financières au coût historique (63 618 euros au 31 décembre 2013). Les années précédentes, les actions propres étaient comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement au coût historique (112 211 euros au 31 décembre 2012).

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de clôture est inférieur à la valeur d'achat.

note 2.4. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

note 2.5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode « premier entré - premier sorti ».

Si le cours du dernier jour de l'exercice est inférieur au prix d'achat des titres, une dépréciation est constituée pour couvrir la moins-value latente.

note 2.6. CAPITAUX PROPRES

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission.

note 2.7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les risques provisionnés sous cette rubrique se rapportent principalement à des risques sociaux, fiscaux et de change.

Le calcul des provisions pour risques et charges tient compte des dispositions du Règlement 00-06 du comité de la Réglementation Comptable relatif aux passifs.

note 2.8. OPERATIONS EN DEVISES

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre de l'exercice. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

Les pertes de change latentes sont provisionnées pour leur totalité, sauf dans le cas où ces pertes sont compensées par des gains de change latents, constatés sur des créances et dettes, ou des engagements hors bilans exprimés dans les mêmes devises, et dont les termes sont suffisamment proches.

note 2.9. ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La provision pour indemnités de retraite est calculée conformément aux règles d'évaluation de la norme IAS 19 révisée. La variation de la provision est enregistrée au compte

de résultat. Ces indemnités correspondent pour TOUAX aux seules indemnités de fin de carrières des salariés.

note 2.10. INTEGRATION FISCALE

La société a opté pour le régime fiscal de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts. Conformément à la convention d'intégration :

- la société est redevable vis-à-vis du Trésor de l'impôt sur les sociétés calculé sur la somme des résultats fiscaux des sociétés intégrées ;

- la méthode de comptabilisation de l'impôt appliquée par le Groupe est la méthode dite de la « neutralité ». Cette méthode consiste à faire comptabiliser l'impôt dû par les filiales intégrées comme si elles avaient été imposées séparément. La société TOUAX SCA enregistre son propre impôt et l'économie d'impôt (ou la charge complémentaire) provenant de l'application du régime.

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice sur le périmètre d'intégration.

note 2.11. CHARGES A REPARTIR

Les charges à répartir concernent des frais d'émission d'emprunt. Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie de l'emprunt.

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 3. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Immobilier	99	104	110
Prestations intragroupes	2 048	2 203	2 553
TOTAL	2 147	2 307	2 663

Immobilier

L'activité immobilière correspond à la location d'immeubles à usage privé ou de bureaux.

Prestations intragroupes

Les prestations intragroupes représentent la sous-location des bureaux et les services de conseil rendus par la société TOUAX SCA aux sociétés du Groupe.

NOTE 4. REPRISE DE PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Provision pour indemnité départ à la retraite	5	72	40
Autres provisions pour risques	186	448	
TOTAL reprises de provisions	191	520	40
Transferts de charges			
TOTAL transferts de charges	191	520	40

La reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite correspond en totalité à la provision constatée dans les comptes à la clôture précédente. Le montant de la provision à la clôture de l'exercice est de 5 milliers d'euros et a été constaté en totalité en dotation de l'exercice (note 10).

La reprise de provision pour risques correspond essentiellement pour 156 milliers d'euros à une reprise de provision pour risque suite à un contrôle fiscal. Ce montant correspond en totalité au montant du redressement reçu et comptabilisé sur l'exercice.

NOTE 5. AUTRES PRODUITS

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Produits divers	51	75	20
TOTAL	51	75	20

Sur l'exercice, ce poste enregistre les revenus de locations des immeubles non affectés aux activités professionnelles.

NOTE 6. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Achats de marchandises et de matières consommables			
Carburant et combustibles	3	8	8
Divers			
TOTAL	3	8	8
Services extérieurs			
Locations et redevances de crédit-bail	1 296	1 213	832
Entretien et réparations	9	20	14
Primes d'assurance	223	61	56
TOTAL	1 528	1 294	902
Autres services extérieurs			
Personnel extérieur à l'entreprise			
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	379	231	179
Publicité et publications	31	27	
Divers	155	502	399
TOTAL	565	760	579
Autres charges de gestion courante			
Créances irrécouvrables	18		
Jetons de présence		59	63
Diverses charges de gestion	45	7	
TOTAL	63	66	63
TOTAL AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 159	2 129	1 552

Location et redevance de crédit-bail

Ce poste comprend principalement la location de bureau. La société a emménagé en avril 2011 à la Défense Tour Franklin. Ces charges locatives sont en majorité refacturées aux filiales occupant les bureaux (cf. note 3).

Primes d'assurances

Ce poste comprend entre autres les primes d'assurance correspondant au contrat d'assurance couvrant les biens immobiliers loués par la société et les primes d'assurance couvrant la responsabilité civile des dirigeants dans le cadre de leur activité professionnelle.

Rémunérations d'intermédiaires et honoraires

Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires enregistrent les dépenses d'honoraires versés à des intervenants extérieurs dans le cadre de missions légales, d'assistance et de conseil.

Divers

Ce poste comprend principalement les frais ou commissions bancaires versés.

NOTE 7. IMPÔTS ET TAXES

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Sur rémunérations	14	207	18
Contribution économique territoriale et impôts fonciers	156	177	69
Autres taxes	160	25	18
TOTAL	330	409	105

La nette diminution du poste « Impôts et taxes sur rémunérations » s'explique par le versement sur l'exercice 2012, d'un montant de taxe sur les salaires couvrant des périodes antérieures.

Le poste « Autres taxes » enregistre principalement le versement d'un rappel de taxe professionnelle relative à l'année 2007. Ce montant était intégralement provisionné à la clôture de l'exercice précédent et la provision a fait l'objet, sur l'exercice, d'une reprise du même montant (cf. note 4).

NOTE 8. CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Salaires et rémunérations	39	40	765
Charges sociales	17	16	243
TOTAL	56	56	1 008

La variation des charges de personnel entre l'année 2011 et les deux années suivantes, s'explique par le transfert de la majorité des charges de personnel de la société à sa filiale TOUAX Corporate SAS.

NOTE 9. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Immobilier	54	51	50
Autres immobilisations	1	1	2
Charges à répartir	379	252	454
TOTAL	434	305	505

La dotation aux amortissements des charges d'exploitation à répartir correspond aux frais d'émission d'emprunts étalés sur la durée des emprunts correspondants.

NOTE 10. DOTATIONS AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Provisions pour risques clients	21		
Autres provisions pour risques et charges	5	283	520
TOTAL	26	283	520

La dotation aux provisions pour risques et charges comprend en totalité la provision pour engagements de retraite comptabilisée sur l'exercice.

NOTE 11. RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Dividendes et autres produits de participation	5 060	5 019	5 108
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers	4 676	3 487	3 877
Résultat de cession de V.M.P	(39)	(32)	(259)
Charges financières	(6 383)	(3 447)	(3 568)
Frais financiers nets	(1 746)	8	50
PROVISIONS			
Reprises	130	58	225
Dotations	(72)	(130)	(58)
Variation nette	58	(72)	168
ÉCARTS DE CHANGE			
Positifs	101	564	98
Négatifs	(182)	(455)	(103)
Différence nette de change	(81)	109	(5)
RÉSULTAT FINANCIER	3 291	5 064	5 321

note 11.1. DIVIDENDES ET QUOTE-PART DE RESULTAT

Au cours de l'exercice, la société a reçu des dividendes de ses filiales, soit 4 900 milliers d'euros de TOUAX Container Services et 160 milliers d'euros de TOUAX Capital.

note 11.2. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

La totalité des produits financiers est composée des intérêts financiers reçus sur des avances directes ou indirectes de fonds consenties par la société à ses filiales.

Les charges financières de l'exercice comprennent principalement :

- pour 3 983 milliers d'euros, les intérêts financiers sur des emprunts contractés auprès des établissements de crédit,
- pour 1 389 milliers d'euros, les intérêts financiers versés sur des avances de fonds mis directement ou indirectement à la disposition de la société par des sociétés du Groupe,
- pour 787 milliers d'euros les coupons à verser en 2014 sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée.

note 11.3. PROVISIONS

Les dotations et reprises de l'exercice correspondent à la variation de la provision pour perte de change.

note 11.4. ÉCART DE CHANGE

Sur l'exercice, le résultat de change net négatif de 81 milliers d'euros est principalement lié à l'impact de la variation sur l'exercice du dollar américain.

NOTE 12. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Depuis l'exercice 2002, et conformément aux recommandations de l'AMF, les cessions courantes d'actifs immobilisés et les autres opérations extraordinaires auparavant classées dans le résultat exceptionnel sont présentées par nature dans le résultat d'exploitation et le résultat financier.

NOTE 13. IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES

Comme indiqué dans la note 2.10, le Groupe a adopté la méthode dite de la « neutralité » pour la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés.

Le résultat comptable de la société avant impôt s'élève à 2 675 milliers d'euros. Compte tenu des réintégrations fiscales (173 milliers d'euros), des déductions fiscales (5 017 milliers d'euros), le résultat fiscal de l'exercice est une perte fiscale de 2 128 milliers d'euros.

Conformément à la convention d'intégration, la société TOUAX SCA a comptabilisé pour un montant de 154 milliers d'euros l'économie d'impôt du Groupe fiscal au titre de l'exercice 2013.

NOTES RELATIVES AU BILAN

ACTIF

NOTE 14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Néant.

NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

note 15.1. REPARTITION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	1 131	807	324	384	462
Autres immobilisations corporelles	74	56	18	2	4
TOTAL	1 205	863	342	386	466

Les mouvements liés aux immobilisations corporelles sont indiqués dans la note 15.2 et la note 15.3.

note 15.2. ACQUISITIONS EN 2013

(en milliers d'euros)	Acquisitions
Autres immobilisations corporelles	20
TOTAL	20

note 15.3. CESSIONS ET REDUCTIONS EN 2013

La société a procédé, sur l'exercice, à la cession d'un terrain inscrit à l'actif pour 40 milliers d'euros et à des mises au rebut pour 33 milliers d'euros. Ces biens étaient totalement amortis dans les comptes.

NOTE 16. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Participations	102 836		102 836	102 836	101 035
Prêts et créances rattachés à des participations	3 712		3 712	171 993	155 826
Autres prêts et immobilisations financières	469	44	425	361	395
TOTAL	107 017	44	106 973	275 190	257 256

note 16.1. TITRES DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Europe					
TOUAX Corporate SAS	2 591		2 591	2 591	2 591
TOUAX Container Services SAS	19 057		19 057	19 057	19 057
TOUAX Solutions Modulaires SAS	26 378		26 378	26 378	26 379
TOUAX River Barges SAS	23 419		23 419	23 419	23 419
TOUAX Rail Ltd	31 325		31 325	31 325	29 521
Divers	1		1	1	3
International					
TOUAX Capital SA	65		65	65	65
TOTAL	102 836		102 836	102 836	101 035

note 16.2. PRETS ET CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	2013			2012	2011
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
TOUAX Solutions Modulaires SAS				86 280	84 896
TOUAX River Barges SAS				12 201	20 015
TOUAX Rail Ltd				69 961	46 645
TOUAX Container Services SAS					875
TOUAX Corporation	3 712		3 712	3 550	3 396
TOTAL	3 712		3 712	171 993	155 827

Au cours de l'exercice 2013, une convention de trésorerie a été conclue entre la société et toutes les sociétés du Groupe. Les montants des fonds avancés directement ou indirectement de façon temporaire par la société aux sociétés du Groupe et le montant des fonds mis directement ou indirectement à la disposition de la société par les sociétés du Groupe sont enregistrés à la clôture de l'exercice en « autres créances » et en « autres dettes ». Les années précédentes ces flux étaient enregistrés en « Immobilisations financières » ou en « dettes financières ».

note 16.3. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2013, les autres immobilisations financières s'élèvent à 469 milliers d'euros en valeur nette. Elles se décomposent de la façon suivante :

- 306 milliers d'euros pour des dépôts et cautionnements divers ;
- 99 milliers d'euros de contribution à l'effort de construction ;
- 64 milliers d'euros d'actions propres détenues à la clôture.

NOTE 17. VENTILATION DES COMPTES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES PAR ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Divers	52	20	32	65		65	52		52
Intragroupe	885		885	581		581	521		521
TOTAL	937	20	917	646		646	573		573

Le poste divers est composé des créances clients relatives à l'activité immobilière, ces créances sont à moins d'un an.

clôture de l'exercice, ces créances intragroupes sont toutes à moins d'un an.

Les créances intragroupes correspondent à la facturation du service rendu par la société aux sociétés du Groupe. À la

NOTE 18. AUTRES CRÉANCES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Etat et organismes sociaux	92		92	147		147			
Quote-part des opérations faites en commun							40		40
Créances intragroupes	210 543		210 543	773		773	1 316		1 316
Débiteurs divers	162		162	186		186	435		435
TOTAL	210 797		210 797	1 106		1 106	1 792		1 792

Les autres créances sont majoritairement à moins d'un an.

note 18.1. ÉTAT ET ORGANISMES SOCIAUX

Ce montant correspond pour la totalité à de la TVA à récupérer par la société.

note 18.2. QUOTE-PART DES OPERATIONS FAITES EN COMMUN

La quote-part des opérations faites en commun correspondait au cumul des résultats de la filiale SCI Immobilière Arago 97. Cette SCI immobilière a été liquidée au cours de l'exercice 2012.

note 18.3. CREANCES INTRAGROUPES

L'augmentation du poste s'explique par la mise en place sur l'exercice d'une convention de trésorerie entre la société et les sociétés du groupe (cf. note 16.2).

NOTE 19. COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Charges constatées d'avance	303	308	290
Charges à répartir	1 296	988	395
Écart de conversion actif	73	130	58
TOTAL	1 672	1 427	742

Les charges constatées d'avance sont composées principalement des loyers des bureaux et des primes d'assurances pour la quote-part relative à l'année 2014.

Les charges à répartir correspondent aux frais d'émission d'emprunt étalés sur la durée de l'emprunt. Sur l'exercice, les mouvements de ce poste sont :

- 687 milliers d'euros d'augmentation correspondant aux frais d'émission sur des nouveaux emprunts contractés au cours de l'exercice,
- 379 milliers d'euros de diminution correspondant au montant des frais amortis au cours de l'exercice.

NOTE 20. CAPITAUX PROPRES

note 20.1. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	01.01.2013	Affectation du résultat 2012	Augmentation du capital	Autres mouvements	31.12.2013
Capital social	45 923		1 148		47 071
Primes d'émission et de fusion	33 614			(1 388)	32 226
Réserve légale	2 389	251			2 640
Autres réserves	324				324
Report à nouveau	215	991			1 206
Résultat de l'exercice	5 001	(5 001)		2 716	2 716
Rémunération statutaire des commandités		891			
Dividendes distribués		2 868			
TOTAL	87 466		1 148	1 328	86 183

note 20.2. VARIATION DU CAPITAL SOCIAL

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe sur les comptes sociaux, le capital social a été augmenté au cours de l'exercice 2013, d'un montant de 1 148 048 euros par la création de 143 506 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été prélevée sur la prime d'émission, qui a diminué d'autant

(en euros)	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominale de l'action	Montant total du capital
Capital social au 31.12.2009	5 687 826	8	45 502 608
Augmentation de capital :	7 850	8	62 800
Capital social au 31.12.2010	5 695 651	8	45 565 208
Augmentation de capital :	25 098	8	200 784
Capital social au 31.12.2011	5 720 749	8	45 765 992
Augmentation de capital :	19 518	8	156 144
Capital social au 31.12.2012	5 740 267	8	45 922 136
Augmentation de capital :	143 506	8	1 148 048
Capital social au 31.12.2013	5 883 773	8	47 070 184

NOTE 21. AUTRES FONDS PROPRES

La société a émis au cours de l'exercice pour 32,8 millions d'euros de TSSDI (cf. note 1). Ces titres ainsi que le montant des coupons courus à la clôture de l'exercice, soit 1 086 milliers d'euros, ont été comptabilisés, compte tenu des caractéristiques de cette émission, en autres fonds propres.

NOTE 22. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	Provisions au 01/01/2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions au 31/12/2013
Risque fiscal	248		(156)	92
Écart de conversion	130	71	(130)	71
Engagement retraite	5	6	(5)	6
TOTAL	383	77	(291)	169

Les provisions sont comptabilisées conformément au règlement CRC 00-06.

La comptabilisation des engagements de retraite est conforme à la recommandation n° 03-R-01 du CNC. Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraites sont les suivantes :

- L'ancienneté des salariés est calculée selon un coefficient de probabilité appliqué à des tranches d'âge,
- Un taux d'actualisation de 3,102 %,
- Un taux de revalorisation des salaires de 0,6 %,
- Un départ à la retraite à 65 ans.

NOTE 23. DETTES FINANCIÈRES

note 23.1. ANALYSE PAR CATEGORIE DE DETTES

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Emprunt obligataire	22 280 (1)	22 000	40 470 (2)
Emprunts à moyen terme auprès des établissements de crédit			
Emprunts à court terme	105 599	125 100	69 733
Concours bancaires courants et intérêts courus à payer	4 479	4 919	4 927
TOTAL des emprunts	132 358	152 019	115 130
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	7	7	7
Dépôts de garantie reçus Intragroupe	211	211	211
Dettes intragroupes		30 170	43 115
TOTAL des autres dettes	218	30 388	43 332
TOTAL	132 576	182 407	158 462

(1) dont 280 K€ d'intérêts courus

(2) dont 76 K€ d'intérêts courus

La baisse du poste « dettes intragroupes », s'explique par la mise en place sur l'exercice d'une convention de trésorerie entre la société et l'ensemble des sociétés du Groupe. Le montant des avances directes ou indirectes consenties par la société aux sociétés du Groupe et le montant des fonds mis directement ou indirectement à la disposition de la société

par les sociétés du Groupe sont comptabilisées en « autres créances » ou en « autres dettes ». Les années précédentes, en l'absence de convention de trésorerie, ces sommes étaient comptabilisées en « immobilisations financières » ou en « dettes financières ».

note 23.2. ANALYSE PAR ECHEANCE DE REMBOURSEMENT

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
2011			
2012			62 630
2013		32 419	
2014	20 949	8 600	
2015	8 600	8 600	
2016	76 100	76 100	52 500
2017	4 300	4 300	
2018	21 675		
Plus de 5 ans		22 000	
TOTAL	131 624	152 019	115 130

La différence entre le total des emprunts (note 23.1) et le total des emprunts par échéance s'explique par le montant des intérêts courus provisionnés dans les comptes à la clôture de l'exercice.

Les dettes financières à échoir en 2014 sont composées à hauteur de 7,7 millions d'euros de crédits renouvelables annuellement.

note 23.3. ANALYSE PAR DEVISE DE REMBOURSEMENT

La dette financière est libellée en euros.

note 23.4. ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT

Endettement net bancaire

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Dettes financières bancaires	132 358	152 019	115 130
Valeurs mobilières de placement		(112)	(141)
Disponibilités	(116)	(155)	(245)
ENDETTEMENT NET BANCAIRE	132 242	151 752	114 744

Endettement net

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Endettement net bancaire	132 242	151 752	114 744
Dettes financières diverses	217	30 387	43 332
Dettes d'exploitation	1 229	8 517	13 406
Stocks et créances d'exploitation	(1 191)	(1 752)	(2 365)
ENDETTEMENT NET	132 497	188 904	169 116

note 23.5. INFORMATION SUR LES TAUX D'INTERET

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Dettes financières à taux fixe	51 980	22 000	
Dettes financières à taux variable	80 378	130 019	115 130
DETTES FINANCIÈRES	132 358	152 019	115 130
TAUX D'INTÉRÊT MOYEN ANNUEL VARIABLE	1,51%	2,19%	2,07%

Les intérêts des dettes à taux variable sont indexés sur des taux monétaires (EURIBOR principalement). Le taux moyen annuel est calculé après prise en compte des contrats de swap de taux d'intérêt.

NOTE 24. DETTES D'EXPLOITATION

note 24.1. VENTILATION DES DETTES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Divers	612	393	237
Dettes fournisseurs intragroupes	384	208	216
TOTAL dettes fournisseurs et comptes rattachés	996	601	453
Autres dettes d'exploitation			
Dettes fiscales et sociales	198	96	620
Dettes sur immobilisations			6
Autres dettes d'exploitation intragroupes	66 537	7 700	12 180
Dettes diverses	34	120	147
TOTAL autres dettes d'exploitation	66 769	7 916	12 953
TOTAL	67 765	8 517	13 406

La baisse significative du poste dettes fiscales et sociales entre 2011 et les deux années suivantes s'explique par le transfert des charges de personnel à la société de service du Groupe TOUAX Corporate.

La variation significative du poste « autres dettes d'exploitation intragroupes » s'explique par la mise en place sur l'exercice d'une convention de trésorerie entre la société et les sociétés du Groupe (note 16.2).

NOTE 25. COMPTES DE REGULARISATION PASSIF

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011
Produits constatés d'avance	264	250	
TOTAL	264	250	

Le poste « produits constatés d'avance » correspond à la quote-part des loyers 2014 facturée à la clôture de l'exercice par la société aux autres sociétés du Groupe.

NOTE 26. AUTRES INFORMATIONS

note 26.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers d'euros)	2013
Cautions données en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales et autres garanties à moins d'un an de 1 à 5 ans	49 376
à plus de 5 ans	152 400
TOTAL cautions	87 354
Redevances de crédit-bail restant à payer	
TOTAL redevances	289 130

Les encours restant dus correspondants à ces engagements donnés aux filiales sont de 156,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Aucune sûreté réelle n'a été donnée par la société TOUAX SCA au 31 décembre 2013.

note 26.2. ENGAGEMENTS EN CREDIT-BAIL

La société TOUAX SCA n'a pas d'engagement de crédit-bail à la clôture de l'exercice.

note 26.3. COUVERTURE DES RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX

Des opérations internes répliquant les conditions de swaps contractés par la société pour le compte de certaines de ses filiales ont été mises en place entre la société et les filiales

concernées leur transférant ainsi les risques et bénéfices associés à ces couvertures.

La société n'a pas eu recours au cours de l'exercice à des options de couverture contre le risque de conversion des résultats en devises dans ses comptes consolidés en euro.

La société a par ailleurs continué à contracter des achats/ventes à terme de dollars américains pour couvrir des avances de fonds temporaires en dollar américain ou en couronne tchèque de certaines de ses filiales.

note 26.4. RISQUE FISCAL

En juillet 2012, TOUAX SCA a reçu des propositions de rectification requalifiant des contrats de prestations de services en société en participation. TOUAX considère la position de l'administration fiscale infondée en s'appuyant sur l'analyse du contrat et sur un jugement d'une affaire similaire perdue par l'administration. La société utilise aujourd'hui les recours hiérarchiques pour se défendre. Une mise en recouvrement a été reçue et des garanties bancaires ont été émises par le Groupe. Les derniers contacts avec l'administration sont positifs.

Par ailleurs, TOUAX SCA a fait l'objet d'une visite et d'une saisie de la part de l'administration fiscale française en juillet 2013 puis TOUAX SCA a reçu un avis de vérification le 27 décembre 2013. Après vérification, l'administration fiscale a confirmé la société dans son analyse et un avis d'absence de rectification a été reçu en février 2014.

note 26.5. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération globale des mandataires sociaux en 2013 est de 867,20 euros.

note 26.6. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties par la société mère et non encore remboursés	Montant (1) des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultats du dernier exercice	Dividendes comptabilisés par la société mère au cours du dernier exercice
				Brute	Nette					
1. FILIALES (détenues à + de 50%)										
a. Filiales françaises										
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS	11 166 K€	-145 K€	100%	26 379 K€	26 379 K€	70 206 K€		38 02 K€	- 16 237 K€	
TOUAX RIVER BARGES SAS	12 803 K€	730 K€	100%	23 419 K€	23 419 K€	4 267 K€		9 350K€	-3 906 K€	
TOUAX CONTAINER SERVICES SAS	8 251K€	8 121K€	100%	19 057 K€	19 057 K€	44 K€		8 181K€	5 877 K€	4 900 K€
TOUAX CORPORATE SAS	2 591K€	-176 K€	100%	2 591K€	2 591K€			11940 K€	-298 K€	
TOTAL DES FILIALES FRANÇAISES				71 446 K€	71 446 K€	74 517 K€				4 900 K€
b. Filiales étrangères										
TOUAX CAPITAL SA	CHF 100 K	CHF 61K	99,99%	65 K€	65 K€			CHF 144 K	CHF 7 K	160 K€
TOUAX RAIL Ltd	0,1K€	27 870 K€	100%	31 325 K€	31 325 K€	74 502 K€		5168 K€	-732 K€	
TOTAL DES FILIALES ÉTRANGÈRES				31 390 K€	31 390 K€	74 502 K€				160 K€
TOTAL FILIALES				102 836 K€	102 836 K€	149 019 K€				5 060 K€

(1) Les cautions données au bénéfice des filiales sont présentées à la rubrique engagements hors bilan

20.3. ÉTATS FINANCIERS

Les divers états financiers ont été détaillés dans le paragraphe 20.1 page 45 pour les comptes consolidés et dans le paragraphe 20.2 page 92 pour les comptes sociaux.

20.4. COMMISSARIAT AUX COMPTES

20.4.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société TOUAX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 1.6, 1.8, et 1.9 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation, les hypothèses clés et les appréciations déterminées par la Direction pour ce qui concerne les principaux actifs à long terme. Nous avons examiné le processus de détermination par la Direction des hypothèses utilisées et leur mise en œuvre, ainsi que l'information fournie en annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAIM & ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE

Alain PENANGUER

20.4.2. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOUAX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société apprécie la valeur d'inventaire de ses titres de participation selon la méthode décrite dans l'annexe aux comptes sociaux à la note 2.3. Nous avons examiné la méthodologie retenue par la société et sa mise en œuvre sur

la base des éléments disponibles et nous avons apprécié les estimations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAIM & ASSOCIES DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE Alain PENANGUER

20.4.3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 226-2 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 226-2 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 226-10 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Convention d'intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été conclue entre TOUAX SCA et ses filiales TOUAX Construction Modulaire SAS, TOUAX Containers Services SAS, TOUAX River Barges SAS, TOUAX Solutions Modulaires SAS et TOUAX Corporate SAS. Le Conseil du 30 août 2012 ayant autorisé préalablement le renouvellement, de cette convention pour une durée de 5 années à compter du 1^{er} janvier 2013.

Chaque filiale constate dans ses comptes la charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

La société mère TOUAX SCA enregistre en charges ou en produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par les filiales.

Ce cumul s'élève à 154 056 € pour l'exercice 2013, et, en l'absence de dette d'impôt du groupe intégré fiscalement, il constitue un produit d'impôt comptabilisé pour ce montant dans TOUAX SCA.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 226-2 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de location

Votre société a conclu un bail commercial avec la SCI FRANKLIN concernant la location de son siège social ainsi qu'un local à archives et huit emplacements de parking. Le loyer annuel de 390 € HT et HC/m² suit l'évolution de l'indice INSEE de la construction, mais la hausse est limitée à 3 % contractuellement. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2013 s'élève à 1 291 243 €, et inclut les provisions de charges locatives.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAIM & ASSOCIES DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE Alain PENANGUER

20.4.4. Honoraires des Commissaires aux Comptes

(milliers d'euros)	Deloitte & Associés				Leguide, Naïm & Associés				Autres réseaux			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- TOUAX SCA	500	419	87%	97%	77	83	94%	100%	109	68	93%	99%
- Filiales intégrées (1)	71	43	12%	10%	43	43	52%	52%				
	429	376	75%	87%	34	40	41%	48%	109	68	93%	99%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes												
- TOUAX SCA	73	15	13%	3%	5		6%		8	1	7%	1%
- Filiales intégrées	40		7%		5				8			
	33	15	6%							1		
Sous-Total	573	434	97%	94%	82	83	92%	100%	117	69	65%	72%
AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREES GLOBALEMENT												
- Juridique, fiscal, social	16	16	80%	62%					35	21	55%	78%
- Autres	4	10	20%	38%	7		100%		29	6	45%	22%
Sous-Total	20	26	3%	6%	7		8%		64	27	35%	28%
TOTAL	593	460	100%	100%	89	83	100%	100%	181	96	100%	100%

20.5. DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES

Le dernier exercice, pour lequel les informations financières ont été vérifiées, a clôturé le 31 décembre 2013.

20.6. INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES ET AUTRES

Non applicable

20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

La société poursuit une politique régulière de distribution d'un dividende annuel. Le dividende est variable et en fonction des résultats. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de l'action.

La société a versé un acompte sur dividende le 15 janvier 2014 de 0,25 euro par action. Les Gérants proposeront à l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 de distribuer un montant de 0,50 euro par action pour l'exercice 2013.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé dans un délai de 5 ans à compter de leur date de mise en paiement, sont prescrits et reversés à l'État.

20.7.1. Historique de la politique de distribution

exercice concerné (en euro)	mise en paiement	rémunération statutaire des commandités	dividende par action	nombre d'actions rémunéré	total de la distribution
2010	11 janvier 2011		0,50	5 691 522	2 845 761
2010	8 juillet 2011	935 798	0,50	5 697 901	3 784 749
TOTAL 2010			1,00		6 630 510
2011	10 janvier 2012		0,50	5 714 500	2 857 250
2011	9 juillet 2012	980 515	0,50	5 712 507	3 836 769
TOTAL 2011			1,00		6 694 019
2012	10 janvier 2013		0,50	5 712 505	2 856 253
2012	5 juillet 2013	892 151			892 151
TOTAL 2012			0,50		3 748 403

20.8. PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé) n'a pas eu et ne peut avoir d'effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe pour une période couvrant les douze derniers mois à l'exception de ce qui est mentionné à la note 26.8 page 87.

20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ont été publiés.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1. CAPITAL SOCIAL

INFORMATION HISTORIQUE SUR LE CAPITAL SOCIAL AU 31 décembre 2013

Année	Capital (€)	Prime d'émission (€)	Nombre cumulé d'actions	Nominal	Nature des opérations
2009	37 463 848	190	4 682 981	€ 8	Emission de 10 actions suite à l'exercice de 36 BSAR
	45 085 824	10 537 382	5 635 728	€ 8	Emission de 952 747 actions avec suppression du DPS et délai de priorité
	45 502 608	528 173	5 687 826	€ 8	Emission de 52 098 actions suite à l'option du paiement du dividende en actions
2010	45 507 608	12 302	5 688 451	€ 8	Emission de 625 actions suite à l'exercice de 2 444 BSAR
	45 565 208	40 248	5 695 651	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 7 200 stock options
2011	45 573 048	19 073	5 696 631	€ 8	Emission de 980 actions suite à l'exercice de 3 764 BSAR
	45 765 992	294 527	5 720 749	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 24 118 stock options
2012	45 921 832	232 123	5 740 229	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 19 480 stock options
	45 922 136	870	5 740 267	€ 8	Emission de 38 actions suite à l'exercice de 144 BSAR
2013	47 070 184	-143 506	5 883 773	€ 8	Emission de 143 506 actions à la suite d'une augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime d'émission

INFORMATION SUR LES AUTORISATIONS D'ÉMISSION EN VIGUEUR AU 31 décembre 2013

L'Assemblée Générale des actionnaires du 11 juin 2013 avec l'accord unanime des commandités a délégué au Conseil de gérance les autorisations d'émissions suivantes :

description des autorisations	date de l'autorisation	date d'échéance	plafonds autorisés (1)	utilisation en cours d'exercice	montant total utilisé
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 (16ème résolution)	11 août 2015	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : 20 millions d'euros	non utilisée en 2013	néant
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public mais avec délai de priorité	Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 (17ème résolution)	11 août 2015	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : 20 millions d'euros	non utilisée en 2013	néant

(1) Le plafond de 20 millions d'euros est le montant maximum autorisé pour l'ensemble des augmentations de capital en valeur nominale.

Ces autorisations privent d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

L'ensemble des instruments financiers donnant accès au capital entraînant une dilution est présenté dans le chapitre 17 page 41 du présent document.

21.1.1.Capital souscrit

Le capital est entièrement souscrit et libéré.

21.1.2.Action non représentative du capital

Il n'existe aucune action non représentative du capital.

21.1.3.Composition du capital

Le capital est composé au 31 décembre 2013 de 5 883 773 actions au nominal de 8 euros entièrement libérées, représentant 6 365 121 droits de vote. La répartition du capital et des droits de vote de TOUAX SCA est détaillée dans le paragraphe 18.1 page 42.

21.1.4.Capital potentiel

Les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans le paragraphe 17.2 page 41 ainsi que dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 45, note 21.

21.1.5.Capital non libéré

Non applicable

21.1.6.Accord conditionnel ou inconditionnel

Non applicable

21.1.7.Historique du capital

Cf. paragraphe 21.1 page 107.

21.2. DONNEES BOURSIERES

21.2.1.Historique boursier

Le 7 mai 1906, l'action TOUAX est cotée à la bourse de Paris au marché comptant. L'action est transférée au Second Marché le 14 juin 1999. TOUAX est coté à Paris sur NYSE Euronext et appartient au compartiment C depuis le 26 janvier 2012, après avoir fait partie du compartiment B pendant toute l'année 2011. TOUAX fait partie depuis 2011 des indices CAC® Small et CAC® Mid & Small et depuis 2012 du SRD Long-seulement.

21.2.2.Le cours de l'action TOUAX

L'action TOUAX a clôturé l'année 2013 à 18,94 euros en baisse de 12,76 % par rapport au cours du 31 décembre 2012 (21,71 euros) et en baisse de 10,78 % retraité de l'augmentation de capital (source Euronext). Le plus haut cours de l'année a été atteint le 2 janvier 2013 à 21,46 euros, le plus bas le 10 avril 2013 à 15,71 euros.

Au 31 décembre 2013, la capitalisation boursière du Groupe s'élève exactement à 111 438 661 euros, comparée à des capitaux propres comptables consolidés du Groupe part de Groupe de 157 millions d'euros à la même date.

ANNEES (en euro)	2013	2012	2011	2010	2009
Données consolidées					
Dividende net par action versé au cours de l'année	0,50	1,00	1,00	1,00	1,00
Total mis en distribution au titre de l'année	2 867 516	5 713 503	5 694 712	5 683 097	4 675 703 (1)
Progression de la distribution par rapport à l'année précédente	-49,81%	0,33%	0,20%	22%	20%
Nombre total d'actions au 31 décembre	5 883 773	5 740 267	5 720 749	5 695 651	5 687 826
Ratios boursiers					
Résultat net par action	-2,63	1,6	2,35	2,33	2,73
P.E.R (2)	-7,20	13,57	9,28	12,66	8,17
Rendement global de l'action (3)	2,64%	4,61%	4,59%	3,39%	4,48%
Données boursières					
Cours maximum de l'action	21,45	26,15	32,99	29,49	24,97
Cours minimum de l'action	15,71	19,19	19,60	17,13	14,45
Cours au 31 décembre	18,94	21,71	21,80	29,49	22,30
Capitalisation boursière (M€) au 31 décembre	111,44	124,62	124,71	167,82	126,84
Volume quotidien moyen de capitaux échangés (en l)	85,57	86,52	116,73	99,01	97,60
Nombre quotidien moyen de titres échangés	4 611	3 771	4 177	4 115	5 002

(1) Cette somme tient compte de la part du dividende payé en actions, tel que décidé par l'Assemblée Générale du 10 juin 2009.

(2) Ratio de capitalisation boursière/résultat net (Price Earnings Ratio).

(3) Le rendement global de l'action au titre de chaque année est calculé sur la base du cours au 31 décembre de chaque année.

Le Conseil de gérance a proposé à l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 de distribuer un dividende d'un montant total de 0,50 euro par action, sachant qu'un acompte sur dividende a été distribué en janvier 2014.

21.2.3.Évolution des transactions au cours des 18 derniers mois

L'action TOUAX est cotée sur NYSE Euronext sous le code ISIN FR0000033003 – Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity.

(euro)	Plus haut cours	Plus bas cours	Dernier cours	Nombre de titres échangés	Montant échangé de capitaux (en milliers d'euros)
octobre 2012	25,51	23,07	24,39	62 693	1 570,49
novembre 2012	24,44	18,72	20,79	147 217	3 092,31
décembre 2012	21,46	19,99	21,18	107 161	2 274,27
janvier 2013	21,46	20,97	21,11	70 496	1 532,74
février 2013	21,37	17,56	18,07	129 894	2 629,47
mars 2013	18,13	16,93	17,07	182 204	3 246,75
avril 2013	17,22	15,71	17,02	109 934	1 827,81
mai 2013	18,72	17,02	17,81	95 791	1 739,01
juin 2013	18,29	17,07	17,95	48 867	887,34
juillet 2013	18,17	16,60	16,70	93 946	1 640,69
août 2013	18,41	16,70	18,18	57 619	1 024,38
septembre 2013	19,27	17,71	19,10	64 355	1 179,29
octobre 2013	20,98	19,00	19,70	96 365	1 900,62
novembre 2013	20,12	18,08	18,10	83 027	1 600,01
décembre 2013	18,94	17,51	18,94	146 062	2 634,32
janvier 2014	21,03	18,43	19,70	117 914	2 363,42
février 2014	20,47	18,10	20,12	89 570	1 710,80
mars 2014	20,64	18,95	20,10	64 833	1 285,45

21.2.4. Conditions strictes de modification des droits des actionnaires

Non applicable

21.2.5. Conditions régissant les Assemblées Générales

Cf. paragraphe 21.3 relatif à l'extrait dédié aux Assemblées Générales page 109.

21.2.6. Dispositions limitant le changement de contrôle

Cf. paragraphe 21.3 page 109.

21.2.7. Franchissements de seuil

Cf. paragraphe 21.3 relatif à l'extrait dédié aux franchissements de seuil page 109.

21.2.8. Dispositions strictes limitant les modifications du capital

Non applicable

21.3. DISPOSITIONS STATUTAIRES (EXTRAITS)

I Forme (Article 1)

La société anonyme dénommée Touax SGTR-CITE-SGT-CMTE-TAF-SLM Touage Investissement réunies a été transformée en société en commandite par actions, par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2005.

Elle existe entre :

- D'une part, le ou les associés commandités désignés par les présents statuts, qui sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales, à savoir :
- a) La Société Holding de Gestion et de Location, société par actions simplifiée au capital de 7 271 010 €, dont le siège social est Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 la Défense Cedex, immatriculée sous

le numéro 484 322 342, RCS Nanterre représentée son Président Monsieur Raphaël Colonna Walewski.

- b) La Société Holding de Gestion et de Participation, société par actions simplifiée au capital de 7 281 010 €, dont le siège social est 41 rue Charles Laffitte, 92200 Neuilly sur Seine, immatriculée sous le numéro 483 911 178 RCS Nanterre, représentée par son Président Monsieur Fabrice Colonna Walewski.
- Et, d'autre part, les propriétaires des actions actuellement existantes et de celles qui pourront être créées ultérieurement, ayant la qualité de commanditaires et qui, désignés dans les présents statuts par « les actionnaires » ou « les commanditaires », ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

I Objet social (article 2)

La société a notamment pour objet en tous pays :

- l'achat, la location, le financement, la vente, l'exploitation et la maintenance de tous matériels mobiles et standardisés comprenant les conteneurs maritimes ou conteneurs de stockage, les constructions modulaires, les barges fluviales, et les wagons de fret ;
- l'exploitation de services de poussage, de touage et de remorquage, de transports et d'affrètement fluviaux sur toutes voies navigables ;
- la conception, la construction, l'agencement, la réparation, l'achat, la vente, l'exploitation directe ou indirecte et la location de bâtiments et de constructions modulaires et industrialisées, et plus généralement de tous matériels industriels, mobiles et transportables ;
- la prise de participation et d'exploitation de toutes affaires ou entreprises de même nature, similaire ou connexe et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, apports, souscriptions, ou achat de titres et droits sociaux, fusion, association ou autrement ;
- l'acquisition, l'obtention, la cession de tous brevets, additions et licences de brevets ou procédés quelconques ;

- la participation sous toutes formes dans toutes sociétés ou entreprises industrielles, financières et commerciales mobilières ou immobilières, existantes ou à créer, en France et à l'étranger ;
- l'acquisition de l'exploitation, la construction et la mise en valeur par tous moyens de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;
- la possibilité de réaliser des prestations de toute nature à l'égard du groupe TOUAX, pouvant se rattacher aux objets ci-dessus énoncés et à tous objets similaires ou connexes et pouvant être utiles au développement des affaires de la société et de ses filiales ;
- et la possibilité de réaliser généralement toutes opérations commerciales industrielles, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus énoncés et pouvant être utiles au développement des affaires de la société.

I Droits des associés sur les résultats (extrait de l'article 20)

Les droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis comme suit :

- sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il sera fait un prélèvement calculé comme indiqué dans la loi et affecté au fonds de réserve légale. Ce prélèvement effectué, il sera attribué aux associés commandités une somme égale à une quote-part du bénéfice net consolidé, part du Groupe, de la société selon la formule qui a été déterminée à la clause 15.5 des statuts.
- le solde du bénéfice après les prélèvements ci-dessus sera, au choix de l'Assemblée Générale statuant sur proposition de la Gérance, soit distribué à toutes les actions, soit affecté à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

I Droits des commandités sur les résultats (article 15.5)

En raison de la responsabilité indéfinie leur incombant, les associés commandités ont droit à une rémunération prélevée sur les bénéfices nets après impôts de la société, qu'ils se partagent à parts égales. Cette rémunération sera de 3 % du bénéfice net après impôt consolidé part du Groupe TOUAX à partir de l'exercice 2005. À partir de l'exercice 2007, le prélèvement sur les bénéfices sociaux alloué à titre de rémunération aux associés commandités sera majoré d'un montant égal à 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. L'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation. Cette rémunération sera payable en même temps que le dividende versé aux actionnaires, et à défaut, dans les soixante (60) jours de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes par la société.

I Membres du Conseil de Surveillance (extrait de l'article 12 « Conseil de Surveillance »)

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée d'un an (article 12.1).

Chaque membre du Conseil de Surveillance devra être propriétaire d'au moins 250 actions de la société (article 12.2).

I Assemblées Générales (extraits de l'article 18 « assemblées d'actionnaires commanditaires »)

Les dispositions applicables aux assemblées d'actionnaires commanditaires sont celles prévues par la loi pour les sociétés anonymes.

Les assemblées générales sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation par la Gérance, le Conseil de Surveillance ou, à défaut par le ou les Commissaires aux Comptes (article 18.2 « convocation – ordre du jour »).

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, ou en votant par correspondance, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation : le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire 3 jours avant la date de réunion de l'assemblée (article 18.3 « admission – tenue des assemblées »).

I Droit de vote (extrait de l'article 9 « droits attachés à chaque action »)

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative enregistrée depuis cinq ans au moins au nom du même actionnaire.

Les droits de vote double attachés aux actions existantes préalablement à la transformation de la société en société en commandite par actions sont conservés.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit (extrait de l'article 9.4).

I Forme des actions (extrait de l'article 7)

Jusqu'à leur entière libération, les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société ou un mandataire désigné par elle. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales ou réglementaires en vigueur ; notamment, les actions des membres du Conseil de Surveillance et des Gérants sont prévues par la loi et les règlements.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

■ Transmission des actions (extrait de l'article 8)

Les actions se transmettent par virement de compte à compte, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

■ Titres au porteur identifiables

La société peut à tout moment demander à Euroclear France l'identification des détenteurs de titres au porteur.

■ Modifications des statuts

L'Assemblée Générale réunie extraordinairement le 30 juin 2005 a modifié la forme juridique de la société en transformant la société anonyme TOUAX SA en société en commandite par actions TOUAX SCA.

En 2013, l'article 6 « capital social » des statuts a été modifié à la suite d'une augmentation de capital et l'article 2 « objet social » a été modifié par l'Assemblée Générale.

■ Franchissements de seuil

Seuls les franchissements de seuils légaux doivent être respectés.

22. CONTRATS IMPORTANTS

Il n'existe pas de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires.

Il n'existe pas de contrat autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires souscrit par un membre quelconque du Groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, à la date d'enregistrement du document.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATION D'INTERETS

23.1. COORDONNEES DES EXPERTS

Non applicable

23.2. ATTESTATION DE CONFORMITE DES DECLARATIONS D'EXPERTS

Non applicable

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent document de référence en application des dispositions des articles 221-1 et suivants du Règlement Général de l'AMF, les statuts, les rapports des Commissaires aux Comptes et les états financiers des trois derniers exercices, ainsi que tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques de TOUAX SCA, du Groupe et de ses filiales des trois derniers exercices, évaluations et déclarations établies par un expert, lorsque ces documents sont prévus par la loi et tout autre document prévu par la loi, peuvent être consultés au siège de la société. Il est à noter par ailleurs que les documents de référence incluant les états financiers et les rapports des Commissaires aux Comptes sont disponibles par voie électronique sur le site internet du Groupe (www.touax.com).

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Le Groupe détient directement une filiale significative, la société TOUAX Container Leasing Pte Ltd, société de droit singapourien. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans le paragraphe 7.2 page 33.

Le Groupe détient directement une filiale significative, la société GOLD Container Investment Ltd, société de droit hongkongais. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans le paragraphe 7.2 page 33.

L'ensemble des participations du Groupe est présenté dans l'annexe des comptes consolidés note 2.2 page 61.

26. RAPPORTS DES GERANTS

26.1. RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

TOUAX est un Groupe de service aux entreprises, spécialisé dans la location opérationnelle et la vente de matériels mobiles standardisés et dotés d'une longue durée de vie (15 à 50 ans) :

- les conteneurs maritimes avec un parc d'environ 602 000 TEU (unité physique de conteneurs en équivalent vingt pieds) répartis dans le monde permettant au Groupe d'être 1er en Europe Continentale et 9eme mondial (source : Drewry Container Leasing Industry – 2013/14),
- les constructions modulaires à usage de bureaux, écoles, hôpitaux... utilisées par les industries, les collectivités territoriales et le secteur du bâtiment et de la construction. TOUAX est le 2ème loueur européen (Europe continentale) avec un parc de près de 51 000 unités présents en Europe, aux USA et au Maroc (source : TOUAX),
- les barges fluviales destinées à la location en Europe, aux États-Unis et en Amérique du Sud. Le Groupe est un des acteurs principaux dans le monde (source : TOUAX),
- les wagons de fret utilisés pour le transport de marchandises pour les réseaux de chemin de fer et par les grands groupes industriels en Europe et aux États-Unis. Le Groupe gère un parc d'environ 8 000 wagons plus 1 300 en gestion technique.

TOUAX est bien placé pour répondre à l'essor de l'externalisation des actifs non stratégiques des entreprises et leurs recours à la location qui permet d'offrir :

- un contrat flexible de courte à longue durée,
- l'absence d'investissement pour le client,

- la sous-traitance de la maintenance,
- la rapidité de mise à disposition.

TOUAX étant une société en commandite par actions, il est rappelé que les décisions collectives des actionnaires, à l'exception de celles relatives à la nomination et à la révocation des membres du Conseil de Surveillance, n'entrent en vigueur et ne sont opposables aux actionnaires, à la société et aux tiers qu'après constatation de la concordance de la volonté exprimée par les commandités avec le vote de l'Assemblée Générale des actionnaires commanditaires.

1. Le Groupe TOUAX

L'origine du Groupe remonte à 1853 et le Groupe TOUAX a été constitué le 31 décembre 1898 et est coté à la bourse de Paris depuis 1906.

■ Normes comptables internationales (IFRS – International Financial Reporting Standards)

Les comptes consolidés 2013, ainsi que les données comparatives, sont établis selon les normes comptables IFRS conformément à la réglementation en vigueur.

■ Évolution du périmètre de consolidation

Le Groupe TOUAX compte 3 sociétés en moins dans son périmètre de consolidation à la suite de dissolution d'entités sans activité. La liste complète des sociétés contrôlées par TOUAX est mentionnée dans la note 2.2 page 61.

■ Présentation de l'activité 2013 du Groupe

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2013 s'élève à 349,3 millions d'euros contre 358 millions d'euros pour l'année 2012, en recul de 2,4 % (-1,9 % à devises et périmètre constants).

ANALYSE GLOBALE

Chiffre d'affaires par nature (en milliers d'euros)	2013	2012	Variation	
			2013/ 2012	%
Chiffre d'affaires locatif	206 103	219 034	(12 931)	-6%
Ventes de matériels et divers	143 160	138 952	4 208	3%
TOTAL chiffre d'affaires	349 263	357 986	(8 723)	-2,4%

ANALYSE PAR ACTIVITÉ

Chiffre d'affaires par activité (en milliers d'euros)	2013	2012	Variation	
			2013/2012	%
Conteneurs Maritimes	188 443	173 702	14 741	8%
Chiffre d'affaires locatif	87 798	87 344	454	1%
Ventes de matériels et divers	100 646	86 358	14 288	17%
Constructions Modulaires	102 976	116 611	(13 635)	-12%
Chiffre d'affaires locatif	70 250	78 885	(8 635)	-11%
Ventes de matériels et divers	32 725	37 726	(5 001)	-13%
Barges Fluviales	23 797	25 834	(2 037)	-8%
Chiffre d'affaires locatif	14 920	14 715	205	1%
ventes de matériels	8 878	11 119	(2 241)	-20%
Wagons de Fret	34 984	41 626	(6 642)	-16%
Chiffre d'affaires locatif	34 074	37 877	(3 803)	-10%
Ventes de matériels et divers	910	3 749	(2 839)	-76%
Autres (divers et éliminations)	(938)	213	(1 151)	-540%
TOTAL	349 262	357 986	(8 724)	-2,4%

ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)	2013	2012	Variation	
			2013/2012	%
International	187 557	173 702	13 855	8%
Europe	138 459	166 045	(27 586)	-17%
Afrique	9 291	4 989	4 302	
Amériques	13 955	13 251	704	5%
TOTAL	349 262	357 986	(8 724)	-2,4%

Dans les activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et des clients est identique. Dans l'activité Conteneurs Maritimes, la localisation des clients et des actifs est différente. Les conteneurs maritimes sont utilisés sur des centaines de routes commerciales à travers le monde sans que le Groupe en ait la connaissance. Les conteneurs maritimes sont ainsi classés dans la zone internationale.

L'évolution du chiffre d'affaires (-8,72 millions d'euros ; - 2,4 %) se répartit de la façon suivante :

- Conteneurs Maritimes

Le chiffre d'affaires de la division s'établit à 188,4 millions d'euros, en augmentation de 8,5 % à fin 2013 grâce aux syndications et aux ventes de l'année et ce malgré un effet de change défavorable (+11,6 % à dollar constant). Le chiffre d'affaires locatif est stable à 87,8 millions d'euros et augmente de 2,8 % à dollar constant. L'augmentation de la flotte sous gestion permet de compenser la légère érosion des tarifs locatifs. Le taux d'utilisation s'élevait en moyenne à 93 % en 2013. L'activité vente de conteneurs s'est révélée très dynamique au 4ème trimestre avec 47,4 millions d'euros de syndications et de vente d'occasion.

- Constructions Modulaires

Le chiffre d'affaires de la division atteint 103 millions d'euros (-11,7 %). À périmètre et devises constants, le chiffre d'affaires serait en recul de 16,2 %. Globalement, l'activité de location en repli de 10,9 % est pénalisée par une conjoncture

européenne très faible (constructions et investissements des entreprises et des collectivités en recul), les taux d'utilisation et les tarifs journaliers ont baissé en 2013 par rapport à l'année 2012. L'activité vente de matériels est en repli de 13,3 % pour atteindre 32,7 millions d'euros au 31 décembre 2013 compte tenu de la volonté du Groupe de se recentrer sur des ventes moins complexes et plus rentables notamment en France. Par contre, les ventes sur le continent africain sont dynamiques et représentent 28 % du chiffre d'affaires ventes de la division.

- Barges Fluviales

Le chiffre d'affaires de la division s'élève à 23,8 millions d'euros (-7,9 %), du fait de ventes moins nombreuses qu'en 2012. Le chiffre d'affaires locatif continue de croître à 14,9 millions d'euros en raison de la hausse des revenus liée à la mise en service de nouvelles barges en Amérique du Sud et malgré la cession de barges aux États-Unis. L'activité sur le bassin du Rhin a subi une conjoncture difficile. Le chiffre d'affaires hors Europe représente 39 % du chiffre d'affaires de la division à fin décembre 2013.

- Wagons de Fret

Le chiffre d'affaires de la division est en recul de 16 % à 35 millions d'euros par rapport à fin décembre 2012. Le chiffre d'affaires locatif diminue principalement en raison de la baisse d'environ 10 % de la flotte sous gestion en début d'année 2013 suite à l'exercice d'une option d'achat par un client. Aucune syndication n'a été réalisée en 2013.

Résultats

Résultats (en milliers d'euros)	2013	2012	variation 2013/2012
Conteneurs Maritimes			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	62 839	64 426	(1 587)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	61 329	61 891	(562)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(48 646)	(52 223)	3 577
Résultat opérationnel courant sectoriel	12 683	9 668	3 015
Constructions Modulaires			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	19 402	31 366	(11 964)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	(4 369)	12 437	(16 806)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(1 560)	(1 947)	387
Résultat opérationnel courant sectoriel	(5 929)	10 491	(16 420)
Barges Fluviales			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	5 558	7 218	(1 660)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	1 740	4 182	(2 442)
Revenus locatifs dus aux investisseurs			
Résultat opérationnel courant sectoriel	1 740	4 182	(2 442)
Wagons de Fret			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	14 819	15 024	(205)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	6 422	7 868	(1 446)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(1 420)	(2 320)	900
Résultat opérationnel courant sectoriel	5 002	5 548	(546)
TOTAL			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	102 618	118 034	(15 416)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	65 122	86 378	(21 256)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(51 626)	(56 490)	4 864
Résultat opérationnel courant sectoriel	13 496	29 889	(16 393)
Autres (divers, frais centraux)	(584)	(269)	(315)
Autres produits et charges opérationnels	(5 563)		
Résultat opérationnel	7 349	29 043	(21 694)
Résultat financier	(20 300)	(17 568)	(2 732)
Quote part de résultat dans les entreprises associées			
Résultat courant avant impôts	(12 951)	11 475	(24 426)
Impôts sur les bénéfices	(1 928)	(2 749)	821
Résultat net consolidé	(14 879)	8 726	(23 605)
Intérêts minoritaires	(424)	420	(844)
Résultat net part du Groupe	(15 303)	9 146	(24 449)

L'EBITDAR baisse de 13,3 % principalement en raison de la diminution de la rentabilité de l'activité Constructions Modulaires et de ventes de barges moins nombreuses. L'EBITDA baisse en conséquence de 17,6 % à 50,9 millions d'euros.

- Division Conteneurs Maritimes

La division Conteneurs Maritimes présente au 31 décembre 2013 une baisse de 1,6 million d'euros de sa marge brute d'exploitation (EBITDA) résultant d'une érosion du taux locatif et des tarifs locatifs. Le résultat opérationnel courant sectoriel augmente de 3 millions d'euros du fait de distributions aux investisseurs moins élevées.

- Division Constructions Modulaires

La marge brute d'exploitation de la division Constructions Modulaires baisse de 12 millions d'euros en 2013 du fait d'une baisse cumulée des taux d'utilisation et des tarifs locatifs. Le résultat opérationnel courant sectoriel est négatif à -5,9 millions. Il inclut une importante dépréciation d'actifs en France ainsi que des charges exceptionnelles.

- Division Barges Fluviales

La marge brute de la division Barges Fluviales recule de 1,7 million d'euros en 2013 et le résultat opérationnel courant sectoriel de 2,4 millions d'euros. Cela provient de moindres ventes réalisées en 2013 par rapport à 2012.

- Division Wagons de Fret

La marge brute d'exploitation de la division Wagons de Fret est en légère baisse de 0,2 million d'euros en 2013. La baisse du taux d'utilisation a bien été compensée par une bonne maîtrise des dépenses. Le résultat opérationnel courant sectoriel diminue de 0,5 million d'euros.

- Distribution aux investisseurs

Le Groupe gère des matériels appartenant à des investisseurs à qui il distribue le revenu net généré par leurs matériels (distribution aux investisseurs).

Les distributions aux investisseurs s'élèvent à 51,6 millions d'euros (contre 56,5 millions d'euros en 2012) et se répartissent ainsi :

- 48,6 millions d'euros pour la division Conteneurs Maritimes,
- 1,6 million d'euros pour la division Constructions Modulaires,
- 1,4 million d'euros pour la division Wagons de Fret.

La baisse globale des distributions aux investisseurs (-9 %) est essentiellement due à la baisse de l'activité locative.

Il est rappelé que le chiffre d'affaires locatif inclut le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers et le chiffre d'affaires locatif pour compte propre. Il n'est pas pertinent de calculer le chiffre d'affaires pour compte de tiers. En effet, ce chiffre

d'affaires correspond aux chiffres d'affaires réalisés par les pools de matériels dans lesquels le Groupe possède une part de matériels. Néanmoins, la variation du mix chiffre d'affaires locatif / chiffres d'affaires ventes ajoutée à la variation du mix chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers / chiffre d'affaires locatif pour compte propre génère la variation du taux de distribution sur le chiffre d'affaires. En d'autres termes plus le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers est important, plus le taux de distribution sur le chiffre d'affaires est important. En 2013, il n'y a pas eu de variation significative de la part en propriété de la flotte.

Il est à noter que le Groupe gère près d'1,6 milliard d'euros de matériels en 2013 (+3 % à parité constante), dont 54 % appartiennent à des tiers. En 2012, la situation était équivalente. Le taux de distribution aux investisseurs rapporté au chiffre d'affaires locatif diminue, passant de 25,8 % en 2012 à 25 % en 2013.

- **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant diminue de 56 % par rapport à 2012.

Cette baisse s'explique globalement par une érosion des taux d'utilisation et/ou des tarifs locatifs dans la plupart des divisions malgré un bon niveau de ventes de matériels à des investisseurs dans l'activité Conteneurs Maritimes. Les ventes aux clients finaux dans les activités Constructions Modulaires et Barges Fluviales ont été moindres en 2013 par rapport à 2012.

- **Résultat financier**

Le résultat financier s'élève à -20,3 millions d'euros. Le montant de la dette financière brute au 31 décembre 2013 est de 399,6 millions d'euros pour un taux d'intérêt moyen de 3,85 %. Le montant de la dette financière brute au 31 décembre 2012 était de 432,6 millions d'euros avec un taux d'intérêt moyen de 3,66 %.

- **Résultat net – part du Groupe**

L'impôt s'élève à -1,9 million d'euros en 2013 avec un taux d'imposition effectif à -15 % comparé à 2,2 millions d'euros en 2012 avec un taux d'imposition de 24 %. Le taux d'imposition du Groupe est négatif et s'explique par la contribution plus importante des sociétés déficitaires dans le résultat du Groupe.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève à -15,3 millions d'euros comparé à 9,1 millions d'euros pour l'exercice 2012. L'année 2013 a été marquée par un contexte économique européen faible (hors Allemagne) qui a pesé sur l'activité de Constructions Modulaires, nécessitant de redimensionner les capacités de production. Cet ajustement a entraîné des coûts de fermeture et de restructuration ainsi qu'une dépréciation d'actifs. Le dynamisme de l'activité Conteneurs Maritimes n'a pas été suffisant pour compenser la faiblesse des activités européennes. Les dépréciations d'actifs et provisions de restructuration ont été enregistrées pour 13,3 millions d'euros. Ces écritures sont sans impact sur la trésorerie.

Le résultat net par action ressort à -2,63 (comparé à 1,60 euro en 2012) pour une moyenne pondérée d'actions de 5 817 328 en 2013.

Bilan consolidé du Groupe

Le total du bilan consolidé s'élève en 2013 à 745 millions d'euros comparé à 776 millions d'euros en 2012.

Le total de l'actif non courant s'élève à 563 millions d'euros comparé à 564 millions d'euros en 2012 et les capitaux propres part du Groupe passe de 149 millions d'euros à 157 millions d'euros. En 2013, le Groupe a diversifié ses sources de financement avec l'émission de capital hybride (titres super-subordonnés à durée indéterminée) pour 32,8 millions d'euros.

Le passif non courant s'élève à 357 millions d'euros en baisse de 19 millions d'euros comparé aux 376 millions d'euros de 2012. L'endettement financier net consolidé (après déduction des disponibilités et des valeurs mobilières de placement) s'élève à 400 millions d'euros en 2013 comparé à 433 millions d'euros en 2012, en baisse de 33 millions d'euros, soit 8 %. Cette diminution s'explique par une baisse des investissements en propre, des cessions d'actifs et une émission de capital hybride.

Le Groupe a émis 32,8 millions d'euros de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI). Ces titres à durée indéterminée, permettent à TOUAX de se réserver le droit de les rembourser au pair à compter d'août 2019. Ils donneront droit à un coupon annuel à taux fixe de 7,95 % durant les 6 premières années. La subordination de ces instruments explique leur coupon plus élevé que celui des obligations seniors émises en 2012. Le paiement du coupon ne sera obligatoire principalement qu'en cas de paiement de dividendes. En normes IFRS, ces titres sont comptabilisés en totalité en fonds propres.

Ce type d'instrument financier, utilisé pour la première fois par TOUAX, est particulièrement adapté compte tenu de la durée de vie de ses actifs et des besoins de financement de sa croissance. Dans ce contexte, cette émission hybride permet d'optimiser la structure financière du Groupe et d'accompagner ses projets d'investissement à l'international. Cette émission donne également accès au Groupe à davantage de sources de financement sur les marchés de capitaux.

Évolution prévisible

Le free cash du Groupe est positif, passant de -22,6 millions d'euros en 2012 à +25,3 millions d'euros en 2013. Le Groupe entend poursuivre la croissance du free cash-flow avec les actions suivantes :

- cessions d'actifs non stratégiques ou non loués,
- financement de la croissance principalement par des investisseurs tiers,
- stabilisation des flottes en propriété,
- remontée progressive des taux d'utilisation, et
- optimisation des coûts.

Le free cash est le flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles, après investissements et variation du besoin en fonds de roulement.

Conteneurs Maritimes : Les prévisions de croissance du transport de conteneurs sont en hausse par rapport à 2013 à 6 % pour 2014 et 7 % pour 2015, d'après Clarkson Research (janvier 2014). La demande de nouveaux conteneurs devrait donc rester importante en 2014. Les stocks de conteneurs en Chine ont diminué au cours du 2nd semestre 2013. Les compagnies maritimes continuent de se concentrer sur leur cœur de métier et externalisent leur flotte de conteneurs permettant au Groupe de saisir des opportunités d'investissements et de location. La performance de l'activité restera positive en 2014, mais sera en deçà d'une année 2013

exceptionnelle. Le Groupe cherche à accroître le parc sous gestion et développe les opérations de location-vente et de sale & leaseback.

Constructions Modulaires : Le Groupe ne prévoit pas d'amélioration substantielle de ses résultats en Europe à court terme et continue le plan d'économies décidé pour s'adapter à la demande. Avec son ancrage principalement européen, l'amélioration ne sera que progressive grâce à l'amélioration des taux d'utilisation et la division restera en dessous du point mort en 2014. Parallèlement, le Groupe travaille sur ses relais de croissance et compte développer son implantation en Afrique et en Amérique du Sud.

Barges Fluviales : L'activité locative continue son développement en Amérique du Sud où TOUAX est leader de la location de barges fluviales. L'activité en Europe est en légère amélioration. Les mesures d'adaptation engagées ces dernières années devraient permettre à la division d'atteindre un taux d'utilisation élevé en 2014. Les nouveaux investissements seront financés par des tiers.

Wagons de Fret : Compte tenu de la faiblesse des investissements réalisés par le secteur en Europe depuis 2009, le Groupe anticipe un retour de la demande en wagons de fret sur les 24 prochains mois. Il a remporté récemment des succès commerciaux et continue de développer ses offres de location à l'international. Le transport ferroviaire de marchandises en Europe présente une légère amélioration en 2014. Les nouveaux investissements seront essentiellement financés par des tiers.

Même si l'activité de location de constructions modulaires continuera de peser en 2014, le Groupe TOUAX prévoit d'augmenter encore son free cash en 2014.

D'une manière générale, le Groupe TOUAX bénéficie d'atouts lui permettant de se développer et de profiter de la reprise économique : diversification de ses activités, positionnement sur des marchés structurellement porteurs pour l'avenir, modèle souple et flexible de gestion pour compte de tiers et pour compte propre et récurrence des revenus de ses contrats long terme.

Une présentation complémentaire des perspectives du Groupe, exposée lors de la réunion SFAF du 2 avril 2014, est détaillée au paragraphe 28.3 page 150.

■ Événements post-clôture

TOUAX a procédé au versement d'un acompte sur dividende d'un montant de 0,25 euro par action le 15 janvier 2014 pour 1,47 million d'euros.

■ Activité en matière de recherche et développement

Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a engagé des frais de développement sur des solutions modulaires. Ces coûts ont été enregistrés en charges. Pour mémoire, les coûts de développement de produit et du processus industriel de fabrication engagés en 2007 lors de l'ouverture du site d'assemblage de constructions modulaires ont été immobilisés en 2007 conformément à la réglementation en vigueur pour 0,3 million d'euros.

■ Utilisation d'instruments financiers au sein du Groupe

Une partie des opérations du Groupe est financée par des emprunts à taux variable, dont certains sont couverts par des instruments dérivés de taux, afin de réduire l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

2. La société TOUAX SCA

TOUAX SCA a une activité de conseil auprès de ses filiales et une activité immobilière.

■ Comptes sociaux

Le chiffre d'affaires de TOUAX SCA s'élève à 2,1 millions d'euros en 2013 comparé à 2,3 millions d'euros en 2012. L'activité de conseil de TOUAX auprès des filiales a légèrement diminué en 2013. Le résultat net s'élève à 2,7 millions d'euros comparé à 5 millions d'euros en 2012. Son résultat est principalement constitué par les dividendes reçus de ses filiales qui s'élèvent à 3,3 millions d'euros et ses produits financiers générés par les prêts accordés à ses filiales. Le total du bilan de TOUAX SCA s'élève à 320,8 millions d'euros par rapport à 279 millions d'euros en 2012. Le bilan de TOUAX SCA enregistre principalement ses participations à son actif, et leur financement à son passif.

Le montant des charges non déductibles est de 173 milliers d'euros. Ces charges correspondent principalement à la neutralisation des écarts de conversion (130 milliers d'euros) et à diverses charges à payer (43 milliers d'euros).

La société n'a pas d'activité en matière de recherche et développement.

L'activité de TOUAX SCA est principalement une activité de conseil auprès de ses filiales. La direction anticipe une année 2014 difficile pour le Groupe, ce qui devrait impacter défavorablement l'activité de TOUAX SCA.

L'endettement financier de TOUAX SCA s'élève à 132,6 millions d'euros, dont 22,3 millions d'euros d'emprunts obligataires, comparé à 182,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

L'activité des filiales principales de la société est détaillée dans le document de référence aux paragraphes 6.1.1 page 30 et 7.1 page 33. TOUAX SCA n'a pas pris de participations dans des sociétés au cours de l'année 2013, toutes entrées et sorties du périmètre de consolidation est décrit dans l'annexe aux comptes consolidés.

■ Politique de distribution des dividendes

La société poursuit une politique régulière de distribution. La société a versé un dividende sans discontinuité depuis sa création. Le dividende est variable en fonction des résultats du Groupe. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de bourse. La société a versé un acompte sur dividende de 0,25 euro par action le 15 janvier 2014.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé sont versés à la Caisse des Dépôts et Consignations par l'organisme distributeur à l'issue d'un délai de 5 ans. Un historique de la politique de distribution est présenté au paragraphe 20.7.1 page 106 du document de référence.

exercice concerné (en euro)	mise en paiement	rémunération statutaire des commandités	dividende par action	nombre d'actions rémunéré	total de la distribution
2010	11 janvier 2011		0,50	5 691 522	2 845 761
2010	8 juillet 2011	935 798	0,50	5 697 901	3 784 749
TOTAL 2010			1		6 630 510
2011	10 janvier 2012		0,50	5 714 500	2 857 250
2011	9 juillet 2012	980 515	0,50	5 712 507	3 836 769
TOTAL 2011			1		6 694 019
2012	11 janvier 2013		0,50	5 735 033	2 867 517
2012	5 juillet 2013	892 151			892 151
TOTAL 2012			0,5		3 759 667
2013	15 janvier 2014		0,25		1 469 730
2013*	9 juillet 2014	508 611	0,25	6 234 194	2 067 159
TOTAL 2013			0,5		3 536 889

* sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014

■ Événements post-clôture

La société a procédé au versement d'un acompte sur dividende le 15 janvier 2014 pour 1,5 million d'euros.

■ Affectation du résultat

La Gérance soumet à la prochaine Assemblée Générale du 11 juin 2014 la proposition d'affectation du résultat suivante :

Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2013	2 716 258,77 €
Diminué de la rémunération statutaire des commandités	-508 610,73 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	-135 812,94 €
Augmenté du report à nouveau bénéficiaire	1 205 907,69 €
Soit un bénéfice distribuable de	3 277 742,79 €

Distribution d'un montant global de 0,5€ par action, étant précisé

- qu'un acompte sur dividende de 0,25 € par action a été versé pour

1 469 730,25 €

- que le solde du dividende est de 0,25€ par action est de

1 558 548,50 €

soit une distribution totale de

3 028 278,75 €

Affectation du solde au report à nouveau

249 464,04 €

L'Assemblée Générale fixe le dividende net pour l'exercice 2013 à 0,50 euro par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,25 euro net par action versé le 15 janvier 2014, à valoir sur le dividende de l'exercice 2013, il sera versé un complément de dividende de 0,25 euro en juillet 2014. Le nombre maximum d'actions ayant droit au dividende au titre de l'exercice 2014, correspondant aux actions jouissance au 1er janvier 2013, s'élève à 6 234 194 actions, correspondant au nombre d'actions composant le capital de la société au 31 décembre 2013, soit 5 883 773 actions, augmenté du nombre maximum d'actions susceptibles d'être créées au titre de l'exercice des BSAR émis par la société, jusqu'à la date de détachement.

Le dividende correspondant aux actions non créées au jour de l'Assemblée par suite du non exercice des BSAR ainsi qu'aux actions auto détenues sera porté au compte report à nouveau pour la partie y afférente.

Le solde du dividende sera détaché le 4 juillet 2014 (0 heure) et mis en paiement le 9 juillet 2014, un acompte de 0,25 euro ayant été versé le 15 janvier 2014.

Il est demandé aux actionnaires de se prononcer sur l'option de payer les acomptes sur dividende en numéraire ou en actions, afin de laisser le choix à la société.

■ Délai de paiement de TOUAX SCA

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition à la date du 31 décembre 2013 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.

Dettes fournisseurs (TTC, en milliers d'euros)	2013	2012
TOTAL des dettes non échues	740	405
- dont dettes Groupe	384	208
TOTAL des dettes échues	179	128
- dont dettes échues < 60 jours	65	20
- dont dettes échues > 60 jours	114	108
- dont dettes Groupe		
- dont dettes hors groupe	179	128
TOTAL	919	533

Les dettes fournisseurs de 919 milliers d'euros sont incluses dans le poste dettes d'exploitation.

I Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices (comptes sociaux)

(en milliers d'euros)		2013	2012	2011	2010	2009
I	CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a)	Capital social	47 070 184	45 922 136	45 765 992	45 565 208	45 502 608
b)	Nombre des actions ordinaires existantes	5 883 773	5 740 267	5 720 749	5 695 651	5 687 826
II	OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a)	Chiffre d'affaires hors taxes	2 147 071	2 306 593	2 662 895	1 705 053	1 793 708
b)	Résultat avant impôt et amortissements et provisions	2 885 745	4 924 070	5 338 903	5 626 848	1 866 924
c)	Impôts sur les bénéfices	(41 266)	(216 433)	(235 596)	(204 392)	(496 161)
d)	Participation des salariés due au titre de l'exercice	na	na	na	na	na
e)	Résultat après impôt et amortissements et provisions	2 716 259	5 000 534	4 589 885	5 328 102	2 055 054
f)	Résultat distribué	3 028 278	2 867 517	3 251 499	4 158 030	3 253 436
III	RESULTAT PAR ACTION					
a)	Résultat après impôt mais avant amortissements et provisions	0,49	0,86	0,93	1,02	0,42
b)	Résultat après impôt et amortissements et provisions	0,46	0,87	0,80	0,94	0,36
c)	Dividende net attribué à chaque action	0,5	0,5	1 (1)	1 (2)	1
IV	PERSONNEL					
a)	Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
b)	Montant de la masse salariale	39 000	39 825	765 140	730 189	681 705
c)	Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	16 803	15 699	242 720	234 417	234 438

(1) dont 0,45€ a été prélevé sur la prime d'émission

(2) dont 0,28€ a été prélevé sur la prime d'émission

3. Informations sociales, environnementales et sociétales (RSE)

Les nouvelles dispositions réglementaires issues de l'article 225 du Grenelle 2 publié en avril 2012 et codifiées sous les articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce obligent le Groupe à publier, à partir de l'exercice 2012, des informations extra-financières (quantitative et qualitative) de nature sociale, environnementale et sociétale dans le rapport de gestion.

Ces dispositions prévoient également la vérification de ces informations par un tiers ayant reçu son accréditation en tant qu'organisme tiers indépendant (OTI). Celles-ci ont été vérifiées par le cabinet de Saint Front. Le rapport de l'organisme tiers indépendant figure au paragraphe 26.2 page 134.

L'ensemble des informations sociales, environnementales et sociétales fait l'objet d'une assurance modérée, étant précisé que concernant les informations qualitatives consolidées que

l'OTI a considérées les plus importantes, celui-ci a consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer ces informations et apprécier leur sincérité.

Les informations RSE publiées par le Groupe TOUAX ne figurent pas dans d'autres documents ou supports que le présent rapport de gestion.

TOUAX a intégré le Gaia Index depuis 2012. En 2013, TOUAX se situe parmi les 20 premiers pour le secteur de l'Industrie. Créé en 2008, le Gaia Index est un indice dédié aux valeurs moyennes et portant sur les données extra-financières. Il a pour objectif de déterminer le degré d'implication des sociétés étudiées dans les enjeux de développement durable. Il incite ainsi à ce que leur valorisation soit impactée par la prise en compte d'éléments comme l'Environnement, le Social et la Gouvernance. Toute information complémentaire est donnée sur le site www.gaia-index.com.

3.1. Informations sociales

3.1.1. Emploi

I L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

L'effectif du Groupe comprend 720 salariés répartis dans le monde au 31 décembre 2013 contre 760 salariés à la fin 2012. Le Groupe a vu ses effectifs diminuer de 5,3 %.

Sur l'ensemble de l'effectif, 28 % se situe en France, 55 % en Europe (hors France), 13 % en Afrique, 3 % aux Amériques et 1 % en Asie.

La répartition géographique et par activité de l'effectif au 31 décembre 2013 est la suivante :

	Conteneurs Maritimes		Constructions Modulaires		Barges Fluviales		Wagons de Fret		Services centraux		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Europe	18	21	493	528	15	20	30	30	36	38	592	637
Asie	10	7									7	7
Afrique			92	92							92	92
Amériques	3	4	18	16	2	1			3	3	24	24
TOTAL	31	32	603	636	17	21	30	30	39	41	720	760

Globalement, on constate une stabilité quant à la pyramide des âges et la répartition par catégories :

Répartition géographique		2013	2012
France		28%	30 %
Internationale		72%	70 %
Répartition par genre			
Hommes		75%	76 %
Femmes		25%	24 %
Répartition par catégories			
Managers		21%	21 %
Employés		79%	79 %
Pyramide des âges			
Moins de 26 ans		5%	6 %
De 26 à 40 ans		48%	51 %
De 41 à 50 ans		33%	30 %
51 ans et plus		14%	13 %
Ancienneté			
Moins d'un an		16%	13 %
de 1 à 5 ans		52%	61 %
de 6 à 10 ans		18%	13 %
Plus de 10 ans		14%	13 %
Type de contrat			
Nombre de salariés en contrat à durée déterminée (CDD)		5%	4 %
Nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI)		95%	96 %

■ Embauches et départs au sein du Groupe

Les embauches et départs en 2013 sont les suivants :

	2013	2012
Nombre total de départs durant l'année	211	188
Nombre total d'entrées durant l'année	177	248
Turnover (en %)	29%	26 %
Pourcentage de recrutements externes en contrat à durée indéterminée	79%	83 %

En France, le Groupe a mis en place une procédure de recrutement, dont les principaux objectifs sont de :

- Définir avec le maximum de précision les besoins en recrutement (niveau, diplôme, compétences, expériences, etc.) afin de mettre en adéquation le candidat et le poste à pourvoir,
- Valider l'engagement de dépense,
- Clarifier les rôles de chacun des intervenants, les moyens à mettre en œuvre ainsi que le déroulement du recrutement.

Cette procédure s'applique pour tout recrutement (CDI, CDD, intérim et stagiaires).

Les différentes phases du recrutement au sein de TOUAX sont :

- La définition du besoin,
- La vérification du budget prévisionnel alloué,
- La recherche de candidats,
- La sélection du candidat,
- L'établissement du contrat de travail,
- L'accueil et l'intégration du collaborateur.

■ Les rémunérations et leur évolution

Au cours de l'exercice 2013, la masse salariale chargée du Groupe a représenté 31 954 041 euros, contre 29 512 541 euros pour l'exercice précédent.

Rémunération moyenne en Euros (salaires bruts)	2013	2012
Répartition géographique		
France	43 102	43 263
Hors France	24 058	16 634
Répartition par catégories		
Managers	77 057	64 342
Employés	16 854	14 768

Sur l'ensemble du Groupe, 55 % des salariés ont touché une part variable (primes sur objectifs et/ou commissions).

3.1.2. Organisation du travail

L'organisation du temps de travail

Au 31 décembre 2013, 1,5 % des salariés du Groupe travaillent à temps partiel.

Le temps de travail s'organise différemment dans les pays. On peut distinguer les entités françaises du reste du monde.

En France, les horaires de travail sont affichés et visibles sur le tableau d'affichage obligatoire. Les horaires de référence au sein de l'unité économique et sociale TOUAX (tel que l'UES est définie au paragraphe 3.1.3 ci-après) sont les suivants :

- lundi au jeudi : 8 h 45-12 h 00 et 13 h 15-17 h 45 avec 1 h 15 de pause déjeuner,
- vendredi : 8 h 45-12 h 00 et 13 h 15-16 h 15 avec 1 h 15 de pause déjeuner.

Les semaines de travail s'étalent sur 37,25 heures (37 heures et 15 minutes). La différence entre l'horaire de 37 h 15 minutes et l'horaire légal de 35 heures est compensée par l'attribution de jours de Réduction du Temps de Travail (RTT).

En 2013, il y avait 14 jours de RTT pour l'ensemble des collaborateurs de l'UES TOUAX et 8 jours de RTT pour l'entité TOUAX Construction Modulaire (non incluse dans l'UES).

Pour nos entités étrangères, la semaine de 40 heures est, en règle générale, la plus répandue. Chaque filiale dispose d'une autonomie et d'une souplesse pour fixer ses horaires de référence en fonction de ses contraintes et de la culture propre à chaque pays.

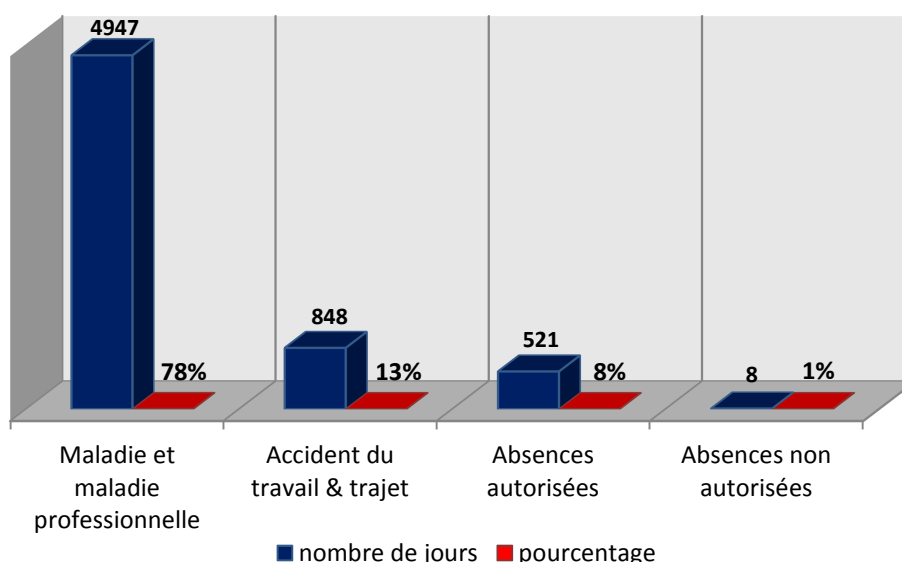
L'absentéisme

Le taux d'absentéisme global du Groupe TOUAX a été de 4 % en 2013 représentant au total 6 324 jours d'absences.

Le tableau suivant détaille les jours d'absences par motif :

Détail des absences par motif	2013
Maladie & maladie professionnelle	4 947
Accident du travail (incluant les accidents de trajets)	848
Absences autorisées (hors congés, enfants malades)	521
Absences non-autorisées	8
	<i>jours</i>

La maladie est le principal facteur d'absentéisme dans le Groupe. Ce type d'absence constitue 78 % du nombre de jours total d'absences. Le graphique ci-dessous représente en pourcentage les différents motifs d'absentéisme :



3.1.3. Relations sociales

L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci

➤ L'organisation du dialogue social en France

Une unité économique et sociale (UES) a été créée en 2007 comprenant les sociétés TOUAX Corporate, TOUAX Solutions Modulaires, TOUAX Container Services et TOUAX River Barges. Les élections concernant le comité d'entreprise de l'unité économique et sociale sont organisées tous les 4 ans.

Les membres élus exercent les attributions du comité d'entreprise et des délégués du personnel. Cette délégation unique du personnel (DUP) est possible au sein de l'unité économique et sociale car l'effectif est inférieur à 199 salariés.

Les représentants du personnel sont informés et consultés, ponctuellement et périodiquement (selon un calendrier prévisionnel) notamment sur l'organisation et la marche de l'entreprise, les effectifs, la durée du travail, la formation.

Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque comité d'entreprise et communiqué à l'ensemble du personnel de l'unité économique et sociale.

➤ L'organisation du dialogue social dans nos entités étrangères

Il n'existe pas à proprement parler d'organisation aussi structurée du dialogue social à l'étranger tel que nous pouvons le connaître en France, particulièrement à cause du droit du travail local qui ne contraint pas les sociétés à mettre en place de structures particulières.

Notre principale entité au Maroc (Sacmi) se distingue néanmoins des autres entités étrangères. Elle possède 5 délégués du personnel élus par l'ensemble des collaborateurs. Des élections sont organisées tous les 6 ans, supervisées par la direction générale et l'inspection du travail.

Ces délégués assistent à des comités d'entreprise avec la direction générale. Les principaux sujets traités concernent les problèmes sociaux de l'entreprise, telle que la mutuelle ou l'organisation du temps de travail.

En règle générale, le dialogue social se constitue lors des réunions individuelles et/ou collectives entre le personnel et le management.

■ Le bilan des accords collectifs

En 2013, aucun accord collectif n'a été signé par les entités françaises et étrangères de TOUAX.

3.1.4. Santé et sécurité

■ Les conditions de santé et de sécurité au travail

- Les conditions de santé et de sécurité au travail en France

L'UES TOUAX a mis en place un Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT) en décembre 2011.

Les membres du CHSCT sont désignés tous les 2 ans par les membres titulaires du comité d'établissement et les délégués du personnel titulaires. Les membres ont bénéficié d'une formation spécifique relative à ces sujets. Le CHSCT est présidé par le Directeur des Ressources Humaines.

Le CHSCT est réuni une fois par trimestre (ou plus en cas de demande exceptionnelle ou d'accident grave) sur convocation de son Président qui établit l'ordre du jour avec le secrétaire du CHSCT.

Le CHSCT a pour mission de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des travailleurs ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail. Il peut proposer des actions de prévention et recourir à l'assistance d'un expert dans certaines circonstances. Il faut noter qu'au siège social des entités françaises, toutes situées Tour Franklin, le médecin du travail, le chef de la sécurité de la Tour Franklin, l'inspecteur du travail et le représentant de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAMIF) sont invités à ces réunions.

Le Groupe TOUAX en France remplit ses obligations légales en matière de santé et de sécurité au travail, par exemple :

- En mettant à jour le document unique,
- En planifiant les visites médicales des collaborateurs,
- En organisant la formation à la sécurité selon la nature des métiers (exemple : Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité pour les conducteurs d'engins de manutention),
- En utilisant les équipements de protection individuelle dans les agences (gants, lunette de protection, chaussure de sécurité, etc.).

Au-delà de ses obligations légales, le Groupe poursuit depuis plusieurs années des actions concernant les secours d'urgence en formant certains collaborateurs au titre de sauveteur secouriste au travail. Cette formation permet l'apprentissage de l'utilisation d'appareils défibrillateurs par l'intermédiaire de la Croix-Rouge Française.

- Les conditions de santé et de sécurité au travail à l'étranger

La taille des structures et l'activité des entités vont souvent déterminer le degré d'exigence en matière de santé et sécurité au travail. Ainsi, les entités industrielles du Groupe dans l'activité Constructions Modulaires situées au Maroc et en République tchèque auront des exigences plus importantes que d'autres entités.

Au Maroc, la principale société exploitante compte la présence d'un comité d'hygiène et de sécurité constitué de 5 animateurs qui ont pour rôle :

- de remonter les défaillances existantes en matière de sécurité au responsable sécurité afin de mettre en place des actions correctives,
- de réaliser les premières interventions le cas échéant (utilisation des extincteurs en cas de feu) et les secondes interventions (appliquer la procédure d'alerte selon les consignes du responsable sécurité, utiliser le robinet d'incendie armé, etc.),
- d'assurer le sauvetage et le secourisme d'une victime, de dégager et d'évacuer les blessés dans des conditions favorables.

Cette société bénéficie des services d'un médecin du travail conventionné qui intervient avec une fréquence de 2 fois par semaine (lundi et jeudi). Une procédure hygiène et sécurité existe en interne et des affiches permettent de sensibiliser l'ensemble du personnel. Le responsable sécurité est désigné pour veiller à la bonne application de ces consignes.

En République tchèque, la société organise une fois par an une formation sécurité d'une demi-journée pour l'ensemble de son personnel. On peut également signaler des formations relatives à la sécurité incendies et à la protection contre les substances néfastes et dangereuses pour la santé.

En Allemagne et en Pologne, nos sociétés font appel à des consultants externes pour veiller à la bonne application des règles locales en matière de santé et sécurité au travail (installations de premier secours, port des équipements de protection individuelle, etc.).

■ Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

- Le bilan des accords signés en France et à l'étranger

Aucun accord en matière de santé et de sécurité au travail n'a été signé par Touax France et ses entités étrangères en 2013.

■ Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles

Détail des absences par motif	2013	2012
Nombre d'accidents de travail	41	50
Taux de fréquence des accidents du travail	34,62	37,77
Nombre de jours ouvrés d'arrêt consécutifs aux accidents de travail	848	1954
Taux de gravité des accidents du travail	0,77	1,48
Nombre d'accidents de travail mortels		
Nombre de maladies professionnelles déclarées pendant l'année	1	1

3.1.5. Formation

■ Les politiques mises en œuvre en matière de formation

➤ Les politiques mises en œuvre en France

Une campagne de communication a été effectuée fin novembre 2013 sur l'entretien de mi-parcours et l'entretien de formation par la Direction des Ressources Humaines. Cette information porte sur l'évolution, l'amélioration et la formalisation des pratiques du département des ressources humaines en France.

La Direction Générale a validé la mise en place des entretiens de mi-parcours ainsi que des entretiens de formation. Il s'agit d'une occasion supplémentaire pour le collaborateur de s'exprimer sur ses souhaits de développement et de permettre l'anticipation, la planification et la réalisation des actions de formation validées par le management tout au long de l'année grâce au plan prévisionnel de formation résultant de ces entretiens.

➤ Les politiques mises en œuvre à l'étranger

De manière générale, il n'y a pas de politique commune en matière de formation. Chaque entité a une autonomie propre dans la gestion de son budget formation.

On recense principalement les deux axes suivants :

- les formations obligatoires imposées par la réglementation locale notamment au niveau de la sécurité au poste de travail,
- les formations visant à développer les compétences des salariés et validées par le management local lors d'entretien entre le collaborateur et sa hiérarchie.

Au Maroc, nos sociétés se distinguent à travers un processus de ressources humaines plus formalisé que les autres entités étrangères. En effet, un plan de formation annuel prévoyant le développement des compétences est établi dès le mois de janvier et déposé auprès de l'office de la formation au plus tard le 30 avril de chaque année.

■ Le nombre total d'heures de formation

En 2013, le Groupe TOUAX a consacré 158 359 euros pour des actions de formation au niveau mondial, représentant 2 121,50 heures de formation. Le Groupe a formé 153 collaborateurs durant l'année soit 20,8 % de l'effectif moyen durant l'année. Il est à noter qu'en République tchèque, des initiatives peuvent être prises en plus des actions de formations mentionnées ci-avant envers les salariés sur des sujets environnementaux.

3.1.6. Égalité de traitement

■ Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Sur l'ensemble des effectifs du Groupe au 31 décembre 2013, on compte 18 % de femmes parmi la population des managers et 16 % de managers dans la population féminine.

■ Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

En France, le nombre de travailleurs handicapés (proratisé en nombre de jours de présence) est passé de 3,32 en 2012 à 2,17 en 2013.

Le Groupe favorise l'accueil de travailleurs handicapés grâce à des partenariats avec des agences de recrutements spécialisées dans le placement des travailleurs handicapés mais aussi dans l'achat de certaines fournitures ou prestations via des E.S.A.T. (Etablissement et service d'aide par le travail).

Le Groupe continue de verser le montant de sa taxe d'apprentissage à des écoles spécialisées dans le Handicap et continue de se mobiliser afin de favoriser autant que possible l'intégration des personnes handicapées. En effet, depuis 2007 en France, TOUAX fait le choix de verser la plus grande partie de la taxe d'apprentissage à des centres de formation spécialisés dans l'insertion professionnelle des handicapés à savoir : École IMG LeonceMalecot Saint-Cloud, Institut des métiers Clermont-Ferrand, INJA Paris, Impro Morphange, Institut AndreBeule Nogent Le Rotrou, IME l'Espoir l'Isle Adam.

■ La politique de lutte contre les discriminations

L'ensemble des sociétés du Groupe TOUAX respecte les réglementations locales en matière de discrimination et agit en accord avec la loi.

Dès 2011, le Groupe a mis en place une charte éthique, laquelle a été transmise à tous les salariés français, traduite et diffusée à l'ensemble des entités étrangères. Cette charte consacre un chapitre à la question du « respect des collaborateurs & relations sociales ».

Il est stipulé que chaque collaborateur doit « renoncer à pratiquer toute discrimination en particulier basée sur le sexe, le handicap, la situation familiale, les préférences sexuelles, l'âge, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'activité syndicale et les origines raciales... ». Il est également prévu que « ces engagements s'appliquent au moment de l'embauche mais également lors de toutes décisions relatives à la formation, la promotion, le maintien dans l'emploi et les conditions de travail ».

Cette charte permet de sensibiliser les salariés sur les pratiques discriminatoires et de prévenir autant que possible ce genre d'agissements. Notons que le Groupe, de par son caractère international, accueille de nombreuses cultures et nationalités différentes au sein des différentes entités françaises.

3.1.7. Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

I Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

La liberté d'association et le droit de négociation collective sont des principes respectés au sein du Groupe TOUAX

D'autre part, la charte éthique précise que chaque collaborateur doit « renoncer à pratiquer toute discrimination basée sur l'activité syndicale » et que « ces engagements s'appliquent au moment de l'embauche mais également lors de toutes décisions relatives à la formation, la promotion, le maintien dans l'emploi et les conditions de travail ».

I L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

La charte éthique prévoit un chapitre sur la politique de lutte contre les discriminations.

I L'élimination du travail forcé ou obligatoire et l'abolition effective du travail des enfants

La charte éthique ne prévoit pas expressément ce point mais traite du choix et du traitement équitable des fournisseurs. Chaque collaborateur doit « être extrêmement vigilant envers les fournisseurs qui ne respectent pas l'éthique du Groupe, les lois du travail en vigueur dans les pays concernés, les consignes de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement ».

Le Groupe TOUAX sensibilise les collaborateurs au choix éthique des fournisseurs.

3.1.8. Annexe des informations sociales

I Note méthodologique

➤ Note sur le calcul des effectifs

Il s'agit de tous les collaborateurs ayant un contrat de travail avec le Groupe TOUAX au 31 décembre 2013 que ce dernier soit à durée déterminée ou indéterminée. Ainsi, sont inclus également les collaborateurs ayant leur contrat de travail suspendu (congés payés, maladie, congés maternité, congés parentaux, congé sabbatique, congé individuel de formation, etc.), les apprentis qui reçoivent un bulletin de salaire. Les expatriés sont quant à eux comptabilisés dans les effectifs de la société où la mission est exécutée sur la base du contrat local. Les intérimaires tout comme les stagiaires sont strictement exclus du calcul des effectifs.

➤ Périmètre Groupe retenu

Le périmètre de consolidation des informations sociales couvre l'ensemble des entités consolidées du Groupe TOUAX

employant du personnel. Il s'agit des entités suivantes :

ACTIVITE	SOCIETES
Conteneurs Maritimes	Touax Container Services Gold Container Corp. Touax Container Leasing Pte Ltd Gold Container Investment Ltd
Constructions Modulaires	Touax NV Touax BV Touax Espana SA Touax Construction Modulaire Touax Solutions Modulaires SIKO Containerhandel Gmbh Touax Sp. zo.o Touax Modular Building LLC Sacmi et Ramco Touax s.r.o
Barges Fluviales	Touax River Barges Eurobulk Transport Maatschappij BV Touax Hydrovia Corp. Touax Rom SA
Wagons de Fret	Touax Corporate Touax Rail Limited
Services Centraux	Touax Corporate Touax Corp

Le périmètre des indicateurs sociaux publiés correspond donc à l'ensemble de l'effectif du Groupe TOUAX.

Ce périmètre est revu et mis à jour après chaque opération de croissance interne ou externe communiquée par la direction.

Pour certains indicateurs, la donnée n'était pas disponible pour toutes les filiales. Le périmètre de chaque indicateur est précisé dans le paragraphe ci-après « Taux de couverture des indicateurs publiés ».

➤ Note sur la notion de catégorie « manager » et « employé »

Nous avons choisi d'introduire une répartition entre manager et employé pour l'ensemble du Groupe.

Selon la définition retenue, un manager est celui qui encadre au moins deux personnes pour les filiales étrangères. Au niveau du périmètre français, les managers correspondent au statut : cadre. Tout autre statut sera alors comptabilisé dans la catégorie employée.

➤ Note sur le calcul de l'ancienneté

L'ancienneté se calcule à partir du premier contrat signé par le collaborateur avec une société appartenant au Groupe TOUAX et ne prend pas en compte les mouvements au sein du Groupe.

➤ Note sur le calcul du « turnover »

Il s'agit du nombre total de départs durant l'année divisé par l'effectif moyen durant l'année. L'effectif moyen se calcule en divisant par 2 la somme de l'effectif en début d'année et de l'effectif en fin d'année.

➤ Note sur le calcul des absences

Les données sont toutes ramenées à l'heure puis ce chiffre est ensuite ramené à une journée de 7 heures.

➤ Note sur le calcul du taux d'absentéisme

L'indicateur se calcule en divisant le nombre total de jours ouvrés d'absences, durant l'année par le nombre de jours travaillés durant l'année.

I Taux de couverture des indicateurs publiés

Le Groupe a retenu un périmètre sur lequel les indicateurs ont été publiés.

Le taux de couverture est le rapport pour chaque indicateur entre le périmètre effectivement collecté et le périmètre

Groupe retenu. Ce taux se calcule par rapport à l'effectif Groupe total de fin d'année.

TOUAX s'engage à faire progresser autant que possible son taux de couverture année après année. À l'exception de ce qui est mentionné dans le tableau ci-dessous, les indicateurs publiés couvrent 100 % du périmètre Groupe.

Indicateurs	Taux de couverture en 2013	Taux de couverture en 2012	Filiales dont la donnée source n'a pu être collectée en 2013	Rappel filiales exclues
Absentéisme (maladies, maladies professionnelles, accident du travail, accident du trajet, enfant malades, absences autorisées hors congés, absences non autorisées)	79,16%	98,95 %	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment et Gold Container Leasing, Touax Rail Limited, Touax Modular Building	
Nombre d'accidents avec arrêt et taux de fréquence, nombre de jours d'arrêt et taux de gravité	92,60%	95,92 %	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building et Touax Corp, Touax Rail Limited	
Dépenses totales en action de formation durant l'année (en euro)			Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building, Touax Corp, Touax Rail Ltd, Eurobulk et Touax s.r.o	Toutes les filiales hors France & Maroc
Nombre d'heures de formation dispensées durant l'année	40,38%	57,11 %		
Nombre de salariés formés pendant l'année et ratio	40,38%	57,11 %	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building, Touax Corp, Touax Rail Ltd, Eurobulk et Touax s.r.o	
Nombre de travailleurs handicapés	27,57%	95,26 %		Toutes les filiales hors France

3.2. Informations environnementales

3.2.1. Politique générale en matière environnementale

I L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière environnement

La charte éthique de TOUAX met en avant dans son chapitre 2.5 la « responsabilité vis-à-vis de l'environnement » et sensibilise chaque collaborateur. Celui-ci doit veiller à :

- contribuer aux initiatives environnementales de TOUAX,
- réfléchir à améliorer les comportements, dans tous les domaines d'activité qui ont un impact sur l'environnement, de sorte à le minimiser chaque fois que possible (nombre de déplacements, économie d'énergie, économie d'eau et réduction des déchets), et
- porter immédiatement à la connaissance de sa hiérarchie tout déversement ou émission inhabituels dans les sols, l'eau ou l'air.

Chaque activité du Groupe connaît des enjeux environnementaux relativement différents, que nous présenterons séparément.

➤ Conteneurs Maritimes

Les conteneurs maritimes peuvent être chargés et transportés sur des navires exclusivement prévus à cet effet appelés porte-conteneurs. La majorité des porte-conteneurs actuels transportent entre 500 et 3 000 conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds ou TEU). Même si l'activité ne fait que mettre à disposition des conteneurs à ses clients, elle contribue indirectement au développement durable en

favorisant le transport doux de marchandises qui émet moins de grammes de CO2 par tonnes de marchandises transportées au kilomètre.

En moyenne, un conteneur représentatif de la flotte du Groupe se compose à 85 % d'acier, à 13 % de bois et à 2 % de produits divers (peinture, joints, etc.). L'activité n'a pas de contraintes liées au recyclage des matériaux car le conteneur est vendu avant la fin de son cycle de vie. Le recyclage d'un conteneur en fin de vie est néanmoins facile au regard de la grande quantité d'acier le composant. Par ailleurs, l'activité soutient la recherche de solutions techniques (à travers l'organisation professionnelle IICL) pour le développement de composants respectueux de l'environnement entrant dans la fabrication des conteneurs (par exemple, mélange bois et acier pour le plancher visant à le renforcer mais aussi en vue de diminuer la consommation de bois).

➤ Constructions Modulaires

La division Constructions Modulaires s'efforce de développer des produits et procédés toujours plus respectueux de l'environnement et surtout de minimiser les consommations énergétiques des bâtiments qu'elle construit bien au-delà des exigences réglementaires.

Le procédé d'assemblage des modules sur le site des clients est un procédé en filière sèche, ne consommant pas d'eau sur chantier, ne polluant pas les terrains, et limitant toutes les nuisances de la construction traditionnelle.

Contrairement à la construction traditionnelle, les modules sont des solutions que l'on peut facilement et rapidement démonter d'un site à un autre pour un impact moindre sur l'environnement.

L'entité tchèque se distingue en ayant obtenu, en septembre 2011, la certification environnementale ISO 14001 : 2005, valide pour une durée de 3 ans.

➤ Barges Fluviales

L'activité Barges Fluviales utilise des voies de transport existantes et naturelles. Il s'agit d'une activité peu polluante et sûre. Une barge peut transporter beaucoup plus de marchandises qu'un camion ou un wagon. À titre d'exemple, un convoi de 12 barges transporte en moyenne l'équivalent de 1 100 camions. Cette activité contribue favorablement au développement durable en rejetant relativement moins d'émissions de gaz que les autres moyens de transport de marchandises plus classiques comme le transport routier, d'après une étude comparative des émissions unitaires de CO2 des modes de transport de marchandises de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

Il est à noter que la police générale d'assurance de la flotte européenne couvre les risques de pollution. Les contrats imposent aux locataires de respecter les règles de navigation et mentionnent expressément l'interdiction de transporter des produits et déchets radioactifs.

➤ Wagons de Fret

L'activité Wagons de Fret contribue au développement durable à travers son mode de transport doux à l'instar des divisions Barges Fluviales et Conteneurs Maritimes. En France, selon une étude de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, le transport ferroviaire de marchandises est le mode de transport le moins émetteur avec 5,75 grammes de CO2 émis par tonnes de marchandises transportées au kilomètre. Suivent ensuite le transport par voie d'eau (applicable aux barges fluviales) avec 37,68 grammes puis le transport routier avec 133,11 grammes.

TOUAX Rail Ltd, au sein d'associations professionnelles, participe à la mise en valeur et à la défense du transport ferroviaire de fret auprès des organisations gouvernementales et européennes. L'activité promeut le transport ferroviaire combiné et participe par conséquent directement au développement durable et à la qualité de l'environnement au niveau européen.

La division est également certifiée ECM (Entité en Charge de la Maintenance) depuis décembre 2011, cette certification a été renouvelée en décembre 2013. Certains ateliers partenaires auxquels la maintenance de la flotte de wagons est sous-traitée sont certifiés ISO 14001 mais cette dernière n'est pas une exigence du secteur professionnel ferroviaire. En outre, les ateliers de maintenance de wagons et les constructeurs de wagons répondent aux normes environnementales applicables dans leurs pays.

■ Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Le Groupe TOUAX en 2013 a fait suivre à certains de ses collaborateurs de l'activité Constructions Modulaires en République tchèque, 350 heures de formation en matière de protection de l'environnement. Plusieurs dizaines de salariés ont suivi des formations sur la protection des eaux de surface et souterraine et la gestion des déchets et des produits chimiques.

Des actions d'informations ont également déjà été menées en France de la division Constructions Modulaires. TOUAX Construction Modulaire a par exemple organisé une réunion de sensibilisation avec le fournisseur PAPREC (spécialisé dans la collecte et le tri des déchets) sur le tri des déchets dans l'atelier de production avec l'ensemble des opérateurs et caristes. Le livret d'accueil de l'usine française contient également une procédure sur le tri des déchets. TOUAX

Solutions Modulaires a pour sa part réalisé des communications auprès de ses employés sur les nouvelles normes issues du Grenelle de l'Environnement applicables au secteur d'activité, à savoir la RT 2102. Au Maroc, les sujets environnementaux sont discutés lors de réunions internes.

Enfin, la certification ISO 14001 obtenue par l'entité tchèque a permis la réalisation de documents et de vidéos sur le management environnemental. Périodiquement, des vidéos d'information sont présentées aux salariés.

■ Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

En 2013, seule la division Constructions Modulaires à travers sa filiale tchèque a consacré 28 783 euros pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions. Cette somme a été utilisée de la manière suivante :

- Élimination écologique des déchets (89 %), et
- Protection de l'eau (11 %).

■ Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours

En 2013, il n'y avait pas de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement au sein du Groupe TOUAX. En effet, les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de services. Ces risques sont détaillés dans les facteurs de risques paragraphe 4.3.8 page 25.

3.2.2. Pollution et gestion de déchets

■ Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Le Groupe optimise la gestion de son parc de véhicules et en conséquence favorise le respect de l'environnement en réduisant les émanations de carbone dans l'atmosphère.

- Les moyens mis en place sont, notamment :
- Le contrôle régulier des véhicules de transport routier, chariots élévateurs, pousseurs,
- La sous-traitance des transports à des sociétés spécialisées, et/ou
- La rationalisation des transports livraison/restitution afin de limiter les déplacements inutiles.

D'une façon générale, le maintien en bon état des actifs du Groupe contribue au respect de l'environnement.

➤ Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret

Il n'existe pas de politique associée aux rejets au sein de ces activités qui ne présente aucun risque particulier en la matière, TOUAX ne fabriquant pas de conteneurs ni de wagons de fret.

Néanmoins, la division Wagons de Fret veille au maintien en bon état de ses matériels par les révisions périodiques à travers la trentaine d'ateliers de maintenance certifiés pour les règles de maintenance TOUAX.

Comme pour les véhicules, les wagons sont révisés tous les 3 ans environ dans les ateliers. En 2013, 770 wagons environ l'ont été.

La révision porte sur chaque wagon en entier. Chaque wagon comporte ordinairement entre 2 et 6 essieux, sachant qu'un essieu est composé d'un axe central et de deux roues à chaque extrémité. Le traitement des wagons dans les ateliers de maintenance se distingue par deux flux distincts :

- un flux pour les essieux, et
- un flux pour les wagons.

➤ **Constructions Modulaires**

L'activité ne produit pas d'émissions polluantes de manière significative. Néanmoins des investissements ont été réalisés au niveau des unités d'assemblages française et tchèque afin de limiter davantage les émissions identifiées.

Ainsi l'usine française a investi 90 000 euros dans l'utilisation d'un système de mise en peinture à haut extrait sec (30 % de solvant) et dans une application électrostatique augmentant le taux de transfert de 20 %. Cet investissement contribue à la réduction des rejets de composés organiques volatils dans l'air. De plus, le contrat de maintenance annuel de la cabine de peinture assure l'efficacité constante du système de filtration des composés organiques volatils.

L'usine tchèque a réalisé en août 2011 un investissement dans sa cabine de peinture de modules en mettant en place un incinérateur de composés organiques volatils. L'émission est passée de 9,53 tonnes en 2010 à 4,7 tonnes en 2012 et devrait se situer dans le même ordre de grandeur en 2013.

➤ **Barges Fluviales**

Chaque unité (motorisée ou non) répond aux normes d'enregistrements (immatriculation, pavillon, jaugeage) et de sécurité propre à chaque bassin fluvial. L'enregistrement se fait auprès de l'administration fluviale qui délivre des certificats d'immatriculation et de navigation. Ces certificats sont délivrés après contrôle(s) par une société agréée et renouvelés à intervalle régulier, en général tous les 5 ans, avec un contrôle intermédiaire effectué tous les deux ans et demi. L'obtention du renouvellement nécessite éventuellement une mise au sec pour inspection et des travaux de remise en état.

Tous les bateaux sont par conséquent suivis et maintenus en état afin de répondre aux normes environnementales et de sécurité sur leur bassin respectif. En cas de nécessité par exemple en cas de fuite de fuel, les eaux sales de la salle des machines du bateau sont pompées par un camion ou bateau-citerne puis sont acheminées vers une station d'épuration qui les traite.

■ **Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets**

➤ **Conteneurs Maritimes**

La durée de vie d'un conteneur maritime est de 15 ans et celle des conteneurs de stockage varie entre 20 et 40 ans.

Au terme du cycle de vie, les conteneurs utilisés sont vendus sur le marché secondaire pour de multiples usages (transport, stockage, transformation, pièces détachées). Ces derniers ne sont par conséquent jamais mis au rebus par le Groupe TOUAX.

L'activité cherche à renouveler autant que possible sa flotte avec des conteneurs de plus en plus respectueux de l'environnement. La division utilise désormais pour ses conteneurs des joints à base de solvant à l'eau au lieu de joints en silicone contenant des produits chimiques.

➤ **Constructions Modulaires**

La durée de vie d'un module est d'environ 20 ans. En règle générale, les modules du parc locatif des agences françaises sont reconfigurés à la fin de leur utilisation. Les opérations de reconfiguration visent à prolonger la durée de vie du produit en gardant la structure d'acier et en habillant le module de composants neufs comme les panneaux.

Lorsque les modules ne peuvent être reconfigurés, les agences démontent les différents éléments du module et effectuent un tri. Pour les modules en fin de vie non reconfigurables et invendables, les éléments sont triés puis collectés par des professionnels du recyclage. En 2013, il a été procédé à la destruction d'une centaine de modules par une entreprise spécialisée dans le recyclage.

Lors du processus de fabrication des modules, les sites industriels de l'activité modulaire produisent des déchets. Les usines française et tchèque en ont produit au total 549,32 tonnes en 2013 se décomposant de la manière suivante :

(en tonnes)	Usine française	Usine tchèque	TOTAL
Ferraille	5,98		5,98
Carton recyclé	8,06	10,38	18,44
Bois recyclé	53,32		53,32
Plastique recyclé		22,4	22,4
Déchets industriels banaux	150,75	254,65	405,40
Aérosol (déchets dangereux)	0,54	1,46	2,00
Peinture et diluant (déchets dangereux)	2,78	39	39,00
TOTAL	221,43	327,89	549,32

Les déchets industriels dangereux ont représenté 3,78 tonnes en France en 2013 soit 8 % de la production de déchets industriels totale.

➤ **Barges Fluviales**

La durée de vie réelle d'une barge est de 30 à 50 ans même si cette dernière s'amortit sur une durée économique de 30 ans.

Au terme du cycle de vie, les barges sont nettoyées, démantelées et déchirées (c'est-à-dire mises en pièces) par des sociétés agréées. L'acier (ferraille) est revendu et réutilisé. Une attestation de déchirage est fournie par le prestataire et permet d'obtenir de l'administration fluviale un certificat de déchirage et de radiation.

Ainsi, en fin de vie, les barges ne sont jamais abandonnées ou mises à la décharge mais sont toujours démantelées et recyclées comme décrit ci-dessus. En 2013, 2 barges de la division ont été envoyées pour recyclage.

➤ Wagons de Fret

La durée de vie d'un wagon varie entre 30 et 50 ans. Au terme du cycle de vie, les wagons ne sont jamais envoyés à la décharge. En effet, tous les wagons qui ne sont plus exploités sont soit vendus, soit ferraillés (processus similaire au processus de recyclage des barges).

Un wagon se constitue à :

- 99,5 % de métaux recyclables, et
- 0,5 % de pièces détachées (joints d'étanchéité en caoutchouc au niveau du système de freinage, tampon en caoutchouc au niveau des organes de choc et de traction) et de déchets liquides (graisse au niveau des essieux).

La graisse est nettoyée des essieux avec des détergents dans les ateliers de maintenance puis le tout est recyclé conformément à la réglementation locale de l'atelier.

Après récupération des pièces détachées réutilisables, tous les wagons ferraillés sont recyclés. En 2013, seul 1 wagon a été ainsi ferraillé.

■ La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

Les activités du Groupe ont l'avantage de dégager très peu de nuisances sonores. Des analyses ont été menées sur les sites industriels du Groupe (potentiellement les plus exposés) pour déterminer le degré de ces nuisances.

Dans l'activité Constructions Modulaires, l'usine française a effectué une analyse du niveau sonore de son site en novembre 2010. Le résultat a déterminé sur l'unité autonome de production de soudure et de peinture (UAP1) un niveau sonore supérieur aux valeurs d'expositions tolérées. L'unité autonome de production UAP2 (assemblage) a relevé des valeurs conformes dans son ensemble. Des actions correctrices ont immédiatement eu lieu en imposant le port de bouchons d'oreille sur l'UAP1 et en mettant à disposition des bouchons pour les opérateurs de l'UAP2 en cas de besoin.

En République tchèque, TOUAX a fait réaliser en 2013 une étude du niveau sonore de son site. Comme pour l'usine française, le résultat a déterminé pour l'unité de soudure et de peinture un niveau sonore supérieur aux valeurs d'expositions tolérées. Des actions correctrices ont immédiatement eu lieu en imposant le port de bouchons d'oreille. Concernant l'unité de production et d'assemblage, l'étude a relevé des valeurs conformes dans son ensemble, néanmoins TOUAX a mis à disposition des personnels des bouchons en cas de besoin.

Par ailleurs, 2 plaintes de riverains ont été recensées au Maroc concernant la poussière générée par les moyens de transports autour du site, à la suite desquelles il a été mis en place une signalétique routière limitant la vitesse de circulation. Les 2 autres sites industriels du Groupe n'enregistrent aucune plainte en 2013.

En ce qui concerne l'activité Wagons de Fret, le Groupe achète ou fait fabriquer depuis 2010 des wagons équipés de semelles de frein composites permettant la réduction du niveau sonore de sorte à respecter les normes européennes pour lutter contre le bruit émis par les systèmes ferroviaires.

3.2.3. Utilisation durable des ressources

■ La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

De par leur nature, les activités du Groupe TOUAX sont peu consommatrices d'eau. La consommation correspond essentiellement à l'utilisation quotidienne des bureaux, sachant que les unités d'assemblage de constructions modulaires n'utilisent pas d'eau dans le processus de fabrication des modules. De par la diversité des emplacements du Groupe, cette information n'est pas communiquée.

■ La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

➤ Conteneurs Maritimes

	2013	2012
Nombre de conteneurs achetés (en EVP*)	19 050	39 100
Nombre de conteneurs vendus (en EVP*)	20 324	4 475
Flotte sous gestion de conteneurs au 31 décembre (en EVP*)	602 096	564 866
Equivalent acier des conteneurs achetés (en tonnes)	48 364	140 000
Quantité de bois constituant les planchers des conteneurs achetés (en tonnes)	7 476	23 000

*EVP : Equivalent Vingt Pieds/TEU

➤ Constructions Modulaires

	2013	2012
Nombre de modules fabriqués par nos usines	4 249	nc
Nombre de modules vendus	4 395	nc
Flotte de modules sous gestion au 31 décembre	51 499	51 177
Equivalent acier des modules fabriqués (en tonnes)	4 909	nc

➤ Barges Fluviales

	2013	2012
Nombre de barges achetées (hors bateaux de servitude et pousseurs)	24	20
Nombre de barges vendues (hors bateaux de servitude et pousseurs)	12	34
Flotte de bateaux sous gestion au 31 décembre	130	152
Equivalent acier des barges achetées en tonnes (hors bateaux de servitude et pousseurs)	8 225	9 750

➤ Wagons de Fret

	2013	2012
Nombre de wagons achetés		127
Nombre de wagons vendus	3	60
Flotte de wagons au 31 décembre	7 952	9 119
Equivalent acier des wagons achetés (en tonnes)		2 982

■ La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

En France, la Réglementation Thermique 2012 issue du Grenelle de l'Environnement a pour but de réduire les consommations énergétiques des bâtiments neufs en fixant une limite maximale à la consommation pour le chauffage, la ventilation, la climatisation, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage.

La consommation énergétique de ces mêmes sites a été la suivante :

	Entité française	Entité tchèque	Entité marocaine	Total sites industriels
Consommation d'électricité en GWh	0,453	3,12	0,41	3,983
Consommation de gaz en GWh	1,412	2,075	Non applicable	3,487
Total consommation 2013 en GWh	1,865	5,195	0,41	7,47

■ L'utilisation des sols

Au regard des enjeux de nos différentes activités, l'information sur l'utilisation des sols n'est pas pertinente.

3.2.4. **Changement climatique**

■ Les rejets de gaz à effet de serre

Les différentes activités du Groupe sont peu polluantes et émettent très peu de gaz à effet de serre du fait que le Groupe exerce principalement une activité de loueur. Les problèmes de rejets peuvent se poser au niveau de nos parties prenantes telles que :

- nos clients qui sont amenés à transporter des marchandises via les barges, les conteneurs et les wagons que nous mettons à leur disposition, et
- nos fournisseurs qui construisent nos produits et qui au cours du processus de transformation peuvent rejeter des émissions de gaz à effet de serre.

TOUAX, pour ses activités Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret et Barges Fluviales, contribue à développer les transports alternatifs à la route. Un calculateur a été mis en place pour mesurer les réductions d'émission de CO₂ sur le site internet www.ecotransit.org. Nos clients sont invités en fonction de leurs trafics et tonnes transportés à comparer les émissions de CO₂ s'ils avaient utilisé la route. Grâce aux matériels loués par TOUAX, les clients réalisent ainsi d'importantes réductions d'émission de CO₂ qu'ils peuvent mesurer d'une manière efficace.

Dans la division Barges Fluviales qui contribue à cet objectif de réduction des gaz à effet de serre, une réflexion est en cours pour mener des actions visant la reforestation et la conservation des forêts de la zone intertropicale au profit des populations locales.

■ L'adaptation aux conséquences du changement climatique

➤ Conteneurs Maritimes

L'activité Conteneurs Maritimes est liée au commerce mondial. Tout impact sur le commerce mondial du changement climatique aurait un impact sur l'activité. Par exemple, la hausse des températures pourrait rendre accessible de nouvelles routes commerciales au pôle nord ce qui pourrait réduire le nombre de conteneurs nécessaires pour servir le commerce entre l'Asie et l'Europe.

La division Constructions Modulaires, éligible à cette évolution réglementaire, s'est mobilisée afin de satisfaire à ces nouvelles exigences. Sa recherche permanente de solutions basse consommation d'énergie lui a permis de développer un système d'enveloppe isolante performante afin de répondre aux dernières normes thermiques RT2012.

La consommation de carburants de nos 3 sites d'assemblage de constructions modulaires liée à la logistique (chariots élévateurs) a été de 41 138 litres en 2013.

➤ Constructions Modulaires

L'activité Constructions Modulaires n'a pas identifié de conséquences possibles du changement climatique sur les modules.

➤ Barges Fluviales

Les incidents climatiques sont fréquents, sans pouvoir affirmer que cette fréquence est liée au changement de climat. Nos clients sont directement affectés par certains aléas de navigation, tels que la sécheresse, les inondations ou les glaces. En 2013, de fortes précipitations sur le Danube ont perturbé la navigation.

➤ Wagons de Fret

Le changement climatique en particulier la hausse des températures favoriserait, en théorie, l'activité Wagons de Fret par un report des transports polluants (route) vers les transports plus propres comme le rail.

3.2.5. **Protection de la biodiversité**

■ Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Soucieux de contribuer au futur de la planète, le Groupe TOUAX a choisi de mettre en place une démarche de collecte des documents (journaux, magazines, papiers, cartons) et supports informatiques (cd, dvd, disque dur et disquettes) au siège social à la Défense. Des conteneurs « Shred-it » sont mis à la disposition des salariés à proximité des points éditions.

Des lames très performantes transforment les documents, supports informatiques et cartons en confettis qui sont ensuite pressés en ballots et directement envoyés en recyclage pour être transformés en papier de seconde catégorie (papier toilette, essuie-tout...). La société « Shred-it » assurant ce service nous remet en début d'année calendaire un certificat environnemental reprenant le nombre d'arbres préservés de la coupe par le biais de notre contribution. En 2013, 28 arbres ont été préservés.

D'une manière plus générale, les activités du Groupe TOUAX n'impactent pas directement la biodiversité. Ainsi, aucune mesure concrète n'a été prise pour préserver ou développer la biodiversité en 2013. Des réflexions sont toutefois en cours au niveau de la division Barges Fluviales pour préserver la forêt au travers d'un partenariat avec une entreprise à vocation sociale.

3.2.6. Annexe de la partie environnementale

La partie environnementale regroupe des informations qualitatives et quantitatives. Une matrice développée en interne est envoyée annuellement à chaque personne identifiée au sein de chaque activité afin de collecter les données figurant dans le rapport. Ces données sont ensuite complétées avec des échanges. Les informations sont remontées à la Direction Financière Groupe sous la supervision de chaque direction financière locale.

■ Note méthodologique

- Périmètre Groupe retenu

Les informations qualitatives publiées concernent l'ensemble des entités consolidées du Groupe TOUAX employant du personnel. Il s'agit du même périmètre que celui de la partie sociale figurant au point 3.1.8 ci-dessus page 123.

- Note sur le calcul de l'équivalent acier des wagons achetés neufs

On considère un poids moyen du wagon à vide de 23,6 tonnes et 99,5 % d'acier en moyenne dans chaque wagon afin d'effectuer le calcul. Le poids moyen a été calculé par le service technique de TOUAX en faisant une extraction des données techniques de chaque wagon (dont la tare ou masse à vide) dans le système d'information. Le calcul est le rapport entre la somme des masses à vide de tous les wagons de la flotte et du nombre de wagons de la flotte à une date donnée.

- Note sur le calcul de l'équivalent acier des barges achetées neuves (hors bateaux de servitude et pousseurs)

Le poids de l'acier de chaque barge achetée est connu au kilo

près, ce qui permet de calculer l'équivalent acier total de toutes les barges achetées.

- Note sur le calcul de l'équivalent acier des modules produits

Le poids de l'acier des modules produits est défini soit en fonction de la consommation réelle d'acier, soit en fonction d'un poids théorique d'un module standard.

- Note sur le calcul de l'équivalent acier et bois des conteneurs achetés neufs

Le poids de l'acier et du bois des conteneurs est défini selon le type de conteneurs produits par le Groupe.

■ Taux de couverture des indicateurs publiés

Ce chapitre précise le périmètre sur lequel les indicateurs ont été publiés.

Le taux de couverture est le rapport pour chaque indicateur entre le périmètre effectivement collecté et le périmètre retenu (activité, Groupe, sites industriels...). Ce taux se calcule par rapport à l'effectif Groupe total de fin d'année. TOUAX s'engage à faire progresser autant que possible son taux de couverture année après année.

Du fait de la diversité des activités du Groupe TOUAX et de l'organisation actuelle du reporting, les indicateurs (sauf les provisions et les moyens consacrés à la protection de l'environnement) ne sont pas consolidés au niveau Groupe mais par activité. Le périmètre de chaque indicateur est précisé dans le corps du texte. Lorsque les indicateurs sont consolidés par activité, les entités contributrices sont celles présentées dans le tableau sur le périmètre des informations. Cependant, certaines données n'étant pas accessibles, les périmètres de reporting peuvent être plus restreints que l'ensemble des activités du Groupe comme précisé ci-dessous :

Nom de l'indicateur	Base de calcul du taux de couverture	Taux de couverture en 2013	Taux de couverture en 2012	Filiales dont la donnée source n'a pu être collectée en 2013
Nombre d'heures de formations axées sur la protection de l'environnement (périmètre : contrat CDI/CDD et apprentissage)	Groupe	100%	98 %	
Sommes investies pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions en euros	Groupe	100%	98 %	
Montant des provisions et des garanties pour risques en matière d'environnement en euros	Groupe	100%	98 %	
Nombre de plaintes des riverains des sites industriels	Usines de l'activité construction modulaires	100%	100 %	

3.3. Informations sociétales

3.3.1. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

■ En matière d'emploi et de développement régional

Les 3 sites industriels du Groupe TOUAX dans l'activité Constructions Modulaires emploient 54 % de l'effectif total au 31 décembre 2013. La grande majorité des salariés y

travaillant sont originaires du voisinage de ces sociétés. Ces dernières dynamisent leur bassin d'emplois locaux respectifs.

À titre d'exemple, l'usine tchèque est implantée sur le site de Supikovice situé dans un bassin d'emploi qui historiquement connaît un taux de chômage plus élevé par rapport à la moyenne nationale.

■ Sur les populations riveraines ou locales

Le Groupe est en partenariat avec l'association « ZYVA » dont le but est de « faciliter l'insertion des jeunes dans la société en mettant en place des activités permettant la prise en charge des jeunes en difficulté ».

Zy'va est une association engagée dans l'accompagnement social et la scolarité des enfants et des adolescents de Nanterre au cœur de la cité des Pâquerettes l'un des quartiers les plus populaires de la ville. Tous les jours de la semaine, elle propose notamment :

- Une aide aux devoirs, cours de soutien et alphabétisation,
- Des animations culturelles : théâtre, danse, cinéma...,
- Une bibliothèque, une salle informatique.

Afin de l'aider dans son action, 10 % de la taxe d'apprentissage a été versée en faveur de l'association en 2013 ainsi qu'une subvention complémentaire.

Par ailleurs, la division Constructions Modulaires fournit des bâtiments pour les collectivités locales et les administrations (écoles maternelles, hôpitaux...) et participe de par la nature même de son activité, à la création de services de proximité pour les populations riveraines.

3.3.2. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

I Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

Les relations nouées avec de nombreuses organisations permettent au Groupe de partager les bonnes pratiques avec d'autres entreprises et d'anticiper l'évolution des réglementations et des normes.

D'une manière générale, les personnes ou organisations intéressées par les activités de chaque division peuvent obtenir des informations sur leurs produits et services sur chaque site internet concerné. Pour obtenir une information sur le Groupe TOUAX, les personnes ou organisations intéressées peuvent se rendre sur le site internet www.touax.com.

I Les actions de partenariat ou de mécénat

Le chapitre 2.4 de la charte éthique « activités caritatives & mécénat » stipule que le Groupe TOUAX « autorise les actions de mécénat et les contributions aux activités caritatives dans la mesure où elles servent une cause d'intérêt général et contribuent efficacement à l'action citoyenne définie par le Groupe. Ces actions ou contributions doivent faire l'objet d'une approbation préalable, écrite par le directeur de la division concernée, des gérants et de la direction des ressources humaines. Elles sont dûment répertoriées dans une optique de cohérence de la politique humanitaire globale du Groupe. »

Le Groupe TOUAX a apporté son soutien à des démarches humanitaires via des ONG reconnues. Suite au tremblement de Terre sur Haïti, le Groupe a fourni des conteneurs maritimes. Le Groupe a aussi versé des fonds à l'association Action Contre la Faim à la suite d'une course à pied à laquelle une vingtaine de salariés du siège a participé, cette course ayant pour but de financer les programmes de cette association en Haïti et au Libéria.

Des initiatives sont aussi prises par les filiales du Groupe à l'étranger. Ainsi, au Maroc, notre entité a fait un don en 2013 en faveur d'un comédien marocain programmant des séances de théâtre pour les enfants des salariés et des populations riveraines. En Pologne, notre entité a effectué des dons en faveur des orphelinats et des hôpitaux.

3.3.3. Sous-traitance et fournisseurs

I La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Le chapitre 3.4 de la charte éthique soulève la question du choix et du traitement équitable des fournisseurs. Il y est stipulé que chaque collaborateur en contact avec un fournisseur doit « être extrêmement vigilant envers les fournisseurs qui ne respectent pas l'éthique du Groupe, les lois du travail en vigueur dans les pays concernés, les consignes de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement. »

Le Groupe TOUAX sensibilise les collaborateurs au choix éthique des fournisseurs. Pour le moment, il n'y a pas de clause de respect des critères sociaux et environnementaux dans notre politique achat, cependant nous notons que certains fournisseurs s'imposent des critères RSE.

Une réflexion est en cours avec les fabricants afin d'intégrer les enjeux sociaux et environnementaux dans les contrats d'achat au sein de la division Conteneurs Maritimes.

I L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

Le Groupe TOUAX entend mener une réflexion sur les années à venir et à mettre en place des actions afin de mieux prendre en compte sa responsabilité sociale et environnementale dans ses relations avec les fournisseurs et les sous-traitants.

3.3.4. Loyauté des pratiques

I Les actions engagées pour prévenir la corruption

La charte éthique du Groupe TOUAX comporte plusieurs chapitres préventifs. Le chapitre 1.5 traite du sujet des cadeaux et invitations, le chapitre 1.6 celui de la corruption et le chapitre 1.7 celui des conflits d'intérêts. Chaque chapitre donne des recommandations de comportements éthiques à adopter face à ces situations. Des actions de sensibilisation des salariés du Groupe en matière de lutte contre la corruption sont donc menées.

I Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

➤ Constructions Modulaires

Les spécifications du cahier des charges des clients peuvent exiger de nombreuses options améliorant la sécurité des utilisateurs tels que les systèmes de lutte contre les incendies (détecteurs de fumée, lance incendie, alarmes, etc.).

➤ Barges Fluviales

Toutes les barges répondent aux normes de sécurité. Chaque personne à bord doit se conformer aux normes de sécurité (gilet de sauvetage, chaussures de sécurité et casque le cas échéant).

En 2013, la division a fait construire 4 barges en Europe. Les ponts de ces barges ont été recouverts de tôles antidérapantes et la cale a été équipée d'une main courante afin de renforcer la sécurité des utilisateurs.

➤ Wagons de Fret

Des manuels d'utilisation et des guides de maintenance sont rédigés pour chaque client afin d'améliorer la sécurité des utilisateurs.

■ Les autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

À ce jour, le Groupe TOUAX n'a pas adhéré à des référentiels internationaux sur le respect des droits de l'homme. Néanmoins, la charte éthique sensibilise les collaborateurs sur ce sujet.

3.3.5. Annexe de la partie sociétale

La partie sociétale regroupe des informations 100 % qualitatives.

Les informations qualitatives publiées concernent l'ensemble des entités consolidées du Groupe TOUAX employant du personnel. Il s'agit du même périmètre que celui de la partie sociale figurant au point 3.1.8 ci-dessus page 123.

Une matrice développée en interne est envoyée annuellement à chaque personne identifiée au sein de chaque activité afin de collecter les informations figurant dans le rapport. Ces données sont ensuite complétées par des échanges. Les informations sont remontées à la Direction Financière Groupe sous la supervision de chaque direction financière locale.

4. Autres informations

■ Changements statutaires

Les statuts de la société ont été modifiés en son article 6 « capital social » suite à l'augmentation de capital du fait de l'incorporation d'une partie de la prime d'émission au capital et en son article 2 « objet social ».

■ Participation légale des salariés au capital de la société au 31 décembre 2013

Il n'y a pas de participation légale des salariés au capital de la société au 31 décembre 2013.

■ Auto contrôle

Il n'y a pas d'auto contrôle (détention de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'organigramme du Groupe est détaillé au paragraphe 7.1 du document de référence et la liste des filiales est présentée dans la note 2.2 de l'annexe des comptes consolidés du document de référence.

■ Actions auto détenues

Au 31 décembre 2013, la société détenait 3 436 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat voté par l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013. Le détail de l'historique des mouvements des

actions auto détenues par TOUAX est exposé au chapitre 18 du document de référence.

■ Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération totale perçue par les mandataires sociaux de TOUAX SCA s'élève à 867,2 milliers d'euros en 2013. Cette rémunération est détaillée dans le document de référence chapitre 15 page 39.

En ce qui concerne la rémunération des Gérants, il est rappelé que celle-ci est statutaire et ne peut être fixée et modifiée que par les actionnaires en assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire. Le Code Afep-Medef a été amendé en juin 2013 afin d'intégrer les dispositions du « say on pay » en droit français afin de s'aligner sur de nombreux pays où des règles donnent aux assemblées générales la possibilité de se prononcer sur la politique de rémunération ou les rémunérations individuelles des dirigeants. TOUAX considère que la rémunération statutaire des Gérants est gage de transparence et donne déjà un droit aux actionnaires sur ce sujet, ce qui correspond à l'esprit des nouvelles recommandations du code. Les actionnaires peuvent se référer aux paragraphes 15.1 et 27.2 section 1.2 du document de référence 2013 pour connaître les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Messieurs Fabrice et Raphaël WALEWSKI, Gérants.

■ Rémunération des associés commandités

La rémunération des commandités correspond à 3 % du résultat net du Groupe auquel s'ajoute 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. En 2013, les commandités ont perçu 3 % du résultat net de 2012 plus 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs soit un total de 892 milliers d'euros. Cette rémunération statutaire est assimilée à un dividende.

■ Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Le rapport du Président du Conseil de Surveillance précise les mandats et les fonctions des mandataires sociaux. Ce rapport est inclus dans le document de référence au paragraphe 27.2 page 136.

■ Ajustement des bases de conversion des stock-options et des valeurs mobilières donnant accès au capital

À la suite de l'augmentation de capital par incorporation de la somme de 1 148 048 euros prélevée sur la prime d'émission, les bases de conversion des BSAR émis en 2007 ont été ajustées en conséquence en juin 2013, à savoir que 4 BSAR 2007 donnent le droit de souscrire à 1,096 action TOUAX.

Au 31 décembre 2013, il n'existe plus de BSA 2008 et il ne subsiste que 1 278 910 BSAR 2007 à exercer, qui ne sont pas dans la monnaie à la date de ce rapport.

■ Délégations en cours accordées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 a délégué au Conseil de gérance les autorisations d'émissions suivantes :

description des autorisations	date de l'autorisation	date d'échéance	plafonds autorisés (1)	utilisation en cours d'exercice	montant total utilisé
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 (16ème résolution)	11 août 2015	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : 20 millions d'euros	non utilisée en 2013	néant
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public mais avec délai de priorité	Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013 (17ème résolution)	11 août 2015	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : 20 millions d'euros	non utilisée en 2013	néant

(1) Le plafond de 20 millions d'euros est le montant maximum autorisé pour l'ensemble des augmentations de capital en valeur nominale.

Ces autorisations ont fait l'objet de résolutions différentes et ont été votées lors de l'Assemblée des actionnaires. Elles sont valables pour une période de 26 mois à compter du 11 juin 2013.

■ Rachat d'actions

Le Groupe a procédé à des achats et des ventes de ses propres actions par le biais de son contrat de liquidité gérés par un prestataire de services d'investissement (PSI). La synthèse du programme de rachat d'actions est présentée dans le document de référence au paragraphe 18.4 page 43.

■ Actions gratuites

Néant

■ Injonctions ou sanctions pour des pratiques anticoncurrentielles

Néant

■ Stocks options

Il n'existe pas de plan de stock option au 31 décembre 2013.

■ Opérations sur titres réalisées par les dirigeants

À la connaissance de la société, les opérations sur titres réalisées en 2013 par les dirigeants et les commandités sont les suivantes :

Alexandre WALEWSKI, président du conseil de surveillance, a acquis 5 577 actions de TOUAX SCA le 19 avril 2013.

Il est précisé que les dirigeants et commandités actionnaires ont bénéficié de l'augmentation de capital réalisée en juin 2013, laquelle attribuait à chaque actionnaire détenant 40 actions anciennes 1 action nouvelle. Alexandre WALEWSKI s'est vu attribuer 13 458 actions nouvelles, la Société Holding de Gestion et de Participation 15 752 actions nouvelles et la Société Holding de Gestion et de Location 15 404 actions nouvelles.

■ Détenteurs du capital et répartition des droits de vote

La liste des détenteurs du capital, le pourcentage détenu en actions et en droits de vote, et les franchissements de seuils sont présentés dans le document de référence chapitre 18 page 42.

Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. À titre de fait marquant, il est à noter que l'actionnaire Sofina a augmenté sa participation début 2013 dans la société et possède 23,22 % du capital.

■ Actionnariat des salariés

Néant

■ Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

La forme juridique de la société, société en commandite par actions, est généralement considérée protéger la société des offres publiques. En effet, il existe deux catégories d'actionnaires, les commanditaires et les commandités, ces derniers ayant des prérogatives en matière de nomination des Gérants, qui rendent difficile le changement de contrôle.

■ Conventions réglementées

Les conventions réglementées conclues par TOUAX SCA et qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2013 sont les suivantes :

Sociétés concernées	Conventions
TOUAX CONTAINER SERVICES SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS	Convention d'intégration fiscale
CONSTRUCTION MODULAIRE SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX RIVER BARGES SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX CORPORATE SAS	Convention d'intégration fiscale
SCI FRANKLIN LOCATION	Bail commercial

Aucune convention réglementée nouvelle n'a été conclue au cours de l'exercice 2013. Les garanties, avances de fonds et cautions antérieurement considérées comme des conventions réglementées sont considérées comme des conventions courantes.

I Facteurs de risque

Les principaux risques sont détaillés dans le chapitre 4 « facteurs de risque » du document de référence et dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 83. Ils correspondent aux risques suivants :

- Risques juridiques

Les risques sont provisionnés dès lors qu'une charge est probable conformément à l'article L.123-20 alinéa 3 du Code de commerce.

- Risques liés à l'environnement et au marché

Ces risques correspondent notamment à des risques économiques, géopolitiques et à l'exposition à une concurrence soutenue.

- Risques liés à l'activité

Ces risques concernent principalement le risque commercial, de contrepartie clients, de dépendance à l'égard d'un client ou d'un fournisseur, ainsi que les risques d'approvisionnement, technique, de sous-traitance et de gestion.

- Risques financiers

Les risques correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et au risque sur actions, aux risques de contrepartie des établissements financiers et concerne la volatilité des matières premières.

- Assurance – couverture des risques

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux.

5. Autres résolutions d'assemblée générale soumises au vote des actionnaires

I Renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance (8ème à 13ème résolutions) et fixation des jetons de présence (7ème résolution)

Le Conseil de Surveillance de la société est actuellement composé de 6 membres. Ceux-ci sont élus pour une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il vous est proposé de renouveler pour une durée d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'exercice 2014, les mandats des 6 membres suivants :

- Monsieur Alexandre WALEWSKI,
- Monsieur Jean-Jacques OGIER,
- Monsieur Jérôme BETHBEZE,
- Monsieur François SOULET de BRUGIERE,
- La société AQUASOURCA représentée par Madame Sophie DEFFOREY-CREPET,
- Madame Sophie SERVATY.

Le tableau de déclaration synthétique se présente de la façon suivante :

Déclaration par TOUAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres au 28 février 2014	
Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,06%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	
Nombre de titres détenus en portefeuille	3 438
Valeur comptable du portefeuille (€)	67 190,48
Valeur de marché du portefeuille (€)	69 172,56

Vous trouverez une présentation détaillée des 6 membres dont il est proposé leur renouvellement au paragraphe 27.2 page 139 du rapport du Président du Conseil de Surveillance.

Il est rappelé que conformément à la loi, les commandités qui sont actionnaires ne peuvent pas prendre part au vote sur le renouvellement des membres du Conseil de Surveillance.

Il est proposé d'attribuer aux membres du Conseil de Surveillance une rémunération de 63 000 euros à titre de jetons de présence.

I Renouvellement de l'autorisation d'un programme de rachat d'actions (14ème résolution) et annulation d'actions (15ème résolution)

Nous vous proposons de renouveler le programme d'autorisation d'achat d'actions de notre société.

Pour rappel, ce programme ne concerne que les actions TOUAX, lesquelles sont admises aux négociations dans le compartiment C du marché réglementé de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN n° FR0000033003.

Le précédent programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013 et a fait l'objet d'une information semestrielle à l'AMF. Ce programme avait pour objectif :

- d'assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement ;
- de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et des dirigeants de la société et/ou des sociétés du Groupe TOUAX ;
- de consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ;
- de procéder à leur annulation sous réserve de l'adoption de la 15ème résolution.

Le programme a été mis en œuvre pour effectuer exclusivement des opérations dans le cadre de l'objectif d'animation et de liquidité du marché. Ces opérations d'achat et de ventes ont été réalisées au travers d'un contrat de liquidité conclu le 17 octobre 2005 conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF avec le prestataire de services d'investissement GILBERT DUPONT.

Au 31 décembre 2013, la société détenait 3 436 de ses propres actions, étant précisé qu'au cours de l'exercice 2013, il a été acheté 142 842 actions et vendu 144 818 actions au titre du contrat de liquidité dont le seul objectif a été d'animer le marché et d'assurer la liquidité du titre TOUAX.

TOUAX n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de son précédent programme de rachat d'actions.

Ce renouvellement de programme s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 du Code de commerce et sera soumis le 11 juin 2014 à l'Assemblée Générale des actionnaires (14ème résolution). De même, l'Assemblée délibérera sur l'autorisation d'annulation des actions (15ème résolution).

Notre société souhaite mettre en œuvre ce programme de rachat de ses propres actions avec les mêmes objectifs que ceux adoptés par l'Assemblée Générale du 11 juin 2013.

Dans le cadre de l'objectif d'animation du cours, les actions de la société seront achetées pour le compte de la Société par un prestataire de services d'investissement intervenants dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ces actions pourront être acquises, cédées, transférées, échangées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Le programme porte sur une possibilité de rachat de 10 % au maximum du capital social dans les conditions suivantes :

- Prix maximum d'achat par action : 40 €
- Montant maximal : 23 535 092 €
- Durée du programme : 18 mois à compter de l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2014, soit jusqu'au 10 décembre 2015.

Nous vous demandons d'approuver les projets de résolution qui sont soumis à votre approbation.

La Défense, le 26 mars 2014

Fabrice et Raphaël WALEWSKI

Les Gérants

26.2. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, le Cabinet de Saint Front dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC (article 3 de l'arrêté du 13 mai 2013), nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées de la société TOUAX SCA présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce.

I Responsabilité de la société

Il appartient à la Gérance de TOUAX SCA d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce.

I Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer notre indépendance et la conformité de nos travaux avec les textes légaux et réglementaires applicables.

I Responsabilité de l'OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;

- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 4 personnes entre le 3 mars et le 26 mars 2014.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et conformément à la norme professionnelle des experts comptables applicable aux attestations particulières

I. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons effectué les travaux suivants :

- nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables concernés, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent ;

- nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce ;

- nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, (avec les limites précisées dans la note méthodologique) ;

- en cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises. ;

II. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons identifié les personnes responsables de la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application desdites procédures avec :

- La Responsable Juridique,
- Le Directeur des Ressources Humaines et une Responsable des Ressources Humaines,
- Et pour chaque activité un Responsable Technique ou un Responsable Qualité ou le Directeur Administratif et Financier.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Nous avons en particulier étudié :

- informations sociales : les conditions de santé et de sécurité au travail, les politiques mises en œuvre en matière de formation, le nombre total d'heures de formation ;
- informations environnementales : les mesures de préventions, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets.
- informations sociétales : sous traitance et fournisseurs

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes :

- Au niveau des entités, nous avons effectué une visite commentée du site de Mignières près de Chartres, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens au siège social de La Défense pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions) ; nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données ; enfin nous

avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente plus de 20 % sur les informations jugées les plus significatives.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère.

Toulouse, le 26 mars 2014

L'Organisme Tiers Indépendant,

Cabinet de Saint Front

Jacques de Saint Front

27. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

27.1. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application de l'article L. 226-9 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance vous présente son rapport sur sa mission de contrôle permanent de la gestion du Groupe.

Le Conseil de Surveillance a exercé en 2013 sa mission de contrôle en toute indépendance et a bénéficié de tous documents et informations nécessaires au bon accomplissement de sa mission, notamment sur les comptes, les engagements financiers et les risques inhérents aux activités et son environnement.

Le Conseil de Surveillance, par l'intermédiaire de son Président, participe à des comités de surveillance des activités. Ces comités, préparés par les Gérants et les directions opérationnelles, ont pour objet de présenter les orientations stratégiques des activités, notamment les évolutions de stratégie de marché, de stratégie géographique, de positionnement par rapport aux concurrents et les progressions par rapport aux stratégies précédentes. Ils ont pour objet par ailleurs d'étudier les événements marquants de la période analysée. En 2013, le Conseil de Surveillance s'est vu présenter le détail de la vision stratégique de la division Constructions Modulaires et de la division Conteneurs Maritimes.

Les modalités de la mission du Conseil de surveillance sont détaillées plus amplement dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance.

Le rapport des Gérants et les documents d'information financière mis à votre disposition montrent l'évolution des activités et des résultats du Groupe au cours de l'exercice 2013. Les Commissaires aux Comptes y ont fait part des conclusions de leurs travaux. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice écoulé.

L'année 2013 a été marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 2,4 % (baisse du chiffre d'affaires locatif de 5,9 % et hausse de 3 % des ventes) et par le recul du résultat opérationnel courant (-56 %). Le résultat net part du Groupe ressort à -15,3 millions d'euros.

Cette perte s'explique notamment par la restructuration engagée dans l'activité Constructions Modulaires avec en France l'arrêt de la production et la passation de dépréciations d'actifs tangibles et de goodwill.

Le Conseil de Surveillance a porté une attention particulière à l'endettement du Groupe et constate que les ratios bancaires calculés sur les comptes consolidés du Groupe ont été respectés. Le ratio bancaire de gearing (endettement avec recours / fonds propres) s'élève à 1,21 fin 2013 contre 1,47 fin 2012. Le ratio bancaire de leverage qui présente la capacité de remboursement des dettes financières (endettement net avec recours / EBITDA) a augmenté, avec un ratio de 4,24 années en 2013 contre 4 années en 2012.

En prenant en compte la dette totale (avec recours et sans recours) le gearing s'élève à 2,2 ce qui est conforme aux limites internes recommandées par le Conseil de Surveillance de 2,8. Le ratio de leverage est en revanche supérieur à la limite interne de 5 recommandée par le Conseil de Surveillance avec un total de 7,6 années.

Le Groupe a souffert de parcs excédentaires par rapport aux capacités de location dans l'activité Constructions Modulaires entraînant un arrêt ou une diminution de la production de ses centres d'assemblage et d'un excédent de matériels dans certains types de wagons. Ces excédents en période de baisse d'activités sur les marchés ont entraîné des diminutions de tarifs locatifs.

Le Groupe présente un bilan solide à fin 2013. Le total du bilan consolidé s'élève à 744,6 millions d'euros en 2013 comparé à 776,1 millions d'euros en 2012. En face de 400 millions d'euros de dettes nettes, le Groupe possède notamment (i) 585 millions d'euros d'immobilisations corporelles nettes, de stocks et de matériels donnés en location financière aux clients, et (ii) des goodwill à hauteur de 29 millions d'euros qui n'incluent pas la valeur réelle des 4 divisions, qui gèrent un total d'1,6 milliard d'euros de matériels, dont 851 millions d'euros pour le compte d'investisseurs tiers.

Les Gérants et le Conseil de Surveillance de votre société proposent au vote de l'Assemblée un coupon de 0,50 euro par action, sachant qu'un acompte de 0,25 euro a été payé en janvier 2014. La moyenne des sommes distribuées au titre des 6 derniers exercices représente environ 35 % du résultat.

Le Conseil vous invite à approuver l'ensemble des résolutions soumises à votre approbation.

Les principaux atouts du Groupe sont la diversification de ses activités ainsi que la récurrence de ses revenus provenant majoritairement de contrats de location long terme. À long terme, les activités du Groupe restent liées à des marchés structurellement porteurs. Le Conseil de Surveillance est ainsi en mesure de confirmer sa confiance dans l'avenir de la société et dans les Gérants.

La Défense, le 26 mars 2014

Le Conseil de Surveillance

27.2. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application de l'article L.226-10-1 du Code de commerce, le présent rapport rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société TOUAX SCA.

Les autres sociétés du Groupe ne rentrent pas dans le champ de ce rapport. Elles doivent néanmoins appliquer les procédures définies par le Groupe. Toutes les procédures de contrôle interne du Groupe sont appliquées indifféremment par l'ensemble des filiales.

Ce rapport a été préparé par la Direction Administrative et Financière et la Direction Générale du Groupe et a été débattu et approuvé lors de la séance du Conseil de Surveillance du 26 mars 2014.

Le Conseil tient à rappeler qu'il mène avant tout ses travaux de manière collégiale, dans un souci éthique, dans le respect de la loi, des règlements et des recommandations.

1. La gouvernance d'entreprise

La société est administrée par un Conseil de gérance et un Conseil de Surveillance. L'adresse professionnelle des membres du Conseil de Surveillance, des Gérants et des associés commandités est :

TOUAX SCA – Tour Franklin – 23ème étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex.

Le Conseil de gérance, composé de Fabrice WALEWSKI et Raphaël WALEWSKI, dirige la société. Il est assisté d'un comité de direction et des directions opérationnelles. Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la bonne gestion de la société par le Conseil de gérance.

À notre connaissance, aucune condamnation pour fraude, aucune faillite, aucune mise sous séquestre ou liquidation, aucune incrimination ou sanction publique officielle, aucun empêchement n'a été prononcé au cours des cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du Conseil de Surveillance, d'un des Gérants ou d'un des associés commandités ou d'une société dans laquelle l'un de ceux-ci est mandataire social, associé commandité, fondateur, ou possède des fonctions d'administration, de direction, de surveillance.

L'expertise et l'expérience des membres du Conseil de Surveillance en matière de gestion sont mentionnées dans les mandats qu'ils exercent dans d'autres sociétés et sur leur date d'entrée en fonction dans le Groupe.

Par ailleurs, il n'existe à notre connaissance :

- Aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'un des membres du Conseil de Surveillance ou directeur général, de l'un des associés commandités, et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs ;
- Aucun arrangement ou accord entre des membres du Conseil de Surveillance ou de la Direction Générale ou entre un associé commandité avec l'un quelconque des principaux actionnaires, clients ou fournisseurs ;
- Aucune restriction concernant la cession par un membre du Conseil de Surveillance ou un membre de la direction ou un associé commandité dans un certain laps de temps de leur participation dans le capital social du Groupe ;
- Aucun contrat de service client liant les membres du Conseil de Surveillance et du Conseil de gérance de TOUAX SCA et liant un associé commandité avec l'une quelconque de ses filiales ;
- Aucun lien familial entre les personnes composant le Conseil de Surveillance.

Conformité aux règles de gouvernance de l'AFEP/MEDEF

- En complément des exigences légales, le Groupe se réfère aux règles de gouvernance recommandées par l'AFEP/MEDEF consignées au sein du Code de gouvernement d'entreprise révisé en juin 2013. Ce rapport est disponible sur le site du Medef www.medef.fr. L'application des recommandations et

dispositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux dirigeants ou non dirigeants est exposée au sein du chapitre 15 du document de référence.

- Conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article L.225-68 du Code de commerce, le présent rapport précise les dispositions de ce Code qui ne sont pas appliquées par la société.

1.1. Les associés commandités

TOUAX est une société en commandite par actions qui possède deux commandités tels que mentionnés dans les dispositions statutaires décrites dans le chapitre 21 du document de référence.

Les associés commandités sont la société Holding de Gestion et de Participation, détenue et dirigée par Fabrice WALEWSKI et la société Holding de Gestion et de Location détenue et dirigée par Raphaël WALEWSKI.

Les associés commandités ont approuvé l'ensemble des résolutions soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2013.

La rémunération des associés commandités est prévue à l'article 15.5 des statuts et est votée en Assemblée Générale Extraordinaire. Elle représente 3 % du bénéfice net après impôt consolidé part du Groupe majoré d'un montant égal à 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Elle s'est élevée en 2013 sur la base de l'exercice 2012 à 446,1 milliers d'euros pour la Société Holding de Gestion et de Participation et à 446,1 milliers d'euros pour la société Holding de Gestion et de Location. Les associés commandités étant des personnes morales, il n'existe pas de sommes provisionnées ou constatées aux fins de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

Il est à noter qu'afin d'aligner les intérêts des commandités avec ceux de la société, les associés commandités avaient investi deux millions d'euros environ dans des matériels gérés par le Groupe. Ces investissements sont encadrés par une charte déontologique validée par le Conseil de Surveillance. Les associés commandités bénéficient des mêmes conditions de gestion que celles proposées à des tiers investisseurs. Les revenus des matériels gérés ne sont pas garantis par le Groupe, les commissions de gestion prélevées par le Groupe sont équivalentes à celles pratiquées sur le marché, les matériels sont gérés dans des pools de matériels existants sans discrimination. Au 31 décembre 2013, seule la Société Holding de Gestion et de Participation, détenue par Fabrice WALEWSKI, est toujours propriétaire de matériels, il s'agit de ceux rachetés à Fabrice WALEWSKI, qu'il détenait en sa qualité de Gérant. Lorsque les matériels sont vendus et sortent du pool, les dirigeants bénéficient des mêmes conditions de vente que celles du Groupe ou des tiers investisseurs.

1.2. La Gérance

Depuis le 28 juillet 2005, la société est gérée et administrée par le Conseil de gérance composé de deux Gérants, Fabrice et Raphaël WALEWSKI. Ils ont été nommés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2005 pour une durée non limitée. Outre les pouvoirs du Conseil de Surveillance et de l'Assemblée Générale, les pouvoirs des Gérants ne sont pas limités.

Ils se réunissent en Conseil pour prendre les décisions. Le Conseil de gérance s'est réuni 7 fois en 2013. Ces réunions ont eu principalement pour objet :

- le versement d'un acompte sur dividende ;
- l'arrêté des comptes annuels sociaux et consolidés ainsi que l'arrêté des comptes semestriels consolidés ;
- le rachat de BSAR ;
- l'autorisation d'émission d'obligations.

Alexandre WALEWSKI (Président du Conseil de Surveillance), Raphaël WALEWSKI et Fabrice WALEWSKI ont des liens de parenté au premier degré.

Les Gérants sont assistés par le comité de direction et les directions générales opérationnelles pour l'exercice de leurs fonctions.

La rémunération des Gérants est statutaire et votée en Assemblée Générale Extraordinaire. Elle est composée d'une part fixe, d'une part variable et de primes d'éloignement familial lors de déplacements à l'étranger. Le montant total et le détail des rémunérations sont présentés dans le chapitre 15 du document de référence, étant précisé que la rémunération des mandataires sociaux dirigeants s'élève à 804,2 milliers d'euros en 2013.

L'article 11.5 des statuts stipule :

La rémunération annuelle attribuée à chaque Gérant dans le cadre du régime général de la sécurité sociale est fixée comme suit :

- Une partie fixe brute égale à la somme de 129 354 euros, complétée par les bénéfices d'avantage en nature dans la limite de 15 % de la rémunération fixe, étant précisé que ne s'imputent pas sur ce montant les jetons de présence, rémunérations et remboursements de frais perçus par les Gérants au titre des mandats sociaux et fonctions exercés dans toutes filiales de la société, dans la limite de 80 000 euros par Gérant ;
- D'une somme brute de 850 euros chaque jour de déplacement professionnel hors de France, à titre de prime d'éloignement familial ;
- Ces montants ne pourront être librement réévalués par les associés commandités que dans la limite de l'évolution cumulée de l'indice d'inflation annuel de l'INSEE.
- Une partie variable égale au maximum à 0,50 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Pour les besoins de ce calcul, il est précisé que l'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation.

La rémunération des Gérants est réévaluée annuellement conformément aux stipulations des statuts.

Les associés commandités décident librement des modalités de paiement de cette rémunération des Gérants, et peuvent en limiter le montant. Le versement de la partie variable est fait, après décision des associés commandités, dans les soixante (60) jours de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes par la société.

Cette rémunération peut être modifiée à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires sur proposition des commandités après consultation du Conseil de Surveillance, et avec l'accord unanime des associés commandités.

Tous les frais de déplacement et de représentation exposés par un Gérant dans l'intérêt de la société seront pris en charge par la société.

Il est à noter qu'afin d'aligner les intérêts des Gérants sur ceux de la société, Fabrice et Raphaël WALEWSKI avaient investi dans des actifs exploités par la société pour environ un million d'euros. Ces investissements étaient encadrés par une charte déontologique validée par le Conseil de Surveillance. Les dirigeants ont bénéficié des mêmes conditions de gestion que celles proposées à des tiers investisseurs. Les revenus des matériels gérés n'étaient pas garantis par le Groupe, les commissions de gestion prélevées par le Groupe étaient équivalentes à celles pratiquées sur le marché, les matériels étaient gérés dans des pools de matériels existants sans discrimination. À fin 2013, les Gérants ne détiennent plus aucun matériel. En 2013, Fabrice WALEWSKI qui détenait encore des matériels pour environ 500 milliers d'euros les a vendus à la Société Holding de Gestion et de Participation, société commandité.

1.2.1. Les mandats en cours de Raphaël WALEWSKI

- Entrée en fonction : administrateur en 1994 (mandat ayant expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1999, 2001, 2003 et 2005,
- Président sur les exercices 1998, 2000, 2002 et 2004,
- Directeur général délégué en 2005 avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Gérant de TOUAX SCA depuis 2005,
- Âgé de 47 ans,
- De nationalité française.

Mandat d'administrateur ou de directions au sein des sociétés du Groupe suivantes :

TOUAX Construction Modulaire SAS, TOUAX Solutions Modulaires SAS, TOUAX River Barges SAS, Eurobulk Transportmaatschappij BV, TOUAX Rom SA, TOUAX Hydrovia, GOLD CONTAINER Corporation, GOLD CONTAINER FINANCE Corporation, TOUAX CONTAINER LEASING Private LTD, GOLD CONTAINER Investment LTD, TOUAX Modular Building USA Llc, SIKO Containerhandel GmbH, TOUAX Sp. zo.o., TOUAX Sk, TOUAX Sro, TOUAX BV, TOUAX Africa, TOUAX Maroc Capital, SACMI, RAMCO, TOUAX Capital SA, TOUAX CONTAINER Lease Receivables Corporation, TOUAX Corporate SAS, TOUAX Corporation, TOUAX Equipment Leasing Corporation, TOUAX Espana SA, TOUAX Finance Inc., TOUAX Assets BV, TOUAX Leasing Corporation, TOUAX NV, TOUAX Rail Finance Ltd, TOUAX Rail Finance 2 Ltd, TOUAX Rail India Ltd, TOUAX Rail India Finance Ltd, TOUAX Rail Ltd, TOUAX Texmaco Railcar Leasing Private Ltd.

Président de la Société Holding de Gestion et de Location et gérant de la SCI Franklin Location. Raphaël WALEWSKI n'a pas de mandat d'administrateurs dans des sociétés cotées extérieures au Groupe TOUAX, y compris étrangères.

Raphaël WALEWSKI ne possède, directement, aucune action de la société TOUAX SCA au 31 décembre 2013.

1.2.2. Les mandats en cours de Fabrice WALEWSKI

- Entrée en fonction : administrateur en 1994 (mandat ayant expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1998, 2000, 2002 et 2004,
- Président sur les exercices 1999, 2001, 2003 et 2005, avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Directeur général délégué en 2004,
- Gérant de TOUAX SCA depuis 2005,
- Âgé de 45 ans,
- De nationalité française.

Mandat d'administrateur ou de directions au sein des sociétés du Groupe suivantes :

TOUAX Corporate SAS, TOUAX Container Services SAS, Eurobulk Transportmaatschappij BV, GOLD CONTAINER Corporation, GOLD CONTAINER Finance Corporation, TOUAX CONTAINER Leasing Private LTD, GOLD CONTAINER Investment LTD, TOUAX Modular Building USA LLC, SIKO Containerhandel GmbH, TOUAX Sp. zo.o., TOUAX Sk, TOUAX Sro, TOUAX BV, TOUAX Capital SA, TOUAX Container Lease Receivables Corporation, TOUAX Corporation, TOUAX Equipment Leasing Corporation, TOUAX Espana SA, TOUAX Finance Inc., TOUAX Leasing Corporation, TOUAX NV, TOUAX Rail Finance Ltd, TOUAX Rail Finance 2 Ltd, TOUAX Rail India Ltd, TOUAX Rail India Finance Ltd, TOUAX Rail Ltd, TOUAX Rail Romania SA, CFCL TOUAX LLC, TOUAX Rom SA, TOUAX Hydrovia, et TOUAX Texmaco Railcar Leasing Private Ltd.

Il est aussi Président de la Société Holding de Gestion et de Participation, Gérant de la SCI Franklin Location et a des fonctions dans Dunavagon Sro et DV01 Zrt. Fabrice WALEWSKI n'a pas de mandat d'administrateurs dans des sociétés cotées extérieures au Groupe TOUAX, y compris étrangères.

Fabrice WALEWSKI ne possède, directement, aucune action de la société TOUAX SCA au 31 décembre 2013.

1.3. Le comité de direction

1.3.1. Composition

Le comité de direction a été créé en juin 1992.

Ce comité de direction se compose à ce jour de quatre membres :

I Raphaël WALEWSKI	Gérant (entrée juin 1994)
I Fabrice WALEWSKI	Gérant (entrée juin 1994)
I Stephen PONAK	Managing Director – Asset Management (entrée janvier 1998)
I Thierry SCHMIDT de La BRÉLIE	Directeur Général - Administration et Finance (entrée mars 2005)

1.3.2. Fonctionnement

Le comité de direction assure par des réunions régulières, généralement deux fois par mois, la direction effective de la société et de ses filiales.

Ses missions consistent essentiellement en :

- la mise au point de la stratégie du Groupe, des stratégies d'investissements et financières,
- le suivi et le contrôle des activités du Groupe,
- le suivi et la gestion des risques,
- les décisions d'investissements et de cessions.

Au cours de l'année 2013, il y a eu 23 réunions et l'ensemble des membres du comité a été présent à chaque séance.

Des comités financiers de nature technique se tiennent également entre certains membres du comité. Par ailleurs, les directeurs d'activité des divisions du Groupe participent ponctuellement au comité de direction pour les sujets les concernant.

1.3.3. Rémunération

La rémunération brute des quatre personnes du comité de direction s'est élevée à 1 215,5 milliers d'euros en 2013.

1.3.4. Stock-options et bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité de direction

En 2008, la société avait émis des bons de souscription d'actions (BSA). Les 22 500 BSA restants, dont ceux détenus par Stephen PONAK, sont devenus caducs le 12 mars 2013.

Le 2 février 2007, le Conseil de gérance a émis des obligations à bons de souscription d'actions remboursables (OBSAR). Au 31 décembre 2013 et à la connaissance de la société, aucun des membres du comité de direction ne détient de BSAR. Il est rappelé que des BSAR avaient été cédés en 2010 par Raphaël WALEWSKI à la Société Holding de Gestion et de Location et, en 2011 par Fabrice WALEWSKI à la Société Holding de Gestion et de Participation. Les BSAR ne sont pas dans la monnaie à la date de rédaction de ce rapport.

1.4. Le Conseil de Surveillance

1.4.1. Composition du Conseil de Surveillance

En vertu des dispositions légales et statutaires, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de douze au plus nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée d'un an. Il n'est pas prévu d'échelonner le renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance est actuellement composé de 6 membres. Ils ont tous été renouvelés en 2013 pour une année.

Le Groupe ne remplit pas les conditions pour voir nommer un membre représentant les salariés au sens de l'article L.225-79-1 du Code de commerce.

Il n'y a pas de membre du Conseil de Surveillance référent.

Chaque membre doit détenir au minimum 250 actions de la société TOUAX SCA.

La qualification de membre du Conseil de Surveillance indépendant a été débattue par le Conseil de Surveillance en décembre 2013. Il a été procédé à l'examen de la situation de chacun des membres par le Conseil de Surveillance, lequel a conclu que 4 d'entre eux étaient considérés comme indépendants, au regard des critères énoncés dans le Code AFEP/MEDEF. Les critères retenus pour qualifier 2 des membres non-indépendants sont explicités au paragraphe 1.5 ci-après.

Ce code sur la gouvernance d'entreprise précise qu'un membre du Conseil de Surveillance est indépendant et libre d'intérêts dès lors « qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ». S'ajoute notamment à cette définition un critère de durée : « ne pas être administrateur ou membre du Conseil depuis plus de douze ans ». Les membres indépendants sont listés à la section 1.5 ci-dessous.

Les membres du Conseil de Surveillance ne font pas partie des effectifs du Groupe et n'ont pas d'autres fonctions au sein du Groupe.

1.4.2. Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance

Les travaux du Conseil de Surveillance s'organisent autour d'un règlement intérieur qui a pour objet de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires auxquelles le Conseil et les membres du Conseil s'astreignent naturellement. Le règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du Conseil, dans l'intérêt de la société et de tous ses actionnaires, et celui de son comité dont les membres sont des membres du Conseil de Surveillance auxquels il confie des missions préparatoires à ses travaux.

Ce règlement est susceptible d'être modifié par le Conseil compte tenu des évolutions des lois et des règlements, mais aussi de son propre mode de fonctionnement. La dernière modification date du 13 décembre 2010 afin de mieux définir le rôle du comité d'audit.

1.4.3. Organisation du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions légales et statutaires, assume un contrôle permanent de la gestion de la société.

Le Président organise les travaux du Conseil. Aux rendez-vous d'examen et de contrôle de gestion et de sincérité des comptes annuels et semestriels arrêtés par les Gérants, à l'analyse du budget, à la revue des activités et à la vérification de la qualité des communiqués de presse sur les résultats avant leur diffusion s'ajoutent les séances dont la tenue est justifiée par la marche des affaires ou que le Conseil juge opportunes. En 2013, à l'ordre du jour des séances, les thèmes non génériques inscrits ont été : la présentation de la nouvelle stratégie de l'activité Constructions Modulaires, la présentation des projets de développement de la division Conteneurs Maritimes, les modalités d'émission du capital hybride, la revue annuelle du fonctionnement du Conseil, l'égalité professionnelle et salariale.

Le Conseil de Surveillance délibère également sur la situation de trésorerie du Groupe et d'engagement de la société.

Le Président :

- reçoit les documents préparés par les services internes à l'entreprise sous l'autorité des Gérants ;
- organise et dirige les travaux du Conseil de Surveillance ;
- s'assure que les membres du Conseil sont en mesure de remplir leur mission et veille notamment à ce qu'ils disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil de Surveillance est assisté d'un comité d'audit, lequel a examiné les comptes sociaux et consolidés et a rendu compte de ses conclusions au Conseil de Surveillance.

Il n'existe pas d'autres comités au sein du Conseil de Surveillance. Un comité des nominations ne paraît pas nécessaire dans la mesure où une majorité de membres du Conseil sont indépendants et que les discussions entre les membres donnent toute satisfaction à ce sujet. Un comité des rémunérations n'a pas non plus été institué eu égard aux spécificités de la société en commandite, le Conseil de Surveillance n'ayant pas de missions spécifiques concernant la rémunération des Gérants.

1.4.4. Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son Président ou le Conseil de gérance quinze jours à l'avance par courrier simple ou par email.

Au cours de l'exercice 2013, le Conseil de Surveillance s'est réuni cinq fois. Le taux de participation s'est élevé à 100 %.

Participation des membres du Conseil de Surveillance aux réunions du Conseil de Surveillance en 2013 :

Membre du Conseil de Surveillance	Nombre de séances
Jérôme BETHBEZE	5
François SOULET de BRUGIERE	5
Société AQUASOURCA	5
Jean-Jacques OGIER	5
Sophie SERVATY	5
Alexandre WALEWSKI	5

Les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance qui examinent les comptes annuels et semestriels.

La réglementation applicable aux opérations sur titres des personnes initiées est opposable aux membres du Conseil de Surveillance de la société.

Les membres du Conseil de Surveillance ont pu approfondir leurs connaissances sur l'activité Constructions Modulaires à la suite d'une présentation du directeur.

1.4.5. Évaluation du fonctionnement du Conseil de Surveillance

En 2011 et 2012, une évaluation du Conseil a été formalisée, en interne, par le biais d'un questionnaire d'évaluation, lequel portait sur la composition du Conseil, la transmission des informations aux membres, la périodicité des réunions, la durée des réunions, les sujets traités, la qualité des débats, les travaux du comité d'audit et les suggestions d'amélioration. Pour 2013, il a été décidé de ne pas formaliser l'évaluation du Conseil au travers d'un questionnaire.

Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des évolutions positives du fonctionnement du Conseil de Surveillance par rapport aux 2 principaux axes d'amélioration identifiés en 2012, à savoir la présentation de leurs activités par les responsables des directions fonctionnelles ainsi que

l'allongement de la durée des conseils. Ils encouragent la Gérance à continuer dans ce sens.

Les membres du Conseil ont estimé exercer leur totale liberté de jugement. Cette liberté de jugement leur a permis de participer, en toute indépendance, aux travaux puis aux décisions collégiales. Le Conseil de Surveillance a bénéficié, tout au long de l'année, d'une information exhaustive, régulière, fiable et suffisamment préalable aux réunions du Conseil.

Le Conseil de Surveillance considère qu'il est en mesure d'exercer de manière constructive sa mission de contrôle.

1.4.6. Les comptes rendus de séance du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance nomme son secrétaire à chaque séance. Le secrétaire du Conseil établit le procès-verbal de la réunion qui est arrêté par le Président et soumis à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le

registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un membre du Conseil.

1.4.7. Rémunération du Conseil de Surveillance

La rémunération du Conseil de Surveillance s'est élevée à 63 000 euros sur l'exercice 2013, conformément aux montants des jetons de présence fixé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 juin 2013.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2014 proposera une rémunération de 63 000 euros pour l'exercice 2014.

Les jetons de présence ont été attribués pour 50 % en partie fixe et pour 50 % en fonction de la présence effective au Conseil de Surveillance. Le Président du Conseil de Surveillance bénéficie de jetons de présence double. Des jetons de présence seront attribués au(x) membre(s) indépendant(s) du comité d'audit.

1.5. Les mandats en cours des membres du Conseil de Surveillance

1.5.1. Alexandre WALEWSKI – Président du Conseil de Surveillance et membre du comité d'audit

Alexandre WALEWSKI

Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Administrateur depuis 1977 jusqu'au 30 juin 2005 Président Directeur Général de juillet 1977 à décembre 1997 Membre du Conseil de Surveillance depuis le 30 juin 2005 Président du Conseil de Surveillance depuis le 29 septembre 2005
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d'une année à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Non lien de parenté avec les Gérants Détient près de 9 % du capital et des droits de vote de TOUAX SCA
Membre d'un Comité	Président du Comité d'audit
Mini CV	Alexandre WALEWSKI a été le dirigeant du Groupe TOUAX pendant 20 ans
Âge	80 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	551 822 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	Aucun

1.5.2. Jérôme BETHBEZE – membre du Conseil de Surveillance et membre du comité d’audit

Jérôme BETHBEZE	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Administrateur du 28 juin 2004 au 30 juin 2005 Membre du Conseil de Surveillance depuis le 30 juin 2005
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d’une année à compter de l’Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l’Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l’exercice 2013. Son mandat est proposé d’être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d’un Comité	Membre du Comité d’audit
Mini CV	Jérôme Bethbèze a, depuis plus de 25 ans, acquis une compétence financière au sein d’établissements financiers. Depuis une vingtaine d’années, il exerce diverses fonctions de direction au sein du groupe Quilvest.
Âge	52 ans
Nationalité	Française
Nombre d’actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	358 actions
Mandats d’administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d’autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2009/2010 : Président du Directoire de Quilvest Gestion Privée, membre de la SFAF. Depuis 2011 : Directeur général de Quilvest Family Office, membre de la SFAF.

1.5.3. Jean-Jacques OGIER – membre du Conseil de Surveillance

Jean-Jacques OGIER	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	En tant que représentant permanent de la société SALVEPAR du 29 juin 2007 au 9 juin 2009 Membre du Conseil de Surveillance depuis le 10 juin 2009
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d’une année à compter de l’Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l’Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l’exercice 2013. Son mandat est proposé d’être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d’un Comité	Non
Mini CV	Jean-Jacques Ogier a exercé sa carrière au sein de la Société Générale, essentiellement à des fonctions de directions à l’étranger (Maroc, Hong Kong, Amériques), tant pour la banque de détail, que la banque d’investissement. Il est depuis 2 ans, consultant organisationnel et financier d’un projet en Russie.
Âge	66 ans
Nationalité	Française
Nombre d’actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	256 actions
Mandats d’administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d’autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	Aucun

1.5.4. François SOULET DE BRUGIERE, membre du Conseil de Surveillance

François SOULET DE BRUGIERE	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Membre du Conseil de Surveillance depuis le 18 juin 2008
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d'une année à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cet AG.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	François Soulet de Brugièr e a fait quasiment toute sa carrière dans le domaine maritime, connaissant très bien les problématiques de ce secteur. Il exerce également des fonctions de direction depuis de très nombreuses années.
Âge	60 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	422 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2009 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président de L'Union des ports de France 2010/2011 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président de L'Union des ports de France 2012/2013 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président délégué de L'Union des ports de France

1.5.5. Sophie DEFFOREY-CREPET, représentant de la société AQUASOURCA, membre du Conseil de Surveillance

Sophie DEFFOREY-CREPET	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	En tant que représentant permanent de la société AQUASOURCA depuis le 18 juin 2008
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d'une année à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	Sophie Defforey-Crep et a travaillé près de dix ans dans la publicité au sein de l'agence de communication RSCG, avant de rejoindre la société Valon. En 1998, elle crée la société Aquasourca. Elle est trésorière de la CCI de Lyon depuis 2010.
Âge	59 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	89 907 actions détenues par AQUASOURCA
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2009 à 2012 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events et Chapoutier 2013 : Président d'Aquasourca, administrateur de GL Events (société cotée à Euronext), Polygone SA et Chapoutier

1.5.6. Sophie SERVATY, membre du Conseil de Surveillance

Sophie SERVATY	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Membre du Conseil de Surveillance depuis le 10 juin 2010
Durée et échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Durée d'une année à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013. Échéance lors de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Non lié au groupe SOFINA, actionnaire détenant environ 23 % du capital et des droits de vote de la Société
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	Sophie Servaty a travaillé au sein de Deloitte Corporate Finance à Bruxelles sur de nombreuses opérations de due diligence, de valorisations d'actifs et de projets spécifiques. Depuis 2004, Sophie Servaty travaille au sein du holding financier Sofina, où elle y occupe la position de Senior Investment Manager
Âge	41 ans
Nationalité	Belge
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2013	256 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2009/2010 : administrateur de Sylve Invest SA, Vives SA, Capital-E NV et Capital-E Arkiv NV 2011 : administrateur de Capital-E NV, Capital-E Arkiv NV et Vives SA 2012/2013 : administrateur de Capital-E NV

1.5.7. Proportion de femmes au sein du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2013, il y avait 2 femmes (en ce compris les représentants des personnes morales) sur 6 membres, soit un taux de représentation des femmes de 33 %. La société respecte la recommandation de l'AFEP/MEDEF, laquelle préconise un taux de 20 % à partir de 2013 ainsi que la loi du 27 janvier 2011 sur la représentation des femmes dans les conseils d'administration et de surveillance qui requiert à partir de 2014 au moins 20 % de femmes au sein des conseils.

Afin d'être en conformité avec la réglementation en 2016, le Conseil envisage la nomination d'une femme ayant une expérience et un profil international.

1.6. Le comité d'audit

Le comité d'audit a été mis en place lors de la séance du Conseil de Surveillance du 30 janvier 2006. Sa mission a commencé avec les comptes de 2005.

Le comité d'audit est composé de 2 membres, Monsieur Alexandre WALEWSKI, Président du Conseil de Surveillance et Monsieur Jérôme BETHBEZE, membre du Conseil de Surveillance.

Alexandre WALEWSKI a été Président du Groupe pendant plus de 20 ans et Jérôme BETHBEZE a été Président du directoire, membre du conseil de surveillance de Quilvest Gestion Privée, une société de gestion de Quilvest Banque Privée, elle-même filiale de Quilvest, groupe centré sur la gestion de fortune. Il est aujourd'hui Directeur Général de

Quilvest Family Office. Ces membres ont été choisis pour leurs compétences financières et leur expérience du Groupe.

TOUAX, suivant les critères énoncés dans le Code AFEP/MEDEF pour la définition d'indépendance d'un membre du Conseil de Surveillance, constate que le comité d'audit intègre un membre indépendant en la personne de Jérôme BETHBEZE. Il n'est pas prévu de nommer un autre membre indépendant, car la taille de l'entreprise de même que l'expérience de ses membres permettent au comité de remplir correctement sa mission.

Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2013. Le taux de participation a été de 100 %.

Son activité a plus particulièrement porté sur les points suivants :

- l'examen des comptes consolidés annuels et semestriels de l'exercice 2013 ;
- la vérification de la conformité du processus de l'information comptable et financière aux exigences légales et réglementaires ;
- l'assurance de l'existence d'une procédure d'identification et d'analyse et de suivi des risques, notamment financiers ;
- l'assurance que les procédures de contrôle interne sont bien appliquées et garantissent la fiabilité de l'information ;
- l'examen des programmes annuels de révision des Commissaires aux Comptes ;

- l'examen des principaux éléments de communication financière.

Lors de ses réunions, il a notamment entendu les Commissaires aux Comptes, le directeur administratif et financier et les Gérants. Parmi les documents transmis figurent la synthèse des travaux d'audit interne ainsi que le compte rendu des Commissaires aux Comptes sur leurs travaux. Le comité d'audit a la possibilité de recourir à un conseil externe.

Seuls les membres indépendants du comité d'audit perçoivent une rémunération sous forme de jetons de présence. Il est rappelé que les membres du comité d'audit étant membres du Conseil de Surveillance ne font pas partie des effectifs du Groupe.

1.7. Les modalités de participations des actionnaires à l'Assemblée

La participation à l'Assemblée Générale est réservée aux actionnaires de TOUAX SCA quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

1.7.1. Justification de la qualité d'actionnaire

Actionnaire nominatif

Les actionnaires dont les titres sont inscrits en compte nominatif n'ont aucune démarche à effectuer pour apporter la preuve qu'ils sont actionnaires.

Actionnaire au porteur

Les actionnaires au porteur doivent justifier de leur titre de propriété en demandant une attestation de participation auprès de leur intermédiaire financier (banque ou société de bourse, qui assure la gestion du compte titres sur lequel sont inscrites les actions TOUAX). Cette attestation doit être transmise avec une carte d'admission au service juridique de TOUAX SCA.

L'inscription en compte ou la production de l'attestation doit être effectuée au plus tard le troisième jour ouvré précédant la date de la tenue de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Une pièce d'identité est exigée à l'entrée de l'Assemblée.

1.7.2. Droit de vote

L'actionnaire a 4 possibilités pour exercer son droit de vote :

- **assister personnellement à l'Assemblée Générale** : une carte d'admission doit être demandée auprès du service juridique de TOUAX SCA. Si toutefois la carte d'admission n'était pas reçue à temps, l'actionnaire au porteur pourra néanmoins se présenter à l'Assemblée muni de l'attestation de participation qui aura été délivrée par l'établissement teneur de compte dans les 3 jours qui précèdent l'Assemblée Générale ;
- **donner pouvoir au Président de l'Assemblée** ;
- **donner pouvoir à toute personne de son choix** (conjoint, partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, un autre actionnaire de TOUAX SCA ou toute personne physique et morale de son choix) ;
- **voter par correspondance**.

À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration est à la disposition de tout actionnaire qui en fera

la demande par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Pour être pris en compte, ce formulaire, complété et signé, devra être parvenu au siège social trois jours au moins avant la date de l'Assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur devront joindre au formulaire l'attestation de participation.

Si la cession de titres intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société et lui transmet les informations nécessaires. Pour toute cession d'action au-delà de cette date, l'attestation de participation demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

2. Le contrôle interne

Suite à la publication par l'Autorité des Marchés Financiers de son cadre de référence pour le contrôle interne, le Groupe TOUAX a défini et mis en place des procédures afin d'appliquer ces recommandations. TOUAX s'appuie sur le cadre de référence pour les valeurs moyennes et petites préconisé par l'AMF en juillet 2010.

2.1. L'organisation du contrôle interne

2.1.1. Définition

Le contrôle interne est un dispositif défini et mis en œuvre par la société, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements en vigueur,
- l'application des instructions et orientations fixées par la direction générale,
- le bon fonctionnement de ses processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde et à la sécurité de ses actifs,
- la fiabilité des informations financières,

et d'une manière générale, le contrôle interne est un dispositif qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

2.1.2. Objectifs de la société en matière de contrôle interne

Le contrôle interne de la société a pour objectif que :

- les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de la société par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et procédures internes à la société ;
- les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.
- Les procédures impliquent le respect des politiques de gestion, la sauvegarde et la sécurité des actifs, la prévention et la détection des fraudes et erreurs, la réalité et l'exhaustivité des enregistrements comptables, l'établissement dans les délais impartis d'informations comptables et financières fiables.

Le système de contrôle interne de la société ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs fixés seront atteints et ce en raison des limites inhérentes à toute procédure.

2.1.3. Composantes du contrôle interne

Les grandes orientations en matière de contrôle interne sont déterminées en fonction des objectifs de la société.

Les objectifs du Groupe sont définis par les Gérants. Ils concernent non seulement la performance économique mais aussi les domaines dans lesquels le Groupe vise à atteindre un degré particulier d'excellence.

Ces objectifs sont déclinés au niveau de chaque entité et clairement communiqués aux collaborateurs afin que ces derniers comprennent et adhèrent à la politique de l'organisation en matière de risques et de contrôles.

Les principales composantes du contrôle interne sont (i) l'organisation, (ii) le système d'information, (iii) la gestion des risques, (iv) les activités et les règles de contrôle interne, et (v) la surveillance permanente du dispositif.

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la direction générale est en accord avec la stratégie et l'organisation du Groupe. Ce dispositif s'appuie sur les directions opérationnelles et fonctionnelles qui ont pour mission de le relayer au sein de l'organisation.

2.1.4. Périmètre du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la société est adapté à sa taille.

TOUAX SCA veille à l'existence de ce dispositif au sein de ses filiales. Ce dispositif est adapté à leurs caractéristiques propres et aux relations entre la société mère et ses filiales.

2.1.5. Les acteurs du contrôle interne

Le contrôle interne est l'affaire de tous, des organes de gouvernance à l'ensemble des collaborateurs de la société :

■ La Gérance

La Gérance définit, impulse et surveille le dispositif de contrôle interne le mieux adapté à la situation et aux activités du Groupe.

Dans ce cadre, les Gérants se tiennent régulièrement informés de ses dysfonctionnements, de ses insuffisances et de ses difficultés d'application et veillent à l'engagement des actions correctives nécessaires. La Gérance informe le Conseil de Surveillance sur les points importants.

■ Le Conseil de Surveillance

Il appartient à la Gérance de rendre compte au Conseil des caractéristiques essentielles du dispositif de contrôle interne.

Le Conseil peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour faire procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ou prendre toute autre initiative qu'il estimerait appropriée en la matière.

Au sein du Conseil de Surveillance a été constitué un comité d'audit, lequel assure le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, veille à l'existence d'un dispositif de contrôle interne cohérent et compatible avec la stratégie du Groupe et ses risques et effectue une revue des différentes missions d'audit interne et de ses résultats. Le comité d'audit rend compte de ses travaux au Conseil de Surveillance.

■ L'audit interne

Les divisions opérationnelles sont pleinement responsables du déploiement du dispositif au sein de leur périmètre et de son fonctionnement correct. Le fonctionnement et l'efficacité du dispositif de contrôle interne sont évalués par les contrôleurs financiers de chaque division sur la base de demandes réalisées par la direction. Il existe par ailleurs un service d'audit interne dont la mission est la surveillance permanente du dispositif de contrôle interne afin de s'assurer que les règles de contrôles interne sont appliquées et donnent les résultats obtenus.

Le service d'audit interne assiste la Gérance et le Conseil de Surveillance sur le niveau d'efficacité du dispositif de contrôle interne du Groupe. Les missions d'audit interne font systématiquement l'objet d'un rapport de synthèse qui inclut une constatation des situations à risques et des recommandations en conséquence. Les plans d'actions d'amélioration du contrôle interne sont menés par les directions des activités à la suite de ces missions et font l'objet d'un suivi régulier de la part de l'audit interne.

■ Les collaborateurs de la société

Chaque collaborateur possède à son niveau de responsabilité la connaissance et l'information nécessaires pour établir, faire fonctionner et surveiller le dispositif de contrôle interne, au regard des objectifs qui lui ont été assignés.

2.2. Le recensement des risques

Un risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs de la société ou sa réputation.

Pour assurer la pérennité de son développement et la réalisation de ses objectifs, le Groupe veille à identifier, évaluer et traiter les risques de manière globale, risques auxquels il est exposé dans ses différents domaines d'activité, processus et actifs.

Les objectifs de la gestion des risques sont de :

- créer et préserver la valeur et la réputation du Groupe,
- sécuriser la prise de décision et les processus du Groupe,
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du Groupe,
- mobiliser les collaborateurs du Groupe autour d'une vision commune des principaux risques.

Ces risques sont identifiés dans le chapitre 4 « Facteurs de risque » page 21 du document de référence. Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats de TOUAX, ou le cours de ses actions.

Une cartographie interne des risques est par ailleurs élaborée et suivie avec pour objectif de couvrir l'ensemble des expositions du Groupe et d'organiser la maîtrise de ses risques. Cette cartographie est maintenue par la Direction Administrative et Financière du Groupe avec l'aide des Gérants, des directeurs d'activités et de l'audit interne.

2.3. Activités de contrôle des risques

La gestion des risques s'attache à identifier et limiter les risques qui pèsent sur les actifs de l'entreprise, ses ressources et son personnel, sa pérennité, sa rentabilité, sa réputation et ses valeurs au sens large.

L'ensemble du personnel met en œuvre chaque jour les actions de gestion des risques dans la réalisation de ses tâches.

La direction des risques « risk management », confiée à la Direction Administrative et Financière, anime le dispositif global de gestion et contrôle des risques.

I Risques financiers et comptables

Les risques financiers correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et/ou de contrepartie et au risque sur actions. Ils sont gérés par la Direction Administrative et Financière du Groupe.

La Direction Administrative et Financière a pour objectif la production rapide des informations comptables et financières fiables et pertinentes, la communication de ces informations, le suivi des risques notamment financiers, opérationnels et de contrepartie, la mise en place des procédures administratives, comptables et financières, le suivi juridique et fiscal du Groupe, la consolidation des comptes et le respect des règles et des normes comptables en vigueur, ainsi que la mise en œuvre de la politique financière du Groupe et la gestion de la trésorerie.

La gestion du risque financier fait partie intégrante de la gestion du Groupe. Pour assurer un meilleur suivi des risques financiers et comptables et optimiser le contrôle interne, la Direction Administrative et Financière est aujourd'hui organisée autour de quatre services financiers d'activité (conteneurs maritimes, constructions modulaires, barges fluviales et wagons) et de quatre services corporate (holding, financements et trésorerie, reporting et consolidation, communication financière juridique et fiscal). Cette organisation permet d'associer une expertise métier et une expertise technique et ainsi de mieux apprécier les risques.

L'ensemble des dossiers financiers est géré de manière centralisée par le département Trésorerie et Financements rattaché à la Direction Administrative et Financière qui suit et revoit quotidiennement les informations. Ces informations sont transmises au comité de direction. Le département Trésorerie et Financements met en place les moyens nécessaires pour limiter les risques financiers.

I Autres risques

Le suivi des risques fait l'objet d'une délégation aux différentes directions opérationnelles et fonctionnelles qui mettent en œuvre de manière opérationnelle cette gestion des risques. Les directions opérationnelles et fonctionnelles sont redevables des risques inhérents à leurs activités et rendent compte à la direction générale de l'identification de ces risques aux plans d'action mis en place pour réduire leurs expositions. La Direction Administrative et Financière du Groupe et l'audit interne sont associés à la gestion et au contrôle de ces risques.

2.4. Pilotage et surveillance du dispositif du contrôle interne

2.4.1. Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne repose sur des procédures formalisées, les systèmes d'information, la compétence et la formation du personnel.

Les cycles principaux couverts par le contrôle interne sont les revenus et les clients, les charges et les fournisseurs, les actifs corporels, la trésorerie et les financements. Les cycles secondaires correspondent aux stocks et à la fonction paie-personnel.

2.4.2. Rôle des services financiers

Les services financiers opérationnels (conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales) et les services financiers corporate (holding, financement...) ont, entre autres, pour mission le suivi de la cartographie des risques, la gestion des procédures administratives et comptables et le reporting périodique des informations financières.

Le rôle de l'audit interne s'inscrit dans un processus d'amélioration continue du contrôle interne et consiste principalement à auditer les procédures en place, contrôler la mise en œuvre des standards de contrôle interne du Groupe et à préconiser des améliorations permettant d'atténuer les risques.

L'audit interne se conforme aux normes professionnelles en vigueur (IFACI) et aux référentiels de contrôle interne existants (COSO) et sa démarche s'inscrit dans le cadre d'une charte de l'audit interne.

2.4.3. Limites du contrôle interne et de la gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système de contrôle interne comme par exemple les incertitudes de l'environnement extérieur et l'exercice de la faculté de jugement ou de dysfonctionnements pouvant survenir en raison de défaillances techniques ou humaines ou de simples erreurs.

En outre, lors de la mise en place des contrôles, il est nécessaire de tenir compte du rapport coût/bénéfice et de ne pas développer des systèmes de contrôle interne inutilement coûteux quitte à accepter un certain niveau de risque.

2.4.4. Description générale des procédures

I Les revenus et les clients

Les objectifs principaux sont de s'assurer de la réalité des revenus, de la valorisation des comptes clients, de l'exhaustivité des encaissements et de suivre le risque de contrepartie.

Pour remplir ces objectifs, la direction générale a mis en place l'organisation suivante :

- Service exploitation : Distinct des services commerciaux et marketing, il est essentiellement chargé du traitement et du suivi de l'exécution de la commande clients,
- Service crédits clients : Rattaché au département administratif et financier, il est chargé de donner son opinion avant le traitement de la commande. L'activité de contentieux lui est rattachée. Il prend en charge l'établissement des factures à partir d'informations saisies dans le système d'information par le service Exploitation. L'enregistrement en comptabilité des factures est automatisé et intégré.

Les principes fondamentaux du cycle revenus-clients sont :

- l'existence systématique de contrats de location saisis dans le système d'information,
- l'intégration du système de gestion et de facturation avec le système comptable,
- la séparation des tâches entre le service crédit, les services d'exploitation et la trésorerie,
- la supervision régulière du montant des crédits clients (DSO – Days Sales Outstanding) par la direction générale.

■ Les charges et les fournisseurs

Les objectifs principaux sont de s'assurer de l'exhaustivité des commandes et leurs correspondances avec les livraisons, l'exhaustivité des charges, la valorisation des comptes fournisseurs et la réalité des paiements.

L'organisation mise en place est la suivante :

- Service exploitation : initiateur de la commande, il émet des "demandes d'achat" dans des limites strictement définies par la direction. Il réceptionne la commande une fois approuvée et s'assure de la conformité de la livraison.
- Direction d'exploitation : Elle valide les demandes qui sont alors transformées en bons de commande. Elle négocie les prix, choisit les fournisseurs et surveille les conditions de vente.
- Direction opérationnelle de l'activité : Elle a la responsabilité du contrôle et de l'approbation systématique des factures.
- Service Comptable : Il enregistre les factures sur la base des bons de commande et prépare les paiements qui sont approuvés par la direction générale.

Les principes fondamentaux du cycle charges-fournisseurs reposent sur :

- la mise en place de seuils de validation de commandes à respecter,
- la séparation des tâches entre les initiateurs et les approbateurs pour chaque commande,
- le rapprochement entre le bon de commande avec les bons de livraison, les procès-verbaux de réception de travaux, les lettres de transport et les factures,
- le contrôle systématique des factures par la direction opérationnelle de l'activité,
- la centralisation des paiements par la direction générale.

■ Les actifs corporels

L'objectif majeur est la protection du patrimoine.

La société réalise périodiquement des inventaires en relation avec les services opérationnels et les services administratifs et financiers. Les écarts sont analysés, justifiés et présentés à la direction générale.

■ La trésorerie

Les objectifs sont transverses avec les autres cycles. Ils sont principalement assurés par une stricte séparation des tâches et l'implication de la direction générale.

Le caractère prédominant du contrôle interne du cycle trésorerie-financement est :

- la gestion centralisée des flux de trésorerie grâce au suivi mensuel des flux,
- le suivi des autorisations et des délégations des signatures et des autres engagements bancaires,
- la mesure et la prévision régulière des besoins de trésorerie.

2.4.5. Description générale des procédures relative à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

Les procédures administratives et comptables sont mises en place afin que les opérations traduites dans les comptes annuels répondent aux objectifs de régularité et de sincérité. Ces procédures sont intégrées dans le contrôle interne décrit précédemment.

Ces procédures de contrôle reposent sur :

- un système de gestion et un système comptable intégré (utilisation d'un package de reporting aux méthodes comptables uniformes arrêtées par le département consolidation),
- une séparation des tâches dans la limite de la taille des services,
- une supervision et un contrôle des directions opérationnelles, fonctionnelles et de la direction générale.

L'ensemble des informations financières et comptables est rapporté mensuellement au service de consolidation qui effectue un contrôle de cohérence des flux et des méthodes appliquées. Le contrôle de gestion vérifie la cohérence des données et assure le suivi. Une consolidation économique des résultats est effectuée mensuellement, une consolidation complète est réalisée trimestriellement. Les procédures mises en place de reporting, de consolidation et de suivi budgétaire visent à garantir tant le respect des principes comptables appliqués par le Groupe que la consolidation des informations accessoires nécessaires à l'établissement du document de référence.

Le suivi mensuel des résultats et des engagements des filiales et du Groupe permet à la direction générale de vérifier la traduction financière de la stratégie donnée aux activités, de contrôler les résultats avec les engagements budgétaires et le business plan du Groupe.

Il est à noter que les filiales font l'objet de visites régulières des directions (générale, financière, opérationnelle)

permettant de s'assurer du correct suivi des procédures du Groupe.

L'ensemble du processus de communication financière est placé sous la responsabilité de la Direction Administrative et Financière et de la direction générale. Les services de consolidation et de communication financière produisent l'information nécessaire à la communication financière.

2.4.6. Appréciation du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne et celle relative à l'élaboration de l'information comptable et financière font l'objet d'une démarche continue d'identification, d'évaluation et de gestion et n'ont pas connu de changement significatif en 2013.

L'appréciation du contrôle interne est réalisée aujourd'hui au travers des différentes revues des comptes des filiales et du Groupe lors de réunions internes portant sur chacune des activités et du comité d'audit ainsi que de missions ponctuelles d'audits internes. Les risques qui ont été révélés au cours de ces appréciations font l'objet de plans d'actions d'amélioration et seront à nouveau audités en 2014.

La Défense, le 26 mars 2014

Alexandre WALEWSKI

Président du Conseil de Surveillance

27.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Touax et en application des dispositions de l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de cet article au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 226-10-1 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 226-10-1 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES	DELOITTE & ASSOCIES
Charles LEGUIDE	Alain PENANGUER

28. INFORMATIONS COMMUNIQUEES RECEMMENT

28.1. COMMUNIQUE DE PRESSE DU 13 FEVRIER 2014

Chiffre d'affaires 2013 de 349,3 millions d'euros ; Chiffre d'affaires consolidé du 4ème trimestre 2013 : +15 %

■ ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2013 s'élève à 349,3 millions d'euros contre 358 millions d'euros pour l'année 2012, en recul de 2,4 % (-1,9 % à devises et périmètre constants).

Chiffre d'affaires (données consolidées non auditées, en milliers d'euros)	T1 2013	T2 2013	T3 2013	T4 2013	TOTAL	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif (1)	51 407	53 042	51 657	49 997	206 103	51 349	55 973	57 682	54 030	219 034
Ventes de matériels	8 251	47 555	25 353	62 001	143 160	31 783	48 130	15 474	43 565	138 952
Chiffre d'affaires consolidé	59 658	100 597	77 010	111 998	349 262	83 132	104 103	73 157	97 594	357 986

(1) Le chiffre d'affaires locatif inclut les prestations de services annexes.

Le chiffre d'affaires locatif diminue de 5,9 % (-4,5 % à devises et périmètre constants) à 206 millions d'euros comparé à 219 millions d'euros en 2012, mais le chiffre d'affaires ventes réalisé en 2013 augmente de 3 % (2,2 % à devises et périmètre constant) à 143 millions d'euros comparé à 139 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires locatif baisse principalement en raison de la faible activité européenne dans la division Constructions Modulaires et de la diminution de la flotte de wagons en gestion. Les activités locatives des divisions Conteneurs Maritimes et Barges Fluviales sont en hausse en 2013.

Les ventes progressent de 3 % du fait de syndications au 4ème trimestre dans la division Conteneurs Maritimes, ce malgré des ventes de constructions modulaires et de barges fluviales en baisse par rapport à 2012. Les ventes de conteneurs maritimes augmentent grâce au dynamisme de leur marché dans un contexte de croissance des flux mondiaux.

L'activité du 4ème trimestre 2013 est en hausse de 14,8 % par rapport au 4ème trimestre 2012.

Analyse de la contribution des quatre divisions du Groupe

Chiffre d'affaires par activité (données consolidées non auditées, en milliers d'euros)	T1 2013	T2 2013	T3 2013	T4 2013	TOTAL	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif (1)	21 786	21 559	21 797	22 656	87 798	20 222	21 518	23 323	22 281	87 344
Ventes de matériels	2 851	33 968	16 426	47 401	100 646	22 466	27 749	3 990	32 153	86 358
Conteneurs maritimes	24 637	55 526	38 224	70 057	188 443	42 688	49 268	27 312	54 434	173 702
Chiffre d'affaires locatif (1)	17 094	19 180	17 347	16 629	70 250	17 844	21 015	21 203	18 823	78 885
Ventes de matériels	5 108	8 710	5 303	13 604	32 725	9 125	9 810	9 463	9 329	37 727
Constructions modulaires	22 202	27 890	22 650	30 234	102 976	26 969	30 825	30 666	28 152	116 611
Chiffre d'affaires locatif (1)	3 977	3 600	4 054	3 289	14 920	4 104	3 585	3 517	3 509	14 715
Ventes de matériels	59	4 692	3 459	668	8 878	2	8 151	1 718	1 248	11 119
Barges fluviales	4 036	8 292	7 513	3 957	23 797	4 106	11 736	5 235	4 757	25 834
Chiffre d'affaires locatif (1)	8 542	8 661	8 521	8 350	34 074	9 158	9 826	9 614	9 279	37 877
Ventes de matériels	233	185	164	328	910	190	2 420	304	835	3 749
Wagons de fret	8 775	8 846	8 685	8 678	34 984	9 348	12 245	9 918	10 114	41 626
Autres (divers et éliminations)	8	43	(62)	(928)	(999)	20	30	26	137	213
Chiffre d'affaires consolidé	59 658	100 597	77 010	111 998	349 262	83 132	104 103	73 157	97 594	357 986

(1) Le chiffre d'affaires locatif inclut les prestations de services annexes.

Conteneurs maritimes : Le chiffre d'affaires de la division conteneurs maritimes s'établit à 188,4 millions d'euros, en augmentation de 8,5 % à fin 2013 grâce aux syndications et aux ventes de l'année et ce malgré un effet de change défavorable (+11,6 % à dollar constant). Le chiffre d'affaires locatif est stable à 87,8 millions d'euros et augmente de 2,8 % à dollar constant. L'augmentation de la flotte sous gestion permet de compenser la légère érosion des tarifs locatifs. Le taux d'utilisation s'élevait en moyenne à 93 % en 2013. L'activité vente de conteneurs s'est révélée très dynamique au 4ème trimestre avec 47,4 millions d'euros de syndications et de vente d'occasion.

Constructions modulaires : Le chiffre d'affaires de la division atteint 103 millions d'euros (-11,7 %). À périmètre et devises constants, le chiffre d'affaires serait en recul de 16,2 %. Globalement, l'activité de location en repli de 10,9 % est pénalisée par une conjoncture européenne très faible (constructions et investissements des entreprises et des collectivités en recul), les taux d'utilisation et les tarifs journaliers ont baissé en 2013 par rapport à l'année 2012. L'activité vente de matériels est en repli de 13,3 % pour atteindre 32,7 millions d'euros au 31 décembre 2013 compte tenu de la volonté du Groupe de se recentrer sur des ventes moins complexes et plus rentables notamment en France. Par contre, les ventes sur le continent africain sont dynamiques et représentent 28 % du chiffre d'affaires ventes de la division.

Barges fluviales : Le chiffre d'affaires de la division s'élève à 23,8 millions d'euros (-7,9 %), du fait de ventes moins nombreuses qu'en 2012. Le chiffre d'affaires locatif continue de croître à 14,9 millions d'euros en raison de la hausse des revenus liée à la mise en service de nouvelles barges en Amérique du Sud et malgré la cession de barges aux États-Unis. L'activité sur le bassin du Rhin a subi une conjoncture difficile. Le chiffre d'affaires hors Europe représente 39 % du chiffre d'affaires de la division à fin décembre 2013.

Wagons de fret : Le chiffre d'affaires de la division est en recul de 16 % à 35 millions d'euros par rapport à fin décembre 2012. Le chiffre d'affaires locatif diminue principalement en raison de la baisse d'environ 10 % de la flotte sous gestion en début d'année 2013 suite à l'exercice d'une option d'achat par un client. Aucune syndication n'a été réalisée en 2013.

■ RESULTATS 2013

TOUAX devrait présenter un résultat courant avant impôt avant éléments exceptionnels proche de l'équilibre à fin 2013. En revanche, le Groupe publiera une perte nette en 2013 résultant entre autres, de la restructuration engagée dans l'activité Construction Modulaire avec en France l'arrêt de la production et des dépréciations d'actifs.

Concernant le bilan, le Groupe constate pour l'exercice 2013 le renforcement de ses fonds propres, une baisse de l'endettement et le respect de ses ratios bancaires. Le Groupe publiera ses résultats le 27 mars après Bourse.

Les mesures exceptionnelles engagées pour redresser l'activité modulaire ont pesé sur les comptes 2013 mais permettront un rebond rapide. La stratégie de redéploiement ciblé vers les zones à fort potentiel et financièrement adossée à des investisseurs tiers devrait permettre un retour à une croissance progressive dès le second semestre 2014 » indiquent Fabrice et Raphaël WALEWSKI, gérants de TOUAX SCA.

■ PERSPECTIVES

Conteneurs maritimes : Les prévisions de croissance du transport de conteneurs sont en hausse par rapport à 2013 à 6 % pour 2014 et 7 % pour 2015, d'après Clarkson Research (janvier 2014). La demande de nouveaux conteneurs devrait donc rester importante en 2014. Les stocks de conteneurs en Chine ont diminué au cours du 2nd semestre 2013. Les compagnies maritimes continuent de se concentrer sur leur cœur de métier et externalisent leur flotte de conteneurs permettant au Groupe de saisir des opportunités d'investissements et de location.

Constructions modulaires : Le Groupe ne prévoit pas d'amélioration substantielle de ses résultats en Europe à court terme et continue le plan d'économies décidé pour s'adapter à la demande. TOUAX constate cependant depuis le dernier trimestre 2013 une reprise de l'activité dans certains pays, notamment en Pologne et l'ancrage du Groupe en Afrique lui permet de développer ses ventes à l'export.

Barges fluviales : L'activité locative continue son développement en Amérique du Sud où TOUAX est leader de la location de barges fluviales. L'activité en Europe est en légère amélioration.

Wagons de fret : Compte tenu de la faiblesse des investissements réalisés par le secteur en Europe depuis 2009, le Groupe anticipe un retour de la demande en wagons de fret sur les 24 prochains mois. Il a remporté récemment des succès commerciaux et continue de développer ses offres de location à l'international.

Au regard de la demande en actifs tangibles décorrélée des marchés financiers et offrant des rentabilités récurrentes, le Groupe financera principalement sa croissance par des investisseurs tiers en 2014, ce qui aura pour effet mécanique la baisse de son endettement et augmentera ses capacités futures.

Le Groupe entend profiter de la reprise économique mondiale grâce à ses activités diversifiées et internationales.

28.2. COMMUNIQUE DE PRESSE DU 27 MARS 2014

Résultat courant avant impôt à l'équilibre après retraitement des dépréciations d'actifs et des provisions de restructuration pour un montant de 13,3 m€

Résultat net part du Groupe : -15,3 m€

Diminution de l'endettement de 8 %

Augmentation des fonds propres de 7 %

Eléments significatifs des comptes consolidés (en millions d'euros - normes IFRS)	2013	2012	variation 2013-2012
Chiffre d'affaires	349,3	358,0	-2,4%
dont Conteneurs maritimes	188,4	173,7	8,5%
Constructions modulaires	103,0	116,6	-11,7%
Barges fluviales	23,8	25,8	-7,8%
Wagons de fret	35,0	41,6	-15,9%
Autres (divers et éliminations)	-0,9	0,2	
Marge Brute d'Exploitation - EBITDAR (1)	102,5	118,3	-13,3%
EBITDA (2)	50,9	61,8	-17,6%
Résultat opérationnel	7,3	29,0	-74,9%
Résultat courant avant impôt	-13,0	11,5	-213,0%
Résultat net part du Groupe	-15,3	9,1	-267,3%
Bénéfice net par action (€)	-2,63	1,60	-264,4%
Total actif non courant	562,8	563,8	-0,2%
Total bilan	744,6	776,1	-4,1%
Capitaux propres de l'ensemble	184,4	173,0	6,6%
Endettement net bancaire (3)	399,6	432,6	-7,6%

(1) L'EBITDAR (earnings before interest taxes depreciation, amortization and rent) calculé par le Groupe correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations et des distributions aux investisseurs

(2) EBITDA : EBITDAR diminué des distributions aux investisseurs

(3) Incluant 177 millions d'euros de dettes sans recours en 2013

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Conseil de gérance le 26 mars 2014 et ont été audités par les Commissaires aux Comptes. Les rapports d'audit sont en cours d'émission.

■ ANNEE 2013

L'année 2013 a été marquée par un contexte économique européen faible (hors Allemagne) qui a pesé sur l'activité de Constructions Modulaires, nécessitant de redimensionner les capacités de production. Cet ajustement a entraîné des coûts de fermeture et de restructuration ainsi qu'une dépréciation d'actifs. Le dynamisme de l'activité Conteneurs Maritimes n'a pas été suffisant pour compenser la faiblesse des activités européennes. Les dépréciations d'actifs et provisions de restructuration ont été enregistrées pour 13,3 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2013 s'élève à 349,3 millions d'euros contre 358 millions d'euros pour l'année 2012, soit une baisse de 2,4 % (-1,9 % à devises et périmètre constants).

La location et la vente de conteneurs maritimes ont été très dynamiques en 2013 dans un contexte de concurrence soutenue et de croissance des flux mondiaux. En revanche, les activités de Constructions Modulaires et dans une moindre mesure de Wagons de Fret, essentiellement européennes, ont subi les effets du contexte économique difficile.

À parité constante, les actifs gérés augmentent de 3 %. Au global, le Groupe gère à fin 2013, 1,6 milliard d'euros d'actifs patrimoniaux qu'il loue à plus de 5 000 clients. La part des actifs en propriété représente 46 % du total des actifs gérés.

L'EBITDAR baisse de 13,3 % principalement en raison de la diminution de la rentabilité de l'activité Constructions Modulaires et de ventes de barges moins nombreuses. L'EBITDA baisse en conséquence de 17,6 % à 50,9 millions d'euros.

Le résultat opérationnel s'établit à 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 29 millions d'euros à fin 2012.

En raison du contexte économique, le Groupe a engagé en 2013 une restructuration de l'activité Constructions Modulaires en France avec l'arrêt de la production. Pour les mêmes raisons, le Groupe a également constaté des dépréciations d'actifs dans les Constructions Modulaires. Ces écritures sont sans impact sur la trésorerie.

Avant ces éléments exceptionnels, le résultat courant avant impôt est positif à 0,3 million d'euros.

Ces écritures exceptionnelles ont pesé sur le résultat net du Groupe, qui s'établit à -15,3 millions d'euros pour l'année 2013, en baisse comparé à 9,1 millions d'euros en 2012.

■ UNE SITUATION FINANCIÈRE AMÉLIORÉE

L'endettement net bancaire du Groupe s'élève à 399,6 millions d'euros comparé à 432,6 millions d'euros en 2012, en baisse de 8 %. Cette diminution s'explique par une baisse des investissements en propre, des cessions d'actifs et une émission de capital hybride.

TOUAX a réalisé des investissements nets en propre à hauteur de 40 millions d'euros en 2013. Le taux moyen de la dette financière brute au 31 décembre 2013 est en légère hausse par rapport à 2012 et ressort à 3,85 % (3,66 % au 31 décembre 2012). TOUAX dispose de 48 millions d'euros de lignes disponibles au 31 décembre 2013.

Les fonds propres consolidés du Groupe passent de 173 millions d'euros à 184,4 millions d'euros (+7 %).

En 2013, le Groupe a diversifié ses sources de financement avec l'émission de capital hybride (titres super-subordonnés à durée indéterminée) pour 32,8 millions d'euros.

Le gearing avec recours (ratio d'endettement excluant la dette sans recours sur fonds propres consolidés) s'élève à 1,20. Le leverage avec recours (dettes financières avec recours sur EBITDA annuel) s'élève à 4,24. Tous les ratios sont respectés.

DIVIDENDE PROPOSE : 0,50 € PAR ACTION

Le Conseil de gérance proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires devant se réunir le 11 juin prochain, de fixer le montant du dividende au titre de 2013 à 0,50 euro par action. Sachant qu'un acompte de 0,25 euro a été versé en janvier 2014, il serait donc versé un complément de 0,25 euro en juillet 2014.

LES PRIORITÉS DE TOUAX

Le free cash* du Groupe est positif, passant de -22,6 millions d'euros en 2012 à +25,3 millions d'euros en 2013. Le Groupe entend poursuivre la croissance du free cash-flow avec les actions suivantes :

- cessions d'actifs non stratégiques ou non loués,
- financement de la croissance principalement par des investisseurs tiers, et
- amélioration des taux d'utilisation et optimisation des coûts.

*Le free cash est le flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles, après investissements et variation du besoin en fonds de roulement.

PERSPECTIVES 2014

Conteneurs maritimes : Les prévisions de croissance des trafics conteneurisés restent bonnes (+6 % en 2014 selon Clarkson Research Services Ltd). La performance de l'activité restera positive en 2014, mais sera en deçà d'une année 2013 exceptionnelle.

Constructions modulaires : Avec son ancrage principalement européen, l'amélioration ne sera que progressive et la division restera en dessous du point mort en 2014. Parallèlement, le Groupe travaille sur ses relais de croissance et compte développer son implantation en Afrique et en Amérique du Sud.

Wagons de fret : Le transport ferroviaire de marchandises en Europe présente une légère amélioration en 2014. La demande de wagons de fret pourrait progresser compte tenu des faibles investissements effectués par le secteur depuis 2009 qui nécessiteront un rattrapage.

Barges fluviales : Les mesures d'adaptation engagées ces dernières années devraient permettre à la division d'atteindre un taux d'utilisation élevé en 2014. Les besoins de barges fluviales en Amérique du Sud restent importants.

Fabrice et Raphaël WALEWSKI, les gérants, indiquent que « bien que l'activité de location de constructions modulaires continuera de peser en 2014, le Groupe TOUAX prévoit d'augmenter encore son free cash en 2014 ».

28.3. PRESENTATION DES PERSPECTIVES EXPOSEES LORS DE LA REUNION SFAF DU 2 AVRIL 2014

Le chapitre 6 « Aperçu des activités », le chapitre 12 « tendance connue » dans son paragraphe 12.2 et l'évolution prévisible décrite dans le rapport de gestion page 112 sont complétés par les informations suivantes, présentées à l'occasion de l'annonce des résultats annuels du Groupe.

À court terme, la stratégie du Groupe est de poursuivre la croissance du free cash par :

- l'augmentation de son parc sous gestion de conteneurs maritimes, principalement via des financements par des investisseurs tiers. TOUAX va aussi continuer à réaliser des opérations de location-vente et de trading en 2014 ;
- la poursuite de l'adaptation de l'activité Constructions Modulaires en réduisant ses coûts et notamment le point mort de ses centres d'assemblage. Le Groupe entend aussi améliorer l'EBITDA en cédant des matériels d'occasion et en remontant progressivement le taux d'utilisation et/ou les tarifs locatifs et désendetter la division ;
- la croissance des taux d'utilisation des barges fluviales en 2014 et par le développement en Amérique du Sud. Le Groupe se positionne sur des contrats de location de longue durée auprès des principaux industriels mondiaux et va continuer à développer les ventes et le trading d'actifs fluviaux. Le financement de la croissance sera réalisé par des investisseurs tiers ;
- la croissance des taux d'utilisation des wagons de fret grâce à la demande des clients industriels. Le financement de la croissance sera réalisé par des investisseurs tiers. Le Groupe attend les premiers investissements en Asie courant 2014.

À moyen terme, le Groupe prévoit également d'obtenir une position mondiale significative dans chaque division en renforçant ses économies d'échelle :

- L'objectif de la division Conteneurs Maritimes est de croître afin d'atteindre une part de 7 % du marché mondial contre 3,8 % avec un parc en gestion de 800 000 conteneurs contre 602 000 environ à fin 2013. Dans un contexte de croissance mondiale estimée par le Fonds Monétaire International à 3,6 % dont 4,9 % par les pays émergents et en développement, le Groupe anticipe le maintien à un bon niveau des taux d'utilisation ;
- L'objectif de la division Constructions Modulaires est de restaurer une rentabilité normalisée, notamment en Europe. Le développement du Groupe en Afrique ainsi qu'en Amérique du Sud est un axe de développement fort grâce à la demande pour des bases vie, des logements à bas coûts ou des bâtiments modulaires pour les entreprises et les collectivités locales ;
- L'objectif de la division Barges Fluviales est de développer de nouveaux marchés, notamment en Amérique du Sud. Les besoins élevés des pays émergents en matières premières et agricoles ainsi que les besoins de renouvellement de la flotte en Europe confortent le Groupe dans ses objectifs de doubler sa flotte notamment en Amérique du Sud et de faire progresser le chiffre d'affaires ventes ;

- L'objectif de la division Wagons de Fret est de croître afin de dépasser les 15 000 wagons en gestion, dont 10 000 en Europe et 5 000 aux États-Unis et en Asie. L'âge moyen des wagons européens étant élevé, il existe aussi un marché important sur le remplacement du parc existant. Les trains en circulation sont aussi progressivement exploités sur de plus longues distances rendant le transport ferroviaire plus efficace et compétitif par rapport au transport routier.

29. PROJET DES RESOLUTIONS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 11 JUIN 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. Elle statue à la majorité des voix.

PREMIERE RESOLUTION (APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2013)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, des rapports du Conseil de Surveillance et du président du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le

31 décembre 2013, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 2 716 258,77 euros.

L'Assemblée Générale approuve les dépenses et les charges non déductibles des bénéfices telles que visées à l'article 39-4 du Code général des impôts dont le montant s'élève à 1 663 euros ainsi qu'une économie d'impôt de 154 056 euros liée à l'intégration fiscale.

DEUXIEME RESOLUTION (APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2013)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, des rapports du Conseil de Surveillance et du président du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, faisant ressortir une perte part du Groupe de 15 303 395 euros.

TROISIEME RESOLUTION (QUITUS DES MANDATS)

L'Assemblée Générale donne au Conseil de gérance, au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leurs mandats respectifs pour l'exercice 2013.

QUATRIEME RESOLUTION (AFFECTATION DU BENEFICE ET FIXATION DU DIVIDENDE)

L'Assemblée Générale, approuvant les propositions du Conseil de gérance, décide d'affecter le résultat comme suit :

Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2013	2 716 258,77 €
Diminué de la rémunération statutaire des commandités	-508 610,73 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	-135 812,94 €
Augmenté du report à nouveau bénéficiaire	1 205 907,69 €
Soit un bénéfice distribuable de	3 277 742,79 €
Distribution d'un montant global de 0,5€ par action, étant précisé	
- qu'un acompte sur dividende de 0,25 € par action a été versé pour	1 469 730,25 €
- que le solde du dividende, soit 0,25€ par action, est de	1 558 548,50 €
représentant une distribution totale de	3 028 278,75 €
Affectation du solde au report à nouveau	249 464,04 €

L'Assemblée Générale fixe le dividende net pour l'exercice 2013 à 0,50 euro par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,25 euro net par action versé le 15 janvier 2014, à valoir sur le dividende de l'exercice 2013, il sera versé un complément de dividende de 0,25 euro.

Le nombre maximum d'actions ayant droit au dividende au titre de l'exercice 2013, correspondant aux actions jouissance 1er janvier 2014, s'élève à 6 234 194 actions, correspondant au nombre d'actions composant le capital de la société au 31 décembre 2013, soit 5 883 773 actions, augmenté du nombre maximum d'actions susceptibles d'être créées au titre de l'exercice des BSAR émis par la société, susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de détachement.

Le dividende correspondant aux actions non créées au jour de l'Assemblée par suite du non exercice des BSAR ainsi qu'aux actions auto détenues sera porté au compte report à nouveau pour la partie y afférente

Le solde du dividende sera détaché le 4 juillet 2014 (0 heure) et mis en paiement le 9 juillet 2014.

Conformément à l'article 158-3 du Code Général des impôts, ce dividende ouvre droit, pour les résidents fiscaux français personnes physiques, à un abattement de 40 %.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

exercice	rémunération statutaire des commandés	nature*	dividende par action	nombre d'actions ayant perçu la distribution	total de la distribution
2010		acompte	0,50	5 691 522	2 845 761
	935 798	solde	0,50	5 697 901	3 784 749
		TOTAL	1,00		6 630 510
2011		acompte	0,50	5 735 033	2 867 517
	980 515	solde	0,50	5 712 507	3 836 769
		TOTAL	1,00		6 704 285
2012		acompte	0,50	5 735 033	2 867 517
	892 151				892 151
		TOTAL	0,50		3 759 667

* Montant éligibles à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques, fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158 du Code général des impôts

CINQUIEME RESOLUTION (OPTION POUR LE PAIEMENT D'ACOMPTES SUR DIVIDENDE EN NUMERAIRE OU EN ACTIONS)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance et conformément à l'article 20.1 des statuts, constatant que le capital est entièrement libéré, décide d'accorder à chaque actionnaire pour chaque acompte sur dividende qui pourrait être décidé par le Conseil de gérance, conformément à l'article L.232-12 du Code de commerce, la possibilité d'opter pour le paiement en actions de tout ou partie du montant de l'acompte sur dividende net de tout prélèvement obligatoire lui revenant au titre des actions dont il est propriétaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.232-19 du Code de commerce, les actions nouvelles, en cas d'exercice de la présente option, seront émises à un prix égal à 100 % de la moyenne des cours d'ouverture de l'action de la Société sur le marché NYSE Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision de mise en distribution de l'acompte sur dividende diminuée du montant net de l'acompte sur dividende.

Chaque actionnaire pourra opter pour l'un ou l'autre des modes de paiement pour chaque acompte sur dividende.

Si le montant de l'acompte sur dividende net pour lequel l'actionnaire a exercé l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra :

- soit obtenir le nombre entier d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces à la date d'exercice de l'option,
- soit obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant la différence en numéraire.

Les actionnaires qui souhaiteraient opter pour le paiement de l'acompte sur dividende en actions disposeront d'un délai maximum de 2 mois après la décision de distribution de chaque acompte sur dividende pour en faire la demande auprès des intermédiaires financiers habilités à payer le dividende. En conséquence, tout actionnaire qui n'aurait pas opté en faveur du paiement en actions au terme de ce délai percevra le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire.

Pour les actionnaires qui opteront pour un versement en numéraire, les sommes leur revenant seront mises en paiement à l'issue du délai visé ci-avant et fixé par le Conseil

de gérance. La livraison des actions nouvelles pour les actionnaires qui auront opté pour le paiement de l'acompte sur dividende en actions interviendra à l'issue du délai visé ci-avant et à la date fixée par le Conseil de gérance.

L'Assemblée Générale donne au Conseil de gérance tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à l'effet notamment de fixer le délai d'option des actionnaires, prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations liées ou consécutives à l'exercice de l'option, effectuer toute formalités utiles à l'émission, à la cotation des actions émises, à la bonne fin et au service financier des actions, constater le nombre d'actions émises, la réalisation de l'augmentation de capital, modifier les statuts en conséquence et de procéder aux formalités de publicité.

SIXIEME RESOLUTION (CONVENTIONS REGLEMENTEES)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce, prend acte dudit rapport et approuve les conventions décrites dans celui-ci.

SEPTIEME RESOLUTION (FIXATION DES JETONS DE PRESENCE)

L'Assemblée Générale fixe à 63 000 euros le montant global des jetons de présence annuels à allouer au Conseil de Surveillance.

Cette décision, applicable à l'exercice en cours, sera maintenue jusqu'à décision contraire.

HUITIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Alexandre WALEWSKI vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

NEUVIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Jacques OGIER vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

DIXIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jérôme BETHBEZE vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

ONZIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur François SOULET de BRUGIERE vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

DOUZIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société AQUASOURCA représentée par Madame Sophie DEFFOREY-CREPET vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

TREIZIEME RESOLUTION (RENOUVELLEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance Madame Sophie SERVATY vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

QUATORZIEME RESOLUTION (AUTORISATION D'UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, autorise le Conseil de gérance, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, à acquérir, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social dans les conditions suivantes :

Prix maximal d'achat par action : 40 €

Montant maximal : 23 535 092 €

Ce montant maximal pourra être, le cas échéant, ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation

ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, l'acquisition d'actions de la société ne peut avoir pour effet d'abaisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

Ces actions pourront être acquises, cédées, transférées, échangées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés, en vue de la réalisation d'une ou plusieurs finalités prévues par la loi, notamment :

- d'assurer l'animation du marché secondaire et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante ;
- de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe, au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ;
- de consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ; et/ou
- de procéder à leur annulation, en application de la 15ème résolution de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014.

Dans le cadre du premier objectif, les actions de la société seront achetées pour le compte de la société par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle est donnée pour une durée de 18 mois. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013, dans sa 14ème résolution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil de gérance, avec faculté de subdélégation, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, notamment ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominale des actions, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire tout le nécessaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant droit de vote. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix.

QUINZIEME RESOLUTION (AUTORISATION D'ANNULATION DE TOUT OU PARTIE DES ACTIONS ACHETÉES PAR LA SOCIÉTÉ DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE L'ARTICLE L. 225-209 DU CODE DE COMMERCE)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes, et conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce,

- (1) autorise pour une période de vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée Générale, le Conseil de gérance à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 10 % du capital social, calculé au jour de la décision d'annulation, par périodes de vingt-quatre mois, par l'annulation de tout ou partie des actions propres, acquises dans le cadre du programme de rachat adopté

par, antérieurement ou postérieurement à la présente Assemblée par les actionnaires de la société ;

- (2) autorise le Conseil de la gérance à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale calculée au moment de leur annulation, sur les primes et réserves disponibles ;
- (3) donne tous pouvoirs au Conseil de gérance pour fixer les conditions et les modalités de cette ou de ces annulations, pour modifier, le cas échéant les statuts de la Société, pour effectuer toutes déclarations, remplir toutes autres formalités, et d'une manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 juin 2013, dans sa 20ème résolution.

SEIZIEME RESOLUTION (POUVOIRS)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires.

30. INCLUSION PAR REFERENCE

En application de l'article 28 du Règlement européen (CE) n° 809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE dite Directive « Prospectus », les documents suivants sont inclus par référence dans ce document déposé le 10 avril 2014 :

- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2010, déposé le 8 avril 2011 sous le numéro D.11-0264 ;

- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, déposé le 5 avril 2012 sous le numéro D.12-0294 ;
- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, déposé le 9 avril 2013 sous le numéro D.13-0316.

31. GLOSSAIRE

Barge fluviale : bateau métallique à fond plat non motorisé utilisé pour le transport fluvial de marchandises.

BTP : Bâtiment Travaux Publics.

Conteneur maritime : caisse métallique de dimensions normalisées pour le transport de marchandises.

Construction modulaire : bâtiments composés d'éléments standards (modules) se superposant et se juxtaposant dans l'espace sans retouche lors de leur pose.

EBITDA : Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortization. L'EBITDA utilisé par le Groupe correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations.

EBITDAR : Earnings Before Interests, Tax, Depreciation, Amortization and Rent

EVP (Equivalent vingt pieds) : voir TEU

Location opérationnelle – par opposition à la location financière, la location opérationnelle ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Pool : groupement de matériel.

Pousseur : bateau à moteur assurant le poussage des barges fluviales.

TEU (Twenty Foot Equivalent Unit) : équivalent vingt pieds – unité de mesure des conteneurs. Cette unité peut être physique (un 40 pieds égal deux 20 pieds) ou financière (le prix d'un 40 pieds égal 1,6 fois le prix d'un 20 pieds). L'unité de mesure utilisée dans le rapport est l'unité physique (TEU) sous réserve d'indication contraire (unité financière – CEU). Un conteneur de 20 pieds vaut 1 EVP et un conteneur de 40 pieds compte pour 2 EVP.

Titrisation d'actifs (« asset-back securitization ») : la titrisation d'actif est une méthode de financement d'une entreprise consistant à transférer des actifs de leur propriétaire (un « vendeur ») à une entité à désignation spécifique qui finance l'acquisition en émettant des titres (« billet ») à diverses parties (« investisseurs »).

Transport intermodal : transport de marchandises utilisant plusieurs modes de transport intégrés sur de longues distances et dans un même contenant.

Wagon de fret : Véhicule ferroviaire employé au transport de marchandises.

TABLE DES MATIERES

1.	Personnes responsables	18
1.1.	Personnes responsables des informations contenues dans le document de référence et le rapport financier annuel	18
1.2.	Attestation des personnes responsables du document de référence contenant un rapport financier annuel	18
2.	Contrôleurs légaux des comptes	19
2.1.	Coordonnées des contrôleurs légaux des comptes	19
2.2.	Changement des contrôleurs légaux	19
3.	Informations financières sélectionnées	20
3.1.	Informations financières historiques sélectionnées	20
3.2.	Informations financières sélectionnées des périodes intermédiaires	20
4.	Facteurs de risque	21
4.1.	Les risques juridiques	21
4.2.	Les risques liés à l'environnement et au marché	22
4.3.	Les risques liés à l'activité	23
4.4.	Risques financiers	25
4.5.	Assurance – couverture des risques	26
5.	Informations concernant l'émetteur	27
5.1.	Histoire et évolution de la société	27
5.2.	Investissements	28
6.	Aperçu des activités	30
6.1.	Principales activités	30
6.2.	Principaux marchés	33
6.3.	Événements exceptionnels	33
6.4.	Dépendance brevets, licences ou contrats	33
6.5.	Position concurrentielle	33
7.	Organigramme	33
7.1.	Organigramme du Groupe	33
7.2.	Relations mère filles	34
8.	Propriétés immobilières, usines et équipements	36
8.1.	Immobilisations corporelles et incorporelles	36
8.2.	Politique environnementale	36
9.	Examen de la situation financière et du résultat	36
9.1.	Situation financière	36
9.2.	Résultat d'exploitation	36
10.	Trésorerie et capitaux	37
10.1.	Capitaux du Groupe	37
10.2.	Flux de trésorerie	37
10.3.	Conditions d'emprunt et structure de financement	37
10.4.	Restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	37
10.5.	Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements d'investissements	37
11.	Recherche et développement, brevets et licences	37
12.	Informations sur les tendances	38
12.1.	Principales tendances jusqu'à la date du document d'enregistrement	38
12.2.	Tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement pour l'exercice en cours	38
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice	38
13.1.	Principales hypothèses	38

13.2.	Rapport des Commissaires aux Comptes – éléments prévisionnels	38
13.3.	Base de prévision	38
13.4.	Prévision en cours	38
14.	Organes d'administration, de direction, de Surveillance et de direction générale	38
14.1.	Coordonnées des organes d'administration, de direction, de Surveillance et de direction générale	38
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale	38
15.	Rémunérations et avantages	39
15.1.	Rémunération des mandataires sociaux	39
15.2.	Retraite et autres avantages	40
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	40
16.1.	Durée des mandats	40
16.2.	Conventions réglementées	40
16.3.	Informations sur les divers comités	40
16.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise	40
17.	Salariés	41
17.1.	Répartition de l'effectif	41
17.2.	Participations et stock-options	41
17.3.	Participation des salariés dans le capital	41
18.	Principaux actionnaires	42
18.1.	Répartition du capital et des droits de vote	42
18.2.	Les différents droits de vote	43
18.3.	Description de la nature du contrôle	43
18.4.	Actions auto détenues	43
19.	Opérations avec des apparentés	44
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	45
20.1.	Comptes consolidés	45
20.2.	Comptes sociaux	92
20.3.	États financiers	104
20.4.	Commissariat aux comptes	104
20.5.	Date des dernières informations financières	106
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	106
20.7.	Politique de distribution des dividendes	106
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	107
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	107
21.	Informations complémentaires	107
21.1.	Capital social	107
21.2.	Données boursières	108
21.3.	Dispositions statutaires (extraits)	109
22.	Contrats importants	111
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts	111
23.1.	Coordonnées des experts	111
23.2.	Attestation de conformité des déclarations d'experts	111
24.	Documents accessibles au public	111
25.	Informations sur les participations	111
26.	Rapports des Gérants	112
26.1.	Rapport de gestion	112
3.3.3.	Sous-traitance et fournisseurs	130
3.3.4.	Loyauté des pratiques	130

3.3.5. Annexe de la partie sociétale	131
26.2. Rapport de l'organisme Tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales	134
27. Rapport du Conseil de Surveillance et du Président du Conseil de Surveillance	136
27.1. Rapport du Conseil de Surveillance	136
27.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société	136
1.2.1. Les mandats en cours de Raphaël WALEWSKI	138
1.2.2. Les mandats en cours de Fabrice WALEWSKI	139
1.3.1. Composition	139
1.3.2. Fonctionnement	139
1.3.3. Rémunération	139
1.3.4. Stock-options et bons de souscription d'actions attribuées aux membres du comité de direction	139
1.4.1. Composition du Conseil de Surveillance	139
1.4.2. Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance	140
1.4.3. Organisation du Conseil de Surveillance	140
1.4.4. Fonctionnement du Conseil de Surveillance	140
1.4.5. Évaluation du fonctionnement du Conseil de Surveillance	140
1.4.6. Les comptes rendus de séance du Conseil de Surveillance	141
1.4.7. Rémunération du Conseil de Surveillance	141
1.5.1. Alexandre WALEWSKI – Président du Conseil de Surveillance et membre du comité d'audit	141
1.5.2. Jérôme BETHBEZE – membre du Conseil de Surveillance et membre du comité d'audit	142
1.5.3. Jean-Jacques OGIER – membre du Conseil de Surveillance	142
1.5.4. François SOULET DE BRUGIERE, membre du Conseil de Surveillance	143
1.5.5. Sophie DEFFOREY-CREPET, représentant de la société AQUASOURCA, membre du Conseil de Surveillance	143
1.5.6. Sophie SERVATY, membre du Conseil de Surveillance	144
1.5.7. Proportion de femmes au sein du Conseil de Surveillance	144
1.7.1. Justification de la qualité d'actionnaire	145
1.7.2. Droit de vote	145
2.1.1. Définition	145
2.1.2. Objectifs de la société en matière de contrôle interne	145
2.1.3. Composantes du contrôle interne	146
2.1.4. Périmètre du contrôle interne	146
2.1.5. Les acteurs du contrôle interne	146
2.4.1. Organisation générale du contrôle interne	147
2.4.2. Rôle des services financiers	147
2.4.3. Limites du contrôle interne et de la gestion des risques	147
2.4.4. Description générale des procédures	147
2.4.5. Description générale des procédures relative à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable	148
2.4.6. Appréciation du contrôle interne	149
27.3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	149
28. Informations communiquées récemment	150
28.1. Communiqué de presse du 13 février 2014	150
28.2. Communiqué de presse du 27 mars 2014	152
28.3. Présentation des perspectives exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2014	153
29. Projet des résolutions	154
30. Inclusion par référence	157
31. Glossaire	157



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 avril 2014 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais, auprès de TOUAX SCA, Tour Franklin – 23ème étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex, ainsi que sur le site Internet de TOUAX : www.touax.com et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers.



Touax

Tour Franklin, 23^{ème} étage

100 - 101 Terrasse Boieldieu - 92042 La Défense Cedex

Tél. +33 (0)1 46 96 18 00 - Fax +33 (0)1 46 96 18 18

touax@touax.com - www.touax.com